REVUE

DES

DEUX MONDES

XXVIIe ANNÉE. — SECONDE PÉRIODE

PARIS. — IMPRIMERIE DE J. CLAYE
RUE SAINT-BENOIT, 7.

REVUE

DES

DEUX MONDES

XXVII[e] ANNÉE. — SECONDE PÉRIODE

TOME HUITIÈME

PARIS
BUREAU DE LA REVUE DES DEUX MONDES
RUE SAINT-BENOIT, 20

1857

PEINTRES

ET

SCULPTEURS MODERNES

DE LA FRANCE

PAUL DELAROCHE

La place que la mort de M. Paul Delaroche vient de laisser vide dans l'école française était, — qui songerait à le nier? — une des plus importantes et des plus légitimement conquises. Quelles que soient d'ailleurs les inclinations de chacun, quelque prédilection que puissent inspirer des œuvres rivales, le nom de M. Delaroche n'en demeure pas moins dans la pensée de tous associé aux noms qui honorent le plus l'art contemporain, et, qu'on l'inscrive ou non avant tel autre, personne à coup sûr ne lui marchandera le droit de figurer entre les premiers. Le peintre de *l'Hémicycle du palais des Beaux-Arts* et de *la Mort du duc de Guise* a eu ce privilége de plaire à la foule en même temps qu'aux juges difficiles. Depuis l'époque de ses débuts jusqu'au dernier jour de sa vie, il a vu le succès lui venir de toutes parts et lui rester fidèle. Il n'a pas connu, comme Gros, son maître, comme Gérard, comme d'autres encore, ces cruels reviremens de l'opinion qui dépossèdent, au profit de réputations nouvelles, les réputations dès longtemps consacrées : rare bonne fortune dans un siècle où la gloire s'use vite, où les enthousiasmes de la veille se changent le lendemain en indifférence, et quelquefois

en outrages, où le talent enfin, s'il ne se transforme sans cesse, n'a plus à nos yeux qu'une valeur douteuse et un crédit suranné.

Pourquoi M. Delaroche a-t-il été excepté de cette loi d'ingratitude ou d'oubli qui a successivement pesé sur les maîtres les plus éminens de l'école moderne? Comment, en continuant de marcher dans la voie qu'il s'était frayée d'abord, a-t-il réussi à ne pas lasser nos mobiles sympathies? La nature de ce talent si aisément intelligible, le caractère dramatique des scènes représentées, peuvent jusqu'à un certain point expliquer sa longue popularité; mais il convient de l'attribuer surtout aux efforts du peintre pour faire mieux chaque jour, à un redoublement de sévérité envers lui-même à mesure qu'il se sentait plus approuvé par l'opinion, en un mot à cette probité d'artiste que rien ne saurait ni décourager, ni endormir, et dont on trouverait difficilement ailleurs un plus noble exemple. Jamais homme moins que M. Delaroche ne se crut le droit de se reposer dans la célébrité et de s'accommoder en sûreté de conscience de la haute situation qu'il s'était faite; jamais talent ne travailla plus obstinément à se châtier. C'est cette constance infatigable, c'est ce zèle de l'art et de tous les devoirs qu'il impose qui méritent d'être honorés chez M. Delaroche autant au moins que sa rare habileté. Tout en appréciant l'incontestable mérite des œuvres qu'il a laissées, on peut faire ses réserves et relever certaines imperfections dans la manière, certaines intentions plutôt littéraires que pittoresques : en face d'un caractère si digne, d'une vie si loyalement remplie, les restrictions ne sauraient être de mise, et le respect absolu n'est que justice.

I.

Paul ou plutôt Hippolyte Delaroche, — le nom sous lequel il est devenu célèbre n'étant qu'une sorte d'abréviation de celui qu'il avait reçu d'abord (1), — naquit à Paris en 1797. Sans être précisément issu d'une race d'artistes, il appartenait à une famille qui ne laissait pas de devoir aux arts et aux études qui s'y rattachent une certaine notabilité. Son père était l'un des experts en tableaux le plus

(1) Les tableaux de M. Delaroche antérieurs à l'année 1827 portent tantôt l'initiale de ce prénom « Hippolyte, » tantôt cette signature « Delaroche jeune. » Nous ne notons le fait, assez peu important d'ailleurs, que pour prévenir toute méprise sur l'authenticité de ces toiles. Peut-être importe-t-il davantage de signaler une erreur commise par les auteurs de la *Nouvelle Biographie universelle* et reproduite, depuis la mort du peintre, dans plusieurs articles de journaux. Il s'agit d'une *Nephtali dans le désert* « exposee au salon de 1819, » où, dit-on, l'ouvrage « resta inaperçu. » Le contraire eût été difficile, M. Delaroche n'ayant jamais exposé ni même peint aucun tableau sur ce sujet.

habituellement consultés au commencement de ce siècle, et les catalogues de plusieurs collections importantes rédigés par lui témoignent de son goût et de ses connaissances spéciales. Son oncle maternel, M. Joly, conservateur du cabinet des estampes à la Bibliothèque et fils d'un homme qui a laissé dans l'exercice des mêmes fonctions les plus honorables souvenirs, représentait aussi par sa situation et les occupations de toute sa vie l'érudition en matière d'art. M. Delaroche se trouvait donc dès l'enfance entouré d'exemples et de traditions à peu près en rapport avec ses inclinations naturelles. M. Joly voulut d'abord l'attacher au département dont il avait la direction, espérant lui assurer plus tard la survivance qu'on lui avait autrefois ménagée à lui-même; mais l'ambition du jeune homme était autre. Au lieu de se promettre dans l'avenir les paisibles succès d'un érudit, il rêvait déjà la gloire d'un peintre. Quand on lui parla de se vouer aux travaux qui ont pour objet l'histoire de l'art, il déclara nettement qu'il entendait exploiter le champ de l'invention pour son propre compte et étudier ce qui avait été fait avant lui, non pour le commenter et le décrire, mais afin de créer à son tour.

Bien que M. Delaroche soit entré de très bonne heure dans la carrière et que sa vocation n'ait été entravée par aucun de ces rudes obstacles que rencontrent si souvent les artistes à leurs débuts, il ne se révéla pourtant qu'assez tard et dans un ouvrage au fond médiocrement conforme aux inclinations de son esprit. Il avait vingt-cinq ans lorsqu'il exposa au salon de 1822 *Josabeth sauvant Joas,* tableau non sans mérite dans quelques parties, mais dont le style, à la fois emphatique et timide, accusait un talent qui se cherche encore et s'exagère à lui-même ses ambitions et ses méfiances. Élevé à l'école de Gros, M. Delaroche y avait puisé de gré ou de force un certain goût pour cette manière trop souvent fastueuse que le maître popularisait par ses exemples, et qui est à peu près à la vraie grandeur pittoresque ce que l'ordre colossal est aux ordres de l'architecture classique. D'autre part, le souvenir de quelques essais dans une voie toute différente, certaines habitudes d'exécution menue gênaient le sentiment et la main du jeune peintre, et contrariaient sourdement ses aspirations. Avant de se destiner à la peinture d'histoire, M. Delaroche avait étudié le paysage sous la direction de M. Watelet. Il avait même obtenu d'être admis au premier concours ouvert entre les paysagistes pour le grand prix (1817), concours à la suite duquel Michallon fut envoyé à Rome. Cependant les considérations de famille auxquelles il devait obéir d'abord ne faisant plus obstacle à ses goûts (1), il avait renoncé à la peinture de paysage, et il était

(1) Lorsque M. Delaroche fut en âge de commencer ses études d'artiste, son frère

entré dans l'atelier de Gros; mais ces deux éducations contraires ne lui laissaient en définitive que des principes assez incertains et une pratique sans consistance. Il fallait opter entre les doctrines ennemies qu'on lui avait enseignées à tour de rôle; pour le moment, il en était encore à tâcher de les concilier. De là cette insuffisance dans l'exécution, de là aussi ces excès d'expression qu'il est juste de reprocher au tableau de *Josabeth*, et que ne sauraient racheter quelques efforts çà et là heureux, quelques intentions dramatiques.

Si incomplète que fût la première œuvre publique de M. Delaroche, elle ne laissait pas toutefois de mériter l'attention par une mise en scène assez habile et une certaine nouveauté dans l'effet général; elle constatait surtout aux yeux des condisciples et des amis du jeune peintre un progrès que de récentes tentatives ne permettaient guère de pressentir. Lorsque l'on rapproche aujourd'hui de la *Josabeth* deux tableaux que la famille de M. Delaroche a conservés et qu'il peignit peu de temps avant d'essayer ses forces sur une grande toile (1), on comprend d'autant mieux le succès qu'il obtint au salon de 1822, et l'espèce de surprise que dut causer un pareil début à ceux qui avaient été témoins jusque-là d'erreurs beaucoup plus graves. C'est au reste le caractère propre et l'honneur de ce talent d'avoir tenu toujours au-delà de ses promesses; ce sont ces manifestations progressives du savoir et de la volonté qui déterminent sa physionomie à part et sa valeur. M. Delaroche n'était rien moins qu'un de ces artistes d'instinct, une de ces organisations privilégiées auxquelles la puissance a été donnée comme une faculté originelle, et, pour ainsi dire, comme une condition de tempérament. Esprit élevé, mais ouvert à tous les scrupules, imagination délicate plutôt que passionnée, il avait besoin pour se développer à souhait de temps, de réflexion et de patience. Il lui fallait aussi le loisir de consulter l'opinion, de se rendre compte des besoins actuels, du mouvement d'idées qui commençait alors à se produire, et qu'il lui appartenait moins de dominer en maître souverain que de comprendre et de diriger en homme profondément habile.

Tandis que M. Delaroche en était donc à hésiter encore et à s'interroger sur ses aptitudes, M. Delacroix, plus jeune que lui de quelques années, donnait du premier coup sa mesure dans une œuvre qui est restée célèbre. A ce même salon de 1822, où figuraient comme

aîné, élève de David, aspirait à prendre rang parmi les peintres d'histoire. Le père des deux jeunes gens ne voulut pas qu'une rivalité trop directe s'établît entre eux, et il détermina son second fils à s'essayer dans un genre à part. M. Delaroche aîné ayant ensuite changé de carrière, toute liberté d'action fut rendue au paysagiste, qui se trouvait dès-lors le seul peintre de la famille.

(1) *Le Tasse en prison visité par Montaigne, Salmacis et Hermaphrodite.*

par le passé bien des toiles académiques, bien des contrefaçons du style inauguré quarante ans auparavant par David, le tableau de ***Dante et Virgile*** semblait ouvrir une ère nouvelle et introduire dans l'école française l'esprit d'indépendance et d'aventure. Choix du sujet, violence d'exécution et d'effet, tout attestait ici l'ardeur de la révolte, tout avait le caractère d'un défi, et d'un défi victorieux, jeté aux continuateurs de la vieille méthode. Cet acte éclatant d'audace encouragea les secrets désirs de M. Delaroche. Il ne songea pas à engager la lutte avec M. Delacroix sur son propre terrain, mais il comprit que le temps était venu pour tous de s'affranchir impunément du joug classique, que le succès même ne pouvait s'obtenir qu'à ce prix, et qu'il fallait, sous peine de se voir reléguer parmi les disciples d'un art suranné, poursuivre ouvertement, chacun dans sa voie, l'idéal nouveau dont un côté venait d'être révélé. Ajoutons que les conseils affectueux du plus puissant des novateurs d'alors achevèrent de persuader cette intelligence, à demi convaincue déjà. Géricault, avant même de connaître personnellement le peintre de ***Josabeth,*** s'était intéressé à son œuvre, et une occasion fortuite ayant mis en rapport le maître et le jeune artiste, il en résulta bientôt entre eux une amitié dont M. Delaroche devait garder pieusement le souvenir, et dont il parlait encore aux derniers jours de sa vie avec toute l'émotion de la reconnaissance.

Peu après l'ouverture de l'exposition, M. Delaroche, suivant la coutume des débutans, rôdait un matin dans la salle où l'on avait placé son tableau, guettant sur le visage des visiteurs un témoignage d'impression favorable et tâchant de surprendre au passage quelque parole d'encouragement. Près de lui, deux hommes causaient en juges experts du mérite ou des défauts qu'offraient les toiles exposées. L'un des deux était Géricault, que son ***Radeau de la Méduse*** avait, depuis trois ans, placé haut dans l'estime publique, et qui, aux yeux des jeunes peintres, représentait avec plus d'autorité que personne les tendances et la foi de l'école moderne. On devine les anxiétés de M. Delaroche quand son tour vint d'être jugé, et le bonheur qu'il ressentit en entendant quelques éloges à son adresse, quelques mots d'approbation sur son ouvrage : éloges d'autant plus sincères qu'ils ne parvenaient en apparence qu'à des oreilles désintéressées. Il n'osa pas se trahir, mais le lendemain il cherchait un introducteur auprès de Géricault; il réussissait à se faire présenter au maître qui l'avait, sans s'en douter, directement encouragé, et de qui il attendait de nouveaux avis. Géricault avait dans le caractère autant de bienveillance et de douceur qu'il déployait d'âpre énergie dans ses travaux : il se montra touché de la démarche du jeune homme. Au lieu de trancher avec lui du professeur, il voulut n'être

que son aîné dans la carrière, et, bien loin de l'enchaîner aux intérêts de sa propre cause, il n'épargna rien pour l'émanciper. On ne supposerait guère que la pensée ingénieuse, le goût correct de M. Delaroche, ont commencé à se dégager sous l'influence de Géricault, et que les conseils du fougueux peintre de *la Méduse* ont été pour quelque chose dans l'exécution élégante, mais un peu froide, de tableaux comme *Jeanne d'Arc en prison* et *Saint Vincent de Paul prêchant pour les enfans abandonnés.*

Lorsque ces deux toiles parurent au salon de 1824, elles y furent accueillies comme une sorte de tempérament entre les témérités de la nouvelle école et les doctrines immobiles de l'école qui s'intitulait classique. Depuis deux ans, la révolution avait marché de façon à donner fort à penser aux hommes qui avaient cru d'abord ne saluer en elle qu'un progrès légitime et limité dans ses conséquences : elle ne se trahissait plus aujourd'hui par des symptômes; elle s'affichait partout et plantait hardiment son drapeau en face des puissans de la veille. M. Delacroix achevait de décider le mouvement en exposant son *Massacre de Scio;* M. Scheffer, bien loin alors de la manière réservée qu'il devait adopter plus tard, avait envoyé au salon sa *Mort de Gaston de Foix,* M. Sigalon sa *Locuste;* M. Champmartin et quelques autres révolutionnaires en sous-ordre secondaient l'action des chefs et propageaient leurs principes. Il y avait là de quoi mettre en émoi les intelligences timorées. Bien des gens qui se fussent contentés d'une réforme s'effrayèrent de ce radicalisme sans merci. Entre les apôtres du mouvement à outrance et les défenseurs obstinés du passé, un troisième parti se forma, celui des modérés, et, comme il arrive toujours en temps de révolution, ce parti se trouva bientôt, sinon le plus entreprenant et le plus actif, du moins le plus nombreux. M. Delaroche, par la nature de son talent et le caractère mixte de ses ouvrages, résumait à merveille ces aspirations moyennes, cet esprit de mesure qui animaient alors la majorité. Girondin de l'art en quelque sorte, il s'était assez compromis déjà auprès des survivans de l'ancien régime pour ne pas être suspect de complicité avec eux, et d'un autre côté il ne craignait pas de protester contre les emportemens de ceux qui voulaient tout renouveler de fond en comble. De là le succès qu'obtinrent la *Jeanne d'Arc, Saint Vincent de Paul* et les autres tableaux que M. Delaroche fit paraître à la même époque : succès véritable, mais auquel les dispositions du moment eurent peut-être autant de part que les qualités mêmes des œuvres. Aujourd'hui l'on serait plus sévère. En dehors de leur mérite d'à-propos, ces œuvres en effet n'ont plus qu'une valeur assez contestable, et depuis que les conditions de la peinture anecdotique ont été mieux définies, depuis que les travaux de M. Delaroche lui-

même nous ont rendu familières les études et la vérité historiques, il semble difficile de partager l'indulgence de nos devanciers pour certaines licences un peu trop formelles. Le moyen par exemple de reconnaître, dans le tableau qui représente Filippo Lippi aux pieds de Lucrezia Buti, l'artiste d'humeur fort peu langoureuse dont parle Vasari? Filippo Lippi d'ailleurs n'avait pas moins de quarante-sept ans au moment de l'aventure retracée par M. Delaroche. Que le peintre ait cru devoir rajeunir ces tardives amours, passe encore; mais lui appartenait-il de les idéaliser à ce point et de rajeunir aussi bien que le héros l'époque de la scène et les costumes?

Cependant, à n'envisager les tableaux que nous venons de mentionner qu'au point de vue pittoresque, ils révèlent dans la manière de M. Delaroche un perfectionnement sérieux et laissent pressentir, bien plus clairement que la *Josabeth,* le développement prochain de ce talent. Le *Saint Vincent de Paul* surtout mérite d'être considéré comme un témoignage des progrès accomplis et un gage des progrès qui vont suivre. Ici l'indécision du pinceau n'embarrasse plus comme ailleurs l'expression de la pensée; les instincts judicieux du peintre se formulent non pas avec une liberté entière, mais avec plus d'aisance que par le passé. Quelques années encore, et ce style, déjà près de la netteté, achèvera de s'affermir, ces tâtonnemens du goût se résoudront en intentions tout à fait significatives; en un mot, la *Mort du président Duranti* viendra déterminer la manière incomplétement inaugurée dans *Jeanne d'Arc,* et le charmant tableau qui représente *Miss Macdonald apportant des secours au dernier prétendant* mettra en pleine lumière les qualités d'un talent mieux approprié à l'analyse des faits et aux interprétations ingénieuses qu'aux vastes entreprises de l'imagination.

La *Mort du président Duranti* est un ouvrage exempt de cette affectation théâtrale, de ces faux semblans de grandeur que, vers la fin du siècle dernier et au commencement de celui-ci, les peintres français croyaient de mise dans la reproduction de toute scène historique. Nous ne parlons pas des sujets empruntés à l'antiquité. On sait de reste quels immuables principes régissaient la composition d'un tableau où devaient figurer les héros de la Grèce ou de Rome; mais là même où il s'agissait de retracer quelque fait de l'histoire nationale, quelque événement appartenant aux époques modernes, les peintres se gardaient bien d'apporter la moindre modification au système une fois adopté comme la règle du beau universel. Ordonnance des lignes générales, attitudes, et jusqu'à l'expression des visages, jusqu'au caractère des ajustemens, tout devait, sous peine d'être réputé indigne de l'art, contrefaire les formes antiques et s'affubler d'une majesté banale. Que Vien, et un peu plus tard Vincent,

eussent à représenter sur la toile, le premier la *Mort de Coligny*, le second *Mathieu Molé aux Barricades*, que les élèves de David acceptassent par hasard quelque besogne semblable, aucun de ces artistes ne se mettait fort en peine de préciser les conditions particulières et la physionomie de son sujet. Au milieu de la toile, le héros debout et parfaitement immobile, pour faire contraste avec la turbulence des groupes environnans; au premier plan, quelques énergumènes à demi nus, variantes plus ou moins heureuses des types fournis par la statuaire, et dans le fond, des bras ou des piques s'agitant de manière à rompre les lignes horizontales de la composition : voilà le programme pittoresque dont les termes avaient été fixés un demi-siècle auparavant, et que bien des gens suivaient encore avec une pieuse docilité, lorsque le tableau peint par M. Delaroche vint faire justice de ces conventions académiques. Il serait superflu de décrire une œuvre que la gravure a depuis longtemps popularisée. Tout le monde a pu apprécier par ses yeux la vraisemblance de la mise en scène, l'énergie sans excès de la pantomime, et ce caractère de probabilité en toutes choses qui distingue la *Mort du président Duranti*. Il est toutefois un autre genre de mérite que le burin n'a réussi qu'incomplètement à s'assimiler, et l'examen de la toile même peut seul révéler certaines qualités d'exécution dont les premiers ouvrages du peintre aussi bien que le travail du graveur n'offrent qu'un assez vague pressentiment.

Jusque-là en effet on pouvait reprocher au dessin et au coloris de M. Delaroche une correction un peu superficielle. Rien d'absolument inexact dans la forme, rien de tout à fait faux dans le ton, mais rien aussi qui exprimât à fond la vérité et l'émotion ressentie par l'artiste. Quelque chose de prudent jusqu'à la froideur, d'impartial jusqu'au scepticisme, alourdissait la pratique et en affaiblissait l'accent. Ici, au contraire, le dessin est ferme et facile, la couleur sobre, mais non sans souplesse, et le modelé fin de quelques morceaux, — de la tête de Duranti entre autres, — atteste la volonté de serrer de près la nature. Enfin l'extrême habileté avec laquelle sont traitées les étoffes, les fourrures, et en général tous les accessoires, achève de mettre en relief la scrupuleuse véracité de ce pinceau. Ailleurs, il est vrai, cette habileté pourra dégénérer en ostentation de dextérité, cette imitation soigneuse des objets inanimés empiétera sur d'autres études; mais dans la *Mort du président Duranti* l'expression des réalités secondaires n'a que l'importance qui convient. C'est en face de la *Mort d'Élisabeth* qu'on sentira l'abus de la méthode, et que le regard sera comme étourdi d'une sorte de fracas pittoresque. M. Delaroche heureusement n'était pas homme à se méprendre longtemps. En dépit des applaudissemens qui accueillirent, au salon

de 1827, la ***Mort d'Élisabeth,*** il vit bien que persister dans la voie où il venait d'entrer, c'était s'exposer à faire fausse route : il se hâta de rétrograder. Un soin excessif dans le rendu des accessoires put encore, sous sa main, nuire de temps à autre au relief des morceaux essentiels et diviser l'effet de ses compositions; mais ce défaut, il travailla sans relâche à s'en corriger, et là même où les objets inertes sont traités par lui avec le plus d'amour, ils n'usurpent plus, comme dans l'***Élisabeth,*** le droit de se mettre en vue. Une seconde fois seulement, et à quinze ans d'intervalle, M. Delaroche crut devoir recourir à ces artifices de brosse, à cette exécution tumultueuse qui exagère le rôle des détails et s'en prend surtout au costume. Le ***Charlemagne passant les Alpes,*** aujourd'hui au musée de Versailles, montre ce que le talent de M. Delaroche pouvait perdre à se préoccuper outre mesure des effets partiels; mais revenons aux travaux qui résument le mieux les qualités de ce talent et à l'histoire de ses progrès.

La ***Mort du président Duranti, Miss Macdonald*** et les autres toiles exposées par M. Delaroche au salon de 1827, de nouveaux tableaux qui, sans être sortis encore de son atelier, commençaient à occuper la presse et le public, en un mot ce que l'on avait vu déjà ou ce que l'on s'attendait à voir avait donné au nom du peintre, vers la fin de la restauration, une importance considérable. Par ses tendances et le caractère de son talent, M. Delaroche représentait à peu près dans les arts ce que les écrivains du ***Globe*** représentaient alors dans la politique et dans les lettres. Comme eux, il appartenait au parti du mouvement, il aspirait à régénérer des doctrines vieillies; mais, comme eux aussi, il se restreignait dans certaines limites que de plus aventureux avaient déjà franchies, quitte à ne pas trop savoir ensuite où s'arrêter. Non sans autorité sérieuse dans le présent, il semblait surtout promis à l'avenir. Aussi, lorsque la révolution de 1830 eut ruiné du même coup les institutions politiques et ce qui restait des résistances de la vieille école, se trouva-t-il tout naturellement l'un des hommes le plus en vue, et, comme on devait dire dix-huit ans plus tard à propos d'autres hommes et d'une autre révolution, l'une des espérances de la veille. Que l'on ne s'exagère pas toutefois le rôle de M. Delaroche à cette époque et sa part d'action dans des événemens auxquels il se trouva mêlé seulement en tant qu'artiste : j'ignore sur la foi de quelle tradition un écrivain le montrait récemment combattant en juillet derrière les barricades; mais il en est de ce fait comme du duel de Lesueur et de tant d'autres anecdotes qui se sont glissées dans la biographie des artistes célèbres, rien n'est moins exact à tous égards.

Il semble au surplus que M. Delaroche ait eu ce privilége d'atti-

rer sur les actes de sa vie, sur ses intentions même, des regards un peu plus pénétrans que de raison, et de fournir matière, en dehors de l'art, à des suppositions imprévues ou parfaitement contradictoires. Il y a vingt-cinq ans, au lendemain de cette révolution où l'on veut aujourd'hui qu'il soit intervenu les armes à la main, on lui prêtait des passions politiques fort différentes. Le *Cromwell* et *les Enfans d'Édouard* étaient, disait-on, une allusion aux faits de l'histoire contemporaine, un pieux hommage aux vaincus, une leçon à l'adresse des vainqueurs. Étrange leçon! soit dit en passant, et pour le moins bien inutile : aussi M. Delaroche ne songea-t-il nullement à la donner. De ces deux tableaux que l'esprit de parti prétendait transformer en moralités de circonstance, l'un était achevé longtemps avant la révolution de juillet, l'autre ébauché déjà au moment où cette révolution éclata. A moins d'accorder au peintre un don singulier de prescience, il faut convenir qu'en travaillant à ces ouvrages, il n'en soupçonnait guère l'opportunité prochaine et la signification qu'on allait y chercher. Non, les arrière-pensées de M. Delaroche à cette époque de sa vie et à d'autres époques, les intentions secrètes dont on s'est plu à compliquer son talent, tout cela n'est qu'erreur ou invention. Nous ne prétendons pas dire, tant s'en faut, que M. Delaroche fût indifférent à toutes les causes, qu'il se tînt en dehors des événemens ou des idées qui venaient à se succéder dans son pays. Il avait, comme homme, des préférences auxquelles il est resté fidèle; mais, comme peintre, il n'entendait faire ni de l'art un moyen d'action éphémère, ni de son pinceau un instrument de polémique; son ambition était plus haute, et son entreprise plus vaste, plus humaine. Le peintre de *Charles Ier* et de *Jane Grey*, de *Napoléon à Fontainebleau* et de *Marie-Antoinette*, de *Strafford* et des *Girondins*, l'artiste qu'émeuvent toutes les grandes infortunes, qui célèbre tous les genres d'héroïsme sans distinction de race ni de drapeau, — un tel homme à coup sûr ne prend pas l'attitude d'un homme de parti, mais bien la tâche d'un historien et d'un moraliste. L'histoire est-elle véridique, la morale ressort-elle clairement des scènes représentées, voilà le point essentiel. Que le choix du sujet intéresse à tort ou à raison les passions du moment, peu importe : l'esprit de l'œuvre n'est pas là.

Il faut le dire pourtant. En faisant une part si large dans l'art à l'élément historique, à l'étude philosophique du fait, M. Delaroche courait risque d'amoindrir d'un autre côté la portée pittoresque de ses travaux, et de remplacer par des procédés en quelque façon littéraires les moyens d'expression qui appartiennent au pinceau. La pensée de M. Delaroche était celle-ci : « Les grands maîtres ont exploité le champ de l'invention poétique avec un tel succès, qu'à peine

reste-t-il à glaner sur leurs traces quelques rares débris. Désormais la moisson est faite. Les idées religieuses ont trouvé depuis longtemps leur forme définitive. D'éternels modèles nous révèlent d'autre part, et avec un éclat incomparable, le beau dans sa plus haute acception plastique. En dehors de ces deux interprétations suprêmes, qu'y a-t-il donc encore à tenter? L'analyse des événemens purement humains, la représentation des faits au point de vue dramatique et sous leur aspect, non le plus grandiose, mais le plus probable. Un enseignement direct, et jusqu'à un certain point familier, voilà ce qui s'appropriera le mieux aux conditions de l'art moderne, aux besoins intellectuels de notre époque. » Or cet enseignement, si opportun qu'il fût, fallait-il en préciser les formes à ce point qu'aucun détail ne fût exclu, aucune réalité dissimulée? Le succès a donné raison aux théories de M. Delaroche, et d'ailleurs l'extrême habileté avec laquelle elles ont été mises en pratique les justifie suffisamment. Il est permis néanmoins de se demander si tout ce que la plume décrit à la pensée, le pinceau peut également le raconter aux yeux, et s'il n'en est pas des ressources de la peinture en face de certains sujets comme des lois ou des convenances théâtrales. « Ne mettez pas la potence sur la scène, écrivait Diderot à Voltaire; d'autres bientôt y feront figurer le pendu. » M. Delaroche n'a pas craint de réaliser quelque chose des pressentimens de Diderot. La tête coupée de Charles Ier, la paille qui va boire le sang de Jane Grey dépassent peut-être la limite des vérités utiles. En vain objecterait-on l'exemple des anciens maîtres et ces instrumens de torture qu'ils ne se faisaient pas scrupule d'introduire dans leurs tableaux : il n'en va pas du martyre d'un saint comme d'une exécution judiciaire. L'expression de la foi sur les traits de celui qui subit le supplice, le ciel entr'ouvert pour recevoir cette âme déjà presque délivrée du corps, tout, jusqu'au lieu et à l'époque de la scène, tend à idéaliser le martyre religieux et les circonstances qui l'environnent. La palme, en un mot, se voit aux mains des anges autant pour le moins que la hache ou la torche aux mains des bourreaux. Dans la mort d'une victime de la politique, un pareil contraste ne saurait exister. Ici sans doute la pensée de Dieu, de l'éternelle justice peut et doit planer sur le tableau des misères et des iniquités humaines; mais elle ne se traduit pas sous des formes assez sensibles, elle n'apparaît pas assez ouvertement, pour racheter l'horreur du spectacle, et ennoblir, comme ailleurs, la réalité. Le mieux ne serait-il pas que l'art osât atténuer cette réalité extrême, et que le peintre d'une scène historique n'eût pas tout à fait les mêmes scrupules que le rédacteur d'un procès-verbal?

Qu'importe après tout? Si M. Delaroche a pu quelquefois s'exa-

gérer un peu à lui-même ses devoirs de peintre historien, que de fois en revanche ne les a-t-il pas remplis avec une justesse de vue et une pénétration parfaites! Quel tact, quelle finesse dans la composition de ces trois scènes entre autres, *Richelieu traînant à la remorque de son bateau Cinq-Mars et de Thou, Mazarin à son lit de mort,* et la *Mort du duc de Guise!* C'est en peignant des tableaux de cet ordre, et nous ajouterons de cette dimension, que M. Delaroche prouve avec le plus d'évidence les ressources de son esprit et l'habileté de son pinceau. C'est dans ce genre mixte qu'il excelle, dans ces tragi-comédies pittoresques où le trait de mœurs est de mise à côté de l'image terrible, où la délicatesse de l'observation s'allie à l'énergie du sentiment. Quoi de plus expressif, par exemple, que la figure de Henri de Guise étendue à terre dans l'âpre majesté de la mort, et menaçant encore, pour ainsi dire, les assassins qui ont fait le coup et le roi qui les a armés? En face de cette figure virile, le peintre nous le montre, ce lâche roi, soulevant d'une main tremblante la draperie derrière laquelle il se tenait blotti pendant la lutte, interrogeant d'un regard oblique la pâleur de la victime et s'assurant de loin que tout est bien fini. Ce mélange de cruauté et de terreur presque ridicule qu'expriment l'attitude et le visage de Henri III, l'empressement des meurtriers à se porter au-devant du maître et à faire valoir auprès de lui chacun ses services personnels, enfin, — qu'on nous passe le mot, — le côté comique de cette scène sanglante est mis en lumière avec autant d'esprit que le côté sinistre ressort avec vigueur. Quant à l'exécution matérielle, elle a une fermeté et une aisance dont les meilleurs tableaux de M. Delaroche, — j'entends ceux qu'il avait faits jusqu'alors, — n'offrent pas un spécimen aussi achevé. Dans *Miss Macdonald,* la pratique est surtout élégante, la touche pleine de grâce, mais d'une grâce un peu recherchée. Le *Richelieu* et même le *Mazarin,* si finement traités au point de vue de la physionomie et du détail, laissent souhaiter peut-être un peu plus de discrétion dans l'effet général, une harmonie moins incessamment brisée par la multiplicité des tons et les mille accidens du modelé. Ce sont assurément de charmans ouvrages, mais il leur manque encore ce qui caractérise la *Mort du duc de Guise,* — l'accent de la certitude et l'autorité du goût.

Dans la *Mort du duc de Guise,* rien que de correct sans minutie et d'harmonieux sans faiblesse. Les *crayons* et les miniatures à l'huile des peintres français du XVIe siècle ne déterminent pas avec une précision plus savante l'expression d'un visage ou la forme d'un ajustement. Les *petits maîtres* flamands eux-mêmes désavoueraient-ils cette ampleur d'effet? En tout cas, quel est celui d'entre eux qui aurait su définir aussi nettement le vrai sens et la portée morale

d'une pareille scène? Que si l'on s'en tient à notre école et à notre époque, où trouver un peintre dont le talent s'approprie mieux, aussi bien même, à toutes les conditions imposées ici par le sujet? M. Ingres traitera plus noblement que personne un thème antique dans un cadre restreint, *Antiochus et Stratonice* par exemple; M. Delacroix donnera à son petit tableau d'*Hamlet* l'empreinte de la passion et d'un sentiment profondément poétique; MM. Decamps et Vernet peindront à souhait, celui-ci *la Barrière de Clichy*, celui-là *Samson* ou *Joseph :* aucun de ces éminens artistes, en dépit de ses qualités ou plutôt en vertu de ces qualités mêmes, ne réussira comme a réussi M. Delaroche dans une œuvre moitié drame, moitié tableau de genre. Suit-il de là que le peintre du *duc de Guise* l'emporte sur tous les autres maîtres contemporains? Ce que nous venons de dire ne tend pas à cette conclusion. Nous ne voulons qu'établir un fait : c'est que M. Delaroche, talent tout éclectique en apparence, a eu son genre d'excellence, son originalité propre, et que les œuvres mêmes de ses plus dangereux rivaux laissent aux siennes leur physionomie d'élite et leur entière valeur. Or quels sont les signes distinctifs de cette physionomie? quelle part faut-il faire dans l'histoire de l'art contemporain, non pas seulement à l'auteur du *duc de Guise,* mais au peintre dont ce dernier tableau ne faisait que confirmer les succès précédens et la réputation déjà ancienne? Si l'on jette un coup-d'œil sur la situation de l'école avant la seconde moitié du siècle et sur les travaux des artistes qui aujourd'hui encore se partagent le pouvoir, on n'aura pas de peine à résoudre ces questions.

Sans nier jamais le talent de M. Delaroche, on lui a reproché néanmoins, — et cela il y a vingt-cinq ans comme depuis lors, — de ne représenter dans l'art que des qualités en quelque façon négatives. L'artiste, disait-on, qui n'est expressément ni grand dessinateur, ni grand coloriste, qui n'a pour principe que le culte de toutes les légalités pittoresques, pour muse que la convenance, un tel homme ne saurait prétendre à une influence fort puissante sur l'école et les idées de son temps. Il y a deux manières pourtant d'acquérir cette influence. On peut ou s'emparer de l'opinion à force ouverte et régner sur elle par droit de conquête, ou se pénétrer si bien de l'esprit et des besoins actuels, qu'on arrive à résumer en soi les tendances de tous. Reste à savoir si, au point où nous sommes, le second moyen n'est pas le plus efficace, et si le succès n'appartient pas aux intelligences persuadées par ce qui les entoure plus sûrement encore qu'aux intelligences résolues à ne prendre conseil que d'elles-mêmes. David, comme autrefois Lebrun, avait su imposer ses inclinations personnelles et les habitudes de sa pensée à toute une époque. Lui régnant, personne parmi les artistes comme

dans le public n'eût songé sans doute à contester l'opportunité de sa domination. Depuis l'apparition du tableau des ***Horaces*** jusqu'au moment où fut exposé le ***Léonidas,*** chacun avait cru de la meilleure foi du monde reconnaître ses propres aspirations formulées dans les œuvres du maître, et cependant on ne faisait alors que subir l'ascendant de cette forte volonté, l'autorité de ce talent que l'on respectait comme un dogme, et qui n'était au fond que l'expression de la foi d'un seul. Que David soit venu à propos et dans un milieu favorablement préparé pour sa gloire, cela est certain; mais ne saurait-on dire que le long empire exercé par lui fut en grande partie le résultat d'une surprise, et que sa doctrine, si bien appropriée qu'elle parût aux mœurs du moment, contrariait en réalité l'instinct national et les coutumes de l'art français? Aussi quel empressement à secouer le joug dès que le maître n'est plus là pour le maintenir! quelle violence dans la réaction, et quels excès d'indépendance après ce régime tyrannique! C'en est fait désormais de la soumission de l'école comme du despotisme des chefs. Aucun de ceux-ci ne réussira à régenter pleinement l'opinion, à la façonner suivant ses propres principes, et ce qui prouve combien l'intimidation en pareil cas est devenue une arme insuffisante, c'est que les deux talens les plus radicaux qui aient paru depuis David n'ont pu, l'un en dépit de son élévation soutenue, l'autre malgré sa fécondité et son éclat, réduire les résistances de la foule.

M. Ingres, aux yeux de la partie la plus éclairée du public, occupe la première place dans l'école française contemporaine; mais l'art tel qu'il le comprend et le pratique semble un peu dépaysé au milieu de nous. Que les œuvres de M. Ingres soient empreintes d'une beauté impérissable, qu'elles révèlent l'imagination et la main d'un grand maître, rien de plus vrai : est-ce à dire toutefois que ce maître s'inspire des idées modernes, que ces œuvres soient en rapport exact avec nos besoins et nos goûts? Chez le peintre de ***l'Apothéose d'Homère,*** de ***Saint Symphorien*** et de tant d'autres sujets conçus et exécutés avec une intraitable rigueur de pensée et de style, on dirait au contraire que le génie s'excite de la haine contre le présent. De là l'incomplet assentiment, quelquefois même l'opposition formelle, que rencontre parmi nous la manière de M. Ingres. Les uns ne voient dans cette manière hautaine qu'un démenti à de légitimes aspirations; d'autres, mieux avisés sans doute, l'admirent comme une protestation avant tout éloquente. Amis ou ennemis, tous s'accordent sur ce point qu'elle n'a de raison d'être aujourd'hui qu'à titre d'évocation du passé. Qu'il nous soit permis de constater le fait, sauf à réserver nos propres sympathies : ce n'est pas d'ailleurs outrager la gloire du plus savant peintre de notre âge que d'indiquer, en regard

du respect auquel il a droit, les caractères qui nuisent à sa popularité, ou qui limitent son influence.

Si nous rapprochons le nom de M. Delacroix du nom de M. Ingres, il ne s'agit nullement, — avons-nous besoin de le dire? — d'un parallèle à établir entre les deux artistes. On sait de reste quel abîme les sépare, eux, leurs travaux et leurs doctrines. Il convient seulement de faire remarquer qu'ils affichent l'un et l'autre, dans des vues fort opposées, le même goût pour les principes absolus, la même inflexibilité de méthode, la même opiniâtreté dans la manière. Soit parti-pris, soit impuissance à se corriger, M. Delacroix n'a pas dans tout le cours de sa carrière modifié une seule fois les formes de son style, et, pas plus que M. Ingres, il n'a dévié de la route où il était entré au début. Qualités et défauts, tout lui appartient en propre, tout atteste un esprit convaincu et déterminé à ne rien concéder aux exigences d'autrui, à s'enhardir des résistances qu'on lui oppose, des échecs même qui pourront survenir. Une telle obstination est véritablement d'un artiste; mais si elle fait la force de M. Delacroix auprès de ceux qui savent honorer les croyances sincères, elle a aussi, et pour le plus grand nombre, ses inconvéniens et ses périls. On aura beau signaler dans les œuvres du plus franc coloriste qu'ait produit l'école française la richesse des tons et de l'effet; on aura beau rendre hommage au sentiment passionné, aux intentions poétiques qu'exprime ou plutôt que laisse entrevoir ce pinceau : la foule ne cessera jamais de s'effaroucher de certaines étrangetés et de certaines licences, qu'excuse pourtant sans les justifier la verve de M. Delacroix. Un pays comme le nôtre, où l'art en général procède de la raison plutôt que de l'inspiration spontanée, trouvera difficilement dans ces témoignages, parfois violens, d'indépendance l'entière satisfaction de ses instincts.

A côté de M. Ingres et de M. Delacroix, qui n'avaient et ne pouvaient avoir, en vertu de leur absolutisme même, qu'une action circonscrite sur le goût public, à côté aussi d'autres talens qui ne représentaient chacun que des tendances à peu près personnelles, il y avait donc place pour un artiste dont le rôle consisterait à concilier, au moins en apparence, ces doctrines ennemies, et à se faire l'interprète des aspirations de tous. M. Delaroche prit ce rôle difficile, et il le remplit avec un plein succès. Grâce à lui, et par le seul fait de son entremise, les arts qui semblaient se mouvoir dans une atmosphère étrangère à celle de notre éducation et de nos habitudes se sont comme rapprochés de nous. Les enseignemens du pinceau nous sont devenus presque aussi familiers que les enseignemens littéraires, et là où nous nous laissions rebuter par des formes d'expression ou scientifiques ou confuses, nous avons aisément été persuadés par un langage intelligible à tous. Ce n'est pas toutefois qu'en

se mettant ainsi à la portée des ignorans, M. Delaroche compromit ses titres auprès des érudits. On ne saurait dire non plus que l'impartialité avec laquelle il accueille tous les progrès qui s'accomplissent, toutes les idées qui s'agitent autour de lui, dégénère en scepticisme systématique. Son talent est, si l'on veut, un miroir où se reflètent des intentions exprimées par autrui et les symptômes généraux du goût actuel. Il reproduit aussi, et non moins fidèlement, ce que l'artiste a senti à propos des objets qu'il nous montre. Dans ces œuvres, fort peu agressives, mais suffisamment accentuées, et, comme aurait dit La Bruyère, « faites en somme de main d'ouvrier, » les hommes familiarisés avec les difficultés de l'art reconnaîtront les témoignages d'un savoir sérieux et d'une habileté supérieure. Ceux qui savent tenir compte seulement des idées ou des faits que traduit la peinture marchanderont encore moins leurs suffrages à un peintre si bien en mesure d'intéresser directement l'esprit. On a dit quelquefois que M. Delaroche, avec son organisation et les qualités générales de son intelligence, se serait aussi sûrement distingué dans une autre carrière que dans celle qu'il avait choisie. Peut-être en eût-il été ainsi. Si M. Delaroche, par exemple, eût voué sa vie aux travaux littéraires, il n'est pas impossible qu'il eût acquis à peu près la même réputation, et l'instinct qu'il semble avoir des effets de la scène permettrait de penser que le drame se serait formulé sous sa plume aussi heureusement que sous son pinceau. A quoi bon pourtant chercher à deviner ce que l'artiste aurait pu faire en dehors de ce qu'il a fait? Ses œuvres établissent nettement son mérite, elles justifient de reste le parti qu'il a préféré, et le rôle de M. Delaroche est trop important, trop nécessaire même, dans l'histoire de l'art contemporain, pour qu'on puisse le supprimer sans supprimer du même coup l'expression la plus claire et comme le résumé des efforts de l'école moderne.

II.

On a vu que la *Mort du duc de Guise* marquait avec plus de précision qu'aucun des travaux antérieurs de M. Delaroche ce qu'on pourrait appeler sa manière purement historique, cette manière popularisée déjà par dix ans de succès, et que l'Institut avait achevé de consacrer en admettant dès 1833 le peintre de *Cromwell* et de *Jane Grey*. Il nous reste à indiquer, dans les travaux qui suivirent, les caractères nouveaux à quelques égards de son talent et ses développemens successifs jusqu'au jour où la mort devait glacer cette main laborieuse, cet esprit plus actif et mieux inspiré que jamais.

Tandis que M. Delaroche travaillait au tableau de la *Mort du duc de Guise*, où il allait achever de faire ses preuves comme peintre

de sujets historiques, une tâche fort différente à tous égards, — la décoration de l'église de la Madeleine, — occupait déjà sa pensée. Il avait accepté ce grand travail vers la fin de l'année précédente (1833). De la part d'un artiste accoutumé aux succès populaires, et dont le crédit était bien assuré dans un certain ordre de peinture, il y avait sans doute du courage à tenter ainsi une entreprise contraire à toutes les habitudes de son talent. Jusque-là, M. Delaroche ne s'était pas, à vrai dire, essayé dans la peinture religieuse. Deux tableaux faits au commencement de sa carrière, — une *Piété,* destinée à la chapelle du Palais-Royal, et un *Saint Sébastien,* — ne pouvaient sous aucun rapport passer pour des épreuves suffisantes (1). Personne ne le sentait mieux que lui, et lorsqu'il se résolut à entreprendre les peintures de la Madeleine, ce ne fut pas du moins sans avoir bien apprécié les conditions toutes nouvelles qui lui étaient faites et le péril auquel il s'exposait. « Je vous avoue, écrivait-il à l'un de ses amis, qu'à première vue la proposition m'a fait peur. J'ai si bien compris ce qui me manquait pour accomplir une pareille tâche, que je me suis laissé aller d'abord à la tentation de la refuser. Tout bien considéré pourtant, j'ai changé d'avis. Je suis peintre : je dois à l'art et je me dois à moi-même de ne reculer devant aucun effort. J'irai faire mon noviciat en Italie, et quand je me sentirai bien approvisionné, je reviendrai me mettre à l'œuvre... » M. Delaroche toutefois n'allait chercher à Florence et à Rome que des leçons techniques, des modèles de style et non des patrons d'idées. Pour plus de sûreté et comme pour se prémunir contre les dangers d'une influence trop directe sur sa propre imagination, il avait voulu avant son départ arrêter toutes ses compositions, les essayer sur les murs de l'église et se fixer à lui-même les termes généraux du programme dont il modifierait ensuite les détails suivant les exemples des maîtres. Heureux ceux qui savent se défier ainsi de l'autorité des chefs-d'œuvre et garder un fonds d'indépendance là où il est si facile de se laisser absolument asservir! Rien de plus rare en pareil cas qu'une admiration prudente, rien de plus chanceux, même pour les peintres les mieux doués, que l'étude de l'art italien, quand cette étude n'a pas pour objet précis le développement d'un sentiment personnel. Or comment s'écouter fort attentivement soi-même en face de ces créations incomparables qui, comme *la Cène,* les *Stanze* ou *la Chapelle Sixtine,* sont le dernier mot de l'art et l'effort suprême du génie humain? Les plus fiers à coup sûr s'humilieront devant elles; les plus sages peut-être se tourneront vers des modèles moins par-

(1) Il faudrait mentionner aussi la *sainte Amélie,* si ce tableau n'appartenait, par son style et le caractère de l'exécution, à la classe des œuvres de genre plutôt qu'à la classe des tableaux religieux.

faits et par cela même mieux appropriés aux instincts et à l'ambition de chacun. Telle fut au moins la règle de conduite que s'imposa M. Delaroche pendant son séjour en Italie. Au lieu de copier les œuvres de Raphaël ou de Léonard, il voulut remonter aux sources où ces grands maîtres avaient puisé et interroger à son tour les premiers monumens de la peinture religieuse, à peu près comme un écrivain qui, pour former son style, étudierait les origines de la langue avec plus de zèle encore que la littérature des beaux siècles.

M. Delaroche consulta donc à fond, et le crayon à la main, les fresques des *trecentisti* qui ornent les églises de Florence et des autres villes de la Toscane; puis, accompagné de deux de ses amis et d'un de ses élèves, il se retira pour peindre les esquisses de ses compositions dans le couvent de Camaldoli, monastère situé au sommet de l'Apennin, et par conséquent rarement visité. Quelques jours après, M. Ampère, qui accomplissait alors ce *voyage dantesque* dont la *Revue* a publié le récit (1), venait se renseigner aux mêmes lieux. Jamais peut-être le *sacro eremo di Camaldoli* n'avait reçu des hôtes si nombreux. En tout cas, c'était la première fois que les cellules du couvent se convertissaient en ateliers et que ses murs abritaient des travaux que la publicité attendait à Paris. Je me trompe : ces travaux auxquels M. Delaroche se livrait alors et qu'il allait pendant près d'une année encore continuer à Rome, ces études poursuivies avec l'ardeur d'un talent qui se sent en progrès, tout cela devait rester stérile et s'ensevelir dans l'obscurité (2).

On se rappelle dans quelles circonstances M. Delaroche renonça à ses projets de décoration pour l'église de la Madeleine. Une mesure prise par l'administration l'ayant dépossédé d'une partie de la tâche qu'il croyait confiée tout entière à son pinceau, il s'éleva vivement contre ce partage, et s'empressa de rendre, avec le travail auquel il avait consacré deux années déjà, une somme considérable reçue pour prix de ses études préparatoires. Peut-être, il faut le dire, la décision ministérielle n'était-elle que le résultat d'un malentendu; peut-être les droits de M. Delaroche avaient-ils été involontairement méconnus. Quoi qu'il en soit, il y allait pour lui de sa dignité d'artiste, et il n'était pas homme à en faire bon marché. Dans une occasion précédente, vers la fin de la restauration, il avait mieux aimé voir son nom rayé de la liste des peintres employés par

(1) Voyez les livraisons du 15 novembre et 15 décembre 1839.

(2) Sauf quelques têtes peintes d'après les religieux camaldules qui lui avaient donné l'hospitalité, rien de ce que M. Delaroche a produit pendant son voyage en Italie n'a vu le jour jusqu'ici. Ces portraits de camaldules, exécutés avec une rare finesse, appartenaient à M. le comte de Feltre, qui les a légués au musée de Nantes, où ils se trouvent aujourd'hui.

la direction des Beaux-Arts que subir certaines conditions qui auraient mutilé son œuvre (1). A plus forte raison, lorsqu'il méditait une œuvre bien autrement importante, un ensemble de compositions se déduisant les unes des autres et reliées entre elles par l'homogénéité du style, ne pouvait-il se laisser ravir en silence ce qu'il regardait comme une part de son domaine. Ajoutons qu'à cette époque M. Delaroche n'avait aucune fortune, qu'en abandonnant la somme reçue, il se dépouillait, après tout, du fruit de son travail, et que, pour affranchir ainsi son talent, il compromettait dans l'avenir ses ressources matérielles : sacrifice d'autant plus grand que son récent mariage lui imposait de nouveaux devoirs sur ce point et une responsabilité nouvelle (2). Ceux qui, fort injustement d'ailleurs, seraient tentés d'accuser ici les susceptibilités de son amour-propre ne refuseront pas au moins d'honorer son désintéressement.

Le voyage d'Italie, que M. Delaroche avait entrepris en vue d'une œuvre spéciale, n'eut donc d'autre résultat que de laisser l'artiste mieux préparé aux tâches qui pourraient survenir. Celles qui lui furent offertes d'abord ne lui permettaient guère de mettre en relief les qualités qu'il avait acquises au-delà des monts. ***Charles Ier insulté par les soldats de Cromwell*** et ***Strafford marchant au supplice*** n'avaient et ne pouvaient avoir qu'un mérite analogue au mérite des tableaux précédens. M. Delaroche eût été mal venu à se souvenir, en face de pareils sujets, des études qu'il faisait peu auparavant en Italie, et il lui fallait attendre, pour tirer parti de son expérience nouvelle, qu'une occasion s'offrît où il eût à reproduire non plus un fait simplement historique, mais une scène d'un caractère idéal. L'***Hémicycle du palais des Beaux-Arts,*** qu'il fut chargé de peindre en 1837, lui fournit enfin cette occasion d'essayer ses forces sur un vaste champ et dans un ouvrage tout d'invention. On sait le succès de l'entreprise : les résultats d'ailleurs en ont été appréciés ici même avec une pleine autorité (3), et nous ne reviendrons pas sur un sujet si parfaitement épuisé. Qu'il nous soit permis seulement de rappeler les efforts faits par M. Delaroche pour mener à bonne fin ce grand travail et d'indiquer, à propos de l'***Hémicycle,*** quelque chose de

(1) Il s'agissait alors d'un plafond pour l'une des salles du musée Charles X. Le sujet était *Jacques II recueilli à Saint-Germain par Louis XIV*. M. Delaroche, pour compléter le sens de sa composition, l'avait entourée de figures allégoriques en relief dont on exigea la suppression non-seulement avec une insistance peu éclairée, mais avec menace de ne plus employer à l'avenir l'artiste, s'il refusait d'obéir. M. Delaroche abandonna le travail, acceptant sans hésiter la disgrâce qui devait punir son refus.

(2) M. Delaroche avait épousé à Rome, au commencement de 1835, Mlle Louise Vernet, qui devait si noblement porter le poids de deux noms célèbres et laisser, après sa trop courte vie, tant de regrets et de pieux souvenirs.

(3) Voyez, dans la livraison du 15 décembre 1841, *la Salle des Prix à l'École des Beaux-Arts,* par M. Vitet.

sa manière de procéder habituelle. L'estime qu'inspire le talent du peintre ne pourra que s'accroître du respect dû à sa stricte loyauté.

Ce qui distingue toujours les productions de M. Delaroche, depuis les plus considérables jusqu'aux moins importantes, c'est l'empreinte de la conscience. Tout y est rigoureusement défini, tout atteste les recherches scrupuleuses et les longues réflexions. Que l'œuvre satisfasse complétement ou non ceux qui sont appelés à la juger, aucun d'eux à coup sûr ne reprochera à l'artiste de n'avoir pas fait tout ce qu'il était capable de faire. On pourra contester la justesse de ses intentions, mais personne, même parmi les plus sévères, ne sera tenté d'accuser sa négligence. Est-ce assez toutefois, et suffira-t-il de constater des habitudes soigneuses là où se traduisent en réalité l'amour profond de l'art, le besoin passionné du mieux? M. Delaroche ne réussissait que difficilement à donner aux formes de sa pensée une précision satisfaisante. Nous ne voulons pas dire qu'il y eût chez lui lenteur d'intelligence ou stérilité préalable, et que comme certains maîtres contemporains, comme Léopold Robert par exemple, il prît pour point de départ une donnée infime d'où il s'élevait ensuite vers des régions plus hautes à force de tâtonnemens, de temps et de patience. Non, le fond de ses intentions se révélait déjà dans les travaux qu'esquissait son crayon, et à plus forte raison dans les tentatives de son pinceau. Ce n'est pas lui qui eût achevé le tableau des *Moissonneurs* avant d'y placer au premier plan cette figure du conducteur des buffles si nécessaire pourtant à l'harmonie linéaire du sujet. Encore moins se fût-il, comme le peintre des *Pêcheurs de l'Adriatique,* acheminé vers la composition de cette scène destinée à figurer l'hiver en Italie en passant par l'étrange essai d'un *enterrement du carnaval*. Ses instincts judicieux l'eussent préservé tout d'abord de pareilles erreurs; mais, si arrêtées que fussent dès le début sa volonté et ses idées d'ensemble, il n'arrivait à se contenter sur les détails qu'après avoir épuisé la série des études préparatoires. De là les peines sans nombre que lui coûtait l'exécution de ses tableaux. Il est tel d'entre eux dont les figures, dessinées vingt fois isolément, ont été ensuite modelées en cire avant d'être transportées sur la toile, puis peintes en grisaille et enfin coloriées, jusqu'à ce que le grattoir vînt anéantir le résultat de tous ces essais et laisser le champ libre à des essais nouveaux. Ce qu'il importe de noter, c'est que chacun de ceux-ci équivalait toujours à un progrès. M. Delaroche avait le rare talent de ne pas prendre pour une idée meilleure ce qui n'était au fond qu'une idée neuve, et de ne rien sacrifier qu'à bon droit. Aussi savait-il mieux que personne mettre à profit un avis utile et achever de s'éclairer lui-même au contact de l'opinion d'autrui. En revanche, nul ne résistait plus résolûment aux avis imprudens. Sur ce point, comme en toutes choses, il s'interrogeait

avec une entière bonne foi; mais une fois convaincu, il ne craignait pas plus de poursuivre sa tâche qu'il n'hésitait à la recommencer lorsqu'un juste mode de perfectionnement lui avait été ou suggéré ou spontanément révélé. En un mot, de quelque part que lui vinssent les conseils, il en discernait la valeur avec une clairvoyance singulière, et le moins qu'on puisse dire de ce qu'il tirait de lui et des autres, c'est que le tout était le fruit de comparaisons attentives, d'études profondément sincères. On ne saurait d'ailleurs trop insister sur la constance de ces efforts et sur ces exemples de haute probité. Assez d'artistes profitent de la notoriété qu'ils ont acquise pour débiter au jour le jour jusqu'aux plus chétives improvisations de leur pinceau; assez de gens traitent l'art en spéculateurs et s'inquiètent moins des progrès de leur talent que du taux auquel il est coté. Il ne peut donc être inutile d'opposer à cette soif du gain les témoignages d'une ambition plus noble, et de montrer en regard de ces trafiquans de leur crédit un homme qui n'a consenti à vendre que ses œuvres sans s'abaisser jamais jusqu'à vendre son nom.

On pense bien qu'en entreprenant la décoration de l'*Hémicycle*, M. Delaroche devait être moins enclin que jamais à se départir de ses habitudes studieuses. Ici en effet les dimensions de l'œuvre, la simplicité de l'ordonnance avec des élémens très compliqués, l'élévation nécessaire du style, tout exigeait un redoublement de zèle et une ferme volonté d'approfondir les conditions nouvelles inhérentes à ce difficile sujet. Il fallait éviter d'autre part un écueil qui se présentait tout d'abord et louvoyer entre l'imitation formelle de certains types et l'indépendance absolue. Le moyen, en traitant un thème de cet ordre, de n'avoir pas présentes à la pensée *l'École d'Athènes* et *l'Apothéose d'Homère*? Et cependant quel danger n'y eût-il pas eu à se souvenir un peu trop de pareils exemples? M. Delaroche eut le bon goût de n'engager la lutte ni avec Raphaël, ni avec M. Ingres, sur le terrain appartenant en propre à chacun des deux maîtres. A quelques égards, il se fit leur disciple, et en cela il agit bien, mais il ne voulut pas plus descendre en face d'eux au rôle de copiste qu'il ne prétendit devenir leur rival. Il sut rester lui-même là où il était si facile de se laisser dominer par des influences étrangères, et, — mérite bien rare chez les artistes qui s'efforcent d'élargir leur manière, — il ne sacrifia pas les inclinations naturelles de son esprit à la recherche de qualités artificielles. Les progrès faits par M. Delaroche à l'École des Beaux-Arts, il les a accomplis, sous des formes incontestablement différentes, dans le sens ordinaire de ses facultés. Son œuvre, sérieuse sans être gourmée, élégante, mais non futile, résume à merveille les caractères de ce talent à la fois grave et spirituel. Condamnez le peintre de l'*Hémicycle* à s'interdire absolument les ressources dont il a disposé ailleurs, exigez de lui qu'il n'envi-

sage son sujet qu'au point de vue des traditions et des formes solennelles, et vous aurez, au lieu d'une page d'histoire de l'art vraisemblable, une de ces légendes académiques qui ne tournent pas plus à la gloire des héros représentés qu'à l'honneur de leur panégyriste. Le lot de M. Delaroche était en toutes choses de s'attacher au côté vrai et de le rendre avec finesse. En peignant sur les murs du Palais des Beaux-Arts une scène que le naturel vivifie, en nous montrant, non pas d'uniformes demi-dieux, mais des hommes qui gardent encore, jusque dans l'olympe où ils siégent, leur physionomie personnelle et les caractères de leur époque, le peintre des faits exacts, le narrateur bien renseigné des actions humaines est resté fidèle à sa mission. D'autres peut-être eussent réussi à donner à ce conciliabule de tous les grands maîtres une portée plus idéale : au point de vue où s'est placé M. Delaroche et dans les termes de sa poétique, nul mieux que lui ne se fût acquitté de la tâche.

L'*Hémicycle du Palais des Beaux-Arts* est la dernière œuvre que M. Delaroche ait rendue publique. A partir du jour où il l'eut terminée jusqu'au jour où il cessa de vivre, — c'est-à-dire pendant quinze années, — non-seulement il ne fit rien paraître aux expositions annuelles, mais il n'essaya même pas de recourir à cette demi-publicité, à ces exhibitions privées dont le succès a dédommagé quelquefois ceux qui, comme lui, se tenaient éloignés du Salon. Sauf un bien petit nombre d'hommes en possession dès longtemps de son amitié, personne ne vit plus ses ouvrages que de loin en loin et à la dérobée, pour ainsi dire. Et cependant la plupart des tableaux qu'il a produits dans cette dernière phase de sa vie n'avaient rien à redouter du grand jour. La réputation du peintre n'eût fait au contraire qu'y gagner, et l'on peut affirmer, sans exagération aucune, que son talent a pour le moins autant grandi durant ces quinze années que dans le cours des vingt années précédentes. Nous n'avons pas à insister ici sur des éloges auxquels manquerait tout moyen de contrôle et à parler avec détails de travaux qui n'appartiennent pas encore au public; mais si, comme il y a lieu de l'espérer, ces œuvres inconnues jusqu'ici de la foule sont, dans un avenir prochain, mises en lumière, si les amis de M. Delaroche réussissent à organiser une exposition où l'on pourra suivre l'histoire complète et les progrès non interrompus de ce talent, nul doute que l'épreuve n'ait à quelques égards le caractère d'une révélation. Telle toile, le *Moïse exposé* par exemple, montrera quelle aisance dans l'exécution et, — qualité plus inattendue encore, — quelle limpidité de coloris avait acquises ce pinceau un peu timoré autrefois, un peu enclin à la lourdeur. Une œuvre pleine d'émotion, et la plus touchante peut-être qu'ait signée M. Delaroche, — *une Jeune Martyre*, dont le corps livré au Tibre flotte sous la douce lueur de l'auréole qui voltige autour de la tête,

— prouvera que cette intelligence amie du fait savait aussi s'assouplir aux conditions mystérieuses de la poésie. La ***Mort du duc de Guise*** serait à notre avis le chef-d'œuvre de l'artiste dans le genre historique, si le tableau des ***Girondins***, qu'il acheva de peindre peu de mois avant de mourir, ne se recommandait par une exécution plus savante encore et par un sentiment plus fin de l'effet. Enfin une série de compositions sur les derniers épisodes de la Passion, compositions profondément pathétiques, absolument neuves d'ailleurs quant à l'agencement et aux momens choisis, ne laisserait à personne le droit de refuser à M. Delaroche ce que plusieurs de ses tableaux précédens auraient permis de lui contester dans une certaine mesure, — l'aptitude à traiter les sujets religieux. Ceux qui ne connaissent de lui dans cet ordre de peinture que les ***Vierges*** gravées il y a quelques années par MM. Jesi et Martinet ne soupçonnent guère les progrès accomplis depuis lors et jusqu'au dernier jour. M. Delaroche, quand la mort vint non pas le surprendre, — il la pressentait depuis quelque temps, — mais l'arracher au travail, M. Delaroche, mieux inspiré que jamais, terminait le tableau qui représente ***la Vierge en contemplation devant la couronne d'épines*** dans l'humble chambre où les disciples et les saintes femmes se sont réfugiés après avoir quitté le Calvaire. Ce tableau, le quatrième de la série (1), l'emporte sur les autres par l'énergie du sentiment et une expression de grandeur lugubre que le peintre ne devait si pleinement rencontrer qu'à cette heure suprême. Noble testament à tous égards qu'un pareil ouvrage ! Heureuse fin et bien digne d'une telle vie que cette mort au sein de l'art, des efforts généreux et des hautes pensées ! Que l'on cesse donc d'accuser l'isolement systématique où M. Delaroche vivait depuis quelques années, puisqu'en s'éloignant de l'arène publique il a pris d'autant mieux possession de lui-même et d'autant mieux usé de son talent. Sans préoccupation de rivalité, sans ambition du succès actuel, il a voulu scruter à fond sa conscience d'artiste. Il s'est révélé tout entier dans ces œuvres où il se confiait à l'avenir, comme ces hommes qui, écrivant leurs mémoires en vue de la postérité, disent sans réticence ce qu'ils ont vu ou senti, et ne s'appliquent qu'à être sincères.

Un moment vint cependant où M. Delaroche n'hésita pas à s'arra-

(1) Le premier non dans l'ordre des sujets, mais en suivant l'ordre des époques où ils ont été traités, est cet *Ensevelissement du Christ* que M. Henriquel-Dupont a récemment gravé. Est-il besoin de rappeler à ce propos la longue et heureuse association de deux talens en parenté l'un avec l'autre? Chacun sait ce que le peintre et le graveur de l'*Hémicycle* et du *Strafford* ont gagné à s'entr'aider pendant près de trente ans. Toute proportion gardée entre les artistes, on peut dire que M. Henriquel-Dupont a fait pour les œuvres de M. Delaroche ce que Gérard Audran avait fait pour les œuvres de Lebrun; mais il faut dire aussi que, sans les exemples et les conseils de M. Delaroche, le burin du graveur n'aurait peut-être été ni si fécond ni si complétement habile.

cher à ses habitudes de recueillement et à rentrer dans la vie active, non dans un intérêt personnel, mais pour soutenir des intérêts qui ne trouvaient alors que de rares défenseurs. On sait la triste condition qu'avait faite aux arts en particulier et aux artistes la révolution de 1848. Qui ne se rappelle aussi l'affligeant spectacle que donnèrent coup sur coup un salon où l'on avait admis sans contrôle toutes les toiles présentées et certaine exposition au Palais des Beaux-Arts des résultats du concours pour la figure officielle de *la République?* Quelques mois encore d'un pareil régime, et l'école française s'abîmait dans la confusion. L'un des premiers, et plus activement que personne, M. Delaroche entreprit de lutter contre le débordement d'idées fausses, de rancunes ou de convoitises qui menaçait de tout envahir. Assemblées de peintres réunis sous sa présidence, commissions instituées pour réglementer les expositions et le reste, démarches même auprès d'hommes dont il était bien loin de partager les opinions, et qu'il conseillait sans vouloir les servir, rien ne lui parut en dehors du rôle dont il s'était chargé; rien ne put décourager ni son dévouement à la cause de l'art, ni sa résistance aux étranges utopies qui essayaient alors de faire fortune. Quelques lignes d'une lettre écrite par lui au plus fort de la lutte montreront comment il comprenait ses devoirs, et avec quelle résignation douloureuse il acceptait la situation que les événemens lui avaient imposée. « L'art, écrivait-il en 1848, est perdu pour longtemps en France, et si le gouvernement actuel m'offrait des travaux, je suis dans une position à les refuser, par sympathie pour les misères de mes camarades. Si j'avais l'âme moins inquiète, si j'étais capable de m'absorber au milieu de ces émotions révolutionnaires, si enfin j'entrevoyais la possibilité de produire... Mais vous me connaissez, mon ami, et vous savez depuis longtemps avec quelle ardeur j'accepte tout ce qui peut briser le cœur. Trouverai-je assez d'indifférence aujourd'hui pour travailler avec fruit? Depuis bientôt trois ans j'ai beaucoup souffert, et ma douleur n'a pas augmenté mon énergie. Cependant il faut agir... » Et M. Delaroche agissait avec d'autant plus de zèle, que le nombre et les souffrances de ceux qui comptaient sur lui s'accroissaient de jour en jour. Les choses même en arrivèrent à ce point que, sans discontinuer ses efforts pour défendre les intérêts qui lui étaient confiés, il dut songer à se préparer des ressources pour lui-même aussitôt que le sort de ses confrères lui paraîtrait moins ouvertement compromis. « Je ne veux pas me soustraire aux devoirs qui résultent aujourd'hui de ma position, écrivait-il dans une lettre qui suivit d'assez près celle que nous avons citée; mais si je continue à habiter Paris, il me sera impossible de travailler, accablé comme je le serai de commissions, de sollicitations et de démarches à faire pour tous mes camarades et mes élèves. Quel parti prendre? Et ce-

pendant il faut que je me détermine à quelque chose. Ma fortune est à peu près renversée. J'ai cinquante et un ans, mes enfans sont encore bien jeunes, et ils n'ont que moi; il faut donc que je trouve moyen de terminer leur éducation et d'assurer leur avenir. Les uns me disent : « Allez aux États-Unis, c'est un pays neuf, et à l'aide de votre nom vous y ferez fortune. » Les autres veulent que j'aille en Russie, où tout le monde m'attend, à commencer par l'empereur. Quant à l'Angleterre, on prétend que mon nom est en odeur de sainteté dans ce pays, et que j'y gagnerai tout ce que je voudrai. Faut-il aller au plus près, faut-il aller jusqu'à Saint-Pétersbourg, ou bien enfin vaudrait-il mieux essayer des États-Unis? Je serais bien vite décidé, si un bon ami comme vous me disait : « Nous irons ensemble tenter fortune, nous ne nous quitterons pas. » Mais vous n'êtes pas libre, et je suis seul, bien seul, pour tout le reste de ma triste vie. Je vais essayer de vivre encore quelque temps à l'aventure, et de refouler au fond de mon cœur toutes ces pensées qui l'étouffent... »

De meilleurs jours succédèrent enfin à ces jours d'orage. M. Delaroche, après avoir quitté momentanément la France, put retrouver à Paris le calme nécessaire à ses travaux et cette solitude profitable dans laquelle son talent allait se développer encore et donner toute sa mesure. Que l'on ne se méprenne pas toutefois sur les conséquences de cet isolement volontaire. La retraite sévère que M. Delaroche s'imposait aux heures de travail, il n'hésitait pas à en sortir, soit pour aider de ses conseils ou de son crédit les artistes qui recouraient à lui, soit pour accueillir, comme autrefois Gérard, les hôtes nombreux que lui attiraient sa réputation et ses habitudes honorables. Un irréparable vide se faisait sentir sans doute dans ce salon où M. Delaroche était seul maintenant à recevoir ses amis. Ceux qui y avaient été admis en des temps plus heureux gardaient au fond du cœur la fidélité à des souvenirs bien chers, à une mémoire bien pieusement vénérée; mais ce culte du passé, tout en assombrissant le présent, perpétuait encore autour de M. Delaroche certaines traditions d'urbanité et de réserve qu'il était d'ailleurs mieux que personne en mesure de faire respecter. Qui sait même? Peut-être la dignité de ses manières a-t-elle de temps à autre donné le change sur ses dispositions véritables; peut-être sa politesse un peu grave, sa bienveillance réelle, mais sans sourire, ne laissaient-elles pas d'abuser les gens qui l'abordaient pour la première fois, en leur faisant soupçonner quelque raideur là où il n'y avait qu'attitude prudente. Tous ceux qui ont vécu dans la familiarité de M. Delaroche savent quelle facilité d'humeur, quelle amabilité vraie se cachaient sous cette apparente froideur. Ils savent surtout, et ils n'oublieront pas que, cœur honnête dans la plus sérieuse

acception du mot, il ne reprenait rien de ce qu'il avait une fois donné, et que l'on pouvait en toute sûreté se fier dans le commerce de la vie à son amitié, comme dans les affaires à sa parole. Mais c'est assez parler du caractère privé de M. Delaroche. Si nous insistions davantage sur ce point, nos hommages mêmes pourraient presque dégénérer en indiscrétions; notre profonde gratitude envers l'homme ne doit pas nous laisser oublier que c'est surtout le talent de l'artiste qu'il convient d'honorer ici.

En esquissant l'histoire de ce talent, nous avons omis toute une série d'œuvres où il se manifeste pourtant avec une autorité égale à celle qui lui appartient ailleurs. Les nombreux portraits peints par M. Delaroche, les portraits plus nombreux encore qu'il a dessinés aux trois crayons, méritent au moins d'être mentionnés comme spécimens importans de son habileté; seulement on ne saurait faire ressortir le mérite des travaux qu'il a laissés en ce genre sans répéter ce qui a déjà été dit à propos de ses autres travaux. Comme peintre de portrait, M. Delaroche est en effet tel qu'il nous apparaît comme peintre d'histoire. Cette finesse dans les intentions, cette adresse à s'emparer du fait au profit de la vérité morale, tout, jusqu'à ce goût de l'exactitude un peu minutieux parfois, se retrouve dans les ouvrages où il n'avait à retracer qu'une figure isolée aussi bien que dans la représentation des scènes compliquées. Ajoutons, comme un trait de ressemblance de plus, que les perfectionnemens successifs de sa manière, si sensibles lorsqu'on étudie ses tableaux, ne se montrent pas avec moins d'évidence lorsqu'on examine son œuvre de portraitiste. L'inégalité de mérite est déjà grande entre le portrait de *M. de Pastoret* peint en 1829 et le portrait de *M. Guizot* peint dix ans plus tard; mais le progrès est plus marqué encore dans les toiles qui suivirent, dans les portraits entre autres de *M. de Rémusat,* de *M. le duc de Noailles,* de *M. Pereire* et de *M. de Salvandy.* Enfin, de même que *les Girondins,* achevés il y a quelques mois, peuvent être considérés comme le plus complet de ses tableaux d'histoire, le dernier portrait qu'ait signé M. Delaroche, — le portrait de *M. Thiers,* — est peut-être celui qui exprime le mieux ses qualités en ce genre spécial.

Ainsi, quels qu'aient pu être les thèmes proposés à ce talent, quelques difficultés qu'il ait eu à vaincre, on le voit, à mesure qu'il avance en âge, se développer et s'affermir. Combien d'autres, brillans au début, se sont éteints avec la jeunesse ou dissipés en productions faciles, en fantaisies sans portée! Combien d'artistes contemporains dont la vie se résumerait tout entière dans l'histoire de leurs premières années! M. Delaroche est une noble exception à ces talens usés dès l'origine ou exploités au jour le jour. Il a connu le succès de bonne heure; mais le succès n'a pas plus épuisé ses forces

que trompé sa raison. Au lieu de se fier aux applaudissemens et de se croire arrivé alors qu'il n'était qu'en marche, il a exigé d'autant plus de lui-même que l'opinion le traitait avec plus de faveur; au lieu de spéculer sur la réputation acquise, il s'est comporté toujours comme s'il avait à se faire un nom. Modestie ou courage, une pareille façon d'agir n'est guère dans les mœurs actuelles, et ce n'est pas en général à ce zèle du progrès que l'école a coutume de limiter son ambition. Puisse la leçon n'être pas perdue pour elle, et l'exemple de M. Delaroche la détourner des jactances de pinceau et des appétits vulgaires! Quant aux peintres formés sous les regards mêmes du maître, si aucun d'eux jusqu'à présent ne semble en mesure de le remplacer, si nul n'a hérité de lui le renom et l'autorité nécessaires, il leur appartient du moins à tous de continuer ces traditions de sincérité dans le travail, de recherche studieuse auxquelles ils ont été directement initiés. M. Delaroche d'ailleurs pouvait-il leur léguer rien de plus? A-t-il créé, à proprement parler, une école, c'est-à-dire un ensemble de talens procédant exclusivement de lui et reliés par la communauté des doctrines? Citer les noms de ses élèves les plus distingués, ce sera répondre à cette question. M. Hébert et M. Gendron, M. Cavelier le sculpteur et M. Gérome, MM. Antigna, Roux, Hamon, Jalabert, Haussoullier, Landelle, d'autres encore, — sans parler de M. Couture, qui, moins que pas un assurément, trahit son origine, — montrent assez la diversité des talens issus de l'atelier de M. Delaroche. Le seul trait de ressemblance qu'offrent la plupart d'entre eux, c'est une expression de goût ingénieux et de tendances presque littéraires. En dehors de ces inclinations, où survit quelque chose de son propre sentiment, M. Delaroche ne leur a pas transmis sa manière, parce que cette manière était au fond toute personnelle. Elle participait des progrès successifs de l'intelligence, des conquêtes journalières, autant pour le moins que d'un système d'exécution une fois adopté. Le moyen de prescrire avec une entière certitude ce que l'on est soi-même en train de découvrir ou d'expérimenter? On conçoit qu'un artiste pour qui il n'existe qu'une sorte de beau, un maître convaincu de bonne heure comme M. Ingres, n'hésite pas dans ses enseignemens et impose à ses élèves telle méthode fixe, tel mode d'expression uniforme. M. Delaroche, dont la vie tout entière a été consacrée aux comparaisons et à l'étude, dont tous les efforts ont tendu à maintenir dans un sage équilibre les divers moyens de l'art et ses propres facultés, M. Delaroche était lui-même trop ambitieux de progrès pour se fier pleinement à son expérience et dicter, à titre de règles invariables, des principes qu'il travaillait sans cesse à améliorer.

Le peintre du *Duc de Guise,* de l'*Hémicycle,* de *la Jeune Martyre* et des *Girondins* reste donc jusqu'à un certain point isolé des ar-

tistes venus après lui aussi bien que des artistes ses contemporains. Je m'explique : les plus considérables de ceux-ci ont pu, à un moment donné, exercer sur son talent une véritable influence et le renseigner utilement dans des sens fort différens. On a vu que les débuts de M. Delacroix ne furent pas à cet égard sans autorité, et quoi qu'aient essayé, soit dit en passant, amis ou ennemis pour envenimer ensuite l'espèce d'antagonisme né des premiers succès, jamais M. Delaroche ne marchanda au mérite de celui qu'on lui opposait un peu amèrement comme un rival les justes éloges et la sympathie ouverte. Plus tard il s'aida des exemples de M. Ingres pour donner à son style des formes plus sévères. Ni M. Ingres, ni M. Delacroix cependant, ni tels autres maîtres dont il lui arrivait de consulter les ouvrages en vue d'un progrès quelconque, n'ont ouvertement modifié sa méthode d'exécution, encore moins dénaturé son sentiment. Les perfectionnemens successifs de sa manière, il les a dus surtout à lui-même, à l'expérience personnelle, aux longues méditations. Est-ce à dire que M. Delaroche se soit tenu si fort à part de ce qui se passait autour de lui, qu'il semble comme dépaysé dans notre école et dans notre siècle? Rien ne serait moins conforme à la vérité. Aucun peintre au contraire, — il faut le répéter, — n'exprime avec plus de fidélité les tendances générales et les aspirations au milieu desquelles il a vécu. Ses œuvres résument clairement le mouvement d'idées qui s'est accompli en France depuis trente ans, et les coutumes d'esprit, les goûts de la majorité. C'est par là que ce nom vivra et qu'il figurera l'un des premiers dans l'histoire de l'art au XIX[e] siècle, quelles que puissent être d'ailleurs les sympathies ou les sévérités que l'avenir réserve à notre époque. L'honneur de M. Delaroche est d'avoir su s'identifier plus intimement que personne avec les besoins intellectuels de son temps, sans concessions excessives toutefois, sans parti pris de complaisance ni d'abnégation aveugle. Quoi de plus explicable dès lors, quoi de plus légitime que la popularité de son talent, popularité tout exceptionnelle, et que n'ont pas à beaucoup près obtenue d'autres talens aussi élevés, mais qui semblent moins que celui-là venus au moment opportun et dans leur exact milieu? On ne saurait classer M. Delaroche parmi les initiateurs souverains; en revanche, il n'est que juste de lui assigner une place entre les artistes dont la haute raison et le savoir honorent le plus l'école française. En un mot, s'il n'appartient pas par tous les caractères de son génie à la race des grands maîtres, il est au moins l'un des premiers dans la famille des grands talens.

HENRI DELABORDE.

LE ROMAN

DE LA VIE DOMESTIQUE

EN ALLEMAGNE

MM. GUSTAVE FREYTAG ET OTTO LUDWIG

I. *Soll und Haben* (*Doit et Avoir*), par M. Gustave Freytag; 3 vol., 6e édit. Leipzig 1856.
II. *Zwischen Himmel und Erde* (*Entre Ciel et Terre*), par M. Otto Ludwig; 1 vol. Francfort 1856.

En Allemagne comme en France, le roman, depuis un demi-siècle, a traversé bien des vicissitudes. Goethe, signalant un des premiers l'importance de ce genre si bien approprié à la peinture des choses modernes, ne craignait pas de l'appeler une épopée domestique. C'était proclamer d'un mot l'idéal qu'on devait poursuivre; il y a toute une poétique dans cette définition. Écrire une épopée domestique, c'est dégager de la vie réelle tout ce qui est digne de la poésie, c'est tracer le tableau des joies et des douleurs, des luttes et des victoires qui peuvent agiter l'existence la plus humble. Malheureusement le nombre n'est pas grand des écrivains qui se rappelèrent la définition du maître, et le maître lui-même ne s'en souvint pas toujours. Cette forme du récit se prêtait trop complaisamment à toutes les fantaisies des conteurs; le but sérieux fut vite oublié, et soit qu'on mît en scène l'histoire ou la philosophie, soit qu'on fît du roman une prédication altière ou un passe-temps frivole, on cherchait plutôt à étonner les esprits, à exciter les sens, qu'à extraire de la réalité familière les poétiques élémens qu'elle renferme. Est-il besoin de raconter ici les phases de cette histoire? Je signalerai seule-

ment un contraste qui donne à réfléchir. Il y a vingt ans, le roman était ambitieux; il prêchait, il s'asseyait sur un trépied et ne redoutait pas l'emphase. Démasquer les mensonges du monde, régénérer les sociétés humaines, c'était la plus modeste partie de son programme. Aujourd'hui le roman n'est pas fier; il ne veut que distraire une société matérialiste, et c'est pourquoi il la conduit dans le monde des courtisanes. Comment sommes-nous tombés des héroïnes d'il y a vingt ans aux créatures du roman de nos jours? comment sommes-nous passés de la prédication orgueilleuse à la corruption vulgaire? Sans répondre à cette question, car ce serait retracer l'histoire morale de toute une période, il suffira peut-être de rappeler aux esprits la définition du roman que je citais tout à l'heure: jamais le moment ne fut plus propice, jamais il ne fut plus facile de voir combien nous sommes loin de l'idéal indiqué par Goethe. Sous le prestige des romanciers qui prétendaient régénérer le monde, on n'eût pas écouté peut-être l'avertissement du maître; cette éruption de matérialisme, qui est un des signes de la littérature courante, fera éclater à tous les yeux le danger des déviations de l'art. Disons donc avec Goethe aux écrivains de ces deux écoles : Ni si haut, ni si bas. Le roman ne peut être une prédication abstraite, encore moins une peinture grossière. Ne peignez ni les créations arbitraires de votre cerveau, ni les personnages d'un monde où la vie morale est impossible. Peignez l'homme, l'homme véritable, l'homme qui agit, qui souffre, qui combat, qui succombe ou qui triomphe; tâchez enfin, s'il se peut, d'écrire quelques fragmens de l'épopée domestique des modernes. Voilà le roman, ou le roman n'est rien.

Ce qui vaudrait mieux encore que l'exhortation, ce serait l'exemple. Supposez un observateur qui serait en même temps un artiste, un poète que soutiendraient la psychologie et la morale : comme il remplacerait bien vite les chroniqueurs attitrés d'un monde suspect! L'auteur de *la Mare au Diable*, dans ses meilleurs jours, a été souvent ce peintre ému que nous appelons; pourquoi ne l'a-t-il été que d'une manière inégale? pourquoi tant de caprices et d'égaremens ont-ils amoindri l'influence de ses succès? Un conteur chez qui la séve abonde peut se croire autorisé à tenter beaucoup de choses; après s'être perdu, puis retrouvé, puis perdu encore, il peut s'imaginer que la valeur définitive de son œuvre n'en est pas très gravement compromise; ce qu'il a sacrifié en harmonie, ne l'a-t-il pas regagné en audace? Il y aurait beaucoup à dire sur ce singulier optimisme; en tout cas, il est trop certain, et nous en voyons la preuve aujourd'hui même, qu'avec un système comme celui-là l'autorité de l'écrivain est impossible. Le romancier qui épouse l'un après l'autre tous les systèmes de son temps pour y renouveler son invention a

reçu en vain le don de sentir et d'exprimer; le bien et le mal, la vérité et le sophisme, tout est confondu dans son œuvre. Alors même qu'il obéit à des pensées généreuses, quelle action pourrait-il exercer? On n'ignore pas qu'il a subi une influence fugitive, et que la leçon de demain effacera la leçon d'hier. La première condition dans la vie littéraire comme dans la vie morale, c'est d'être une personne, de se posséder soi-même; celui qui se possède peut seul avoir foi dans ses idées, et cette foi, il ne la manifeste pas par des phrases sur la mission de l'artiste, il la prouve par l'application et la pratique. Étrange contradiction, les écrivains qui ont célébré avec le plus de fracas la mission régénératrice du romancier ou du poète sont précisément ceux qui ont montré le moins de suite, d'harmonie, c'est-à-dire de personnalité dans l'expression de leurs sentimens. On dirait qu'ils s'appliquent naïvement la poignante ironie de Pascal : « Je ferais trop d'honneur à mon sujet si je le traitais avec ordre. » Est-ce là le moyen d'exercer une influence durable et de fonder une école? A qui veut jouer un rôle efficace dans la littérature de son pays, les éclairs de l'inspiration ne suffisent pas; il faut un principe, la foi dans son œuvre, l'amour réfléchi et constant des devoirs de l'art.

Cette école qui pouvait se développer en France, qui y aurait épuré le goût public, qui du moins n'eût pas laissé le champ libre à des succès fondés sur le scandale, cette école poétique et psychologique dont nous regrettons l'absence, je crois qu'en ce moment même elle s'organise au-delà du Rhin. Il y a une douzaine d'années environ, un romancier qui est en même temps un penseur fit presque une révolution dans les lettres allemandes. Deux camps bien tranchés se disputaient alors la littérature d'imagination; ici, c'étaient les écrivains de *la Jeune-Allemagne,* esprits ardens et puérils, conteurs prétentieux et vains, qui, sous l'influence du saint-simonisme, introduisaient dans la patrie de Schiller et de Goethe les innovations les plus contraires à son génie; là, c'étaient des *dilettanti* de salon, des *gentlemen* de *high life,* ou soi-disant tels, qui avaient fait du roman l'interminable chronique des boudoirs. Les uns et les autres, c'était une certaine littérature parisienne qu'ils voulaient naturaliser au-delà du Rhin. Les écrivains de *la Jeune-Allemagne* y déployaient plus d'ardeur, plus de séve, et la plupart d'entre eux l'ont prouvé depuis en se transformant; les conteurs aristocratiques n'avaient rien qui rachetât leur insupportable fatuité. Ces coquetteries, ces mièvreries, tout ce marivaudage mêlé de prétentions philosophiques était particulièrement odieux dans un pays où les mœurs privées conservent encore, malgré des altérations trop sensibles, de si précieux trésors de grâce et de naturel. Il y eut alors un homme qui rompit brusquement en visière à la fausse littérature du jour; il ré-

solut d'étudier l'Allemagne, les mœurs vraiment allemandes, et pour en finir une bonne fois avec les salons du baron de Sternberg il alla interroger les paysans de la Forêt-Noire. Les *Histoires de village* de M. Auerbach furent un événement; un souffle pur rafraîchit l'atmosphère; les parfums du printemps, les saines odeurs des sillons fraîchement remués, l'image du travail, l'étude des passions vraies, tout cela attira peu à peu l'imagination allemande loin des domaines artificiels où s'étiolait la poésie. Or, en découvrant cette veine, M. Berthold Auerbach n'avait pas cédé à une inspiration de hasard; c'est un esprit réfléchi, une nature positive et critique, et toutes ses œuvres, même les moins réussies, attestent une méditation forte. Depuis ses *Histoires de Village*, le romancier de la Forêt-Noire a publié des livres que j'ai cru devoir blâmer; il est incontestable cependant qu'il est devenu un chef d'école, et qu'il possède plusieurs des qualités nécessaires à cette tâche. Il a des principes auxquels il demeure fidèle alors même qu'il les applique d'une façon moins heureuse; il a un ensemble de doctrines tout à fait dignes de l'Allemagne, dignes du XIXe siècle, et qui devaient rallier autour de lui des talens généreux. Le respect de l'humanité, un amour passionné du vrai, une aversion décidée pour ce faux idéalisme qui défigure l'homme en croyant l'embellir, voilà l'inspiration constante de M. Berthold Auerbach. Il y a douze ans, il triomphait du dilettantisme banal de son pays; aujourd'hui il redouble de zèle pour combattre l'influence de ces romans et de ces drames empruntés au *demi-monde* par la demi-littérature.

Nous ne savons pas assez en France que nos œuvres sont examinées sévèrement en Europe; ignorans comme nous le sommes des littératures de nos voisins, nous nous imaginons que les succès de Paris se continuent au-delà de nos frontières, et que les éloges des coteries sont répétés là-bas comme paroles d'Évangile. On nous traduit, on nous lit, mais on nous juge. Ce jugement même acquiert en ce moment une valeur originale. Dans un temps où la complaisance ne réussit que trop bien à énerver la critique, où le mensonge a droit de cité dans les lettres, il reste encore des coins de terre où l'indépendance de la critique n'est pas en péril, où l'on n'a pas à craindre qu'une parole sincère soit taxée de diffamation. En Allemagne surtout, les lecteurs compétens sont plus nombreux qu'ailleurs. Les vieilles plaisanteries sur les méprises littéraires de nos voisins ne sont plus de mise à l'heure qu'il est. S'il est vrai qu'un conteur de la rue ait été associé jadis dans l'admiration des Allemands au chansonnier du *Roi d'Yvetot* et au poète des *Méditations*, ce serait là en tout cas une bévue populaire dont la critique est parfaitement innocente, et qu'elle a été la première à bafouer. L'Al-

lemagne est savante; elle n'absout ni ne condamne au hasard, et comme elle possède, grâce à Lessing et à Goethe, les principes d'une esthétique intelligente, ses appréciations contiennent pour nous des avertissemens dont nous ferions bien de profiter.

Peut-être signalerai-je un jour, à propos de M. Julien Schmidt par exemple, les jugemens portés par les critiques les plus autorisés de l'Allemagne sur les poètes et les romanciers de la France au XIXe siècle, et l'on y trouvera matière à réfléchir. Je ne veux aujourd'hui qu'indiquer ce fait : M. Berthold Auerbach a produit toute une école hostile à notre littérature romanesque. Je n'emploierai pas ici ce mot de réaction, qui indiquerait une erreur passionnée en sens contraire; il ne s'agit pas d'une réaction, mais d'une condamnation calme et résolue. Les gros mélodrames qui avaient cours il y a vingt ans, les priapées des Crébillon et des Laclos de ce temps-ci peuvent trouver encore des traducteurs au-delà du Rhin parmi les *literats* de bas étage; ces fleurs du mal se flétriront vite dans une atmosphère purifiée. Purifions l'air, a dit M. Auerbach, et il a prêché d'exemple; défrichons le sol de l'Allemagne, a dit M. Julien Schmidt, et le critique, venant en aide au romancier, a indiqué aux inventeurs de riches veines de poésie. Ce qu'ils recommandent l'un et l'autre, c'est l'étude de la réalité. L'exemple de M. Auerbach, comme les exhortations de M. Julien Schmidt, arrivaient très à propos après toutes les écoles désordonnées qui s'étaient succédé depuis la mort de Goethe. Sous prétexte de renouveler la littérature nationale, on l'avait appauvrie; l'esprit public était las de ces tentatives stériles, la gravité des événemens faisait sentir plus vivement la vanité des œuvres littéraires, et le patriotique historien de la poésie germanique, M. Gervinus, avait terminé son histoire par ce cri extraordinaire : « Plus de poésie, plus de rêves! Il s'agit de vivre. Relevons l'Allemagne qui s'affaisse; nous chanterons, si nous sommes vainqueurs. » MM. Julien Schmidt et Berthold Auerbach ont proposé un amendement à la loi de M. Gervinus; ils ont demandé tout simplement que la poésie revînt à la réalité, et que l'imagination, au lieu d'inspirer le dégoût de la vie active, en inspirât l'amour. M. Auerbach et M. Schmidt ont-ils condamné l'idéal? Des voix intéressées leur ont adressé ce reproche; je ne puis me ranger à cet avis. L'idéal est dans la réalité même, et celui-là seul est le vrai. L'œuvre de la poésie est de savoir le trouver, le dégager et le mettre en pleine lumière.

Il y a quelques années, un des souverains de l'Allemagne se promenait familièrement avec un poète dans le parc de sa résidence. Le poète, jeune encore, était déjà célèbre par des comédies et des drames où brillait, à travers maintes prétentions aristocratiques,

une âme généreuse et sincère. Le souverain était renommé pour son patriotisme et son amour des arts. La conversation était cordiale autant que sérieuse; du haut des terrasses d'où l'œil embrasse les montagnes et les plaines, le noble promeneur montrait à son hôte le mouvement de la ville, l'activité des champs, partout l'image du travail et les fruits de l'honnêteté. « Voilà l'Allemagne, » disait-il; puis, pensant aux bouleversemens du passé, aux inquiétudes et aux défaillances du présent : « Si du moins, ajoutait-il, ce peuple se connaissait lui-même! Si les poètes lui rendaient l'énergie et la foi en lui montrant ce qu'il est! » Il continuait ainsi, traçant le rôle d'un poète avec un cœur de roi. A ces paroles, qui retentissaient dans son âme et y réveillaient maintes pensées assoupies, l'écrivain se reprochait sans doute d'avoir été trop souvent le peintre des existences blasées; il formait le projet de peindre la véritable Allemagne, l'Allemagne honnête, dévouée, qui accroît dans l'ombre le trésor des vieilles mœurs. N'était-ce pas là ce qu'avait fait M. Auerbach dans ses *Histoires de village?* N'était-ce pas aussi le conseil de M. Julien Schmidt? Par cette belle soirée de mai, au milieu des enchantemens de la nature, les principes littéraires de ses amis, commentés par une bouche souveraine, prenaient une valeur inattendue. Cette union des artistes et du prince dans une même pensée patriotique avait je ne sais quelle grâce patriarcale bien faite pour charmer une imagination germanique. Le poète emporta de cette soirée un souvenir qui ne s'effaça pas. Deux années s'écoulèrent; la guerre d'Orient venait d'éclater, l'Allemagne était neutre dans ce grand conflit, et à ce moment où bien des cœurs généreux souffraient, le poète avait terminé son roman du travail; il le dédiait respectueusement à celui qui l'avait inspiré, au prince qui dès le premier jour avait pris parti pour la société occidentale. Le poète, c'est M. Gustave Freytag, l'auteur de *Valentine* et du *Comte Waldemar;* le prince est le grand-duc régnant de Saxe-Cobourg-Gotha.

Le roman de M. Freytag est certainement une peinture bien allemande. Ce qui me frappe tout d'abord, c'est que l'Allemagne d'aujourd'hui y est franchement décrite, avec ses qualités et ses défauts. L'écueil de l'écrivain était la reproduction pédantesque des vieilles mœurs, un tableau artificiel et sentimental inspiré de la *Louise* de Voss par exemple, ou des drames bourgeois d'Iffland. La tradition de l'honnêteté et du travail s'est conservée dans les villes germaniques, mais chaque temps a son caractère. M. Freytag est bien de son époque. Rien de fané dans son œuvre, rien qui sente un archaïsme de convention. Ses personnages sont nouveaux et vrais, et, une fois qu'on a ouvert le livre, le récit vous entraîne. On ne ressent pas cette curiosité hâtive et fiévreuse qu'inspirent certaines œuvres de

nos jours; c'est une curiosité saine, si je puis ainsi parler, qui n'empêche pas de goûter à loisir la poésie des détails. L'auteur ne s'est pas borné à une peinture idyllique, il a de l'invention et de la verve. C'est bien la vie moderne qui s'agite sous nos regards avec ses singuliers contrastes. Le comptoir du négociant, l'hôtel du gentilhomme, l'antre hideux de l'usure et du crime, chaque chose est à sa place. La guerre même éclate tout à coup dans cette paisible histoire et lui donne par instans des proportions épiques. Sans doute, à côté d'excellentes figures, il y a aussi des personnages suspects, après des épisodes d'une vérité saisissante on rencontre des situations forcées; mais l'aisance de l'écrivain ne l'abandonne jamais, l'intérêt ne languit pas, et la pensée philosophique de l'œuvre, trop voilée par momens, finit cependant par se dégager à travers les sinuosités du récit.

Deux voyageurs cheminent à pied sur la grand'route; tous deux, ils viennent de leur village et vont chercher fortune à la ville. Celui-ci, un orphelin, un naïf et loyal jeune homme, n'a pour tout bien que les souvenirs de sa famille, des traditions de vertu et de probité, la bénédiction du vieux père qu'il vient de perdre, et une lettre de recommandation à l'adresse d'un riche négociant chez qui il est sûr de trouver bon accueil. L'autre est un aventurier de bas étage, armé de ses mauvais instincts comme un bandit de son poignard, et qui déjà considère le monde comme une proie. Quel étrange hasard les rapproche un instant? Ils s'étaient rencontrés naguère à l'école du village, mais une antipathie instinctive les avait bientôt séparés. Au moment où ils se retrouvent sur le grand chemin, tous les contrastes de leurs destinées futures sont dessinés d'avance en quelques traits. Antoine Wohlfart s'en allait joyeux, dispos, avec l'heureuse confiance de la jeunesse; ce chemin qu'il suivait, c'était le chemin du devoir; au bout du voyage, il allait trouver la maison du patron, le comptoir laborieux, les journées régulières, un guide et des compagnons qui deviendraient pour lui une famille. Comme la route était belle! Toute la nature avait un air de fête, et les oiseaux qui chantaient dans les arbres semblaient lui adresser des paroles de bienvenue. Chemin faisant, il arrive près d'un beau domaine seigneurial; les pelouses, les eaux courantes, les beaux cygnes naviguant sur l'étang, les ombrages séculaires du parc, tout le ravit. Une grille ouverte l'invite à entrer, il entre; n'est-il pas permis au voyageur de se reposer un instant sous l'ombre hospitalière? Tout à coup, au détour d'une allée, une jeune fille est devant lui : c'est la fille d'un gentilhomme, d'un riche baron, Lénore de Rothsattel, qui a grandi là au soleil, au grand air, gracieuse comme ces faons qui courent dans les taillis, libre comme ces buissons d'aubépine que jamais n'a

touchés la serpe. Elle va droit à lui, l'interroge, le guide à travers le parc, lui chante aussi sa bienvenue comme faisaient tout à l'heure les oiseaux du chemin, et quand le jeune voyageur, quelques instans après, reprend son bâton et son sac, il emporte le souvenir d'une apparition merveilleuse. C'est à ce moment que Veitel Itzig rencontre son ancien camarade. Itzig a admiré aussi le beau parc, mais il ne l'a pas vu avec les yeux de la jeunesse et de la poésie; toutes sortes de convoitises ténébreuses sont nées dans son cerveau. Il sait, l'apprenti usurier, il sait déjà par cœur la chronique du pays; il sait que le baron de Rothsattel est un administrateur imprudent, un homme qu'on peut duper, qu'on peut pousser à mal : supputant les profits du métier qu'il va faire, ne parle-t-il pas de dépouiller le baron? Le beau parc où a rêvé Antoine, Itzig veut s'en emparer par l'usure. Le cynisme précoce de Veitel Itzig, la loyale candeur d'Antoine Wohlfart, sont indiqués d'une main discrète et fine. Quelques traits rapides suffisent à l'auteur, et il continue son récit. Antoine est arrivé à la ville; il va frapper à la porte de la maison Schroeter et Cie, et le voilà installé chez l'ami de son père. Veitel Itzig vient d'offrir ses services à un usurier, et l'usurier a compris à demi-mot quel auxiliaire il aurait là.

Ainsi commence le récit de M. Freytag. L'introduction est vive, pleine de contrastes, et les principaux personnages du roman y sont déjà rassemblés. Antoine Wohlfart, c'est le héros dont on va suivre l'éducation morale. La maison Schroeter et Cie, c'est l'école sévère et douce où lui sera révélée non-seulement la vertu, mais la poésie du devoir. Les Rothsattel, c'est l'éclat, la séduction brillante, le mirage trompeur. Veitel Itzig et tous les personnages que l'auteur groupera autour de lui, c'est l'image des pratiques ténébreuses en lutte avec le travail honnête.

Quelle est l'idée mère du roman? Une idée heureuse et neuve. Un conteur banal aurait imaginé une lutte entre l'usure et le travail; on aurait vu Wohlfart tenté par le démon de l'or, attiré par les promesses du mal, et peu à peu l'idéal d'une vie régulière, en redressant sa conscience, l'eût ramené dans le bon chemin. Non, ce danger n'est rien pour Wohlfart; les intrigues de Veitel Itzig n'excitent chez lui que le dégoût. La lutte n'existe même pas entre le vain éclat et le travail. Il y a un personnage du roman qui veut initier Antoine aux délices de l'oisiveté mondaine, et c'est Antoine au contraire qui moralise ce frivole mentor. Le vrai danger pour Wohlfart, c'est le dévouement sentimental et irréfléchi. Si Wohlfart n'est dupe ni des tentations du mal, ni des leurres de la vanité, il pourra bien être dupe de son cœur. Cette facilité débonnaire, pour laquelle la langue allemande a tant d'expressions et de nuances, l'engagera dans de graves mé-

prises. Un devoir d'exception, si je puis ainsi parler, lui fera oublier le véritable devoir, son devoir de tous les jours. Il faut qu'Antoine Wohlfart apprenne par expérience combien il y a loin de la gloriole du dévouement mal compris à la pratique d'un devoir obscur virilement accepté. Tel est le sujet de M. Gustave Freytag; n'y reconnaissez-vous pas cette Allemagne chez qui une sensibilité rêveuse affaiblit souvent la vertu?

La peinture de la maison Schroeter et Cie est un tableau vrai et charmant. Voilà bien le travail, la probité, la discipline, et surtout l'amour de son état, le sentiment du bien qu'on y fait, de la mission qu'on y remplit, tout ce que les Allemands expriment par ce mot si difficile à traduire en français, *Tüchtigkeit*. M. Schroeter est un de ces grands négocians qui sont en rapport avec les lointaines contrées du globe; ses magasins sont un vaste entrepôt d'où les denrées coloniales, les produits d'outre-mer, maintes choses de nécessité ou de luxe, se répandent en Allemagne et deviennent accessibles à tous. Ce n'est pas seulement à l'Allemagne que son commerce est utile; établi sur les frontières de la Silésie, il a des relations continuelles avec les pays slaves, et il y porte la civilisation, comme les factoreries de la hanse, au XIIe siècle, civilisaient les provinces baltiques. « Quel état, mon fils, que celui d'un homme qui d'un trait de plume se fait obéir d'un bout de l'univers à l'autre! Son nom, son seing n'a pas besoin, comme la monnaie d'un souverain, que la valeur du métal serve de caution à l'empreinte; sa personne a tout fait; il a signé, cela suffit. Ce n'est pas un peuple, ce n'est pas une seule nation qu'il sert; il les sert toutes et en est servi : c'est l'homme de l'univers. » Ainsi parle le héros de Sedaine, *le philosophe sans le savoir*, et ce langage enthousiasmait Diderot. M. Schroeter, comme le Vanderk de Sedaine, sait aussi quel est son rôle dans le monde, mais il n'en parle pas. Ce sentiment qu'il a de lui-même se manifeste simplement dans sa vie; il aime son œuvre et la fait respecter. Ses commis ne sont pas des employés ordinaires, ce sont des collaborateurs. Ils sont associés à la pensée du patron, du *principal*, comme on dit en Allemagne; ils s'intéressent au succès et à l'honneur de la maison comme à une chose personnelle. A les voir si actifs, si dévoués, on comprend que le drapeau n'est pas un symbole réservé par privilége à l'armée; il y a un drapeau partout où un chef habile a fait de ses subordonnés une famille. Les commis de la maison Schroeter sont un régiment d'élite.

C'est au milieu de ces compagnons, sous cette discipline bienveillante, qu'Antoine Wohlfart va commencer l'apprentissage de la vie. Parmi les employés de la maison Schroeter, il y a un personnage assez singulier, à demi gentilhomme, à demi commerçant, et qui ne sem-

ble guère à sa place dans cette compagnie bourgeoise. Riche et libre, M. de Fink, issu d'une famille noble, a voulu occuper ses loisirs; le commerce l'a tenté, et il est entré chez M. Schroeter, comme un autre serait entré au régiment. Avais-je tort de parler de l'honneur du drapeau pour caractériser le zèle des employés de la maison? Au reste, le jeune gentilhomme n'a pas enchaîné complétement sa liberté; il ne prend de la tâche commune que ce qui lui convient; dans le style commercial des Allemands, cela s'appelle un *volontaire*. Le volontaire est bon camarade, il a de l'esprit, de la verve; il égaie les réunions, mais il a conservé d'étranges allures aristocratiques. Dès les premiers jours, Antoine Wohlfart, traité par lui d'une façon impertinente, se croit obligé de le provoquer en duel. Fink a du cœur; il est touché de la dignité candide de ce jeune homme; le novice dont il croyait faire son jouet lui inspire tout à coup une sympathie ardente. C'est lui qui se charge de l'éducation de Wohlfart, il veut en faire un parfait *gentleman*, il l'introduit dans le monde, et les distractions élégantes, les aventures de salon succèdent chaque soir au travail régulier de la journée. Voilà bien des piéges pour Wohlfart. Rassurez-vous : au moment où Fink se félicite de l'avoir façonné aux grâces mondaines, c'est lui-même qui a été transformé par la naïve droiture de son ami. Wohlfart, sans y prendre garde, a donné à Fink des leçons que celui-ci n'oubliera pas. Cette éducation réciproque s'accomplit au milieu d'incidens qui ne révèlent pas tous une invention très heureuse; on cherche d'abord où l'auteur veut en venir, on se demande pourquoi ces scènes de bal, ces soirées aristocratiques et toutes ces puériles intrigues où il s'oublie; le but qu'il se propose se démasque bientôt, et cette chronique, en apparence frivole, s'éclaire d'un rayon de beauté morale. L'honnêteté bourgeoise, sans même avoir besoin de lutter, a triomphé naïvement, instinctivement des séductions du gentilhomme.

C'est donc un roman bourgeois que M. Freytag a voulu écrire; les victoires de ses héros sont les victoires du sentiment bourgeois, leurs vertus des vertus bourgeoises. La bourgeoisie a été raillée, et trop souvent elle a mérité de l'être; M. Freytag laisse à d'autres le soin de célébrer sa gloire, il préfère lui donner des leçons. Il désire surtout la mettre en garde contre la fausse poésie, et il semble qu'il dise à tous les membres du tiers-état : « Sachez qui vous êtes, n'échangez pas votre or contre de la fausse monnaie. » On se tromperait cependant, si l'on croyait que M. Freytag sacrifie les personnages aristocratiques de son tableau : le baron de Rothsattel est une nature chevaleresque, sa fille Lénore est une des plus suaves créations de la littérature allemande de nos jours; seulement ces brillantes figures s'altèrent, s'effacent peu à peu, tandis que la simple et

loyale physionomie d'Antoine Wohlfart va toujours grandissant de scène en scène. L'oisiveté a compromis le blason des Rothsattel, comme le travail a donné une noblesse à Wohlfart. Le jour où le baron de Rothsattel veut travailler aussi et relever sa fortune, ignorant les conditions du bien, il est dupe des intrigans les plus vils, il confond la spéculation avec le labeur honnête : gagner vite, gagner comme un joueur, voilà toute l'ambition de ce gentilhomme. C'est un triste spectacle. Antoine Wohlfart est initié au travail par un guide éprouvé, et sous cette direction virile l'enfant devient un homme. Le baron de Rothsattel est initié à la spéculation par des juifs qui se partagent déjà sa fortune, et le fier descendant des chevaliers teutoniques va se montrer crédule comme un enfant. On le voit descendre pas à pas dans l'abîme. De hideuses figures l'environnent. C'est le juif Ehrenthal, c'est son agent Veitel Itzig, et là-bas, dans cet antre, dans ce bouge infect, l'homme d'affaires Hippus, un artiste en fait d'intrigues et de machinations ténébreuses, qui, surveillé de près par la police et ne pouvant plus faire le mal pour son propre compte, donne des leçons de vol à tant le cachet. Veitel est son élève, un digne élève qui appliquera immédiatement à son maître les leçons qu'il a reçues de lui. Cette foule d'êtres déclassés que produit la fièvre industrielle de notre âge est représentée ici avec une singulière vigueur; ils entourent, ils pressent de toutes parts la société qui travaille, et quiconque ne suit pas les chemins réguliers est contraint de frayer avec eux. Le noble qui ne veut pas se soumettre comme le bourgeois à la condition laborieuse du monde moderne sera nécessairement l'associé d'un Ehrenthal, la victime d'un Veitel Itzig et d'un Hippus. Pauvre baron de Rothsattel, si noble encore malgré ses fautes, qui le sauvera? qui travaillera pour lui? Ce n'est pas en vain que l'auteur a mis la brillante Lénore sur le chemin d'Antoine Wohlfart le jour où Antoine, le bâton à la main et le sac sur l'épaule, s'en allait à la ville. Antoine se dévouera pour le père de Lénore; le tiers-état va sauver la noblesse.

Voici la belle partie du récit, la plus neuve, la plus originale. Antoine Wohlfart est auprès des Rothsattel. Comment n'eût-il pas répondu au cri de détresse de Lénore? Le baron, menacé du déshonneur, avait voulu se brûler la cervelle; mais le coup, détourné subitement par une main amie, n'avait atteint que les yeux. Le baron de Rothsattel est aveugle, et la ruine est là; les créanciers frappent à la porte, il faut débrouiller au plus vite les affaires du baron. Wohlfart accourt, il se met à l'œuvre, règle les comptes, vend ce qui peut se vendre, oblige la baronne et sa fille à se défaire de leurs bijoux; puis, essayant de sauver les dernières ressources de la famille, il conseille au baron de faire valoir lui-même un do-

maine à peu près abandonné qu'il possède en Pologne. Ce domaine, on le vendrait mal; que la famille Rothsattel ait le courage de le défricher, d'y recommencer une nouvelle vie. Vaincu par la nécessité, le baron ne cède encore qu'à demi; quand on a vécu dans l'oisiveté ou dans les spéculations fiévreuses, on n'est guère propre à devenir un fermier laborieux : c'est Wohlfart qui rendra ce service au gentilhomme, il sait ce que c'est que l'ordre, l'économie, la discipline; il donnera l'exemple au baron. Hier il était commerçant, aujourd'hui le voilà agriculteur, et il déploiera dans sa carrière nouvelle les vertus qu'il a apprises dans le comptoir de M. Schroeter. C'est un soldat qui passe d'un poste à un autre, mais qui combat toujours sous le même drapeau.

Est-ce bien vraiment le même drapeau? Certes le rôle de Wohlfart est noble; il l'est d'autant plus que le gentilhomme ne se résigne pas à accepter comme un acte de dévouement les services du jeune commis, et qu'il affecte de le traiter hautement, rudement, comme s'il s'agissait d'un métayer à ses gages. Mais est-ce seulement le désir de faire le bien qui a poussé Wohlfart? C'est ici que la morale de l'œuvre se révèle avec une sévérité impitoyable. Wohlfart n'a-t-il pas cédé à une tentation de la vanité? N'a-t-il pas méconnu son véritable devoir, le devoir simple, sévère, pour un devoir plus séduisant, ou du moins pour l'orgueil de protéger une grande famille? Enfin n'y a-t-il pas là quelque trace de cette fausse poésie que l'auteur est résolu à démasquer? Oui, Wohlfart a été fort contre les séductions du mal et de la vanité puérile, il ne l'a pas été contre ces tentations plus hautes qui, sous prétexte de dévouement, l'ont détourné de sa voie. Il se devait aussi à son patron, à son bienfaiteur, à l'excellent Schroeter; il avait là une vie tracée, une tâche obscure et sérieuse : il a préféré les occasions éclatantes, il a voulu jouer un rôle et se mettre en scène. Dans cette maison qu'il abandonne, il y a une jeune fille, la sœur de M. Schroeter, l'humble et gracieuse Sabine, qui aime Wohlfart, qui semble faite pour lui, qui appartient au même monde, qui est nourrie des mêmes principes. Épouser un jour Sabine, ce devrait être la récompense de sa vie. En se dévouant aux Rothsattel, il a eu la pensée de conquérir cette brillante Lénore qu'il a rencontrée naguère sous les ombrages du parc. Son dévouement n'est pas pur; qu'il s'interroge avec franchise, il sera obligé de s'avouer qu'il a commis une sorte de trahison. La vanité aristocratique a séduit le vaillant bourgeois, il est infidèle à sa cause. Déjà au moment des adieux M. Schroeter lui a révélé sa faute en quelques paroles amères; mais Antoine n'a vu dans l'attitude de son patron qu'égoïsme et dureté de cœur : il va être forcé bientôt de regretter sa méprise.

La vie d'Antoine Wohlfart dans la ferme du baron de Rothsattel est un tableau tracé de main de maître. Quelle activité il déploie! quels trésors d'intelligence! Au bout de quelques mois, le domaine n'est plus reconnaissable; l'ordre est rétabli partout. J'ai dit que nous étions en Pologne : au milieu de ces populations slaves si peu façonnées au travail (je reviendrai tout à l'heure sur ce point), les serviteurs du baron avaient laissé dépérir les terres; avec Antoine Wohlfart, l'activité, la patience, toutes les mâles vertus germaniques ont reparu. On dirait un chef de colons dans un pays sauvage; il communique à sa petite troupe l'ardeur qui l'anime. Ce sentiment de son œuvre, la joie des premiers succès, l'empêchent de remarquer d'abord tout ce que sa position a de pénible; mais il faut bien à la longue que les illusions s'évanouissent. Le baron est aigri, la baronne est hautaine; la reconnaissance qu'ils doivent à Wohlfart est trop lourde à leurs cœurs ulcérés. Lénore a beau redoubler d'attentions pour Antoine, elle a beau s'appliquer sans cesse à lui faire oublier les humiliations auxquelles il est en butte : Lénore elle-même n'est plus ce qu'elle était autrefois. Cette amitié qui semblait les unir depuis le jour de leur première rencontre, ils commencent à sentir l'un et l'autre qu'elle leur est à charge à tous deux. Leurs chemins ne sont pas les mêmes. Rassemblés un instant par le hasard, il faut qu'ils se séparent, qu'ils se disent adieu pour toujours, et ce désenchantement mêlé de larmes est rendu avec une délicatesse extrême. M. de Fink est venu retrouver Antoine dans le domaine des Rothsattel; avec son esprit blasé et sa gracieuse impertinence, le jeune gentilhomme semble antipathique à Lénore, et déjà Wohlfart devine que Lénore et Fink vont s'aimer.

Au milieu de ces tristesses si bien décrites, d'étranges événemens se produisent. Les Polonais, chez lesquels s'est établie la colonie allemande, veulent piller le château du baron de Rothsattel. La présence de ces Allemands est comme un reproche à leur fainéantise; ils sentent confusément que c'est là une invasion d'un nouveau genre, et ils n'ont pas de peine à ameuter toute sorte de passions sauvages contre le baron et sa famille. Gentilshommes et paysans sont accourus au cri de mort, les uns avec des pistolets et des fusils, les autres armés de faux, de pioches, de haches. Ils sont les maîtres des villages, ils pillent la campagne; ils arrivent, les voici devant le château. Que faire contre ces bandits? Demander des secours à la frontière, appeler de la Prusse polonaise quelques compagnies de chasseurs à cheval qui disperseront les agresseurs? Impossible, tous les chemins sont occupés. Il n'y a qu'un parti à prendre, et il est déjà pris : Antoine et Fink ont rassemblé leurs hommes, fermiers, palefreniers, valets de charrue; ils leur ont distribué des

cartouches, ils ont barricadé les portes et fait du château une forteresse. L'ennemi peut venir maintenant; les rôles sont assignés, chacun est à son poste. Le siége commence, et les tragiques incidens n'y manquent pas. Malgré la joyeuse et vaillante humeur de M. de Fink, qui a pris le commandement en chef, malgré l'ardeur résolue d'Antoine Wohlfart et le dévouement de leur petite troupe, il y a pour les assiégés des heures terribles, de longues heures pleines d'angoisses. Le combat a duré tout le jour et recommencera le lendemain; pendant qu'une partie de la troupe passe la nuit à surveiller les mouvemens de l'ennemi, les autres essaient de dormir ou prennent soin des blessés. Les femmes, qui ne sont pas soutenues par l'excitation de la poudre, se lamentent dans l'ombre. Lénore, aussi vaillante que M. de Fink, a beau porter partout des consolations et des secours : cette nuit entre deux batailles a quelque chose de lugubre.

C'est au milieu de cette nuit que Wohlfart achève de voir clair dans son âme; placé en sentinelle, le fusil à la main, sur la tour du château, il pense au rôle étrange qu'un dévouement irréfléchi lui a donné. Il se demande si, en croyant ne se dévouer qu'aux intérêts de Lénore, il n'a pas pensé trop souvent à son intérêt propre, et si, toute rude qu'elle est, la peine qu'il subit n'est pas juste. Ces souffrances toutes morales d'Antoine à travers les périls d'une lutte à mort ont un intérêt poignant. Ce combat invisible au milieu d'un combat à coups de fusil est empreint d'une certaine grandeur. On voit que ces tableaux de bataille ne sont pas un caprice de l'imagination; l'auteur suit sa pensée et la déroule avec une sûreté impitoyable. Remarquez aussi que la lutte des Polonais et des Allemands a un sens manifeste dans l'économie de son livre. De même qu'Antoine Wohlfart et son patron Schroeter représentent l'activité honnête en face de l'oisiveté pernicieuse ou des spéculations insensées de la noblesse, les Polonais en face des colons d'Allemagne, c'est un peuple sans bourgoisie, sans tiers-état, par conséquent sans moralité et sans force en présence d'une nation complète. La peinture est transportée de la vie intime sur le théâtre de l'histoire. Le baron de Rothsattel, après avoir dédaigné le travail, est amené à faire cause commune avec des coquins; les gentilshommes polonais dédaignent aussi le travail régulier, et les voilà associés à des bandits. Le tableau est dramatique, original, parfaitement d'accord avec l'inspiration du récit; est-il juste et vrai au point de vue de l'histoire? Là-dessus j'ai bien des doutes. Cette peinture, on devait s'y attendre, a produit une vive émotion en Pologne. Tous les journaux de Cracovie ont protesté avec un mélange d'indignation et de douleur contre les accusations du romancier. Or le ton seul de cette

protestation, à part les faits allégués, est un argument que j'opposerai à M. Freytag : un peuple qui se redresse ainsi sous l'injure ne mérite pas la condamnation morale dont vous le frappez. Ils méprisent, dites-vous, le travail et les vertus obscures; ils n'ont que des prétentions de gentilshommes et des instincts démagogiques; le tiers-état, c'est-à-dire le cœur de toute nation libre, n'existe pas chez eux. — Je ne réponds qu'un mot : s'ils méritaient ce reproche, ils l'accepteraient insolemment. Non, je le comprends au cri de douleur que leur a arraché ce tableau, tout est bien changé depuis 1772; la Pologne n'a pas subi en vain ses cruelles épreuves. Partagés comme un troupeau, courbés sous des maîtres étrangers, les Polonais ont cherché des consolations et des forces dans le travail; sans cela, croyez-vous qu'ils eussent pu conserver si fidèlement l'invincible souvenir de leur pays? L'épisode de M. Freytag ne prouve qu'une chose, la haine vivace, implacable, qui sépare à jamais les Slaves de Pologne et les Allemands de la frontière. M. Freytag est né en Silésie, il a grandi au milieu de cette lutte qui dure depuis des siècles; tout libéral qu'il est, il eût applaudi en 1772 au partage de la Pologne, et il irait volontiers, comme ses héros, faire le coup de feu chez les Slaves de la Vistule au nom de la civilisation occidentale. De leur côté, les Slaves de la Pologne, aux prises avec les Allemands depuis les premiers temps du moyen âge, sont devenus des ennemis bien autrement avides de représailles, maintenant qu'aux haines de race s'ajoutent les rancunes des vaincus. Malgré la haine qu'ils portent au gouvernement des tsars, sachez qu'entre la Russie et l'Allemagne les Slaves de Pologne n'hésiteraient pas. Ces choses sont si peu connues, que bien des lecteurs, au midi de l'Allemagne ou sur les bords du Rhin, ont été tout ébahis de cette belliqueuse ardeur de M. Freytag. Ce n'est donc pas un tableau équitable que M. Freytag a pu tracer, c'est une œuvre de parti. Prenez cet épisode comme un renseignement politique, vous y verrez à nu les rapports des Allemands et des Slaves sur les frontières de la Silésie.

M. Freytag est un artiste plus encore qu'un homme de parti; une fois cet épisode accepté, il faut reconnaître qu'il en a fait l'usage le plus habile. L'histoire morale s'achève; Fink prend la place d'Antoine dans le domaine du baron de Rothsattel, et c'est lui qui épousera Lénore. Antoine rentre dans le droit chemin qu'il n'eût pas dû quitter. Éclairé désormais par une expérience amère, il sait que le dévouement est surtout dans l'accomplissement du devoir, et n'a pas besoin d'un théâtre éclatant pour se produire; il sait qu'on n'a pas le droit de s'imposer une tâche exceptionnelle quand on n'a pas rempli sa tâche de tous les jours. Prétendre faire le plus quand on

n'a pas fait le moins, c'est à la fois vanité et sottise. Antoine ne sera plus dupe ni de sa vanité ni de son cœur. Que l'Allemagne agisse de même! Telle est la secrète pensée du romancier et la moralité de son œuvre. Cet Antoine Vohlfart que sa générosité même a détourné de sa voie, n'est-ce pas la ressemblante image de l'esprit germanique? L'auteur lui crie d'une voix sévère : Défie-toi de l'enthousiasme! Tu as des prétentions cosmopolites, et tu t'oublies toi-même. D'orgueilleuses chimères te séduisent, tu vis au sein de l'idéal, mais tu ne remplis pas tes devoirs plus humbles, et tu n'as pas encore su te faire ta place dans ce monde.

J'ai voulu indiquer l'idée fondamentale du roman de M. Freytag, et pour la dégager avec netteté, j'ai dû laisser de côté bien des scènes et bien des personnages. Que de poétiques détails! que de personnages épisodiques! Le jeune romancier possède une imagination riche, et il s'y livre à l'aventure. C'est même là le grand défaut de son œuvre. M. Freytag ne s'inquiète pas de distribuer l'ombre et la lumière; on dirait que toutes les figures sont placées au même plan. Au milieu de ces épisodes qui sollicitent également son attention, le lecteur oublie souvent la pensée du récit, et il faut une véritable étude pour la retrouver. J'ai vu dans plus d'une ville d'Allemagne (car ce roman a été un événement littéraire, aujourd'hui encore on le commente, on le discute, on prend parti pour Antoine ou pour Lénore), j'ai vu, dis-je, des admirateurs de M. Freytag qui n'avaient pas compris la leçon du romancier. Pourquoi Lénore, s'écriait-on, n'épouse-t-elle pas Antoine Wohlfart? Antoine est si doux, si noble, si dévoué, il a si bien mérité sa récompense! Ces naïfs reproches sont la condamnation de l'écrivain; les leçons comme celle que M. Freytag a voulu donner à son pays ont besoin d'être exprimées avec netteté. Si M. Freytag veut remplir efficacement son rôle de romancier philosophe, il se défiera de l'exubérance de son imagination; il ne se contentera pas de dessiner des figures vivantes, de dérouler une série de scènes pleines d'énergie et de grâce; il se préoccupera surtout de l'ensemble. Il a prouvé quel était l'éclat de son style, la richesse de sa fantaisie; qu'il s'attache désormais à la précision de la pensée. Il y a des figures principales qu'il faut accentuer avec force, il en est d'autres qui doivent être reléguées dans l'ombre. C'est un grand art pour le peintre de savoir sacrifier à propos les brillantes parties d'une ébauche; les succès durables sont à ce prix.

Quoi qu'il en soit, ce roman a charmé l'Allemagne. Depuis les *Histoires de Village* de M. Berthold Auerbach, il n'y a pas eu de succès plus complet dans la littérature d'imagination (1). C'est sur-

(1) La première édition a été publiée l'an dernier, la sixième vient de paraître.

tout cette peinture de la maison Schroeter, ce tableau d'une grande existence commerciale, qui a plu par la nouveauté et la franchise; l'auteur n'ayant pas nommé la ville où il place son récit, toutes les grandes cités de l'Allemagne ont prétendu s'y reconnaître. Je me promenais à Augsbourg il y a quelques mois avec un spirituel rédacteur de la *Gazette universelle;* après m'avoir montré le quartier de la *Fuggerei*, où sont conservés d'une manière si touchante les souvenirs de Fugger, l'illustre marchand du XVI[e] siècle, mon hôte me faisait parcourir les grandes fabriques, les riches maisons industrielles de la vieille cité. « Voici la maison Schroeter, me disait-il, c'est là que Gustave Freytag a choisi ses modèles. » On dit la même chose à Hambourg, à Lubeck, à Berlin, à Breslau, à Leipzig, à Vienne, à Trieste; l'Allemagne entière veut retrouver son image dans les tableaux du romancier. La critique a confirmé par des éloges réfléchis ces hommages populaires. Dans un pays où le culte de Goethe fait partie de la religion nationale, des juges sévères n'ont pas craint d'instituer une sorte de parallèle entre *Doit et Avoir* et *Wilhelm Meister;* bien plus, ce n'est pas toujours en faveur du poète de Weimar qu'ils ont conclu. Un tel succès, qui prouve surtout les aspirations généreuses du pays, est un engagement pour l'écrivain. L'Allemagne appelle un poète qui ait foi dans ses destinées et qui lui parle un langage viril. M. Freytag justifiera le triomphe de son roman par des œuvres plus sobres, plus vigoureuses; il précisera mieux sa pensée, il dégagera plus nettement les leçons que sa patrie est digne d'entendre, et ce livre inaugurera pour l'auteur une carrière nouvelle où les grands sujets ne lui manqueront pas.

Cette force, cette sobriété, cette précision magistrale, qui font encore défaut à M. Gustave Freytag, je les trouve dans un autre tableau de la vie domestique, accueilli aussi avec un sympathique empressement. L'auteur de *Doit et Avoir* aime les idées générales, les peintures qui représentent toute une société; il a le tort seulement de s'oublier dans les développemens de sa fable et d'amoindrir ainsi l'effet qu'il veut produire. L'écrivain dont je vais parler ne semble pas se préoccuper des intérêts et des devoirs de l'Allemagne, mais quelle netteté dans ses inventions! Point de détails inutiles, point d'épisodes parasites; sa route est tracée d'une main sûre, et il y va jusqu'au bout sans dévier. Ce n'est pas le seul contraste que nous présentent ces deux hommes; on ne saurait imaginer deux natures plus dissemblables. M. Freytag est expansif, M. Otto Ludwig est concentré en lui-même. M. Freytag est gai, alerte; M. Ludwig est sombre et terrible. Celui-ci peint le mouvement des grandes cités, celui-là s'attache aux existences les plus obscures. L'un multiplie les figures sur sa toile; ses héros, alors même que ce sont les

commis d'une maison de commerce, ont une vie agitée, romanesque, aventureuse; l'autre prend deux ou trois personnages dans la classe des artisans, et de ces destinées en apparence si simples il fera sortir le plus naturellement du monde des tragédies pleines d'épouvante. Si l'on pouvait fondre ensemble ces deux talens, si les idées de M. Freytag étaient mises en œuvre avec la force et la précision de M. Otto Ludwig, quel romancier on aurait là!

Nous sommes dans une petite ville d'Allemagne, et le héros de l'histoire est un couvreur. Regardez bien ce jardin, regardez surtout cet homme qui s'y promène. Tout est grave, sévère, presque solennel dans le tableau que vous avez sous les yeux. La maison, malgré ses volets verts, a une physionomie rigide; le jardin est tenu avec une propreté minutieuse. Est-ce un artisan, ce promeneur solitaire dont la physionomie commande le respect? On dirait un disciple de Kant, un stoïcien qui médite sur la destinée humaine; c'est un stoïcien, mais qui n'a pas eu d'autre maître que l'expérience de la vie. Quand M. Nettenmair s'en va par la rue avec sa canne à pommeau d'argent et ses habits passés de mode, chacun lui témoigne une déférence à la fois sympathique et craintive. Malgré la douce expression de son visage, qui oserait être familier avec un tel homme? Une dignité naturelle lui donne un rang à part : c'est la dignité de la souffrance, c'est surtout la dignité d'une âme esclave du devoir et à qui sa conscience a imposé de terribles épreuves. Il y a environ une trentaine d'années, le frère de M. Nettenmair, couvreur aussi comme son père et son aïeul, est tombé du haut du clocher de l'église et s'est tué sur le coup; il laissait une jeune femme et deux enfans. Depuis ce jour, M. Nettenmair est le chef de la famille; il a recueilli sa belle-sœur sous son toit et s'est chargé de l'éducation des enfans. La veuve, qui n'est plus jeune, est toujours belle et gracieuse; la tendresse qu'elle a vouée à son beau-frère est mêlée de vénération, et il faut voir avec quelle courtoisie chevaleresque l'austère personnage traite la mère de ses neveux. Pourquoi ne l'a-t-il pas épousée? C'est la question que les gens de la ville se sont adressée plusieurs fois. Ils ne savent pas le secret de ces deux âmes, ils ne savent pas de quel drame la tranquille maison a été le théâtre. En ce moment même, après tant d'années, lorsque le grave artisan se promène à pas lents dans ce petit jardin si bien tenu, image de la régularité de sa vie, d'effrayans souvenirs assiégent sa pensée. Il regarde la tour de l'église, la tour Saint-George; il se rappelle qu'il y a trente ans, à pareil jour, il revenait dans sa ville natale pour travailler avec son père et son frère; il voyait de loin ce même clocher, et son cœur battait de joie. Quel changement aujourd'hui! quels souvenirs attachés à cette tour Saint-George! quelle effroyable

histoire! « Mais j'oublie, dit M. Ludwig, que le lecteur ne sait pas de quoi je lui parle; c'est précisément cette histoire d'il y a trente ans que je veux lui raconter. »

Si je voulais la raconter à mon tour d'après M. Otto Ludwig, j'écrirais tout un livre. Le tissu de son œuvre est si serré, la narration si logique, si pressante, qu'il n'est guère possible de la résumer en quelques pages. Ne croyez pas pour cela que les événemens soient nombreux et compliqués; deux ou trois scènes terribles, peut-être exagérées, composent la partie extérieure du récit : le reste du drame se déroule dans l'âme des acteurs. Il semble par instans que la situation première n'ait pas changé; l'action marche pourtant, et l'émotion devient poignante.

Voici ce qui se passait il y a trente ans : le personnage que nous avons vu contempler si mélancoliquement le clocher de l'église est un vaillant ouvrier dans la fabrique de son père. Le maître couvreur, le père Nettenmair, conduit la maison avec une probité sévère et presque sauvage; on dirait le *pater-familias* des vieux Romains s'attribuant droit de vie et de mort sur ses enfans. Il a deux fils, Apollonius et Fritz. Jamais deux caractères ne furent plus opposés. Apollonius (c'est notre héros) est une conscience droite, un cœur ferme et stoïque; la probité farouche du père a reparu chez le fils sous des formes plus douces. Fritz est un joyeux compagnon que n'ont jamais troublé les scrupules de la conscience. Or Apollonius aime une jeune fille, la belle Christiane, qui l'aime aussi. Ils pourraient se marier, ils sont dignes l'un de l'autre, et ce mariage serait la joie du vieux père, le bonheur de la maison; pourquoi leur destinée ne s'accomplit-elle pas? Également timides tous les deux, ils n'osent s'avouer qu'ils s'aiment. Fritz est plus hardi, il fréquente les cabarets et les bals, il a la parole preste : c'est Fritz qui se charge de transmettre à Christiane les confidences d'Apollonius; mais Christiane est bien jolie : s'il la prenait pour lui-même! Cette pensée lui vient subitement, et il ne la repousse pas. Fritz n'aime pas Christiane; il la trouve belle, il la désire, rien de plus, et confiant dans sa supériorité, plein de dédain pour la gaucherie de son frère, il va enlever Christiane à Apollonius et briser ces deux cœurs. Figurez-vous à l'œuvre un Iago de bas étage : Fritz n'a pas de peine à éloigner l'un de l'autre Apollonius et Christiane. Intrigues et calomnies, tout lui est bon. Apollonius est persuadé que Christiane a repoussé son offre avec moquerie; Christiane apprend, la mort dans l'âme, qu'Apollonius ne mérite pas son amour. On devine ce qui va suivre : Christiane, poussée par le dépit, consent à épouser Fritz, et le pauvre Apollonius, pour cacher sa douleur, se hâte de quitter le pays.

Quelques années se passent. Apollonius est à Cologne, chez un maître couvreur, et là il acquiert maintes connaissances; il devient par le zèle et la moralité un ouvrier d'élite, tandis que Fritz, héros des cabarets et grand-maître des parties joyeuses, compromet de jour en jour l'honneur et le crédit de son père. Le vieillard soupçonne bien le désordre de ses affaires, mais il a perdu la vue; il a beau s'attribuer obstinément la direction du travail, le malheur qui l'a frappé le rend incapable de surveillance. Rien de plus dramatique dans le récit de M. Ludwig que les angoisses de ce rigide personnage, cachant sa cécité avec un entêtement tour à tour douloureux et comique, défendant comme un trésor son impuissante autorité et se réfugiant dans un silence farouche. Un jour vient cependant où il faut un remède au mal. La commune va faire réparer la toiture de l'église; c'est un travail considérable, et malgré la vieille réputation de M. Nettenmair, on hésite à lui confier l'entreprise, tant ce malheureux Fritz a déjà décrédité la maison! Le maître couvreur est forcé de rappeler auprès de lui son fils Apollonius. Il lui en coûte de prendre ce parti; n'est-ce pas confesser sa propre insuffisance? n'est-ce pas aussi exposer la famille à un danger nouveau, à une lutte entre les deux frères? Fritz sera furieux; n'importe, il le faut. Apollonius est rappelé; c'est lui qui présidera aux travaux de l'église.

Apollonius est bientôt à l'œuvre; il aime toujours sa belle-sœur, et, scrupuleux comme il est, vous comprenez qu'il évite de la voir. Quand il ne surveille pas les ouvriers, il est enfermé dans sa chambre, et là, mettant les comptes en ordre, il s'efforce de réparer les fautes de Fritz. Le travail, le dévouement aux intérêts de la famille, aux intérêts de Christiane et de ses enfans, voilà la consolation d'Apollonius. Christiane, trompée par cette sauvagerie, croit décidément que son beau-frère n'a pour elle que de la haine, et c'est une douleur de plus dans cette vie déjà si éprouvée. Abandonnée par son mari qui passe sa vie au cabaret, mal à l'aise avec son beau-frère qui ne daigne pas lui adresser la parole, seule en face d'un vieillard aveugle et sombre, elle n'a d'autre société et d'autre joie que ses enfans. Et pourtant malheur à Christiane, à Apollonius, malheur à tous les hôtes de *la maison aux volets verts*, si Christiane apprend qu'Apollonius l'a toujours aimée, si Apollonius apprend la trahison de son frère! Quand le fatal secret sera découvert, et il faudra bien qu'il le soit, Christiane aura beau imiter la résignation stoïque d'Apollonius; elle ne pourra dissimuler à Fritz le mépris que sa bassesse lui inspire. Cet homme à qui elle a enchaîné sa vie lui a volé son bonheur; en voyant tout ce que vaut son beau-frère, elle voit mieux encore l'avilissement de son mari. Fritz comprend tout cela; il se sent méprisé, il a honte de lui-même, et de là un redoublement de

mauvaises passions dans cette âme pervertie. Tantôt il cherche des distractions à ses remords dans les orgies brutales, tantôt il se livre contre sa femme et ses enfans à tous les emportemens de la fureur.

La peinture de ces trois âmes est faite avec autant de vigueur que de délicatesse; voilà bien la poésie de la réalité. Qui les rend si dramatiques et si grands, les ouvriers de M. Ludwig? Les luttes et les souffrances de l'âme. Quand les passions sont vraies, quand les douleurs sont profondes et profondément observées, l'âme du plus humble des hommes, sous la main d'un artiste, vaut l'âme de César ou de Brutus. A propos de la *Colomba* de M. Mérimée, on a pu rappeler ici même l'*Électre* de Sophocle; certaines pages du roman de M. Ludwig font penser à la tragédie antique. Et notez qu'il n'y a pas de prétentions, pas de déclamations; ces analyses du cœur sont bien modernes. L'exécution répond à la force de la pensée, le style est original comme la conception première. L'auteur souffre autant que ses personnages, il s'associe aux destinées de *la maison aux volets verts*, et sa souffrance éclate çà et là avec un lyrisme d'un caractère singulier; on dirait un sanglot ou bien un rire amer. Remarquez surtout cette espèce de refrain qui revient par intervalles : *Il faisait de plus en plus sombre dans la maison aux volets verts*, et lorsque Fritz arrive au cabaret, tout plein de ses remords et cherchant à s'étourdir, ce cri qui s'échappe de vingt bouches avinées : Le voilà! le voilà! on va s'amuser, on va rire! — *Da kommt er ja! Nun wird's famos!*

J'essaierais en vain de reproduire l'étrange effet de ces tableaux; il faut lire les pages de M. Ludwig. Son œuvre ainsi préparée, l'auteur va enfin amener les catastrophes. Fritz ne recule plus devant la pensée du crime; il est décidé à se débarrasser de ce frère dont la présence lui rappelle son infamie. Il croit qu'en tuant son frère, il tuera son remords. Apollonius est mandé au village voisin pour réparer la toiture d'un bâtiment; il mettra lui-même la main à l'œuvre, il montera sur le toit, et déjà ses instrumens, ses cordes, ses échafaudages, tout est prêt. Fritz, d'un coup de couteau, fait une entaille profonde et invisible dans la corde qui doit le soutenir; il a disposé les choses de telle façon qu'Apollonius doit tomber mort sur le pavé. Or un des ouvriers a vu l'assassin se glisser la nuit dans le hangar et préparer son crime; il n'ose parler d'abord, mais bientôt, après qu'Apollonius est parti, il communique ses soupçons à Christiane. Que faire? comment empêcher le malheur? Christiane n'avait jamais fait ses confidences au vieillard; elle va le trouver, elle lui dit tout : elle lui raconte la trahison de son mari, ses fureurs croissantes, ses remords devenus une haine implacable contre Apollonius. Le vieillard a compris dès le premier mot : un fratricide va être commis, et peut-être est-il trop tard pour le prévenir. Il envoie en toute hâte

un avis à Apollonius, mais surtout il veut empêcher que la honte du crime ne retombe sur sa famille, sur les enfans de Christiane.

Fritz travaillait ce jour-là sur le toit de l'église Saint-George, affectant une parfaite tranquillité d'esprit; le vieillard s'y fait conduire, puis il renvoie son guide. Le voilà seul avec ce fils maudit, avec cet homme qui déshonore la famille et qui veut tuer son frère, le voilà seul avec lui sur l'étroit échafaudage au bout duquel est l'abîme : « Tu as voulu tuer ton frère, Fritz; en ce moment-ci, ton frère tombe par ta faute et se brise la tête sur le pavé; dans une heure, le secret sera révélé, l'assassin sera connu, notre maison est souillée, les pauvres enfans sont perdus. Ta mort peut seule nous sauver et réparer ton infamie. Un couvreur qui tombe du haut d'un toit et qui se tue est aussi sacré aux yeux de la foule que le soldat qui tombe sur le champ de bataille. On ne songera pas seulement à te soupçonner. Cette mort honnête, infâme que tu es, tu ne la mérites pas. Tu devrais périr sous la main du bourreau, toi qui as tué ton frère, qui as voulu empoisonner l'avenir de tes enfans et flétrir le passé sans tache de ton père; mais je ne veux pas qu'on dise de moi : « Son fils est mort sur l'échafaud; » je ne veux pas qu'on dise de mes petits-enfans : « Ce sont les enfans de l'assassin. » Écoute : Quand j'aurai compté douze, tu te jetteras du haut en bas; sinon, je te prends entre mes bras, je me précipite avec toi, et tu auras ma mort sur la conscience. » Épouvanté, Fritz essaie de nier tout : « Je ne sais ce que vous voulez dire, mon père; je suis innocent... » Mais le père avait déjà commencé de compter de sa voix ferme et lente : « Un, deux... — Mon père, écoutez-moi!... Les juges écoutent les accusés. Je me tuerai, puisque vous le voulez; mais écoutez-moi!... » Le père comptait toujours... Affreuse angoisse! l'inflexible vieillard exécutera l'arrêt qu'il a rendu; si son fils refuse de se donner la mort à lui-même, il se lancera avec lui dans l'abîme.

Ce sont là de ces scènes excessives, impossibles, qui semblent naturelles dans les compositions de M. Ludwig, tant elles sont amenées et préparées à l'aide des développemens de l'analyse. Heureusement pour le stoïque vieillard, heureusement aussi pour le roman, qui déjà tourne au mélodrame, on ne verra pas ce père condamner son fils au suicide. Un incident très naturel prévient la catastrophe. Le commis envoyé au village voisin rapporte de bonnes nouvelles; Apollonius revient sain et sauf; Fritz ne se tuera pas, il partira pour l'Amérique. Tant que Fritz est chez lui, le vieillard a raison de trembler; le crime qui n'a pas réussi aujourd'hui peut réussir demain; Fritz partira, il va partir. Mais quoi! s'en aller ainsi, condamné par son père, méprisé de sa femme, repoussé même de ses enfans, qui comprennent vaguement cette tragédie affreuse! laisser ensemble

Apollonius et Christiane! A cette idée, toutes les flammes de l'enfer brûlent dans son cœur. Le jour même où Fritz doit se mettre en route, Apollonius, toujours calme et doux, achève sur le toit de l'église le grand travail qui l'occupe depuis plusieurs mois. Il examine une dernière fois si rien n'y manque, il sait qu'un oubli peut avoir les conséquences les plus funestes. Voyez-le à l'œuvre, le scrupuleux ouvrier :

« Le travail était fini. Les plaques de fer-blanc neuf étincelaient au soleil autour de la surface sombre du toit d'ardoise. Les crochets, la poulie, le siége flottant où le couvreur est assis, les échelles, enfin tout l'appareil du travail avait été enlevé. Les ouvriers qui tiennent l'échelle pendant que le maître descend venaient de quitter la place. Apollonius était seul sur l'étroite planche qui formait un pont entre l'échafaudage de poutres et la porte de service. Une préoccupation le retenait encore, il lui semblait qu'il avait oublié de planter des clous quelque part. Pour mieux se rendre compte de ce qu'il a fait, il interroge du regard une boîte de clous et d'ardoises placée près de lui sur une poutre. A ce moment, un pas sourd et rapide résonne au-dessous de lui dans l'escalier de la tour. Il ne le remarque même pas, car il vient d'apercevoir une feuille de fer-blanc dans sa boîte. Il n'en avait apporté que le nombre exact dont il avait besoin; il en avait donc oublié une, il avait oublié, dans les distractions de sa douleur, de consolider un des points de son travail. Placé au seuil de la porte, il examine du haut en bas toute cette partie supérieure de la tour. Si l'erreur est de ce côté, il pourra la réparer sans le secours de la poulie et de l'appareil volant. Son échelle lui suffira pour atteindre l'endroit où est la faute. C'était bien de ce côté-là. A six pieds environ au-dessus de sa tête, auprès du crochet qui avait soutenu l'échafaudage, il avait enlevé une feuille d'ardoise et avait oublié de la remplacer par une feuille de fer-blanc bien et solidement clouée. Cependant les pas sourds, furtifs, précipités, se rapprochaient de plus en plus; l'homme qui produisait ce bruit avait atteint l'extrémité des marches de pierre, et gravissait l'échelle qui conduit aux charpentes de la toiture. L'horloge se mit à sonner au-dessous de lui : c'étaient les trois quarts avant deux heures. Apollonius n'avait pas encore pris son repas de midi; mais quand il découvrait une erreur dans son travail, il ne s'accordait pas de repos qu'il ne l'eût réparée. Il était revenu sur ses pas, de la porte de service au pont de planches, afin de prendre son échelle. Elle était sur une poutre. Au moment où il se penche de ce côté, il se sent saisi tout à coup et entraîné avec violence vers la porte de la tour. Instinctivement il s'accroche de la main droite à l'angle inférieur d'une des poutres, tandis que sa main gauche cherche vainement un point d'appui. Ce mouvement, qui le fait tourner à demi, le met en face de son agresseur. Épouvanté, il aperçoit un visage hideux, le visage pâle et sauvage de son frère. Il n'a pas le temps de se demander ce qui amène cette scène en un tel lieu. « Que veux-tu? » lui crie-t-il. Il a beau connaître Fritz, il n'ose en croire ses yeux. Un éclat de rire, pareil au rire d'un fou, lui répond : « Tu auras Christiane à toi tout seul, ou tu vas te jeter en bas avec moi. — Va-t-en! » s'écrie Apollonius, et la douleur irritée qui se peint sur ses traits exprime

tous les reproches que comprimait depuis longtemps ce noble cœur. De sa main restée libre, il repousse avec force ce furieux qui veut se cramponner à lui. « Ah! s'écrie celui-ci, chez qui la haine se change en rage, tu te montres donc enfin sous ton visage véritable? Tu m'as chassé de toutes les places que j'occupais; à mon tour maintenant! Jette-moi dans l'abîme, ou je t'y entraîne avec moi. » Apollonius comprend que tout est perdu. La main par laquelle il se retient à l'angle aigu de la poutre commence à s'engourdir. Il faut que de sa main gauche il saisisse son frère par le bras et qu'il le lance dans l'espace, sinon Fritz va s'y précipiter avec lui. « Non! non! s'écrie Apollonius, ce ne sera pas moi! — Fort bien! dit Fritz, tu veux encore faire retomber cela sur moi; mais c'est le dernier terme de tes hypocrisies. » Apollonius chercherait bien un autre point d'appui, mais il sait que son frère profitera de l'instant où sa main gauche aura quitté la poutre. Déjà voici Fritz qui va prendre son élan; la main d'Apollonius glisse sur le bois où elle s'attachait; s'il ne trouve pas un nouveau point d'appui, il est perdu. Peut-être d'un bond rapide pourrait-il embrasser la poutre avec ses deux mains, mais ce mouvement causera la chute de Fritz. C'est là pour Apollonius le seul moyen de salut. Que faire? Alors il revoit en esprit son vieux père, si probe, si fier, et celle qu'il n'ose nommer, et les pauvres enfans. Il se rappelle le serment qu'il s'est fait à lui-même : il est désormais le seul appui des siens, il faut qu'il vive!... Il prend son élan et embrasse la poutre; au même moment, son frère, qui n'a plus de point de résistance, chancelle et tombe. Là-bas, là-bas, au fond, au-dessous de lui, Apollonius entend les rouages de la grande horloge qui s'agitent; deux heures sonnent.

« Les oiseaux, les choucas, troublés dans leur repos par cette lutte, s'élancent comme des flèches du haut de la tour jusqu'aux échafaudages, puis tournoient dans les airs avec de petits sifflemens aigus. Tout en bas, on entend la chute d'un corps lourd sur le pavé. Un cri d'horreur retentit de toutes parts. Maintes gens accourent, frappant leurs mains l'une dans l'autre; de pâles visages de vivans regardent le visage plus pâle encore du trépassé, étendu sanglant sur le sol. Et ce tumulte, ces cris, ces gens qui accourent, ces mains frappées l'une dans l'autre, tout cela se répète depuis la place de l'église jusqu'aux quartiers les plus éloignés de la ville. Là-haut cependant les nuages dans le ciel n'y font pas attention; ils passent, ils poursuivent paisiblement leur grand voyage. Ils voient chaque jour au-dessous d'eux tant de misères, tant de catastrophes produites par ceux-là même qui en sont victimes; un cas particulier ne saurait les émouvoir. »

Cette scène terrible amène une situation où se déploie de nouveau la forte inspiration morale de M. Ludwig. Nul ne soupçonne le drame de la tour Saint-George, toute la ville ignore ce qui s'est passé dans *la maison aux volets verts;* on sait seulement qu'il y a là un vieillard aveugle, une jeune femme avec de pauvres enfans, et l'on pense volontiers que le brave Apollonius devrait épouser sa belle-sœur. C'est le désir du père, c'est la secrète espérance de Christiane. Seul, Apollonius s'enferme de plus en plus dans une réserve silencieuse et sombre. Il évite sa belle-sœur, il s'accuse de l'avoir aimée, d'a-

voir excité les jalouses fureurs de Fritz, d'avoir été la cause de ce drame sanglant. Fritz, qui a voulu l'assassiner, justifiait son fratricide par d'effrontés sophismes; lui, au contraire, il intervertit les rôles, il se demande en tremblant s'il n'est pas le meurtrier de son frère. Cette conscience si scrupuleuse est impitoyable pour elle-même. Un de nos poètes s'est écrié dans un beau vers :

Est-ce que l'innocent connait seul le remords?

C'est là le supplice d'Apollonius; il a des remords, des visions, des vertiges. L'affreuse scène du clocher est toujours devant ses yeux. Le romancier ne peut cependant laisser ce malheureux en proie à ces tortures iniques. Pour le délivrer du démon qui le possède, il faut qu'Apollonius fasse l'épreuve de ses forces. Ce sera le devoir qui le sauvera, qui lui rendra enfin sa liberté morale. Un orage éclate sur la ville. La foudre est tombée sur la tour Saint-George, l'ardoise fond, les poutres brûlent; si le clocher s'écroule au milieu des flammes, l'incendie, propagé par l'ouragan, va dévorer une moitié de la ville. Un cri immense : Au feu! au feu! au clocher de Saint-George! retentit de toutes parts, et dans ce désarroi, dans cette confusion produite par la détresse publique, il semble qu'un seul homme puisse combattre efficacement le fléau. « M. Nettenmair! où est M. Nettenmair? » crient des milliers de voix. L'épreuve est décisive pour le héros de M. Ludwig; c'est dans le récit du romancier qu'il faut lire cette émouvante peinture :

« La foudre est tombée, cria une voix. Apollonius pensait tout bas : Si la foudre tombait sur la tour Saint-George, à l'endroit où manque cette plaque de fer-blanc (il avait essayé en vain de remonter sur la tour, d'achever son travail incomplet, et cette pensée ne le quittait pas), si j'étais obligé de monter là-haut, si deux heures venaient à sonner... Tout à coup un cri de détresse retentit à travers le tonnerre et l'ouragan. « La foudre a éclaté! le tonnerre est tombé sur la tour Saint-George! au secours! au secours! à Saint-George! vite! au feu! au feu! au clocher de Saint-George! » Les cornes des veilleurs de nuit jetaient leurs lugubres appels, les tambours battaient, et toujours l'orage, toujours les roulemens et les éclats du tonnerre. Puis des voix criaient : « Où est Nettenmair? lui seul peut nous sauver. Nettenmair! Nettenmair! Au feu! au feu! Le feu est à Saint-George! Nettenmair! Où est-il? Au feu! à Saint-George! »

« L'architecte vit pâlir Apollonius. On criait toujours : « Où est Nettenmair? » Tout à coup une vive rougeur anime les joues pâles du jeune homme; il se dresse, boutonne rapidement son habit, attache sous son menton les lanières de cuir de sa casquette. « Si j'y reste, dit-il à l'architecte en se préparant à sortir, ayez soin de mon père, de la femme de mon frère et des enfans. » L'architecte eut peur : ce *si j'y reste* du jeune homme avait retenti à ses oreilles comme s'il eût dit : « J'y resterai. » Il soupçonna que ce

mot, cet accent, cette décision soudaine d'Apollonius devaient se rattacher à ses souffrances morales. Ces souffrances pourtant, la physionomie d'Apollonius n'en trahissait plus rien; l'inquiétude qui assombrissait son visage avait subitement disparu. Au milieu des soucis et des terreurs d'un tel moment, l'excellent homme éprouvait une sorte d'espérance joyeuse. C'était bien l'Apollonius d'autrefois qui était là devant lui; c'était bien cette attitude modeste, cette résolution tranquille, qui, dès leur première rencontre, lui avait inspiré pour le jeune artisan une si cordiale sympathie. « S'il allait y rester! » pensait-il. Et, n'ayant pas le temps de lui répondre, il se contenta de lui serrer la main. Apollonius comprit tout ce que ce serrement de main voulait dire. Ses traits exprimèrent tout à coup une sorte de pitié tendre pour son vieil ami; il semblait se reprocher le chagrin qu'il lui avait déjà fait et la douleur plus grande encore qu'il allait lui causer. « Je suis toujours prêt à ces accidens-là, lui dit-il avec son doux sourire; mais le temps presse, à revoir! » Ils partirent, et Apollonius, plus rapide, eut bientôt échappé aux regards de l'architecte. Pendant tout le trajet qui le séparait de l'église, au milieu des clameurs, au milieu des clairons et des tambours, à travers le fracas de l'orage et du tonnerre, l'architecte se disait : « Ou je ne reverrai pas ce brave jeune homme, ou, si je le revois, il sera guéri... »

« La place Saint-George était pleine d'hommes, et tous les yeux étaient tournés avec angoisse vers la flèche de la tour. L'immense et antique édifice était debout comme un rocher au milieu de cette bataille où la nuit et les éclairs semblaient se le disputer comme une proie. Tantôt des bras de feu l'enveloppaient, l'enlaçaient avec une telle furie, qu'on eût pu le croire lui-même tout en feu; tantôt la nuit reprenait l'avantage et l'engloutissait de nouveau sous ses vagues sombres. De même à ses pieds la foule apparaissait par instant avec des visages pâles serrés les uns contre les autres, et puis s'abîmait subitement dans les ténèbres. L'orage arrachait les manteaux, il secouait les hommes, il les fouettait au visage avec leurs cheveux, comme pour se venger d'avoir attaqué en vain le géant de pierre et de s'être blessé à ses arêtes, ou bien il les aveuglait avec sa poussière de neige, qui, à la lueur fulgurante des éclairs, ressemblait à une pluie de feu.

« Apollonius se fraie un passage à travers la foule et s'élance à grands pas dans l'escalier de la tour. Arrivé à la plate-forme, il demande en vain des renseignemens plus précis. Les gardiens, tout en pensant que le coup de foudre avait porté à froid, rassemblaient à la hâte maints objets de ménage et se préparaient à s'enfuir de la tour. Apollonius prend des lanternes, et se dirige vers les charpentes supérieures pour éclairer toute cette partie du bâtiment. A l'intérieur, aucun signe ne révèle le feu de la foudre et un commencement d'incendie; point de fumée, point d'odeur de soufre. Apollonius entend ses compagnons dans l'escalier et leur crie qu'il est là. A ce moment, une lueur bleuâtre étincelle à toutes les ouvertures, et immédiatement après le tonnerre éclate sur la tour. Apollonius est comme étourdi du coup. S'il n'avait instinctivement étendu la main vers une poutre, il serait tombé de son échelle. Une épaisse vapeur de soufre le saisit à la gorge. Il s'élance vers l'une des ouvertures pour aspirer l'air pur. Les ouvriers, plus éloignés du lieu où est tombée la foudre, n'ont pas éprouvé le même choc, mais l'épouvante les cloue immobiles sur les dernières marches de l'escalier de pierre. « Montez!

leur crie Apollonius. Vite! l'eau! les pompes! C'est de ce côté-ci que le coup doit avoir porté; je le sens au manque d'air et à l'odeur de soufre. Vite! l'eau et les pompes à la porte de service! » Le charpentier, qui met déjà le pied sur l'échelle, répond en toussant : « Mais cette fumée nous étouffe. — Vite! réplique Apollonius, la porte de service nous donnera plus d'air que nous n'en voudrons. » Le charpentier, le maçon, le fumiste, portant les tuyaux et la pompe, s'élancent sur l'échelle; d'autres les suivent avec des baquets d'eau froide, et l'un des ouvriers couvreurs avec un vase d'eau chaude. En de tels momens, l'homme qui a du calme, l'homme qui sait agir en se possédant inspire confiance à tous; il parle, on obéit. Le chemin de planches qui conduisait à la porte de service était assez étroit; grâce aux intelligentes dispositions d'Apollonius, tout y trouva place en un instant. Apollonius était le premier du côté de la porte; après lui venait le charpentier, puis la pompe, puis le maçon. La pompe était placée de telle façon que les deux hommes pouvaient la faire manœuvrer. Derrière le maçon se tenait un des ouvriers couvreurs, tout prêt à verser de l'eau chaude sur les tuyaux pour empêcher la glace de prendre. D'autres faisaient fondre de la glace et de la neige; d'autres, établis de distance en distance sur l'échelle, formaient la chaîne et communiquaient avec la chambre des gardiens de la tour, où se trouvait de l'eau en réserve. Tout en expliquant au maçon et au charpentier son plan de campagne, Apollonius avait pris de sa main droite l'échelle à crampons, et sa main gauche tournait déjà la clé dans la serrure de la porte de service.

« Tous nos gens étaient pleins d'espoir; mais quand l'orage s'élança par la porte ouverte, sifflant avec fureur, arrachant au charpentier sa casquette, couvrant toutes les charpentes d'une fine poussière de neige, hurlant, se démenant, faisant vacarme du haut en bas, les plus intrépides désespérèrent de l'entreprise et furent sur le point d'y renoncer. Apollonius avait été obligé de tourner le dos à la porte pour respirer un peu. Sans perdre de temps, il s'accroche des deux mains au rebord supérieur de la porte, et, tournant toujours le dos au vent et à l'orage, il penche la tête en arrière afin de voir ce qui se passe sur le faîte de la tour. « Rien n'est perdu! » s'écrie-t-il aussitôt de toute la force de ses poumons, car il veut que ses compagnons l'entendent malgré la tempête et les roulemens du tonnerre. Il saisit alors le bout d'un des tuyaux tandis que le charpentier visse l'autre bout à la pompe, et il se l'attache à la ceinture. Il indique le signal qu'il donnera quand le moment sera venu de faire jouer les eaux. La main droite toujours cramponnée à la muraille, il se penche à demi hors de la porte, tenant son échelle de la main gauche et cherchant à la fixer à l'un des crochets du toit. Tentative insensée! pensaient tout bas ses compagnons. La tempête n'allait-elle pas emporter l'échelle et l'homme dans les airs? Heureusement pour Apollonius, un coup de vent tint l'échelle appliquée contre le toit. Il y aurait vu assez, grâce aux éclairs, pour trouver le crochet sans cette poussière de neige qui roulait du haut du toit, et tourbillonnait, et venait lui frapper les yeux. Il sentit pourtant que l'échelle tenait bien. Il n'y avait pas de temps à perdre; il s'élança sur les échelons. Il dut se confier à la force de ses bras et à l'adresse de ses mains plutôt qu'à l'agilité de ses pieds, car l'orage ballottait l'échelle de droite et de gauche, comme une cloche lancée à pleine volée. En haut, un peu au-dessus des premiers échelons, des flammes bleuâtres pétil-

laient sous cette ouverture qu'il avait négligé de fermer; c'était là, à deux pieds au-dessous de l'ouverture, qu'avait frappé la foudre. Il y a une heure encore, il tremblait à la pensée que la foudre pouvait tomber à cet endroit et qu'il serait obligé d'y monter. Tout un noir cortége de visions meurtrières, enfantées par le délire, était attaché pour lui à cette pensée. Maintenant tout ce qui l'effrayait tant était arrivé; mais cette ouverture fatale, dont le souvenir lui donnait la fièvre, ne l'inquiétait pas plus que tout autre endroit de la tour; il était là sur son échelle, sans crainte, sans vertige, et il n'y avait place dans son âme que pour un sentiment de généreuse énergie : il voulait sauver l'église et la ville d'une catastrophe imminente. Bien plus, cette circonstance, dont son inquiétude et ses scrupules lui avaient exagéré le péril, se trouvait être une chose heureuse et bienfaisante. L'eau qui s'était accumulée là pendant des semaines avait fini par se geler, et c'était elle qui empêchait la flamme de gagner du terrain, L'incendie ne s'étendait encore que sur un étroit espace; la glace repoussait obstinément les petites flammes qui pétillaient au-dessous d'elle, et s'opposait à ce qu'elles formassent un foyer d'où elles se seraient élancées pour exercer leurs ravages. Si ce foyer s'était formé, nul doute que l'incendie n'eût dévoré la tour, et alors c'en était fait de l'église, de la ville peut-être, attaquées à la fois par le feu et par l'ouragan. Ah! il avait besoin de la force que lui donnait cette pensée. L'échelle n'était plus balancée de droite et de gauche; elle pliait, elle s'affaissait. D'où venait cela? En supposant même que le crampon eût été mal fixé, — et Apollonius savait qu'il n'en était rien, — ce mouvement était inexplicable. Il comprit tout bientôt : l'échelle n'était pas suspendue au crampon; aveuglé par les tourbillons de neige, il l'avait accrochée, sans s'en douter, à l'un des ornemens de fer-blanc qui garnissaient les rebords du toit d'ardoise. Son poids et celui de l'échelle faisaient fléchir de plus en plus ce soutien, trop faible; encore quelques pouces, le fer-blanc allait céder tout à fait, et l'échelle glissait avec lui dans l'effrayant abîme.

« C'était le moment de déployer ces ressources de courage et de présence d'esprit qu'il avait si vaillamment retrouvées. Il n'hésita pas. Le crampon était à six pouces de la plaque de fer-blanc. En gravissant encore trois degrés de l'échelle, il pouvait saisir le crampon de sa main gauche, puis enlever l'échelle avec sa main droite et la fixer au crampon. Aussitôt pensé, aussitôt fait. L'échelle est fixée. Sa main gauche quitte alors le crampon et va rejoindre la droite sur l'échelon; les pieds s'y posent à leur tour; il est sauvé! A ce moment, les ardoises au-dessous de l'ouverture commencent à céder à l'action de la flamme; elles brûlent, elles éclatent, et la matière incandescente, roulant, volant à droite et à gauche, va causer maints ravages; mais Apollonius tire sa hache attachée à sa ceinture, et deux ou trois coups suffisent pour jeter en bas les ardoises, puis il donne le signal convenu; la pompe se met à jouer. Il dirige d'abord le tuyau du côté de l'ouverture. Il augmente ainsi la résistance que le rebord du toit, avec ses morceaux de glace, opposait aux flammes pétillant par-dessous. L'expérience est bonne; le jet de la pompe est vigoureux; partout où il frappe l'ardoise, l'ardoise se brise en craquant. L'incendie siffle et rugit de colère sous les ruisseaux qui coulent du toit; la pompe l'attaque à son tour, le frappe directement, et la violence des coups plutôt que la nature de l'eau finit par triompher. Apollonius

a accompli sa tâche. La surface incendiée est devant lui toute noire, et aucun sifflement ne répond plus aux attaques de la pompe. Tout à coup là-bas, au fond, au-dessous de lui, s'agitent les rouages de l'horloge. Elle a sonné deux fois. Deux fois! deux heures! et il est encore là, sur l'échelle, au faîte de la tour, et il ne roule pas dans l'abîme! Quelle différence entre la réalité et les visions de son délire! Il avait rêvé souvent qu'il était là, que deux heures venaient à sonner, que le vertige s'emparait de lui et le précipitait sur le pavé pour l'expiation de quelque crime ténébreux. Tels étaient ses rêves, et aujourd'hui, ce n'était pas un rêve, il était bien réellement là, et l'échelle était secouée par l'ouragan, et la neige tourbillonnait autour de lui, et les éclairs sillonnaient le ciel au-dessus de sa tête, et à la lueur de chaque éclair la nappe de neige qui couvrait les toits, les montagnes, la vallée, la contrée entière, ressemblait à un immense incendie, et deux heures sonnaient sous ses pieds, et les cloches hurlaient, fouettées et irritées par la tempête, — et il se tenait debout et ferme à son poste, il n'avait pas le vertige, il n'était pas précipité du haut de l'échelle!

« Il savait donc qu'aucune faute ne pesait sur lui. Il avait fait son devoir là où des milliers d'autres ne l'eussent pas fait; il avait sauvé sa ville natale, il l'avait sauvée seul du plus effroyable péril. L'orgueil de cette pensée n'était chez lui qu'une prière d'actions de grâces. Il ne pensait pas aux éloges qu'il allait recevoir; il pensait à ses concitoyens, qui allaient respirer enfin après des heures d'angoisses; lui-même, après bien des mois, il sentait ce que veulent dire ces mots : respirer librement! Cette nuit lui avait rendu la joie et le goût de la vie. Chez les hommes tels qu'Apollonius, la meilleure récompense d'une bonne action, c'est qu'ils se sentent plus forts pour en accomplir d'autres.

« Cependant la foule était toujours tumultueuse sur la place, quand le second coup de foudre éclata. Ce fut un moment de stupeur. Pendant l'intervalle des éclairs, on avait vu sur les ardoises de la toiture de petites flammes s'agiter, voltiger çà et là, courir les unes après les autres, et, quand elles se rencontraient, former une sorte de foyer; parfois l'orage les éparpillait, souvent même elles semblaient éteintes, puis elles reparaissaient soudain plus vivaces et plus hautes. Un nouveau cri : Au feu! avait retenti plus violemment par toute la ville. On criait aussi : « Nettenmair? où est Nettenmair? — Il est sur la tour! » dit une voix. Chacun se sentit rassuré. La plupart ne connaissaient pas Apollonius, même parmi ceux qui l'appelaient, et ceux qui ne le connaissaient pas étaient précisément ceux qui criaient le plus fort. Aux heures de détresse publique, la foule s'attache ainsi à un nom d'homme, quelquefois à un simple mot. Pour les uns, c'est un moyen d'étouffer la voix de leur conscience qui leur dit de se montrer et d'agir, et ces hommes qui se sont dispensés du devoir, vous les verrez toujours, si le libérateur invoqué ne réussit pas, épiloguer sur sa conduite, discuter ceci et cela, ce qu'il a fait et ce qu'il n'a pas fait. Pour les autres, c'est seulement une manière de détourner un instant la pensée du péril, de se faire illusion à eux-mêmes. On savait bien, en réalité, que personne ne pouvait se risquer au sommet de la flèche au milieu de cette tempête..... Aussi, quand on vit s'ouvrir la porte de service, quand on vit une échelle appliquée à la muraille, quand on comprit qu'un homme osait une pareille chose, la stupeur fut aussi grande qu'au mo-

ment où avait éclaté la foudre. Et voilà l'échelle accrochée, la voilà qui se balance avec l'homme, au milieu des éclairs et des tourbillons de neige; on la voit d'en bas, cette échelle, on la voit toute petite, toute grêle, et elle est lancée comme une cloche à cette hauteur effroyable. Chacun retenait son haleine. Cent visages, tous différens, exprimaient une même émotion. Nul ne croyait à une telle audace, et chacun cependant voyait bien l'audacieux; nul n'y croyait, et chacun des assistans était lui-même sur l'échelle (tant l'angoisse était vive!), chacun était balancé par l'orage sur ce frêle appui; si l'homme fût tombé, chacun eût senti le coup... Enfin, quand l'homme fut descendu de l'échelle, quand l'échelle décrochée eut disparu par la porte de service, quand tous les témoins de la scène ne se sentirent plus suspendus au-dessus de l'abîme, l'admiration commença à lutter avec l'angoisse. Une voix tremblante, une voix de vieillard se mit à chanter le psaume : « Maintenant, vous tous, remerciez Dieu. » Et quand il fut arrivé à ce verset : « Dieu qui vous a sauvés! » alors seulement ils comprirent tout ce qu'ils auraient pu perdre, tout ce que leur avait conservé le dévouement d'Apollonius. Des milliers de voix entonnèrent le psaume à l'unisson, et l'hymne de la reconnaissance parcourut bientôt toute la ville; il s'étendait de rue en rue, de place en place, partout où il y avait des hommes; il pénétrait dans les maisons, dans les chambres, il montait jusqu'aux toits; le malade dans son lit, le vieillard sur son fauteuil, où l'avait retenu sa faiblesse, se mêlaient de loin à ce concert; les enfans même, qui ne comprenaient ni les paroles du psaume ni le danger auquel on venait d'échapper, les enfans chantaient aussi. La ville était comme une immense cathédrale, et l'orage, avec les roulemens de tonnerre, semblait un orgue gigantesque. Et de nouveau ces cris retentissaient : « Nettenmair! où est Nettenmair? où est notre sauveur, notre libérateur, le brave jeune homme? » On ne pensait plus à l'orage; la foule se pressait au pied de la tour, et envahissait l'escalier de pierre..... »

Voilà une scène émouvante même dans son exagération, voilà surtout une intention profondément morale : je voudrais que M. Ludwig sût en dégager une leçon pour lui-même. Ce n'est pas seulement le héros de ce récit qui a ses démons intérieurs à conjurer; M. Ludwig est obsédé aussi de je ne sais quelles inquiétudes maladives. Ame candide, il voit le monde sous un jour sinistre. Avant d'écrire ce roman, M. Ludwig avait composé deux drames qui révélaient, avec des qualités du premier ordre, une inspiration peu maîtresse d'elle-même. Les plus fervens admirateurs de M. Ludwig étaient alarmés de certains symptômes étranges. Cette sombre vigueur ressemblait parfois à la vigueur du délire. Soit que dans *les Macchabées* il peignît les supplices de l'héroïsme, soit qu'il montrât dans *le Forestier* une humble famille de nos jours poursuivie par cette fatalité qui frappait les Atrides, son imagination effarouchée produisait des effets grandioses, mais douloureux. On eût dit qu'il souffrait de ses propres inventions, et qu'une force irrésistible dominait son talent. Ses premiers drames auraient pu être dédiés

aux romantiques de la restauration, à Zacharias Werner et à Henri de Kleist. Zacharias Werner, qui a terminé sa vie dans les extravagances du mysticisme, n'obéissait pas à une inspiration plus lugubre quand il écrivait *le 24 Février*, et ce malheureux Henri de Kleist, qui a fini par demander au suicide la guérison de ses tortures morales, était-il plus désolé que M. Ludwig, lorsqu'il racontait l'effrayante histoire intitulée *Michel Kohlhaas?* M. Ludwig est-il délivré enfin de sa misanthropie? Nous aimons à le croire. Le roman dont je viens de parler est dédié à M. Berthold Auerbach, à cet artiste franc et net qui connaît le prix de la vie, qui prêche sous maintes formes la sérénité de l'esprit, la joie de la vertu et la confiance dans les lois morales de l'univers. Cette dédicace est comme un gage d'affranchissement spirituel. Si M. Ludwig n'avait pas couronné son œuvre par la scène que je viens de traduire, il n'aurait pas eu l'idée d'en faire hommage à l'auteur des *Histoires de Village* et de *l'Écrin du Compère*. Qu'il s'affermisse dans cette voie. Débarrassée des obsessions du doute, son imagination déploiera une vigueur nouvelle, une vigueur saine et féconde, et le talent qui lui servait jadis à désoler ses lecteurs guérira les blessures qu'il a faites.

La mission de l'art n'est pas d'effrayer et de désenchanter les âmes. Un poète allemand a dit : « La vie est triste, l'art est serein. » Disons mieux encore : La vie est bonne et belle pour qui l'interroge en chrétien, en philosophe et en poète. Il faut montrer que le mal, en fin de compte, ne triomphe jamais, que la douleur même est un bien et que la vertu en profite; il faut montrer que le monde est beau malgré les méchans et les lâches. Pourquoi M. Ludwig ne s'est-il pas souvenu de ce rôle de la poésie en terminant son récit? Apollonius, dans cette partie du roman, n'est pas suffisamment guéri de ses terreurs, il ne jouit pas assez des victoires de sa vertu, sa conscience le tourmente encore, et il n'ose épouser Christiane. Je regrette cette fin du récit, je regrette surtout la morale métaphysique et fort peu intelligible que l'auteur a tirée de son roman. M. Ludwig intitule ce livre *Entre le Ciel et la Terre,* parce que les principales scènes se passent sur le toit de l'église Saint-George, dans le domaine du couvreur, comme il dit; — puis tout à coup, à la dernière page, faisant de ces mots un symbole philosophique, il recommande à l'homme de vivre aussi entre le ciel et la terre, c'est-à-dire de ne pas aspirer au ciel, car le ciel n'existe pas hors de nous, et ce que nous appelons de ce nom n'est que la félicité d'une conscience pure. Je crois qu'en traduisant ainsi, je donne à la pensée de M. Ludwig une précision qu'elle n'a pas; si j'ai bien compris pourtant ses mystérieuses paroles, M. Ludwig aurait passé bien vite d'un extrême à l'autre. Naguère encore il maudissait la terre et l'existence d'ici-

bas; aujourd'hui en serait-il venu à nier l'immortalité de l'âme, et, s'attachant à la vie présente, voudrait-il nous interdire l'espérance et le sentiment de la vie future? On voit que M. Ludwig a encore des progrès à faire avant de trouver son équilibre.

Cette logomachie, empruntée au panthéisme, est une fâcheuse conclusion pour un livre dont une pensée morale anime les meilleures parties. Heureusement l'impression générale qui reste dans l'esprit efface cette dernière page. La vraie conclusion, c'est qu'il n'est pas besoin de briller sur un théâtre et d'attirer l'attention des hommes pour que la vie acquière tout son prix, et que chacun de nous dans le silence et dans l'ombre peut atteindre à la vraie grandeur. Le héros de M. Ludwig donne la main à celui de M. Freytag; Antoine Wohlfart et Apollonius Nettenmair, l'artisan de la petite ville et le commis-négociant de la grande cité nous prêchent la même doctrine. Cette doctrine n'est pas nouvelle; ce qui est neuf, c'est la sincérité ardente avec laquelle les deux écrivains ont rempli leur tâche, c'est cette foi vigoureuse qui leur a permis de prêcher l'accomplissement du devoir sans tomber dans la banalité de la vieille école ou dans les déclamations révolutionnaires des derniers temps. De là une vraie poésie parfaitement appropriée à notre XIXe siècle. L'Allemagne a senti qu'il y avait là un principe de vie, et le succès moral a été aussi grand que le succès littéraire; heureux les écrivains qui, en attachant le lecteur à des fictions romanesques, fournissent aussi à leur patrie des consolations et des encouragemens!

Moralité et poésie, c'est là sans doute la loi éternelle de l'art; il semble cependant qu'à de certaines époques il soit plus nécessaire que jamais de rappeler cette loi impérieuse. Dans les temps de culture raffinée, la crainte du lieu commun enfante la recherche du mal. On ne peint pas le vice pour le flétrir, on le peint avec complaisance, comme si on avait découvert une veine neuve et fertile. Les bas-fonds des grandes villes, les choses louches, ténébreuses, tout ce qu'un vrai poète évite, ce que le satirique signale seulement au passage et marque d'un trait brûlant devient la matière même de l'art dégénéré. Courtisanes et baladins sont les héros du jour, ils ont des poètes en titre pour célébrer leurs esploits. Il ne s'agit plus de charmer l'intelligence, encore moins d'élever l'âme vers l'idéal; le roman et le théâtre semblent n'avoir d'autre ambition que de flatter les pires instincts de la nature. Qu'on ne s'y trompe pas cependant, malgré la fièvre de jouissances qui énerve la société française, malgré l'abaissement des caractères et la corruption des mœurs, nous sentons trop vivement notre mal pour ne pas en guérir un jour. Au moment où la France vient d'accomplir de grandes choses à l'extérieur, il en coûte de penser que sa vie intellectuelle puisse offrir

longtemps de pareils symptômes. N'y a-t-il pas ici un singulier contraste? L'Allemagne souffre du rôle médiocre qu'elle a joué dans la politique européenne, et sa littérature se relève pour consoler les âmes; la France est glorieuse par l'action, et sa littérature semble frappée de langueur. L'histoire dira les causes de ce contraste, elle dira surtout, nous l'espérons, qu'il n'y a eu là qu'une crise passagère, un affaissement momentané de la conscience publique. Le sentiment de l'idéal reparaîtra; la foi aux principes, conservée du moins dans les œuvres de critique et d'histoire, ranimera aussi les travaux de l'imagination. Nous ne laisserons pas nos voisins poursuivre seuls la réaction morale dont nous venons de montrer les symptômes. Nous comprendrons l'inspiration des romanciers de Londres, la virile esthétique de Charles Dickens, de William Thackeray, de mistress Gaskell, de Charles Kingsley; nous comprendrons ce que la moralité unie à la poésie enseigne aux conteurs de l'Allemagne. Le jour où les peintures si recherchées aujourd'hui de nos romanciers et de nos écrivains de théâtre ne seront plus que des vieilleries nauséabondes, et ce jour-là n'est pas loin, on saura enfin que la nouveauté poétique n'est pas dans la prétendue hardiesse des sujets, mais dans l'âme de l'écrivain; le thème le plus rebattu peut devenir une mine d'or, si l'écrivain y apporte une inspiration franche et ardente. Dickens et Thackeray l'ont prouvé en Angleterre, l'Allemagne vient de le prouver à son tour. Voilà pourquoi j'ai été heureux de signaler à l'attention des esprits élevés l'école poétique et morale qui se développe au-delà du Rhin, cette école qui s'est déjà constituée avec M. Berthold Auerbach, dont M. Julien Schmidt est le critique, et dans laquelle viennent de se placer au premier rang ces deux hommes, si divers de talent et d'allure, mais également dévoués à la régénération de leur pays, M. Gustave Freytag et M. Otto Ludwig.

Saint-René Taillandier.

MME ROSE

DERNIÈRE PARTIE.[1]

V.

Quand M. de Francalin arriva à Paris, une fantaisie nouvelle s'était emparée de Valentin. Il le trouva dans son entresol de la rue de la Victoire en train d'essayer un uniforme tout battant neuf de capitaine de la garde nationale.

— Quel est ce déguisement? dit George.

— Que parles-tu de déguisement? s'écria Valentin; ne sais-tu pas que la société est en péril? Il est temps que les hommes de cœur s'arment pour défendre l'ordre et la famille.

Un domestique, qui cogna timidement à la porte, interrompit la philippique de Valentin; il apportait une lettre dont un cachet de cire parfumée fermait l'enveloppe couleur d'azur.

— Ah! de Juliette!... s'écria le défenseur de la famille. Il lut rapidement la lettre. — C'est bien, j'irai, dit-il. — Tu le vois, reprit-il après que le domestique se fut retiré, je ne m'appartiens plus... Dans une heure inspection, ce soir prise d'armes, et il y a une première représentation aux Variétés, où j'ai promis d'aller. Toi, tu ne me quittes pas; si tu veux, je te fais nommer lieutenant.

Comme beaucoup d'hommes préoccupés de choses qui leur sont personnelles, Valentin s'enquérait fort peu de celles qui intéres-

(1) Voyez la livraison du 15 février.

saient son ami; il entraîna George aux Champs-Élysées, où sa compagnie paradait, le contraignit à le suivre à l'Hôtel-de-Ville, où il était de garde le soir, et le mena souper au Café-Anglais. Au bout de trois jours, M. de Francalin fut las de cette existence tapageuse et partit pour Beauvais.

Mme la baronne Alice-Augustine de Bois-Fleury était bien telle que George l'avait représentée : elle occupait un vaste hôtel dans une des plus belles rues de la ville, et y recevait avec de grands airs le monde le plus distingué du chef-lieu. Quand son neveu arriva, elle était à sa toilette. — Priez M. le comte, mon neveu, dit-elle, de m'attendre dans le boudoir.

Ce titre de *comte* qu'elle donnait à M. de Francalin était de son invention, mais elle le tenait pour authentique. Si, l'*Armorial de France* à la main, on avait voulu lui prouver que George n'y avait aucun droit, elle aurait déclaré tout net que l'*Armorial de France* était un sot et ne s'y connaissait pas. A bout d'argumens, George la laissait dire.

Mme de Bois-Fleury parut bientôt un éventail à la main, et dans l'attitude qu'elle aurait prise pour une présentation à la cour. Elle tendit sa main à M. de Francalin, qui la baisa. — Je vous remercie de votre empressement, mon beau neveu, dit-elle; il me prouve que vous êtes tout prêt à faire ce que j'attends de vous.

George sourit. — Je ne crois pas, belle tante, dit-il; bien plus même, j'ai grand'peur que la race des Francalin n'expire avec moi.

Mme de Bois-Fleury agita son éventail comme Mme la duchesse de Châteauroux aurait pu le faire quand un ministre du roi hésitait à lui accorder ce qu'elle demandait. — Mlle de Valpierre dîne ce soir à l'hôtel, vous la verrez, reprit-elle.

Mlle de Valpierre s'assit en effet à la table de la baronne et passa la soirée à l'hôtel, où quelques personnes firent un peu de musique et jouèrent au whist jusqu'à minuit. C'était une grande jeune fille blonde, qui avait l'air très doux. George causa pendant quelques minutes avec elle. Quand il n'y eut plus personne au salon, la baronne montra à son neveu un fauteuil voisin de celui qu'elle occupait. — Eh bien! dit-elle, comment la trouvez-vous?

— Suffisamment jolie et parfaitement bien élevée.

— Éléonore de Valpierre a dix-neuf ans, et tient aux familles les plus considérables de la Picardie; elle a de plus une fortune personnelle qui dépasse quatre cent mille francs.

— C'est fort beau.

— Si tel est votre avis, je n'ai plus qu'à demander sa main en votre nom; elle ne me sera pas refusée. Embrassez-moi, mon neveu, et dormez bien.

M. de Francalin embrassa Mme de Bois-Fleury et ne remua point. — Ma chère tante, reprit-il, vous ne voudriez pas me conseiller de commettre une vilaine action; eh bien! celle d'épouser Mlle de Valpierre serait fort laide; Mlle de Valpierre est faite pour être aimée, et je sens que je n'ai pas le cœur au mariage.

— Que signifie ce langage? Voyons, parlez clairement.

George prit entre ses mains les deux mains de sa tante : — Vous souvient-il d'un temps où un écolier, qui pouvait bien avoir seize ans, vint passer les vacances dans un beau château tout au bord de l'Oise, à quelques lieues d'ici?

Mme de Bois-Fleury rougit très fort. — Quel rapport voyez-vous entre ce château et ce qui se passe en ce moment? dit-elle.

— A cette époque-là, poursuivit George sans répondre directement à l'observation de la baronne, il y avait dans le château une femme qui était dans tout l'éclat de sa beauté : c'était moins une mortelle qu'une déesse. L'écolier qui vivait auprès d'elle était à peu près dans l'âge de Chérubin; il en avait toutes les agitations. La personne qu'il voyait à toute heure fondait en un seul amour tous ces amours divers que le page de la comédie éprouvait pour la comtesse, pour Suzanne, pour Fanchette. Il avait des tressaillemens subits quand il rencontrait sa main, il ne pouvait la voir et l'entendre sans pâlir ou rougir. Quels trésors n'avait-il pas amassés de bouts de rubans, de fleurs un instant caressées par elle, de gants perdus! Comme il les embrassait, quand personne ne pouvait le surprendre! Un soir, — soir lumineux et d'impérissable mémoire, — il la rencontra seule dans un jardin; elle avait une robe blanche et les bras nus, elle venait de perdre une rose qu'on voyait flotter à la surface d'un ruisseau. Quels doux mouvemens pour l'atteindre et quels légers cris! Elle fit signe à l'écolier, qui d'un bond saisit la fleur et la lui présenta; mais à la vue de tant de grâce, animée et comme embellie par la course, il eut comme un éblouissement. — Ah! je vous aime, je vous aime! s'écria-t-il en couvrant ses mains et ses bras de baisers brûlans. — George! dit-elle. A ce mot, la fièvre de l'écolier tomba; il devint pâle et s'échappa en courant. Le lendemain, il n'osait regarder celle qu'il avait offensée; cependant il rencontra ses yeux; il y avait dans leur douce clarté plus d'indulgence que de colère, et puis il tremblait tant! Ah! si pour elle il eût fallu se jeter sous la roue d'un moulin, il s'y serait précipité tête baissée! Eh bien! ce qu'il éprouvait alors, cet écolier, à présent qu'il a âge d'homme, il l'éprouve encore, mais un autre sentiment a remplacé le sentiment qu'il ne pouvait ni combattre, ni avouer.

George raconta alors à Mme de Bois-Fleury toute son histoire, sans rien omettre et sans rien cacher, avec cette chaleur et cet entraîne-

ment qui imposent l'attention. Tout son cœur débordait. Peu de femmes restent insensibles à l'expression d'un amour jeune et sincère, même lorsqu'elles n'y sont pas engagées. George était assuré de la sympathie de celle qui l'écoutait; son émotion eut comme un retentissement dans le cœur de Mme de Bois-Fleury.

— Pourquoi êtes-vous venu? demanda la baronne.

— J'étais si malheureux!...

Toute bouleversée, Mme de Bois-Fleury prit la tête de George entre ses mains et l'embrassa sur le front avec un élan où une nuance de tendresse indéfinissable se mêlait à l'expression de l'amour maternel. — Eh bien! dit-elle, qu'il ne soit plus question de Mlle de Valpierre ni d'une autre! Si vous épousez Mme Rose, vous me la conduirez, et je l'aimerai; si vous êtes malheureux, vous pleurerez près de moi.

Mme de Bois-Fleury n'avait jamais oublié l'épisode auquel M. de Francalin avait fait allusion. Cette fougue, ce transport, ce cri qu'il venait de rappeler, l'avaient remuée jusqu'au fond des entrailles. Sincèrement attachée à ses devoirs, elle n'avait jamais rien laissé paraître de cette émotion qu'elle avait combattue et dominée; mais sa rigidité en avait été amollie, et c'était comme un point lumineux de sa vie vers lequel sa pensée la reportait souvent. De ce jour-là, elle était devenue la meilleure amie de George et la plus dévouée; elle avait en quelque sorte remplacé la mère qu'il n'avait plus, mais de loin et secrètement, pour ne pas s'exposer à une nouvelle secousse. Elle avait même enveloppé sa vive et profonde affection de formes graves et méthodiques et d'une sorte de solennité qui la préservait du danger des épanchemens. C'était elle qui, à l'insu de George, prenait soin de sa fortune, la réparait quand elle était compromise et veillait à ce que rien ne menaçât le repos d'une existence qu'elle voulait rendre heureuse. Veuve depuis trois ou quatre ans et plus âgée que George de huit ou dix, Mme de Bois-Fleury avait eu la pensée de le rapprocher de Beauvais par un mariage qu'elle-même aurait préparé. A son insu peut-être et tout en songeant au bonheur de George, elle avait fait choix d'une femme que sa beauté ou sa supériorité intellectuelle ne pouvait pas rendre redoutable, non pas qu'elle désirât revenir en rien sur le passé, mais parce qu'elle voulait rester la première dans le cœur de George. Un mot avait renversé tout cet échafaudage et ces longs projets. Certes Mme de Bois-Fleury n'avait pas entendu l'aveu de cet amour si violent sans un déchirement secret qui avait rajeuni son cœur en le faisant saigner, mais elle avait noyé cette émotion jalouse sous un flot de tendresse épurée, et la femme s'effaça devant la mère quand elle embrassa George sur le front.

George demeura chez sa tante quelque temps, s'efforçant de ne plus penser à Mme Rose et y revenant sans cesse; mais cet éloignement dans lequel il avait cherché un soulagement irrita bientôt sa blessure au lieu de la guérir. Beauvais était pour lui comme le bout du monde. Au moins à Paris avait-il la chance de rencontrer Mme Rose. Elle n'avait plus rien à lui demander, à présent qu'il avait cédé à son désir et bien compris que tout mariage lui était impossible. Il lutta quelques jours; mais, son angoisse devenant de plus en plus vive, il prit prétexte d'une lettre d'affaires pour retourner à Paris, où son premier soin fut de s'informer de Tambour, qu'il y avait laissé sous la surveillance de Jacob. Tambour n'était plus au logis; dès le premier jour, il avait pris la fuite. Jacob l'avait fait afficher sans succès. A bout de recherches, l'idée lui était venue de courir à Maisons. Tambour s'y promenait, tout le monde l'y rencontrait du matin au soir, il avait les mœurs errantes d'un *outlaw*. Une nuit il dormait chez Mme Rose et le lendemain chez Canada. Il rendait visite aussi à Pétronille, qui gardait la Maison-Blanche. Jacob désespérait de le ramener à Paris. — Il voyait bien, disait-il, que Tambour avait des intelligences dans le pays. — Heureux Tambour! murmura George, et il donna ordre qu'on le laissât tranquille.

Valentin avait été prévenu du retour de George. Il se hâta de l'introduire dans les boudoirs où il avait ses libres entrées. A cette époque, la fièvre révolutionnaire, communiquée par les événemens de février et qui avait fait explosion aux journées de juin, n'était point calmée encore; on sentait dans la ville comme le frisson du vent sur la mer. Le lendemain n'était jamais sûr, on vivait au jour le jour; mais cette agitation n'empêchait pas qu'on ne cherchât les plaisirs avec la même ardeur qu'au temps de la plus grande sécurité. Il y avait même une certaine excitation produite par l'imprévu qui donnait à ces plaisirs une saveur plus vive et plus séduisante. George se laissa faire, mais la lassitude et l'ennui s'asseyaient partout à côté de lui. Son seul bonheur était de se promener la nuit seul sur les boulevards, et de revoir en esprit la maison d'Herblay, la grande prairie où l'ombre des peupliers se jouait, la forêt de Saint-Germain, les canots sous les saules, et dans cette campagne si souvent parcourue l'image d'une femme svelte et souriante qui lui tendait la main. Le tumulte des événemens et le cri des passions déchaînées faisaient moins de bruit à son oreille que le doux murmure d'une voix mystérieuse qui parlait tout bas dans son cœur. Il n'entendait qu'elle dans Paris; au milieu de ce tumulte et de ce choc quotidien des hommes, il était seul. Quelquefois il s'étonnait du long silence que gardait Mme Rose : était-elle toujours à Herblay, et se pouvait-il qu'elle l'oubliât à ce point? Il rentrait précipitam-

ment chez lui, et cherchait une lettre; la lettre n'arrivait jamais. Alors aussi l'idée de l'inconnu qui deux ou trois fois avait rendu visite à Herblay revenait le poursuivre. Si dans ces momens-là tout à coup la générale eût battu, George se fût élancé avec joie pour mourir à l'assaut d'une barricade. Pouvait-il douter en effet qu'un mystère n'existât dans la vie de Mme Rose, et ce mystère ne se rattachait-il pas à cet étranger qu'il n'avait jamais vu?

Valentin, qui aimait sincèrement George, ne comprenait pas que les amusemens de toute sorte auxquels il le conviait n'eussent aucune action sur sa tristesse. Un soir, las de lui verser du vin de Champagne, Valentin prit George à part.

— Écoute, lui dit-il, il faut que cela finisse. Casse-moi la tête si tu veux, tu ne m'empêcheras pas de te parler de Mme Rose.

— Parle, répondit George.

— Un jour que tu étais plus triste qu'un tombeau, l'idée me vint d'aller à Herblay. Je me souvenais parfaitement de Mme Rose pour l'avoir vue au temps où nous portions des feuilles à nos chapeaux. Je ne savais pas bien ce que je voulais lui dire; mais tu me faisais pitié.

George serra la main de Valentin. — Attends, reprit celui-ci, tu me remercieras tout à l'heure. J'arrive donc à Herblay, et je monte la côte fort en peine de mon discours. Si elle a un petit brin de cœur dans la poitrine, pensais-je, elle va me dire de lui amener George. Une voix de femme me fait lever la tête. Je regarde, c'était Mme Rose: elle marchait au bras d'un grand jeune homme qui avait des moustaches noires et qui fumait.

— Ah! fit George.

— Je n'en voulus pas voir davantage, et redescendis la côte sans plus songer à mon discours. Voilà ce que j'avais à te dire. A présent mange et bois, et n'y pense plus.

— Tu dis un grand jeune homme?

— Oui, avec des moustaches noires et un cigare.

— Merci.

George était d'une pâleur de mort. Il remplit son verre de vin de Champagne et le vida d'un trait. Il riait beaucoup; mais Valentin, malgré son étourderie, ne fut pas la dupe de cette gaieté. — Es-tu bête! lui dit-il, tu as la fièvre, va te coucher... J'ai peut-être eu tort de te raconter cette histoire!

— Non, dit George, cela m'a fait du bien.

Pendant deux heures, George resta étendu sur son lit les yeux ouverts; il pleurait comme un enfant. Au petit jour, il n'y tint plus, et courut au chemin de fer de la rue Saint-Lazare. Un convoi partait pour Rouen; il s'y jeta et s'arrêta à Maisons. Cinq minutes après, il

avait traversé le pont et cherchait Herblay des yeux. A mi-côte, un chien courut à sa rencontre, et faillit le jeter par terre en sautant sur lui. C'était Tambour qui aboyait de toutes ses forces. Il faisait mille bonds en tournant autour de lui. Ils arrivèrent ainsi à la petite maison d'Herblay. La porte était entr'ouverte; Tambour la poussa, et George le suivit jusque dans le petit salon où Mme Rose l'avait reçu une première fois. Un jeune homme était assis dans un fauteuil auprès de la fenêtre. Il lisait un journal. A la vue de George, il se leva et salua. George remarqua qu'il avait des moustaches noires. — C'est donc vrai, pensa-t-il.

Tambour, qui ne se tenait pas de joie, allait et venait par la chambre; après chaque tour, il frottait son museau contre la main pendante de George. Les deux jeunes gens se regardaient. Un demi-sourire passa sur les lèvres de l'inconnu. — A la pantomime de ce chien, je vois bien que vous êtes son maître; veuillez vous asseoir, monsieur, je vous prie, dit-il avec la plus grande politesse.

Comme George appuyait sa main sur le dos d'un fauteuil sans répondre, la porte du salon s'ouvrit de nouveau, et Mme Rose parut. Elle était un peu plus pâle qu'au temps où George l'avait quittée. A son aspect, elle eut comme un léger tressaillement; mais, se remettant presque aussitôt : — M. George de Francalin, dont je vous ai parlé quelquefois, dit-elle en se tournant vers le jeune homme aux moustaches noires.

Et désignant celui-ci à George : — M. le comte Olivier de Réthel, mon mari, ajouta-t-elle.

VI.

La présence de M. Olivier de Réthel, ce mari qui mettait à néant toutes les espérances de M. de Francalin, lui fit cependant éprouver comme un sentiment de joie. Mme Rose ne perdait rien de cette auréole dont il l'avait entourée, et restait telle qu'il l'avait aimée. George ne pensa pas une minute à repartir pour Paris. Si douloureuse que lui fût la vue d'un étranger qui avait tous les droits d'un maître dans cette maison où si longtemps il avait été seul, qu'était-ce en comparaison de ce qu'il avait craint? Tout cédait devant cette pensée rafraîchissante, qu'il pouvait aimer Mme Rose sans rougir. Chez certaines âmes délicatement douées ou élevées à un niveau supérieur par de grandes passions, la connaissance d'un malheur irréparable cause moins de souffrances que la perte d'une de ces croyances dont les racines sont au cœur. George, que M. Olivier de Réthel retint à déjeuner avec une parfaite aisance, rentra chez lui,

sinon heureux, du moins calme. Une barrière infranchissable existait entre Mme Rose et lui; mais l'image adorée avait la même pureté et le même rayonnement.

George n'hésita pas à retourner chez Mme Rose dans la journée. Elle lui fut reconnaissante de cet empressement, qui donnait à leurs relations le caractère d'une intimité honnête et franche. M. de Réthel, qui avait beaucoup à écrire, les laissa seuls; mais il ne le fit pas avant d'avoir causé quelques instans avec M. de Francalin. Il avait en toutes choses une rare élégance et les manières simples du meilleur monde, avec une certaine brusquerie qui n'était pas sans originalité. Quand Mme Rose se trouva seule avec George, ils se promenèrent autour de la maison, et descendirent dans le pays pour voir la Thibaude et Jeanne, sur qui Mme Rose veillait toujours. La petite fille avait le visage vermeil comme une pomme; elle se jeta dans les bras de Mme Rose avec cette familiarité qui succède si vite chez les enfans de la campagne à une timidité farouche. Tout allait bien dans ce ménage, dont la vue rappela à M. de Francalin les premières paroles échangées avec Mme Rose auprès d'un berceau. La Thibaude remercia George des secours qu'il avait envoyés à Jeanne malgré son absence. C'était encore une attention de Mme Rose, qui l'associait à sa vie. Il n'était donc pas un étranger pour elle! Il ne voulut pas détromper la Thibaude pour rester l'obligé de Mme Rose. Quand ils sortirent, la jeune femme prit le bras de George comme au temps passé.

— Se peut-il que je sois si tranquille auprès de vous après ce que j'ai vu? dit M. de Francalin, tandis qu'ils côtoyaient la rivière.

— Pourquoi ne le seriez-vous pas? Ce que j'étais hier pour vous, ne le suis-je pas aujourd'hui? répondit Mme Rose. Qu'y a-t-il de changé entre nous?

George lui pressa doucement le bras. — Mais, reprit-il, pourquoi m'avez-vous laissé partir sans me dire la vérité?

— Le pouvais-je sans vous dire le nom de mon mari? répondit Mme Rose; il y avait dans cet aveu inévitable comme un blâme dont j'avais l'instinct, et que je ne me croyais pas en droit de faire subir à celui dont je porte le nom... Je ne m'explique peut-être pas bien... Essayez de me comprendre.

— Mais, reprit George, quel motif a donc ramené M. de Réthel auprès de vous? Quand et comment est-il arrivé? A-t-il le projet de vivre dans la retraite ou l'intention de vous conduire à Paris?... Pardonnez-moi toutes ces questions, et n'y voyez pas autre chose que le sentiment profond que m'inspire une personne en qui je ne verrai jamais que Mme Rose, quel que soit le nom qu'elle porte. Me le permettez-vous?

— Ah! je fais mieux, je vous le demande!... Il me semble que j'aurai moins à craindre auprès de vous à présent que vous connaissez la vérité.

— Eh bien! parlez-moi de M. de Réthel.

— Vous savez quel rôle il a joué pendant la dernière révolution, et quelle place il tient dans le parti qui s'agite toujours. Le repos est insupportable à un tempérament aussi terrible. Toutes les agitations dans lesquelles il m'a fait vivre chez lui ont été la cause de notre séparation, il s'y replongera fatalement; son passé engage son avenir. Il était à Paris dans ces derniers temps; souvent il m'écrivait, et vous n'avez certainement pas oublié l'état dans lequel me mettaient ces lettres, dont l'origine vous était inconnue. Pouvais-je m'éloigner, quand tous les jours il était en péril de mort?... Je suis sa femme, et je n'ai pas à le juger. Vous savez cependant comment j'oubliais tout... Quelquefois je me berçais de l'illusion que cette vie, dont j'avais contracté la douce habitude à Herblay, pourrait durer. Tout à coup une lettre nouvelle m'arriva au moment où je venais de trouver sur ma fenêtre un bouquet laissé par vous après un jour passé sans vous voir. M. de Réthel m'appelait à Paris pour me prévenir que peut-être il serait contraint de me demander asile au premier moment. « Si vous êtes menacé, venez, » lui dis-je. Je compris alors qu'il fallait cesser de vous voir, c'est pourquoi je vous pressai de partir. Je n'avais rien à me reprocher, mais j'avais peur de votre désespoir. Un soir, il y a de cela huit jours, M. de Réthel a frappé à ma porte. Il ne m'a plus quittée depuis ce moment. Deux ou trois personnes sont venues le trouver. Il reçoit beaucoup de lettres, et il a l'air très préoccupé. Quelque chose se prépare que je ne connais pas. Il m'a déjà prévenue qu'il me quitterait un de ces jours tout à coup... Ce qu'il projette me fait peur. Olivier s'agite dans un enfer! Il y a des heures où je le plains amèrement.

Mme Rose détourna la tête pour essuyer ses yeux. Son émotion était visible, et George la comprenait. Le nom de M. Olivier de Réthel avait suffi pour expliquer à George la situation de Mme Rose. Le comte était l'un des chefs reconnus d'une des fractions militantes de la démocratie. Issu d'une famille d'ancienne noblesse, Olivier avait rompu avec son passé et brisé un à un tous les liens de la tradition, de l'habitude, de l'éducation. Patricien, il combattait avec la plèbe; fils d'un pair de France, il était l'un des instrumens les plus actifs des sociétés secrètes. Il avait d'incontestables qualités qui mettaient sa personnalité en relief, un certain talent de parole, une grande bravoure, de l'audace; le prestige de son nom lui donnait en outre un éclat et une autorité qu'à mérite égal ses amis n'avaient pas. Seulement le tribun était resté gentilhomme, et s'il touchait la

main des pamphlétaires les plus fougueux, il mettait des bottes vernies pour aller au club.

— Comprenez-vous à présent, continua Mme Rose, pourquoi j'avais une telle hâte de vous voir loin de moi? Quel pouvait être le résultat de votre présence à Herblay? N'eussé-je pas mérité la confiance que mon mari mettait en moi, que la liberté où il me laissait m'aurait imposé le devoir de la justifier.

— Qu'allez-vous faire à présent? dit George.

— Eh! le sais-je? C'est un événement inconnu qui en décidera. Si j'en crois certains indices, cet événement ne tardera pas à éclater, il peut se faire alors que j'aille à Beauvais.

— A Beauvais! répéta George d'un air tout surpris.

— Vous ne savez donc pas qu'une de vos parentes est venue me voir il y a près d'un mois? Elle m'a mise au fait du motif de sa visite en quatre mots. La conversation n'était pas finie, que Mme la baronne de Bois-Fleury et moi nous nous entendions à merveille. Elle est restée trois jours et m'a embrassée en partant. Elle m'a dit de me souvenir dans l'occasion que j'avais une amie à Beauvais, et je m'en souviendrai. Il m'a semblé qu'elle m'aimait beaucoup à cause de vous, et un peu parce qu'elle a su que j'étais comtesse.

George sourit à ce mot, qui lui fit voir que Mme Rose avait pénétré Mme de Bois-Fleury d'un regard.

— Je devrais peut-être vous dire de partir, reprit-elle en regagnant sa maison, et cependant je désire que vous restiez.

— Eh bien! dit-il, je resterai jusqu'à ce que vous alliez à Beauvais.

A ces mots, Mme Rose, qui était sur le pas de sa porte, retint George par la main. — Il ne faut pas que vous vous mépreniez au sens de mes paroles, reprit-elle; tout ce qu'une honnête femme peut tenter, je le tenterai pour ramener M. de Réthel; il est auprès de moi, il est menacé, je porte son nom : c'est plus qu'il n'en faut pour m'indiquer un devoir auquel j'ai la volonté de ne pas faillir. Ne soyez donc pas surpris si quelque jour vous apprenez que je pars pour l'Amérique et pour toujours.

— Le ferez-vous sans m'en prévenir?

— Oh! vous ne le croyez pas! dit-elle avec vivacité.

L'accent de cette voix chérie fit tressaillir George : il vit bien que le cœur n'était pas du côté de la volonté, bien que celle-ci restât maîtresse; il ne prolongea pas l'entretien, et se retira à la fois triste et charmé. Comme M. de Francalin suivait la rivière, cherchant un bateau qui pût le conduire à la Maison-Blanche, il rencontra Canada qui achevait d'assujettir la porte d'une cabane dont il avait pêché tous les matériaux pièce à pièce dans la Seine. Canada jeta son

marteau et accueillit George par une vigoureuse poignée de main; puis il jeta un coup d'œil du côté d'Herblay et le reporta vers M. de Francalin. — Je vois à votre air que vous savez ce qui se passe là-bas. Ça m'a surpris tout de même le jour où cet autre est revenu... Dès que je l'ai vu, je me suis dit que vous ne tarderiez pas à paraître. A présent que vous avez fait votre visite, vous allez filer, j'imagine?

— Non, je reste, répondit George.

— Comme ça vous tient! On voit bien que vous avez des rentes! S'il vous fallait comme moi chercher dans l'eau votre dîner de tous les jours, vous auriez bien vite noyé l'amour!

Canada acheva d'assujettir la porte sur ses gonds. — Je la reconnais, cette porte, reprit-il : elle provient d'un gros bateau qui allait à Rouen et qui a donné contre une pile du pont ici près. Je l'ai pêchée.

Il fit un signe à George tout en cherchant des clous dans une caisse. — Approchez-vous donc, qu'on vous parle, ajouta-t-il. Tout marin d'eau douce que je suis, comme ils disent, j'y vois clair. Il y a une bourrasque dans le temps. Le monsieur de Paris qui est chez Mme Rose le sait bien, lui. Toutes sortes de gens vont et viennent par ici. Moi qui suis pour ceux d'en bas contre ceux d'en haut depuis l'affaire des lapins, vous savez, je leur rends de petits services dans l'occasion. S'il y a un bon avis à donner, c'est moi qui le fais passer. Tenez, vous allez voir.

Canada siffla, et Tambour entra dans la cabane. Le pêcheur tira de sa poche un papier, l'attacha au collier du chien et le lâcha. Tambour partit comme un trait.

— Ce n'est pas plus difficile que ça, continua-t-il; dans un quart d'heure, on saura chez Mme Rose que des gens à mine suspecte rôdent dans le pays depuis ce matin. Ce que j'en fais, c'est autant pour elle que pour lui; à part le profit que j'en tire, je ne voudrais pas qu'elle fût inquiétée. On ne se gêne guère aujourd'hui pour vous mettre la main sur le collet pendant la nuit.

— Sérieusement craignez-vous quelque chose? dit George, que les confidences de Canada étonnaient un peu.

Canada regarda autour de lui en jouant du marteau et fit un mouvement de tête affirmatif. — Dame! dit-il, tout est possible; s'il plaît aux hommes de se faire casser la tête, vous comprenez, ça les regarde; mais il ne faut pas que Mme Rose en souffre.

— S'il arrivait quelque chose, me préviendriez-vous? demanda M. de Francalin.

— Sur-le-champ, et sans penser au dérangement qui pourrait en résulter pour moi.

George rentra chez lui l'esprit tout plein de ce que Canada lui avait dit. Ce qu'il avait pu voir de l'état de Paris pendant le séjour qu'il y avait fait ne lui laissait aucun doute sur la possibilité d'un mouvement. Il prévoyait bien que M. Olivier de Réthel en serait l'un des principaux instigateurs, et il tremblait que Mme Rose ne ressentît le contre-coup de ces nouvelles perturbations.

Vers le soir, et poussé par un sentiment plus fort que la réflexion, il retourna à Herblay. Mme Rose était assise dans ce même salon où si souvent il l'avait trouvée; elle brodait près de la fenêtre. M. de Réthel lisait une brochure. Tambour leur dit bonjour à tous deux à sa manière, c'est-à-dire en promenant son museau sous leurs mains, et disparut par une porte.

— Faites comme Tambour, dit le comte en se levant, et chez moi agissez comme si vous étiez chez vous.

George prit une chaise et s'approcha de la fenêtre. Il faisait un temps clair et doux; un vent léger agitait le feuillage comme un frisson; mille cris d'oiseaux s'échappaient de la campagne, dont le crépuscule estompait les derniers plans. Olivier posa la brochure qu'il tenait à la main et regarda du côté de la rivière, où l'on entendait le chant de quelques mariniers. Mme Rose, qui s'était levée, appuya un doigt sur son épaule : — Me trompé-je, dit-elle, en pensant que cela vaut bien une discussion politique?

Le comte sourit. — C'est autre chose, répondit-il; ici c'est le repos, ailleurs c'est l'agitation, mais c'est aussi la vie...

— Eh bien! marchons, reprit-elle en passant son bras sous celui du comte avec un geste mignon. Ils descendirent tous trois vers les bords de la Seine. Tambour allait et venait autour d'eux, cherchant querelle aux bestiaux qui regagnaient le village et se mêlant aux jeux des enfans. Le bruit de quelques coups de marteau qui retentissaient dans le silence les attira du côté de la cabane de Canada. Le pêcheur remplaçait de vieilles planches par des ais tout neufs.

— Ils s'en allaient à la dérive, dit-il en ôtant son bonnet; je n'ai pas voulu qu'ils fussent perdus.

— Canada, mon ami, vous sauvez trop de choses; prenez garde, dit Mme Rose.

— Bah! on a bon pied et bon œil! répondit le bohémien.

Il était tout au haut d'une échelle et enfonçait les clous à tour de bras; mais, du coin de l'œil, il regardait alternativement George et M. de Réthel; sa femme raccommodait de vieux filets aux dernières lueurs du soleil couchant.

— Dites donc, mon brave, dit M. de Réthel, si l'on vous amenait à la ville avec la promesse d'une bonne condition où vous ne manqueriez de rien, y viendriez-vous?

— Quelle condition? demanda Canada. Faudrait voir.

— Oh! vous auriez la pièce blanche tous les matins, la soupe à midi, et point de nuits à passer sur l'eau.

— Ah! vous m'en direz tant!... Je pourrais bien accepter... Mais tout de même la rivière me manquerait, et il ne faudrait pas être surpris si un beau matin j'y retournais. Quand on en a l'habitude, la pluie qui vous mouille, ça ne fait pas de mal.

Le comte regarda sa femme. — Vous l'entendez, dit-il à demi-voix, le pli est fait.

En ce moment, une voix grêle appela Canada, et on aperçut sur le chemin de hâlage un enfant qui traînait une pièce de bois attachée au bout d'une corde.

— Eh! c'est le petit Jacques! dit le pêcheur.

Il courut vers l'enfant et l'aida à tirer la pièce de bois jusqu'à la cabane. Le front du petit était baigné de sueur; il portait un paquet sur la tête et s'était passé la corde autour du corps pour marcher plus commodément. Il s'essuya le visage du revers de la main et s'assit un instant sur la pièce de bois.

— C'est un accord que nous avons fait entre nous, dit Canada: toutes les fois qu'il trouve quelque épave au bord de l'eau, il me l'apporte, et à mon tour je lui raccommode ses lignes et lui arrange ses petits filets. Ce sera un homme, allez!

Jacques repoussa la crinière de cheveux tout mêlés dont les boucles tombaient sur son front, et se leva pour partir.

— Mais, mon petit, ce paquet est plus gros que toi? dit Mme Rose.

— Oh! je le porterai bien tout de même... C'est une commission qu'on m'a donnée pour maman, et elle ne badine pas, vous savez... avec ça que je suis en retard déjà à cause de ce morceau de bois qui était dans la vase, là-bas.

Le petit Jacques avait un air fort et résolu qui charmait M. de Réthel. Il tira de sa poche une pièce de monnaie pour la lui donner. — Faites mieux, lui dit Mme Rose, accompagnez-le chez la Thibaude, vous le soulagerez chemin faisant, et sa mère, le voyant avec vous, ne le grondera pas.

M. de Réthel prit l'enfant par la main et partit. — Au pied de la côte, tu me donneras le paquet, dit-il.

George et Mme Rose les suivirent de loin.

— Vous le voyez, dit-elle lorsqu'elle fut hors de portée d'être entendue par Canada, voilà que mon travail commence. Je m'efforce de rattacher M. de Réthel à cette solitude où il a peur du repos... Ah! si je pouvais créer autour de lui des liens d'affection et d'habitudes!

— Vous êtes ici bien près de Paris, dit George, un peu surpris de

la simplicité et de la franchise que Mme Rose mettait dans l'aveu de ses projets.

— J'y ai bien pensé, reprit-elle; quelquefois même j'ai eu quelqu'envie de profiter d'un jour d'abattement pour lui proposer d'aller dans ce *far-west* solitaire, où la vie agricole a des allures guerrières et le travail un côté aventureux qui séduiraient peut-être M. de Réthel, mais ces jours de découragement et de lassitude ne durent chez lui qu'une heure.

Elle réfléchit quelques minutes : — Que faire cependant pour le tirer de ce milieu où il périra s'il y reste? reprit-elle.

Cette confiance absolue qui faisait que Mme Rose lui parlait comme à un frère toucha George. Il voulut s'élever à la hauteur de cette âme si fière et si chaste, si compatissante aussi. — C'est une œuvre difficile, dit-il; mais si je puis vous y aider, comptez sur moi.

Il souffrait bien en parlant ainsi, mais cette souffrance lui était chère quand il la comparait à l'abandon et à l'inquiétùde où il avait vécu à Paris.

Quand ils arrivèrent à la maison de la Thibaude, ils trouvèrent M. de Réthel en grande amitié avec le petit Jacques, pour lequel il raccommodait une petite charrette de bois avec un petit couteau.

— Je ne m'étonne plus si ce bonhomme s'entend si bien avec Canada, dit-il. Ah! le gaillard! Il a gagné cette charrette en se battant à coups de poing contre un enfant deux fois plus âgé que lui!...

Il prit l'enfant sur ses genoux et l'embrassa. — Tu viendras me voir tous les matins, dit-il. — Et se tournant vers Mme Rose : — Je vous laisse la petite fille, reprit-il; moi, je prends le garçon. Cela vous va-t-il, la Thibaude?

La Thibaude, qui ravaudait des hardes, leva la tête. — Oui, pourvu que je les garde tous les deux, répondit-elle.

Cette première journée se termina par une tasse de thé que M. de Réthel obligea George à prendre chez lui. On aurait dit qu'il voulait l'étudier. Une lampe avait été allumée, et la bouilloire chantait sur son réchaud. Mme Rose lut quelques pages d'un livre nouveau à haute voix. Pas un mot de politique ne se glissa dans l'entretien. George, qui regardait M. de Réthel, ne pouvait pas croire que ce fût là cet homme dont la réputation avait un tel retentissement. Un paysan d'Herblay cogna à la porte et pria Mme Rose, qui rendait de petits services à tout le monde, de répondre pour lui à une lettre qu'il tenait à la main. Mme Rose poussa la plume et le papier sur la table, devant M. de Réthel, et le contraignit doucement à écrire.

— Mais je n'y entends rien, dit le comte, qui mordillait le bout de sa plume.

— Lisez d'abord, puis écrivez; si vous êtes embarrassé, eh bien! je dicterai.

Vers onze heures, George se retira. En le reconduisant jusqu'à la porte extérieure du jardin, Mme Rose lui serra la main : — Il s'y fera peut-être! dit-elle.

— Se peut-il que de si grands efforts soient nécessaires pour contraindre un homme à être heureux! disait George.

Il ne put pas dormir, mais sa nuit fut paisible. Quelque chose de la sérénité de Mme Rose était descendu en lui. C'était bien encore la même femme, mais il ne la voyait pas sous le même aspect; un sentiment plus profond de respect se mêlait à son amour. La pensée seulement qu'elle pourrait disparaître un jour lui faisait mal; c'était presque le seul côté douloureux de son cœur. Durant les deux ou trois jours qui suivirent cette première rencontre, il vit à peine M. de Réthel. Le tribun ne quittait presque pas un cabinet voisin de la pièce où se tenait Mme Rose, il y était occupé à écrire ou à discuter avec les quelques personnes qui venaient le visiter. Mme Rose recevait George avec la même prévenance, peut-être même pouvait-il remarquer qu'elle mettait plus d'affabilité dans son accueil, comme si elle eût voulu tempérer par sa bonne grâce le mal dont il souffrait. La crainte et l'espérance se partageaient le cœur de Mme Rose, crainte violente, espérance amère, qui la déchiraient presque également. Un peu de pâleur était le seul indice qu'on découvrît de ces combats. On entendait quelquefois la voix du comte qui s'élevait dans d'orageuses discussions. Un jour que M. de Francalin était auprès de Mme Rose, ils saisirent au vol ces paroles : — Que tout le monde soit prêt comme moi!... Je ne vous demande rien de plus.

Mme Rose, qui avait reconnu la voix de son mari, regarda George : — La crise approche, dit-elle; mais n'importe, je lutterai jusqu'au bout.

L'expression qu'il voyait alors sur le visage de Mme Rose la lui rendait plus chère et plus sacrée : c'était l'expression du sacrifice dans toute sa plénitude et sa foi. George se sentait meilleur et plus grand auprès d'elle. Bien loin de visiter moins souvent ceux qui s'étaient accoutumés à l'aimer, Mme Rose se montrait fréquemment dans les plus pauvres maisons du village, et attirait chez elle tous ceux qui lui devaient des secours ou des consolations. Elle avait mille ruses charmantes pour dérober à M. de Réthel le plus de temps qu'elle pouvait et l'amener à prendre sa part de ces occupations familières. Elle se faisait suivre par lui chez la Thibaude, où elle savait que le babil et l'audace du petit Jacques, qui était toujours en train de guerroyer contre ses camarades, plaisaient au comte, et elle l'y retenait longtemps. Un soir que Jacques se balançait au plus haut

d'un peuplier où il cherchait à dénicher des pies, Olivier le montra du doigt à sa femme : — Il aurait cet âge! dit-il.

Deux grosses larmes vinrent aux yeux de Mme Rose. Le comte s'éloigna. — Ah! dit Mme Rose en répondant au regard de George, c'est le plus amer souvenir de ma vie. Moi aussi j'ai eu un fils;... il est mort tout petit;... j'étais malade déjà;... cette mort faillit me mettre au tombeau. C'est alors que d'autres ont pris sur M. de Réthel cet empire contre lequel je lutte en vain! — Elle cacha sa tête entre ses mains et se mit à sangloter. — Vous ne savez pas ce qu'il me faut de courage pour n'y plus penser! reprit-elle. Dès qu'on y touche, la blessure saigne.

M. de Réthel était au pied de l'arbre et recevait Jacques dans ses bras.

— S'il eût vécu! qui sait? murmura Mme Rose.

George la quitta remué jusqu'au fond du cœur. Ce soir-là, il se promena longtemps dans la prairie déserte, cherchant dans son esprit à comprendre comment le mari d'une telle femme avait pu jouer son bonheur domestique, le repos de son foyer, pour le mince plaisir de faire un peu de bruit. Un vent chaud s'éleva, et les étoiles disparurent sous un noir manteau de nuées épaisses; bientôt la tempête se déchaîna, et la pluie tomba à flots accompagnée de coups de tonnerre. On entendait dans la nuit le craquement des arbres secoués par l'orage. George courut vers la Maison-Blanche et s'y enferma. Il n'y était pas depuis deux heures, lisant dans la bibliothèque et regardant par la fenêtre le feu des éclairs, lorsque deux ou trois coups, frappés rapidement à la porte, le tirèrent de sa rêverie. — Eh! là-haut! ouvrez! ouvrez donc! criait la voix bien connue de Canada. George descendit rapidement l'escalier, et le pêcheur parut en compagnie d'un étranger dont les vêtemens étaient tout ruisselans d'eau.

— Pardon, monsieur George, si je vous dérange, dit Canada, c'est monsieur qui l'a voulu, et entre nous il n'a fait que me prévenir dans mon idée... Ah! quel temps! Ce n'est pas de la pluie, c'est la rivière qui tombe!

L'étranger se découvrit. — Je viens, monsieur, dit-il, vous demander l'hospitalité pour un jour ou deux. Me l'accorderez-vous?

George salua le comte de Réthel et le pria d'entrer. — La maison est à vous, dit-il.

— A présent que la promenade est faite, on s'en va, reprit Canada. Si l'on se doutait que je cours par un temps pareil, merci, les coquins qui sont à vos trousses seraient bientôt chez moi.

Un quart d'heure après, George de Francalin et Olivier de Réthel étaient ensemble dans la bibliothèque. Le comte s'était assis auprès

du feu, dans le même grand fauteuil que Mme Rose avait occupé. Il regardait la flamme et battait la mesure sur la table d'un air distrait. Ce silence permit à George de l'observer. M. de Réthel, qui paraissait avoir trente-cinq ans, et qui était grand et sec, avec des yeux très beaux, noirs comme de l'encre, mais fatigués, avait alors la physionomie contractée et comme éclairée par un sourire amer. Son front, qui commençait à se dégarnir vers les tempes, et son visage, coupé de profondes rides, exprimaient mille sentimens divers que la colère et le dédain dominaient tous. Il était d'une pâleur extrême; mais cette pâleur était animée et vivante, et indiquait moins la maladie que l'inquiétude et les accès d'une passion réveillée en sursaut. Le comte avait un grand air et des manières pleines d'aisance, où se mêlait par intervalles quelque chose de débraillé et de violent qui trahissait le gentilhomme déchu. Ce n'était déjà plus l'homme que M. de Francalin avait rencontré chez Mme Rose, c'était un chef de parti en proie à toutes les agitations. Il releva tout à coup la tête.

— J'ai des excuses à vous faire, dit-il, pour le sans-façon avec lequel je me suis introduit chez vous. Il n'y avait pas à hésiter : un mandat d'arrêt a été lancé contre moi, demain on voudra le mettre à exécution, mais il sera trop tard. Tandis qu'on surveille la route et la station du chemin de fer à Maisons, je suis ici, et certes ce n'est pas chez M. de Francalin qu'on viendra chercher le mari de Mme Rose.

George fit un mouvement.

— Cela vous étonne, ce que je dis là? reprit Olivier; mais c'est précisément parce que je sais, avec tout le monde, que vous aimez Mme Rose, que je me suis réfugié à la Maison-Blanche. Là seulement je n'ai rien à craindre.

— Mais, monsieur, s'écria George, parler de sentimens dont je ne vous dois pas l'aveu, c'est offenser celle de qui vous venez de prononcer le nom. Sachez que si je les éprouve, mon respect les égale tout au moins.

— Qu'est-ce? répliqua M. de Réthel avec un air de hauteur. Me feriez-vous gratuitement cette insulte de supposer que je serais dans cette maison, si j'avais eu la sottise ou la lâcheté de soupçonner Mme de Réthel un instant? Ah! monsieur, vous ne le pensiez pas!... Je vous estime parce que Mme de Réthel vous aime.

Ce dernier mot laissa M. de Francalin sans réponse.

— Oui, monsieur, poursuivit Olivier, cela m'a donné de votre caractère une opinion que vous méritez certainement. Si vous pouviez apprécier comme moi ce que vaut Mme de Rhétel, vous me comprendriez.

Un coup de vent ébranla les volets, et la pluie frappa les vitres à flots. M. de Réthel se mit à rire. — Je plains les pauvres diables qui

sont à m'attendre sur la route, dit-il. Les niais ont cru que le coup était pour demain. Ils ne savent pas leur métier. Quand ils verront que rien ne bouge, ils se tiendront tranquilles, et l'émeute fera explosion. Priez Dieu seulement que nous ne réussissions pas!

George regarda M. de Réthel avec étonnement.

— C'est vous qui parlez? vous! dit-il.

— Eh! oui, c'est moi, et je parle ainsi, parce que je les connais mieux que vous, ces gens avec qui je marche! Ah! quelle race! Les imbéciles même sont mauvais, jugez des autres!

— Mais alors, puisque vous les connaissez si bien, pourquoi rester avec eux?

— Pourquoi? Ah! voilà la grande question, s'écria le comte en frappant du pied. On est dans un courant, on suit le flot. Le pas qu'on a fait la veille est la cause du pas qu'on fait le lendemain, et on va jusqu'au bout. Si je m'arrêtais à présent, on dirait que j'ai peur ou que je me suis vendu, que sais-je? Et je marche. La queue pousse la tête!

— Si j'osais, je vous adresserais bien une question, monsieur le comte, dit George avec une certaine hésitation.

— Une question? Je la lis dans vos yeux. Cela vous surprend que moi, de race noble, un privilégié de la naissance, comme ils disent, un aristocrate enfin, j'aie pu descendre jusqu'à cet enfer. Si je vous disais quel misérable motif m'y a poussé, vous ne me croiriez pas. Moi aussi, j'ai voulu faire un peu de bruit. Vous vous souvenez de M. de Mirabeau, marchand drapier, élu député par le tiers-état; j'ai marché sur ces vieilles brisées. Un auditoire de quelques centaines de niais m'a applaudi, cela m'a grisé. Je m'étais endormi membre de l'opposition, je me suis réveillé démocrate, révolutionnaire, que sais-je? La pente est si rapide, et la vanité a le pied si complaisant pour glisser!

Un amer dédain crispait les lèvres de M. de Réthel. — Ah! reprit-il, le mieux est de n'y plus penser.

— Non, répondit George avec force, le mieux serait d'y penser pour en finir... Je ne comprends pas pourquoi, ayant l'énergie que je vous suppose, vous ne rompriez pas brutalement avec votre entourage.

— Et le puis-je? s'écria le comte. Tenez, je m'étais réfugié à Herblay le cœur plein de dégoût... Chose étrange! je m'obstinais à ne pas entrer dans l'exécution des projets qu'on me présentait... C'est alors qu'on se souvient de moi pour me traquer. A présent, mon acceptation est partie avec Canada, et je ne le regrette pas. J'en veux à tout le monde de mon insuccès et de ma sottise. Il y a des bouillonnemens de colère et de haine dans mon cœur quand je vois

ce que je suis. Ah! ce prestige d'un rôle à jouer, vous ne savez pas ce que c'est!

— Monsieur le comte, reprit George, en me répondant tout à l'heure, vous n'avez vu qu'un côté de la question. Il en est un plus délicat que j'aborderai hardiment : vous aviez une femme...

Le front d'Olivier se voila tout à coup. — Ses observations, ses conseils, ses prières, ne m'ont pas manqué, dit-il. Elle a vu plus juste et plus loin que moi; mais alors j'étais aveugle. J'ai repoussé ses avis avec hauteur au commencement. Est-ce que je ne me croyais pas un grand homme! Elle a persisté; j'y ai répondu avec violence... Ce n'est pas que je ne l'aimasse beaucoup, mais en l'épousant il me semblait, étrange contradiction, que je lui avais fait un grand honneur. Elle était fille d'un manufacturier, et partant de race plébéienne. Explique qui pourra cette logique d'un ami de l'égalité, d'un tribun du peuple! Ma maison fut bientôt pleine d'un monde bizarre où ce n'étaient pas les vanités froissées et les ambitions impatientes qui manquaient. Pour plaire à ces hommes dont j'étais le chef, je contractai quelques-unes de leurs habitudes. Rose s'en aperçut et me le fit sentir... Je voulais bien que cela fût, mais je ne voulais pas qu'on le vît. Irrité contre moi, je le fus contre elle. Une femme qui prêchait l'indépendance et qui la pratiquait se trouva sur mon passage... Elle était jeune et séduisante... Le temps que la révolution, alors dans toute sa fièvre, ne me prenait pas lui appartint bientôt. Un jour Rose me demanda la permission de se retirer; je crus voir dans ces paroles un reproche sur le fol emploi que j'avais fait de sa fortune... J'ai bien pu voir depuis qu'elle n'y avait pas songé. L'orgueil dicta ma réponse, et elle partit pour Herblay... Ce fut ma perte; mais si elle avait pu s'inspirer de ma conduite et m'imiter, je l'aurais tuée.

— Après ce que vous aviez fait, vous l'auriez tuée! s'écria George.

— Oui, sans hésiter..... Cela vous paraît monstrueux! Je puis bien me l'avouer à moi-même, mais je n'entends pas qu'on me le dise.

— Vous permettez tout au moins qu'on le pense...

M. de Réthel regarda M. de Francalin; il était fort pâle. — Ne m'obligez pas à me souvenir qu'il y a eu des heures où je vous ai haï autant que je vous estimais!

— S'il vous plaît de vous en souvenir, faites-le, dit George froidement.

Le comte fit un pas, puis, frappant du pied : — Ah! je suis fou! reprit-il presque aussitôt; j'avais donné mon nom à Mme de Réthel. elle ne pouvait pas faillir!

Olivier tendit la main à George avec un mouvement plein de no-

blesse. — Oubliez ce que je vous ai dit, poursuivit-il; ce qui m'irrite, c'est que je vois qu'avec vous elle aurait été heureuse.

M. de Réthel passa la main sur son front. — Croyez-vous à la destinée? dit-il brusquement. Et, sans attendre la réponse de M. de Francalin : — Moi, j'y crois, reprit-il. Autrefois, j'aurais été *condottiere* ou capitaine d'aventure. Il y a dans mon esprit un fonds d'inquiétude que rien ne peut calmer... Il faut bien que cela soit, puisque Mme de Réthel n'a pu en éteindre les folles ardeurs, et là où elle a échoué, rien ne peut.

La pendule sonna trois heures. M. de Réthel allait et venait par la bibliothèque, regardant par la fenêtre, où l'on voyait les premières lueurs du jour naissant. Pâle, agité, fiévreux, l'œil tout en flamme, le geste violent, l'allure saccadée, rompant sa parole comme sa marche, il laissait voir à nu un mélange incroyable d'aristocratie et de cynisme, où le gentilhomme et le conspirateur se montraient tour à tour avec la même crudité. Il faisait grand jour quand M. de Réthel gagna la chambre que George lui avait fait préparer. Il dormit profondément jusqu'à midi. Il déjeuna de grand appétit et parcourut les journaux. — Ah! ah! dit-il, le bruit court que je suis arrêté! Vers le soir, Tambour revint d'une promenade avec un papier caché dans son collier. M. de Réthel était averti de se tenir prêt à partir le lendemain. On avait fait une visite domiciliaire à la maison d'Herblay dès le matin, et on était convaincu qu'il était rentré dans Paris. Les manières et la physionomie du comte étaient déjà changées. Il ne restait plus rien de la violence et de l'âpreté qu'il avait montrées la veille. A le voir, on l'eût pris pour un homme du meilleur monde en visite chez un voisin de campagne. Jamais son regard n'avait été plus tranquille et sa mise plus soignée. Il s'assit devant la table et écrivit quelques lettres. Quand il eut fini, il regarda George : — J'avais quelque envie de vous prier d'inviter Mme de Réthel à dîner, dit-il.

— Le voulez-vous? dit George, elle sera ici dans un instant.

— Non, j'ai réfléchi; ce serait imprudent, et puis je craindrais de m'attendrir; il pourrait se faire que je ne la revisse jamais!

George posa sa main sur le bras du comte. — Il en est temps encore; vous avez une femme qui mérite tout le cœur, toute la vie d'un homme : arrêtez-vous!

Les yeux de M. de Réthel parurent s'humecter. — C'est vous qui m'y engagez? reprit-il.

— Oui et du plus profond de mon âme... pour elle, pour vous...

Olivier lui serra la main. — Pour moi, c'est possible; pour elle!... Il secoua la tête et sourit. — Il est trop tard... n'en parlons plus, dit-il.

Il prit un papier sur la table, y ajouta quelques mots et le cacheta. — Ceci est mon testament, poursuivit-il; si je viens à mourir, vous le remettrez à Mme de Réthel. C'est vous que je charge de mes dernières volontés; je ne vous connaissais pas il y a huit jours, un mot vous a fait mon ami.

Il se promena quelques instans en silence. Une nuance de tristesse adoucissait le caractère inquiet et hautain de sa physionomie. — Si j'avais à vous parler une dernière fois, où pourrais-je vous voir à Paris? reprit Olivier avec une sorte d'hésitation.

George lui tendit sa carte. — Rue de Clichy, dit-il; je serai samedi chez moi toute la journée.

— Voulez-vous y être vendredi? Vous me ferez plaisir.

— Volontiers.

Ce dernier mot fit comprendre à George que l'événement auquel Olivier avait fait si souvent allusion devait éclater vers la fin de la semaine. On était alors au lundi. George le demanda franchement au comte, qui fit un signe de tête affirmatif en ajoutant : — Vous n'en parlerez pas à Herblay.

Il prit différentes lettres qu'il tira d'un portefeuille caché au fond du caban que lui avait prêté Canada et les jeta au feu après les avoir parcourues. — C'est une partie perdue, murmura-t-il à demi-voix. Cependant qui sait?...

Le lendemain, au point du jour, on entendit siffler sous les fenêtres de la Maison-Blanche; c'était Canada qui passait en donnant le signal du départ. M. de Réthel fut prêt en un instant. Au moment de quitter cette maison dans laquelle il avait dormi tranquille comme un voyageur entre deux étapes également rudes, il pressa la main de George avec émotion : — Je vous recommande Mme de Réthel, dit-il.

Jamais son visage n'avait paru plus bouleversé; il s'arrêta sur le seuil de la maison et regarda du côté d'Herblay, puis il fit un signe et sauta sur le chemin.

VII.

M. de Francalin revit Mme Rose dans la journée. Il ne lui cacha rien de ce que M. de Réthel lui avait dit, sauf cependant ce qui avait trait à la prière qu'il lui avait adressée de se trouver à Paris le vendredi suivant. Ce récit fit venir quelques larmes aux yeux de Mme Rose. — Ah! dit-elle, s'il avait voulu, nous aurions pu être heureux!

Un singulier sentiment de jalousie perça le cœur de George. — Vous le regrettez donc bien? dit-il.

— Je le devrais, répondit Mme Rose.

Ce mot si simple désarma M. de Francalin; il prit la main de Mme Rose et la baisa. — Oh! je vous la laisse à présent, reprit-elle; n'êtes-vous pas son ami?

George comprit tout ce qui se passait dans cette âme si chaste et si ferme. Le séjour de M. de Réthel à Herblay et à la Maison-Blanche avait créé entre Mme Rose et lui des relations dont la pensée même du péril était écartée par la confiance. — Maintenant que je vous connais mieux, dit-il, si j'avais pu vous obéir quand vous m'avez envoyé à Beauvais, je ne vous aurais pardonné jamais.

Mme Rose sourit. — Oh! je pensais bien que vous ne vous marieriez pas, répondit-elle.

— Et si cependant je l'avais fait?

— Eh bien! j'aurais prié pour vous dans un coin de l'église, et vous ne m'auriez plus revue.

George réfléchit un instant. — Et si par impossible M. de Réthel revenait à vous, guéri de cette fièvre qui le ronge? reprit-il.

Mme Rose le regarda bien en face. — Répondez vous-même; que devrais-je faire? dit-elle.

— Le suivre et m'oublier, répondit George avec effort.

— Donnez-moi votre main, George. Je le suivrai et ne vous oublierai pas.

Mme Rose lui raconta qu'elle avait failli la veille se rendre à la Maison-Blanche; deux fois elle avait traversé la rivière pour le faire. La crainte de compromettre M. de Réthel l'avait retenue; mais elle ne se croyait pas dégagée par le départ du comte, et elle était résolue à tout tenter encore pour l'arracher de l'abîme. — J'ai eu ces derniers jours une lueur d'espoir, dit-elle, sa fuite ne l'a pas éteinte.

Ces entretiens se prolongèrent pendant trois jours. George et Mme Rose revirent ensemble les mêmes lieux qu'ils avaient parcourus si souvent. Les fleurs avaient succédé à la neige, mais ce sourire de la nature n'avait point de reflet dans leur cœur. Il y avait entre eux plus d'intimité et moins d'expansion. Ils étaient tout à la fois unis et séparés. Tambour, qui s'étonnait de n'avoir plus de lettres à cacher dans sa fourrure, égayait ses loisirs par de nouvelles luttes contre le taureau noir, quelque temps négligé. On ne voyait plus Canada que par intervalles. Quand il ne maraudait pas sur la rivière, y cherchant quelque canot à perdre pour le sauver, ou fouillant dans son lit pour y trouver des pierres et du sable, et çà et là quelques débris de cargaisons naufragées, le pêcheur était à Paris. Ces absences inquiétaient Mme Rose, qui prévoyait une catastrophe.

Un soir, c'était le jeudi, George et Mme Rose se promenaient sur la route où pour la première fois M. de Francalin l'avait vue peu

d'instans après qu'il eut tiré la petite Jeanne de la Seine. George devait partir le lendemain.

Mme Rose regarda les bateaux qui étaient sur la rive. — Vous souvient-il du jour où je vous aperçus sortant de l'eau? Étiez-vous pâle! dit-elle. C'est singulier, si la petite Jeanne et son frère Jacques n'avaient pas failli se noyer, je ne vous aurais peut-être jamais connu. J'ai fait une petite aquarelle de cette scène. Voulez-vous la voir?

— Volontiers, dit George, qui trouvait dans cette proposition le moyen de prolonger l'entretien.

On prit aussitôt le chemin d'Herblay. — Je vous dois bien une peinture en échange d'une autre que vous avez brûlée... Si la mienne vous plaît, je vous la donnerai, reprit Mme Rose en baissant les yeux, et toute rouge du souvenir qu'elle évoquait.

George lui pressa le bras sans répondre. Quand on fut dans la petite maison d'Herblay et tandis que George regardait l'aquarelle, Mme Rose posa sur la cheminée une miniature qu'elle avait tirée d'une boîte.

— Trouvez-vous ce portrait bien ressemblant? dit-elle. Voyez, je n'y suis déjà plus gaie.

M. de Francalin poussa un cri. Cette miniature signée d'un nom célèbre rendait admirablement les traits de Mme de Réthel. — C'est le regard, c'est l'expression, c'est la vie, dit-il.

Au bout de quelques minutes Mme Rose, lui enleva le portrait des mains en badinant. — Laissez cela, reprit-elle, cette peinture ferait tort à mon aquarelle, et c'est pour mon aquarelle que vous êtes venu.

George soupira. — Vous avez raison; si je regardais plus longtemps ce portrait, l'envie me prendrait de vous le dérober.

Il descendait la côte un quart d'heure après, portant le dessin de Mme Rose dans un carton, lorsqu'il entendit une voix d'enfant qui l'appelait. Il se retourna et aperçut la petite Jeanne qui courait de toutes ses forces après lui. — Eh ! parrain, arrêtez-vous! criait l'enfant qui donnait par habitude le nom de parrain et de marraine à George et à Mme Rose. La petite Jeanne arriva tout essoufflée; elle tenait dans sa main une boîte qu'elle présenta à George. — Tenez, parrain, reprit-elle, voici une boîte que marraine m'a dit de vous remettre... Elle veut que vous m'embrassiez et acceptiez la boîte en souvenir de moi... J'ai bien répété la chose trois fois pour ne pas l'oublier.

George ouvrit la boîte et reconnut le portrait de Mme Rose; il était entouré d'une bande de papier sur laquelle on lisait ces mots : *Si vous vous mariez, brûlez-le; si je pars, gardez-le.*

— Oh! oui, je t'embrasserai! s'écria George, qui prit l'enfant dans ses bras. Va! je n'aurais qu'un morceau de pain qu'il serait pour toi!

Après qu'il eut assez mangé la petite Jeanne de baisers, George la laissa tout étonnée au milieu du chemin, et prit sa course, serrant ses deux mains sur sa poitrine, contre laquelle il pressait le portrait.

— Enfin j'ai quelque chose d'elle! disait-il ivre de joie.

Lorsque George arriva le lendemain à Paris, une sourde agitation régnait dans la ville. Valentin, qu'il rencontra, lui dit qu'il courait mettre son uniforme, et qu'on craignait des troubles pour la journée. George passa chez lui; on n'y avait vu personne. Il sortit, et remarqua des groupes qui se formaient çà et là. Deux heures après, le tambour battait le rappel dans toutes les rues, et les boutiques se fermaient précipitamment. Un régiment de ligne défilait silencieusement sur les boulevards. Il entendit des cris au loin, et ne douta plus que le mouvement dont M. de Réthel lui avait parlé ne fût au moment d'éclater. Il retourna dans son appartement de la rue de Clichy, et attendit plein d'anxiété.

Il n'y était pas depuis une heure, que Mme Rose entra tout à coup. — Ce n'est pas moi que vous attendiez, je le sais, dit-elle, quelques mots de Canada m'ont tout appris... Je viens pour sauver M. de Réthel, et vous m'y aiderez.

George lui serra la main. — Je ne vous remercie pas, reprit-elle; vous m'avez dit que je pouvais compter sur vous, et j'y compte.

Jamais M. de Francalin ne lui avait vu un regard si ferme et l'expression du visage si résolue. Elle s'assit près de la fenêtre et regarda dans la rue. — Dans une heure, avant même, il sera ici, continua-t-elle; il faut que dans une heure tout soit prêt pour notre départ.

George devint pâle à ces mots.

— Bien, dit-il, tout sera prêt.

Mme Rose se leva par un mouvement spontané, et lui jeta les bras autour du cou.

— Embrassons-nous, mon ami, dit-elle d'une voix dans laquelle tout son cœur palpitait, et maintenant que le passé soit mort entre nous!... Un homme est en péril, je suis sa femme, pensons à lui.

— Que faut-il faire? demanda George.

Mme Rose lui apprit alors que le mouvement projeté avait échoué par l'hésitation de ceux qui l'avaient commencé; on ne manquerait pas d'en poursuivre les principaux instigateurs, et M. de Réthel était gravement compromis.

— Il faut donc qu'il quitte la France, poursuivit-elle; mais pour

la quitter il faut un passeport... Je ne sais que vous qui puissiez me le procurer.

George réfléchit une minute. — Ce passeport, je l'aurai, répondit-il; mais êtes-vous bien sûre que M. de Réthel consentira à partir?

— Oui, si nous savons profiter du premier mouvement... Je sens en moi quelque chose qui me dit qu'il m'écoutera.

Comme elle parlait, un violent coup de sonnette retentit dans l'appartement; on ouvrit, et M. de Réthel parut en riant aux éclats. Il ne manifesta aucun étonnement en voyant Mme Rose, et lui tendit la main après avoir salué George, qu'il remercia de son exactitude.

— Quelle fuite! quelle déroute! dit-il... On a commencé par de beaux discours, on a fini par une course au clocher.

— Oui, dit Mme Rose froidement, et cette course au clocher, dont vous riez, pourrait bien finir à la Conciergerie pour quelques-uns.

— Je le sais, répliqua M. de Réthel.

Mme Rose craignit qu'un projet nouveau ne se cachât sous l'apparente tranquillité de cette réponse. — Ainsi, dit-elle, vous consentiriez à coucher en prison, à subir la flétrissure d'un jugement?

— Oh! reprit M. de Réthel, on peut toujours ne pas être pris vivant.

— Ah! s'écria Mme Rose avec élan, on peut surtout ne pas chercher dans le suicide un refuge contre une folie! J'ai toujours été votre amie fidèle, j'ai donc bien le droit de vous donner un conseil, et peut-être me devez-vous de l'écouter.

Toute la feinte gaieté du comte était tombée. Il se promenait par la chambre inquiet et le regard fiévreux; mais à la voix de sa femme il s'arrêta court, et avec la courtoisie d'un gentilhomme il s'inclina devant elle. — Parlez, dit-il.

— Vous pouvez partir, reprit-elle, et changer contre le repos cette vie d'angoisse et d'agitation... Vous pouvez assurer ma tranquillité, et je vous la demande... Ce que j'ai suffira amplement à tous nos besoins, ce sera comme une nouvelle existence que vous commencerez, et peut-être y trouverez-vous plus de douceur que vous ne le pensez. Essayez de la patience et de l'isolement. Il est digne de votre courage de le tenter.

Mme Rose parlait avec une singulière animation. Elle avait cette éloquence que donnent la conviction et le dévouement; tout suppliait en elle, le regard, la voix, l'accent, et ce rayonnement des traits qu'aucune expression ne peut rendre. Le visage de M. de Réthel s'attendrit.

— Mais pour partir encore faut-il un passeport, dit-il. Qui me le procurera?

— Moi, dit George.

Le comte lui tendit la main. — Je cède, dit-il noblement.

George ne perdit pas une minute. Il avait cru remarquer qu'une vague ressemblance existait entre Valentin et M. de Réthel; s'il obtenait du comte le sacrifice de ses longues moustaches, cette ressemblance devenait presque réelle. Il courut chez son ami, et l'emmena à la préfecture de police sans lui laisser le temps de respirer.

— Çà, lui dit-il, tandis que la voiture roulait sur le quai, tu vas prendre un passeport pour Bruxelles.

— Moi?

— Oui, et tu me le remettras.

Valentin sourit. — Bon! tu enlèves Mme Rose, s'écria-t-il.

Le cœur de M. de Francalin se serra. — Justement, reprit-il; tu auras grand soin de demander ce passeport pour M. et Mme Des Aubiers.

Le chef de bureau, qui connaissait Valentin, donna ordre qu'on délivrât le passeport sur-le-champ. — Je ne vous savais pas marié, dit-il en souriant à Valentin.

— Qu'est-ce que cela fait? répondit celui-ci d'un air fat.

Cette petite expédition, dans laquelle le beau capitaine ne voyait qu'une affaire de galanterie, le remplissait de joie. — Si le pays te plaît, dit-il à George en le quittant, tu me l'écriras;... j'irai te rejoindre avec Juliette.

Chaque mot de Valentin entrait comme une flèche dans le cœur de George; mais il voulait prouver à Mme Rose qu'il était digne d'elle. Tout fut organisé promptement pour le départ, et dès le lendemain ils gagnèrent tous trois la Belgique. Quand ils eurent passé la frontière, Mme Rose soupira. — Oh! Herblay! murmura-t-elle tout bas.

Le comte et sa femme s'installèrent dans une petite maison des faubourgs du côté de Laeken. Cette maison avait un jardin avec une sortie sur la campagne. George y demeura deux jours. Quand il partit, M. de Réthel lui donna une vigoureuse poignée de main.

— Vous avez donc voulu une part dans mon amitié?... Merci, dit-il.

— Maintenant serez-vous heureux? dit George.

— Dieu est le maître, reprit M. de Réthel, les yeux tournés du côté de la France.

Quand M. de Francalin se retrouva seul à la Maison-Blanche, il fut saisi d'un abattement profond. La pensée du sacrifice ne le soutenait plus. Les campagnes qu'il avait tant aimées lui parurent un désert. Il y cherchait partout Mme Rose et revoyait partout son image. Au moment de son départ de Bruxelles, Mme Rose lui avait recommandé de mettre en location la petite maison d'Herblay. — Je le ferai si vous le voulez absolument, dit-il. Elle comprit sa pensée

et n'insista pas. Le plus grand plaisir de George à présent qu'il ne la voyait plus était de retourner dans cette maison et de passer de longues heures, un livre à la main, dans la pièce qu'elle animait autrefois de sa vie. Il revoyait les objets qui étaient à son usage, la lampe qui avait éclairé son travail, le fauteuil où elle s'asseyait près de la fenêtre, l'écheveau de fil ou de soie encore enroulé autour de la bobine, la tapisserie tendue sur le métier et piquée d'une aiguille, le vase tout plein de fleurs fanées, le livre entr'ouvert à la page à demi parcourue, le buvart et l'encrier placés sur un petit bureau qu'elle avait apporté, et qui datait du temps qu'elle était jeune fille. Mme Rose avait laissé un petit châle suspendu à une patère; son panier à ouvrage était sur le coin de la cheminée; quand George regardait longtemps ces objets, une étrange inquiétude s'emparait de son esprit; il arrivait à croire qu'elle était dans la maison, il entendait le bruit léger de ses pas dans le corridor, et si un aboiement sonore de Tambour le tirait de sa rêverie, il courait à la porte et l'ouvrait, croyant qu'elle allait entrer.

Les seules personnes qu'il vît alors étaient la Thibaude et Canada. Il visitait la Thibaude journellement et s'efforçait de remplacer Mme Rose auprès de la petite Jeanne, à laquelle il donnait cent bagatelles au nom de sa marraine. Jacques non plus n'était pas oublié, et il avait force chevaux de bois. Quant à Canada, il n'avait pas de plus fidèle compagnon sur la rivière. Chaque jour M. de Francalin l'aidait à jeter ses filets et à retirer ses lignes. Avec une délicatesse que l'éducation n'enseigne pas, le pêcheur n'était jamais le premier à lui parler de Mme Rose, mais il répondait volontiers aussitôt que George commençait. Cette persévérance à aimer une femme que peut-être il ne reverrait plus touchait Canada et le surprenait surtout. — Monsieur George, lui dit-il un jour, comptez-vous l'aimer longtemps comme ça? Vous voilà en âge de vous marier, ce me semble?

— Je n'y puis rien, répondit George, Mme Rose a emporté mon cœur.

Canada se gratta l'oreille. — C'est drôle tout de même, reprit-il, j'ai été amoureux il y a quelque vingt ans, et ça tenait dur... Un jour, je m'aperçus que la Louison, une grande brune qui avait des joues comme des pommes d'api, me trompait pour un meunier de La Frette... Je pleurai pendant tout un jour comme un benêt;... j'en avais le col de ma chemise tout mouillé... Le soir, je rencontrai mon rival... Ah! dame! je ne l'avais pas cherché, mais fallait voir comme mes poings allaient!... La chose faite, j'entrai au cabaret et j'en sortis gris comme un tonneau. Le lendemain, c'en était fait de l'amour et de la Louison;... j'y pensais comme à une pipe de l'an dernier.

Au bout d'un mois de cette vie solitaire, que rien n'avait inter-

rompue, pas même une visite de Valentin, trop occupé de sa candidature au grade de chef de bataillon pour songer à George, qu'il avait à peine entrevu à son passage à Paris, M. de Francalin reçut une lettre timbrée de Bruxelles. Il courut se cacher à Herblay, pour la lire.

« C'est encore moi, mon ami, et je viens vous donner des nouvelles de personnes qui ne vous oublient pas. Un jour ne se passe pas sans que votre nom ne soit prononcé; une heure se passe-t-elle sans que vous pensiez à nous?

« Notre vie est ici très tranquille jusqu'à présent. Quelques lectures, des promenades dans la campagne, deux ou trois petites excursions dans les villes curieuses qui nous entourent, la remplissent. M. de Réthel paraît se soumettre, sans trop de chagrin, à cet exil auquel je l'ai condamné. Il lit beaucoup; les journaux de Paris l'émeuvent quelquefois. Il sort alors, et se fatigue à marcher. Sa promenade favorite est le champ de bataille de Waterloo, où il va souvent à cheval. Quand il rentre, il est plus calme; mais ce caractère primesautier a des révoltes si rapides! Il lui faudrait de nouvelles habitudes, et elles ne sont pas encore nées.

« Ces temps-ci, peut-être partirons-nous pour un voyage en Suisse par le Rhin. Si M. de Réthel se trouve bien de cette course, nous pousserons jusqu'en Italie ou dans le Tyrol. Le voisinage de Paris m'effraie. Il nous vient parfois des visites dans le goût de celles que nous recevions à Herblay; elles agitent mon malade et diminuent dans son esprit les bienfaits de l'isolement. Je veux l'en éloigner. J'ai pensé sérieusement à le mener en Amérique. C'est mettre l'Océan entre les boulevards et nous; mais là-bas j'aurais peur qu'il n'enrôlât une troupe d'aventuriers et ne partît pour le Texas ou Mexico! Et puis j'hésite à faire ce grand voyage. A mon âge, le cœur se serre à la pensée de quitter la France et tout ce que j'y aime.

« Le nom d'Herblay s'est rencontré sous ma plume... Cher Herblay! y retournerai-je jamais?... En visitez-vous quelquefois les doux paysages? Toute campagne me paraît triste auprès de celle-là. Quand je ferme les yeux, il me semble la voir; les moindres accidens du coteau et de la rive, la fumée du village, le clocher de pierres grises, le rideau noir de la forêt, tout se reflète en moi. Je vois *la Tortue* sur l'eau, je vois Canada la perche ou l'aviron à la main, je vois la queue blanche de Tambour qui furète, je l'entends qui jappe... Vous souvient-il de votre dernier mot à M. de Réthel? Serez-vous heureux maintenant?... Ah! que je sais de gens qui le seraient à peu de frais! Un petit coin de l'horizon leur suffirait, et ils laisseraient le reste de la terre aux ambitieux...

« J'en étais là de ma lettre quand l'arrivée de M. de Réthel m'a

interrompue. Il revenait de la ville, où il avait rencontré une de ses vieilles connaissances de Paris. M. de Réthel avait dans les yeux quelque chose que je connais et que je redoute : j'y lisais les mouvemens impétueux de son cœur. Je l'ai questionné, il m'a répondu par monosyllabes; mais comme j'insistais : « Ce n'est rien, m'a-t-il dit, c'est un assaut, j'en viendrai à bout! » Il a mis une grande douceur dans ces paroles, avec un regard douloureux qui me navrait. Les larmes me sont venues aux yeux. « Quel mal je vous fais! » a-t-il repris. Ah! c'est sur lui que je pleure! Sera-t-il toujours le maître des furieux assauts qu'il essuie? Donnez-moi un conseil, mon ami : que dois-je faire? Faut-il partir, et partir au plus tôt? Mais quel but indiquer à cette activité farouche, à cet âpre besoin d'agitation? quel aliment calmera cette fièvre? Je suis reconnaissante à M. de Réthel des efforts qu'il fait pour se vaincre : on y sent une âme généreuse en révolte contre mille passions. Hélas! j'ai bien peur que les passions ne soient les plus fortes!

« Ne croyez pas, à ce langage, que mon espoir soit perdu et mon courage à bout. Non, je lutterai, et n'épargnerai rien pour m'assurer la victoire. Ma conscience me crie bien haut qu'il ne faut pas céder. Elle n'est pas non plus sans me faire quelques reproches. Peut-être ai-je senti trop profondément une blessure qu'il eût été d'une femme vaillante et droite d'oublier; sous le coup de cette blessure, j'ai abandonné M. de Réthel et l'ai livré sans défense à toute la furie de ses instincts. J'étais une barrière, j'ai détruit cette barrière par ma fuite! Encore aujourd'hui n'ai-je pas des tressaillemens douloureux quand je songe au passé? Ah! que Dieu m'assiste pour que je triomphe de moi-même et de lui!

« Si nous partons, mon ami, vous le saurez; si nous quittons l'Europe, vous viendrez à Bruxelles : c'est bien le moins que je vous embrasse une dernière fois, si la mer doit nous séparer. »

Le trouble dans lequel cette lettre jeta M. de Francalin est inexprimable. Il la relut dix fois, et toujours il voyait l'Océan entre Mme Rose et lui. Il voulait partir pour la Belgique, et craignit de le faire de peur de la contrarier. Canada, qui le rencontra, n'osa pas lui parler, tant il avait le visage attristé. George allait et venait de la Maison-Blanche à Herblay, repassant en esprit chaque mot de cette lettre où sa vie était comme suspendue. Quel conseil pouvait-il donner à celle qui poussait vers lui un cri de détresse? Et lui-même n'était-il pas décidé à partir pour l'Amérique, si Mme Rose y fuyait?

Cet état de fièvre dura trois jours. Le quatrième au matin, George prit le chemin d'Herblay. Ses pieds l'y conduisaient d'eux-mêmes. Comme il montait la côte les yeux à terre, Tambour partit comme une flèche en aboyant. George leva les yeux et vit au loin les fenê-

tres de la petite maison d'Herblay toutes grandes ouvertes au soleil. L'idée que Mme Rose était peut-être de retour lui vint au cœur. Il poussa un grand cri et se mit à courir; puis il s'arrêta, n'osant plus marcher. « Si c'était encore un rêve! » pensa-t-il. Cependant les rideaux s'agitaient joyeusement, chassés par la brise. Tambour aboyait toujours. George s'élança vers la maison. Une femme était sur la porte qui lui tendait les mains. George les prit et fondit en larmes.

VIII.

Mme Rose était rentrée seule à la maison d'Herblay. Le premier moment d'effusion passé, elle raconta à M. de Francalin quels motifs l'avaient ramenée si peu de jours après sa lettre. Le soir même du jour où elle avait écrit, un homme qu'elle croyait avoir vu à Herblay avant son départ pour la Belgique s'était présenté chez M. de Réthel. Mme Rose était assise auprès d'une fenêtre qui ouvrait sur le jardin où M. de Réthel avait conduit cet homme. L'entretien paraissait animé. Quelques mots, souvent interrompus par la marche, arrivaient jusqu'à Mme Rose; elle comprit bientôt qu'il s'agissait d'une tentative nouvelle dont le plan était proposé à M. de Réthel. Elle était heureuse néanmoins de voir que le comte se défendait d'y prendre part. La voix des interlocuteurs s'abaissait et s'élevait avec des alternatives de vivacité et d'emportement. On voyait que la conversation s'échauffait. Tout à coup l'étranger s'arrêta : « Je vois ce que c'est, dit-il, vous avez peur! Ne nous vendez pas seulement, nous agirons sans vous. » Plus prompte que l'éclair, la main de M. de Réthel tomba sur le visage de cet homme. « Battez-moi, dit le sombre sectaire, et marchez pour montrer que vous n'êtes pas un traître! — Eh bien! répondit M. de Réthel, j'irai si loin que pas un de vous n'osera me suivre! »

— Je n'avais pas une goutte de sang dans les veines, continua Mme Rose. « Vous avez tout entendu, me dit M. de Réthel quand il rentra, je n'ai donc rien à vous expliquer. » Sa voix était brève et impérieuse comme celle d'un homme qui a peur des contradictions. « Qu'allez-vous faire à présent? lui dis-je. — Demain, je vous le dirai; ce que je sais seulement, c'est que l'honneur me défend de reculer. » L'honneur! où le plaçait-il, mon Dieu! Ce n'était déjà plus le même accent et le même regard; l'homme des anciens jours venait de reparaître. Le lendemain, il resta dehors toute la journée. Je le vis à peine quelques minutes. « Dormez, me dit-il le soir; j'ai affaire dans la ville, je rentrerai un peu tard. » Il m'embrassa et sortit. A mon réveil, j'appris que M. de Rethel était parti. On me remit une lettre par laquelle il me priait de retourner à Herblay. « Au

moins n'y serez-vous pas seule, » disait-il. Il ajoutait que je recevrais de ses nouvelles prochainement. Je n'ai pas perdu une minute pour regagner Paris, où je n'ai pu trouver aucune trace de l'arrivée de M. de Rhétel; comprenant bien que toutes mes recherches seraient inutiles, je me suis rendue à Herblay. Je ne croyais pas y revenir de sitôt. J'ai bien des sujets de tristesse, et cependant je ne sais quel mouvement de joie m'a fait tressaillir quand j'ai découvert les noyers du village et le toit de ma maison.

George remarqua avec chagrin que le visage de Mme Rose portait la trace des épreuves qu'elle subissait depuis déjà longtemps. Elle devina ce qui se passait en lui et sourit. « La campagne me remettra, » dit-elle. Dès le jour même, elle avait revu Canada, la Thibaude, Jeanne et le petit Jacques, qui lui demanda des nouvelles de son grand ami. — Il m'a promis de me mener à la guerre, dit-il d'un air déterminé, je n'entends pas qu'il m'oublie. — Mme Rose l'embrassa. — Il m'a chargée de voir comment tu courrais, répondit-elle. — Et, prenant des oranges dans un panier, elle les jeta au loin dans une prairie. Jacques s'élança à la poursuite des oranges, et Tambour courut après Jacques. Les rires des enfans qui se roulaient dans l'herbe et les aboiemens joyeux du chien remplissaient la campagne. — Ah! je me sens renaître! dit Mme Rose.

On était alors en plein été. Le bleu du ciel était éclatant; la rivière prenait le soir des teintes magnifiques. Mme Rose voulut revoir tous les coins qu'elle avait parcourus; elle était comme un voyageur qui revient dans sa patrie après une longue absence. Elle était allée prendre du lait dans cette ferme; elle avait cueilli des fraises dans ce taillis; elle avait lu tout un matin au pied de ce saule; c'était là que la pluie l'avait surprise un soir d'hiver; en passant sur cette berge, un coup de vent avait emporté son mouchoir, que Tambour avait cherché dans l'eau. Le plus petit brin d'herbe lui semblait beau. La première fois qu'elle mit le pied sur *la Tortue*, elle fut prise d'une joie folle.

Un jour elle s'avisa de rassembler tous les enfans pauvres dont les mères travaillaient aux champs et de les mener chez la Thibaude, qui était blanchisseuse de son état.

— Eh! mère Thibaude, lui dit-elle, voilà des petits que je vous confie... Gardez-moi tout ça et donnez-leur une bonne miche de pain pour leur goûter.

— Eh! bonté du ciel! où voulez-vous que je le prenne, ce pain-là? dit la mère Thibaude, qui aimait les enfans, bien qu'elle eût la main brusque.

— Donnez toujours, répondit Mme Rose; le boulanger est de mes amis, et c'est moi que cela regarde.

Quand elle vit tous les enfans rassemblés autour d'un grand panier rempli de morceaux de pain jusqu'au bord, Mme Rose battit des mains et voulut qu'on ajoutât une grande jatte de lait à ce régal. Les enfans se pressaient autour d'elle comme des poussins. — Je prétends que chaque jour il y en ait autant, dit-elle; ce qui restera sera pour votre peine, mère Thibaude.

Tout compte fait, c'était un petit revenu bien clair pour la blanchisseuse. — Ce sont encore vos distractions d'autrefois qui recommencent, dit George.

— Ah ! répondit Mme Rose, si je dois quitter ce pays, je veux au moins que mon souvenir y reste.

Malgré le mouvement qu'elle se donnait et les retours de gaieté qui la faisaient rire pendant ses longues courses, on voyait bien qu'une pensée constante préoccupait Mme Rose : elle ne manquait jamais de demander à Gertrude si le piéton n'avait rien apporté pour elle. Elle cherchait souvent dans les journaux un nom qui ne s'y trouvait plus. Le silence de Canada lui faisait croire que le pêcheur savait quelque chose. Elle l'interrogea. — Dame! répondit Canada, on m'a raconté que M. de Réthel était à Paris.

— On vous l'a raconté seulement? dit Mme Rose.

Canada cligna de l'œil en regardant de côté et d'autre d'un air embarrassé. — Voyons, poursuivit Mme Rose, est-ce bien à moi que vous cacherez la vérité?

— Eh bien! dit le pêcheur vaincu, je puis vous dire à vous, mais à vous seulement, qu'il est venu ici un jour ou deux après votre retour; il a vu Tambour aussi, qui l'a parfaitement reconnu, bien qu'il eût une blouse comme un ouvrier. Il s'est caché pour vous regarder, tandis que vous vous promeniez au bord de l'eau. M. de Réthel était pâle à faire peur. Il m'a fait jurer de l'aller voir là-bas s'il me faisait appeler, et m'a glissé deux ou trois pièces d'or dans la poche, comme c'est son habitude.

Mme Rose prit entre ses mains les rudes mains de Canada, et attachant sur lui ses yeux humides : — Me promettez-vous, en retour de l'amitié que je vous ai toujours montrée ainsi qu'à tous les vôtres, de me prévenir s'il vous appelle?

Canada se mordait les lèvres en hésitant : — C'est manquer à ma parole, dit-il.

— Je suis sa femme et je vous en prie, reprit-elle.

— Eh bien! je vous le promets... Puis-je donc oublier que vous m'avez donné du pain quand je n'en avais pas?

Vers la fin de la semaine, Canada parut un matin à Herblay. — J'ai une lettre de M. de Réthel, dit-il; la voici. — Et il tira mystérieusement un papier du fond de sa poche. Cette lettre, très brève,

engageait Canada à se trouver à Paris le jour même. Mme Rose regarda le pêcheur.

— Que pensez-vous que cela veuille dire? lui demanda-t-elle.

Canada tourna son bonnet vingt fois dans ses mains : — On ne peut pas savoir, dit-il enfin; le plus sûr est d'y aller.

— Oh! c'est bien à quoi je suis décidée. Savez-vous seulement où est M. de Réthel? reprit Mme Rose, qui déjà avait jeté un châle sur ses épaules.

— Oh! pour ça, oui!

Sans perdre une minute, Mme Rose écrivit deux lignes à M. de Francalin pour lui annoncer son départ. — Demain vous aurez de mes nouvelles, ajouta-t-elle. Une voiture vint qui la conduisit sur-le-champ à Paris avec Canada. Les quelques mots qu'elle put tirer de Canada pendant la route lui firent bien voir que le moment qu'elle avait redouté était proche. Elle ne savait même pas si elle arriverait à temps pour essayer un effort suprême. Une sorte de fièvre l'agitait; elle regardait à tout instant par la portière pour voir si Paris était encore loin.

Le pêcheur prit un fiacre à la barrière et poussa droit à la rue du Faubourg-Saint-Denis. — C'est ici, dit-il en arrêtant le cocher devant une maison d'assez pauvre apparence; demandez à présent M. Laforêt.

Mme Rose jeta ce nom au portier en tremblant. — Montez! lui dit cet homme, qui l'examina curieusement.

Elle remercia Dieu et grimpa l'escalier. Le cœur lui battait à l'étouffer. Qu'allait-elle dire pour sauver Olivier d'une dernière folie, la plus périlleuse de toutes? Canada la suivait à grand'peine. Il lui cria de s'arrêter devant une porte située au troisième étage, et frappa trois coups d'une certaine façon. M. de Réthel ouvrit lui-même. A la vue de sa femme, il fronça le sourcil et regarda Canada.

— C'est elle qui l'a voulu, dit le pêcheur; est-ce qu'on ne se jetterait pas à la rivière, si elle l'exigeait?

Tambour, qui avait suivi la voiture en courant, se glissa entre les jambes de Canada et sauta sur M. de Réthel. Malgré la gravité de la situation, le comte ne put s'empêcher de sourire.

— Si M. de Francalin était ici, ce serait comme à la Maison-Blanche, dit-il.

— Il va venir, répliqua Mme Rose; il se joindra à moi pour vous supplier de renoncer à toute entreprise nouvelle.

— Ah! pourquoi êtes-vous venue? J'espérais vous éviter cette dernière secousse.

Il y avait dans le visage du comte un mélange d'attendrissement et de résolution qui frappa Canada lui-même. Mme Rose s'empara

des mains de son mari. — Si vous m'avez aimée un jour, écoutez-moi, je vous en prie, dit-elle d'une voix suffoquée; n'y a-t-il rien qui puisse vous arrêter? n'aurez-vous donc pas pitié de moi?

Tous les traits de M. de Réthel se contractèrent.

— Ah! quelle femme Dieu m'avait donnée! s'écria-il en l'embrassant avec violence.

— Eh bien! si je tiens quelque place dans votre affection, dans votre estime, prouvez-le-moi en restant!...

En ce moment, neuf heures sonnèrent à une horloge voisine. M. de Réthel boutonna sa redingote par un mouvement fébrile. — Eh bien! dit-il, pas plus que vous je ne crois à un résultat sérieux. Je vais tout tenter pour dégager ma parole; si je réussis, vous ferez de moi ce que vous voudrez.

— Vous me le jurez?

— Je vous le jure.

Les amis du comte étaient dans une pièce voisine. Il y passa; Mme Rose s'assit sur une chaise, la tête entre les mains. Toute sa vie lui revint à l'esprit en quelques minutes. Elle avait lutté; elle allait vaincre peut-être. C'était une existence toute nouvelle qui allait commencer. Quelques larmes tombèrent de ses yeux. — Eh bien! dit-elle en relevant sa tête par un mouvement de fierté, j'aurai fait mon devoir.

Au bout d'un quart d'heure, étonnée du silence qui régnait partout, elle s'approcha de la porte par laquelle le comte était sorti. Elle prêta l'oreille et n'entendit rien, elle frappa un coup léger, puis deux; personne ne répondit. Effrayée déjà, Mme Rose poussa la porte. La pièce dans laquelle elle pénétra était vide; un papier plié en forme de lettre était sur une table. Mme Rose y jeta les yeux et lut son nom. M. de Réthel lui déclarait qu'il était lié par un serment. Une lutte pouvait seule le dégager. S'il en sortait vivant, il jurait de nouveau d'être tout à elle. Il l'engageait, en finissant, à se rendre rue de Clichy, où elle serait en sûreté et où Canada lui porterait des nouvelles. L'écriture de cette lettre était rapide et violente comme celle d'un homme pressé. La tête de Mme Rose tomba sur sa poitrine avec accablement. — Ah! pourquoi l'ai-je quitté? dit-elle.

Une porte était dans un coin de cette pièce qui donnait sur un escalier noir. Elle s'y jeta et le descendit rapidement. La rue était déjà toute en rumeur quand elle y parvint. Personne ne put rien lui dire sur la direction qu'avait prise M. de Réthel. Elle se décida alors à obéir à la recommandation de son mari. Rendue rue de Clichy, elle se hâta d'envoyer un exprès à Maisons pour prier M. de Francalin de la joindre au plus vite. Chaque bruit qu'on entendait dans la rue la faisait tressaillir. Elle avait le visage collé aux vitres. Sa

pensée revenait sans cesse au séjour qu'elle avait fait à Bruxelles pendant un mois. Elle se reprochait comme un crime de n'avoir pas entraîné M. de Réthel au bout du monde. — Ah! répétait-elle à tout instant, j'aurais peut-être été malheureuse, mais il eût été sauvé!

Vers midi une voiture s'arrêta à la porte, et M. de Réthel en descendit soutenu par Canada. Il avait été frappé de deux coups de feu, l'un à la jambe, l'autre à la poitrine. Mme Rose le reçut plus pâle qu'une morte, mais ferme et active comme une sœur de charité.

— Je me reproche de vous avoir trompée, dit Olivier. Et pourquoi?....

— Oublions tout cela, et que Dieu vous sauve! répondit-elle.

Un médecin vint amené par Canada. M. de Réthel le pria de lui dire la vérité, et rien que la vérité.

— L'une des blessures est grave, très grave, répondit l'homme de la science; cependant on peut encore conserver quelque espoir; mais si la fièvre arrive, je ne réponds de rien.

— Merci, dit M. de Réthel.

Il demanda à Mme Rose si M. de Francalin était prévenu. Sur sa réponse affirmative, il la remercia. — J'aurais été fâché de partir sans le revoir, dit-il.

Une heure ou deux après, George entra. M. de Réthel se souleva sur le coude pour le recevoir. — Vous souvient-il de ce que je vous disais un soir à la Maison-Blanche? Il y a une destinée, dit-il en souriant à demi.

Mme Rose, qui avait les yeux gros de larmes, essaya de le raffermir dans un espoir qu'elle ne partageait pas.

— Vous n'avez jamais que de bonnes intentions et de bonnes paroles, dit Olivier; mais voilà M. de Francalin qui vous dira qu'avant de partir pour Bruxelles, j'avais déjà fait mon testament.

Comme il achevait ces mots, George entendit une espèce de gémissement, et sentit sous sa main un museau velu qui le caressait doucement.

— Tambour! s'écria-t-il.

— Ah! voilà ce que je craignais, dit Canada en frappant du poing sur un meuble.

George se pencha sur Tambour, qui se plaignait et léchait sa main. Une longue traînée de sang partait de la chambre voisine, où on l'avait enfermé, et finissait aux pieds de M. de Francalin. Le pauvre chien avait reçu une balle en plein corps, il tremblait de tous ses membres; George s'agenouilla auprès de lui.

— Ah! ce n'est pas ma faute, dit Canada; vous savez combien, Tambour et moi, nous étions bons amis; il a voulu me suivre; le cœur

m'a manqué pour lui jeter des pierres; il s'est mis dans l'émeute; il a attrapé une balle. Comme nous portions M. de Réthel, j'ai senti quelque chose qui se frottait contre mes jambes; c'était Tambour, il pouvait à peine se traîner; un camarade l'a pris et l'a porté là. Ce n'est pas que je veuille rien dire contre M. de Réthel, mais la blessure de ce pauvre chien, ça m'a fait autant de mal que la sienne. Nous vivions là-bas comme des camarades!

Du revers de sa main Canada essuya une grosse larme. Le chien remuait faiblement la queue toutes les fois qu'on prononçait son nom. Il regardait son maître, et la vie s'en allait de ses yeux. Un frisson le prit, il voulut se lever, posa sa tête entre les genoux de M. de Francalin, lui lécha la main une dernière fois et tomba mort.

Un instant George resta la tête cachée entre ses mains. Il avait le cœur gros. — Pardonnez-moi, monsieur, dit-il enfin; si vous avez été chasseur, vous me comprendrez!

— Moi, dit le comte, j'ai pensé à vous en voyant tomber le chien; il y a bien des hommes qui ne valaient pas Tambour.

M. de Réthel se coucha sur le dos, les yeux au plafond, et fit signe qu'il désirait garder le silence. Son bras était hors du lit, et quelquefois on l'entendait battre la retraite avec ses doigts contre le mur. Vers le soir, une fièvre ardente se déclara. Olivier tourna le visage du côté de la chambre dans laquelle on avait allumé deux bougies. — C'est fini, dit-il tranquillement.

Mme Rose lui demanda comme une grâce qu'on fît venir un prêtre. — Faites, dit-il, n'ai-je pas juré que la lutte terminée, je vous appartiendrai tout entier?

Quand le prêtre eut été ramené par Canada, qui était allé le chercher à Saint-Louis-d'Antin, M. de Réthel voulut que tout le monde se rangeât autour de son lit, et fit signe à Mme Rose d'approcher.

— Moi que le démon de l'orgueil et de la révolte a perdu, je vous demande pardon de tout le mal que je vous ai fait, dit-il d'une voix haute et claire.

Mme Rose se mit à pleurer. — Ne pleurez pas, reprit-il, je sens bien que si j'étais vivant et debout, je recommencerais!... Seulement je m'en irais malheureux, si je croyais que vous m'en voulez encore.

— Non, dit Mme Rose.

— Eh bien! dit alors M. de Réthel, laissez-moi vous adresser une prière. Je sais que vous aimez la petite Jeanne; c'est comme si vous l'aviez adoptée. Promettez-moi de veiller sur Jacques et de l'aimer. Il vous souvient d'un soir où il grimpait au sommet d'un arbre.... Je me suis senti remué jusqu'au fond des entrailles en le recevant

dans mes bras... Ah! je pensais à un autre enfant!... Me le promettez-vous?

— Je vous le jure, dit Mme Rose, qui sanglotait.

Il l'attira vers lui et l'embrassa sur le front. — A présent, laissez-moi tous, ajouta-t-il.

Au bout d'une demi-heure, le prêtre se retira. M. de Réthel était tombé dans une sorte d'assoupissement. Quelquefois il prononçait des paroles confuses et sans suite, et agitait ses bras. Quand il ouvrait les yeux, on y voyait le feu de la fièvre mêlé aux ombres de la mort. Mme Rose était agenouillée au pied du lit. George se tenait dans un coin, osant à peine respirer. Canada regardait M. de Réthel, dont l'agonie se prolongeait. Vers minuit, le comte se dressa tout à coup. — Canada! s'écria-t-il, la mort vient, mets-moi debout!

Canada obéit sans parler. Le comte resta debout une minute, les yeux tout grands ouverts et le front haut; puis sa tête s'appesantit, et il s'affaissa lourdement dans les bras de Canada.

Mme Rose se mit à genoux et pria longtemps, le front caché dans les plis du drap. Quand elle se leva, elle tendit la main à George. — Madame de Réthel vous remercie de tout ce que vous avez fait pour celui qui n'est plus. A présent j'ai besoin d'être seule, dit-elle.

M. de Francalin resta quelques jours sans revoir Mme Rose, que Mme de Bois-Fleury avait conduite à Beauvais, et dont la santé avait été ébranlée par le spectacle de cette mort violente. Vers la fin du mois, étant à la Maison-Blanche, il reçut une lettre par laquelle Mme de Bois-Fleury le prévenait qu'elle partait pour l'Italie, un changement d'air et un climat plus doux ayant été recommandés à sa compagne. Elle ajoutait en terminant que si son neveu ne les avait pas oubliées, il les trouverait dans un an à Rome ou à Beauvais.

Au bas de la lettre, il y avait ces deux mots : *Au revoir!* écrits de la main de Mme Rose.

George porta ces deux mots à ses lèvres avec un élan passionné. Il courut dans sa chambre, et ouvrant une cassette dans laquelle il avait serré le ruban donné par Canada et le portrait de Mme Rose, il y ajouta la lettre de Mme de Bois-Fleury.

— Un an! encore un an! ô mes chers trésors, aidez-moi donc à passer cette année, dit-il.

Puis, se ravisant tout à coup : — Jacob, s'écria-t-il, vite préparez mes malles; demain nous partons pour l'Italie.

AMÉDÉE ACHARD.

ARLES

ET

LE TYRAN CONSTANTIN

UNE PAGE DE L'HISTOIRE DE NOS PÈRES.

PREMIÈRE PARTIE.

Si come ad Arli, ove 'l Rodano stagna,
Fanno i sepolcri tutto 'l loco varo.....
(*Infern.*, IX, v. 112.)

Ces vers se sont présentés à ma mémoire toutes les fois que j'ai traversé les champs de la Crau. Dante a raison : Arles et sa campagne sont un vaste sépulcre où gisent les débris d'une des plus grandes époques qui ait passé sur le monde. C'est là, entre ces rochers et le Rhône, entre cet amphithéâtre qui semble défier les âges et cette nécropole hérissée de tombes, dont l'image poursuivait Dante à travers les cercles de son enfer, — c'est là qu'au v[e] siècle s'éteignit la domination romaine, déjà disparue de l'Italie. Elle avait pris naissance en Gaule, non loin de là, dans les murs de Narbonne et d'Aix. Comme le sang reflue au cœur d'un mourant, elle revenait finir près de son berceau.

Ce n'est point à Rome qu'il faut aller méditer sur la destinée des empires. La ville éternelle ne sait point mourir. A la Rome de Mars a succédé la Rome de saint Pierre, à la cité des consuls et des empereurs celle des papes, au siècle d'Auguste et des Antonins celui de Léon X. Chaque époque brillante y a laissé son empreinte, chaque grandeur sa ruine, et dans cette confusion de monumens et de

souvenirs la pensée s'égare, l'émotion nuit à l'émotion. Rome n'est point un tombeau, elle ressemblerait plutôt à un musée de la mort.

J'aime mieux Arles, la petite Rome gauloise, *gallula Roma Arelas*, comme disaient nos pères. Un pieux silence l'environne. Elle s'élève mélancoliquement au-dessus du delta du Rhône, comme le cippe funéraire d'un seul peuple et d'une seule époque. Dernière métropole d'une puissance qui embrassa tout l'Occident, elle clôt dans notre monde les temps romains : voilà sa gloire, et aucune autre n'est venue se mêler à celle-là. Il y a dans cet isolement d'un grand souvenir je ne sais quelle majesté sombre qui le grandit encore, et lui imprime une consécration religieuse.

De même que la Rome des bords du Tibre, celle du Rhône peut raconter ses guerres, ses révolutions, ses jours malheureux ou prospères et ses aventures héroïques. Elle peut évoquer de son sein d'illustres ombres, et d'abord Maximien Hercule, Fausta, le grand Constantin et ses enfans, Crispus, Constance, Constantin II. Constantin aima le séjour d'Arles, qu'il reconstruisit en partie, qu'il couvrit de monumens, et à qui il donna son nom, qu'elle n'a point gardé. Cette tour ruinée, en saillie sur le Rhône, est un reste du palais de Fausta : là s'accomplit le prologue des tragédies domestiques qui firent de la famille du premier empereur chrétien une nouvelle famille des Atrides. Constance y naquit : là-bas se trouvait la porte triomphale, maintenant détruite, sous laquelle le triste successeur de Constantin ne passait jamais sans baisser la tête, tant il se supposait grand ! Ce port renferma les flottes de Jules-César armées pour la punition de Marseille, et cet amphithéâtre entendit la voix de Majorien proclamant l'amnistie des Gaules.

Je me suis adressé à des ombres plus modestes, et les souvenirs dont j'ai recherché la trace parmi ces décombres n'ont pas fait tant de fracas à travers les siècles. Qui connaît aujourd'hui le tyran Constantin et le moine Constant, son fils, et le terrible Breton Gérontius, leur ami, leur soldat et leur assassin, et les deux Espagnols Didyme et Vérinien, neveux de Théodose, dont la tête servit d'enjeu aux calculs d'un tyran qui voulait se faire légitime? Personne ou presque personne assurément. Pourtant l'histoire de ces hommes est la nôtre. Ils furent les acteurs d'un drame sanglant représenté au v[e] siècle dans les murs d'Arles, sous les yeux et avec le concours de nos pères, au milieu des plus rudes secousses qui aient jamais ébranlé une société. A ce seul titre, leur histoire mériterait quelque intérêt. Peut-être aussi y trouvera-t-on des leçons utiles dont nous ferions bien de profiter, tous tant que nous sommes, soldats ou citoyens, gouvernans ou gouvernés.

I.

Le monde romain, si laborieusement reconstruit par l'épée et les lois de Théodose, retombait en poussière sous la main de ses fils. Enfans débiles d'esprit et de corps, qui n'étaient pas destinés à devenir jamais hommes, Arcadius et Honorius avaient porté sur les trônes d'Orient et d'Occident des caractères, des goûts, des procédés de gouvernement exactement pareils : même impatience avec même incapacité de régner, même aversion secrète pour les tuteurs qu'ils avaient reçus de leur père, et dont ils contrariaient l'administration par des complots de palais, même soumission enfin pour les eunuques auxquels ils obéissaient en croyant leur commander. Avec tant de points de ressemblance, ces frères se haïssaient cordialement. Tout devenait entre eux sujet de convoitise et d'envie : leur lot dans le partage de l'empire, l'éclat de leurs capitales, la grandeur et le nombre de leurs provinces, la force de leurs armées, le chiffre de leurs revenus; et comme ce sentiment misérable était le seul qui donnât quelque prise aux tuteurs sur des caractères si rétifs, les tuteurs se gardèrent bien de le combattre, et ils en vinrent à se détester eux-mêmes plus encore que leurs pupilles. L'antagonisme de Rufin et de Stilicon fut pour le monde romain une source inépuisable de maux. Sous l'excitation de ces haines de ministres et de princes, la vieille rivalité de Rome et de Constantinople se ranima. L'Occident fit une guerre de vexations commerciales, de prohibitions, de confiscations à l'Orient, qui la lui rendit. On passa de là à la guerre des armes, et les trésors ainsi que le sang des Romains s'épuisèrent en pure perte sur la frontière des deux empires. Enfin on se jeta, d'une rive à l'autre de l'Adriatique, Alaric et les Goths, comme dans une lutte à mort deux ennemis désespérés invoquent à leur aide la peste et le poison.

Les nécessités de cette querelle parricide obligèrent Stilicon à dégarnir la Gaule de ses meilleures troupes, pour mettre l'Italie à l'abri d'une attaque des nations barbares, tandis que ses propres armées seraient en Illyrie. Il y avait dans cette mesure, sous quelques couleurs qu'on la présentât, un côté si blessant pour l'orgueil de la Gaule, si compromettant pour sa sûreté, que le tuteur d'Honorius n'osa en confier l'exécution qu'à lui-même. Parti de Milan en plein hiver par les Alpes rhétiennes pour gagner les sources du Rhin, il descendit le cours du fleuve jusqu'à la mer, visitant sur la rive gauche les grands établissemens militaires fondés jadis par Auguste, ces camps permanens considérés depuis quatre siècles comme le boulevard de l'extrême Occident. Le boulevard fut démantelé. Tout ce que

les camps du Rhin et les garnisons du nord des Gaules renfermaient de soldats vigoureux et aguerris en fut retiré et dirigé sur l'Italie; Stilicon rappela aussi de la Bretagne une des légions qui protégeaient cette île contre les irruptions périodiques des Pictes et des Scots. Tout cela ne se fit point sans récriminations et sans plaintes de la part des provinces gauloises, inquiètes et humiliées; mais le ministre d'Honorius, tout entier aux entraînemens de sa passion, ne voyait plus rien que sa guerre d'Illyrie : il lui sembla même que la diminution des forces romaines sur la rive gauche du Rhin allait se trouver plus que compensée sur la rive droite par de nouvelles alliances, formées, sous ses auspices, entre l'empire romain et les deux peuples germains de qui dépendaient surtout la sûreté de la Gaule et la paix de l'Europe occidentale.

Ces deux peuples, qui tenaient la Gaule sous leur main, étaient les Alamans et les Franks, dont les redoutables confédérations avoisinaient le Rhin dans tout son cours : les Alamans, depuis sa sortie des Alpes jusqu'au confluent du Mein; les Franks, depuis ce point jusqu'à la mer. Ils étaient le grand épouvantail de l'Occident, l'avant-garde de toutes les invasions, les instigateurs de tous les pillages. Les dernières guerres civiles de Rome les ayant introduits dans les affaires intérieures du gouvernement romain, on les avait vus figurer en grand nombre et avec beaucoup d'ardeur sous le drapeau du tyran Eugène, principalement les Franks, qui semblaient partager la haine de leur compatriote Arbogaste contre Théodose. Stilicon lui-même, à son départ d'Italie, n'était point sans inquiétude sur les dispositions de ces peuples turbulens; mais il fut bientôt rassuré. Non-seulement les Franks et les Alamans mirent à demander le renouvellement de leurs traités d'alliance avec l'empire (traités qui, étant personnels aux empereurs, se renouvelaient à chaque changement de règne) un empressement qu'ils n'avaient jamais montré; mais la présence de Stilicon parut exciter dans toutes leurs tribus une admiration enthousiaste. Son voyage sur le Rhin ressemblait à une marche triomphale. Le fleuve était couvert de barques d'où partaient des acclamations et des cris de bienvenue que la rive germanique répétait au loin. Les rois barbares briguaient l'honneur de le saluer à son passage comme des cliens. « Nous avons vu, disait Claudien, le Sicambre, prosterné devant notre général, étaler sur la poudre sa fauve crinière... Ces terribles, qui faisaient métier de nous vendre nos loisirs, et nous marchandaient à prix d'or une paix honteuse, l'attendent de nous maintenant, et nous livrent pour otages leurs enfans. » Ces démonstrations inaccoutumées tournèrent à la gloire personnelle de Stilicon, et servirent à l'aveugler sur les suites heureuses de ce voyage. A en croire ses flatteurs et ses partisans poli-

tiques, c'était une vraie conquête de la Germanie, accomplie par sa seule présence. « Il a fallu aux Drusus et aux Germanicus, disaient-ils, de longues années de combat pour dompter les Germains; Stilicon n'a eu besoin que de paraître. Il se montre, et déjà le Rhin ne sépare plus deux terres ennemies; le voyageur indécis demande, en parcourant ses bords, quelle est la rive romaine. »

Sans doute la personne même de Stilicon était pour beaucoup dans l'accueil qu'on lui faisait. Le nom justement célèbre de l'ami de Théodose, du tuteur d'Honorius, du Vandale vice-empereur de Rome, avait dû piquer vivement la curiosité des Germains, et ainsi s'expliquait leur empressement à le voir; mais l'ardeur qu'ils montraient à confirmer leurs anciennes capitulations et à se lier plus étroitement avec l'empire tenait à des causes plus sérieuses, plus profondes, à une situation particulière de la Germanie dans les dernières années du IVe siècle. L'arrivée des Huns à l'ouest des Palus-Méotides et leurs progrès incessans vers le Danube mettaient en émoi depuis vingt-cinq ans tout le nord de l'Europe. Des races slave et gothique, les premières frappées dans les contrées voisines de la Mer-Noire, l'inquiétude et le trouble avaient gagné de proche en proche jusqu'aux peuples germains les plus reculés vers l'Océan. L'instinct barbare leur faisait reconnaître dans ces nomades irrésistibles, devant qui les Visigoths avaient fui comme un troupeau de daims, et que les fiers Ostrogoths reconnaissaient pour maîtres, les futurs dominateurs de la barbarie. Sous l'impression vague de ces terreurs, la Germanie occidentale se préparait à une lutte dont l'époque ne semblait pas bien éloignée. Les peuples se groupaient par masses suivant leurs intérêts ou leurs affections; on refaisait ou défaisait les anciennes alliances, on en contractait de nouvelles; ce fut alors que l'intérêt, sinon l'affection, porta les Alamans et les Franks à se ranger du côté de l'empire. Comme aux annonces d'un grand cataclysme de la nature on voit les animaux les plus sauvages, chassés de leurs forêts par la peur, se rapprocher de l'homme, et chercher protection jusque dans les villes, ainsi ces peuples farouches venaient s'appuyer à ce corps organisé des nations romaines qu'ils avaient si souvent tenté de détruire. La suite prouva bien que leur désir d'alliance était sincère et médité. Deux frères, rois ou princes des Franks, Marcomir et Sunnon, ayant voulu rompre la paix jurée avec l'empire et agiter leurs tribus, les Franks se chargèrent eux-mêmes de les châtier. L'un d'eux, livré aux gouverneurs romains de la frontière, fut retenu quelque temps en prison, puis relégué en Étrurie, où il mourut; l'autre essaya de venger l'injure de son frère, mais sans succès, et il périt par la main des siens.

Cependant les Huns, dans leur extension progressive vers le midi,

avaient atteint le Bas-Danube, et, campés dans les plaines voisines du fleuve, pesaient sans intermédiaire sur le monde romain. Les masses de population européenne qu'ils avaient déplacées et refoulées dans leur marche encombraient maintenant la moyenne vallée entre le lit du fleuve et les Carpathes. C'était un pêle-mêle de tribus slaves et teutoniques, principalement de Goths, qui se croisaient, se heurtaient, s'agitaient en tous sens, comparables à une fourmilière en désordre. Les postes romains établis tout le long de la rive droite avaient peine à contenir dans ses limites cette foule incertaine, tumultueuse, incapable de se rasseoir, et que la moindre impulsion devait faire déborder au dehors. Deux débouchés, le cas échéant, s'ouvraient à elle, l'un au sud, et par-delà le Danube, vers les Alpes juliennes et l'Italie, l'autre à l'ouest, en remontant le cours du fleuve, vers la Germanie et les Gaules. L'événement qu'il était aisé de prévoir ne se fit pas attendre longtemps.

Les Huns avaient amené avec eux en Europe des nations de différentes races, déjà leurs sujettes en Asie, ou que, rencontrant sur leur route, ils avaient entraînées de gré ou de force dans leur tourbillon. Au nombre de ces dernières figuraient les Alains, qui habitaient le grand steppe du Caucase, promenant leurs maisons roulantes et leurs troupeaux du Palus-Méotide à la Mer-Caspienne : plusieurs tribus de ce peuple, enlevées par les Huns à leur passage dans le steppe, suivaient la horde conquérante plutôt comme vassales que comme alliées. L'Alain, à la taille élancée, aux cheveux blonds, aux yeux bleus, aux traits réguliers et droits, n'avait ni la laideur repoussante ni l'horrible férocité du Hun; il passait même pour doux et sociable, réputation qui ne s'accordait guère avec la rudesse sauvage de ses mœurs. Transplanté du Caucase au pied oriental des Carpathes, il parcourait maintenant les prairies du Pruth et du Danube, armé d'une énorme lance et d'un plastron de grosse toile revêtu d'écailles de corne, et étalant sur ses épaules une casaque de cuir humain : décoration étrange qui était chez cette nation un privilége de la bravoure, car tout guerrier qui avait tué un ennemi avait le droit de l'écorcher et d'en tanner la peau, pour en faire, suivant le cas, un manteau d'honneur pour lui-même ou une housse pour son cheval. Ce digne vassal des Huns ne vivait pas toujours en bonne intelligence avec ses maîtres, et parfois il s'élevait entre eux des discussions dans lesquelles l'Alain courait à sa lance, et le Hun à ses flèches. Par suite d'un dissentiment de ce genre survenu en l'année 405, deux grandes tribus alaines résolurent de quitter secrètement le camp des Huns. Une belle nuit, sous la conduite de leurs chefs ou rois Goar et Rispendial, elles s'esquivèrent, et, tournant le coude que forment les Carpathes à leur extrémité

orientale, elles arrivèrent dans la moyenne vallée du Danube, avec l'impétuosité d'esclaves fugitifs qui viennent de briser leurs fers.

Le choc fut si violent contre cette fourmilière humaine qui remplissait la vallée, et la terreur si grande des deux côtés, qu'une partie des tribus força la rive droite du Danube et se jeta en Pannonie, se croyant poursuivie par les Huns; l'autre partie s'enfuit en remontant la rive gauche du fleuve, de sorte qu'il s'établit deux courans d'émigration dans les directions que j'indiquais tout à l'heure, l'un vers les Alpes et l'Italie, l'autre vers le Haut-Danube et le Rhin. Je n'ai point à m'occuper de la colonne qui alla se verser sur l'Italie, je dirai seulement que, depuis le temps des Cimbres et des Teutons, pareil danger n'avait pas menacé la péninsule romaine. C'était un ramas de toutes les races du Nord, conduit par Rhadagaise, prêtre et roi de sa horde, païen féroce qui avait voué solennellement toute la population de Rome en sacrifice à ses dieux. Stilicon fut le Marius des nouveaux Cimbres. Ayant attendu Rhadagaise dans les défilés de l'Étrurie, il l'enferma près de Fésules, sur une colline où celui-ci s'était retranché, fit périr toute son armée par la famine ou par le fer, et l'obligea lui-même à se tuer. C'était la seconde fois que Stilicon couvrait les approches de Rome : deux ans auparavant, il avait vaincu, à la bataille de Pollentia, Alaric, qui menaçait aussi la ville éternelle, et il lui avait imposé la paix. Une grande part revint dans ces deux victoires aux légions que Stilicon avait tirées des camps du Rhin : elles sauvaient Rome aux dépens de la Gaule.

La colonne que le mouvement d'impulsion avait portée vers l'Occident, et qui remontait le Danube, renfermait dans ses rangs des tribus sarmates ou slaves, mais surtout des Germains orientaux, restes des anciennes confédérations des Marcomans et des Quades, désignés sous le nom générique de Suèves. Cédant eux-mêmes au courant qu'ils avaient décidé, les Alains marchaient à quelque distance. Les émigrans, chemin faisant, s'incorporaient, bon gré, mal gré, tous les Barbares qui se trouvaient à leur portée, soit Slaves, soit Germains; ils entraînèrent aussi quelques Illyriens sujets de Rome. Quoique placée hors de leur passage, et de force d'ailleurs à résister s'ils eussent voulu user de violence, la nation des Vandales-Astinges, qui habitait près des sources du Marosch, se laissa gagner par l'exemple et se leva tout entière pour émigrer; mais au lieu de suivre sur la rive gauche du Danube la route des Alains et des Suèves, elle passa le fleuve et se dirigea vers le lac Pelsod, dans le voisinage duquel campait un autre rameau de la même famille, les Vandales-Silinges, cantonnés en ce lieu par le grand Constantin en 335. Or les Astinges, en quittant les sources du Marosch, avaient eu la fantaisie d'emmener avec eux des frères dont ils étaient sépa-

rés depuis si longtemps, et ils venaient les chercher dans leur domicile. On eût pu croire que les Silinges, fédérés de l'empire et mêlés aux habitudes de la vie romaine pendant trois quarts de siècle, étaient tant soit peu conquis à la civilisation : il n'en était rien, et au premier mot de leurs frères ils partirent sans balancer, tant l'esprit de vagabondage et le goût des aventures étaient innés chez cette race des Vandales! Astinges et Silinges formèrent une division à part et comme une troisième horde dans l'émigration. Ces bandes, qui s'en allaient chercher ensemble une patrie vers le soleil couchant, se furent bientôt liées et concertées pour une expédition commune. La Gaule et la Germanie se rencontraient toutes deux au bout de leur course. Entre ces deux pays, l'un riche et l'autre pauvre, leur choix ne fut pas douteux : ils décidèrent que la Gaule serait attaquée de deux côtés à la fois, afin de diviser les garnisons romaines de la frontière qu'ils savaient d'ailleurs presque réduites à rien. Les Alains et les Suèves se chargèrent d'attaquer par le Rhin supérieur, entre le lac de Constance et les Vosges; les Vandales, par le Rhin moyen, à l'endroit où le Mein se jette dans ce fleuve, et en face des remparts de Mayence. Ils ne doutaient point que les Germains de la rive droite, Alamans et Franks, ne vinssent avec empressement se joindre à eux et ne leur facilitassent le passage du fleuve. Les rôles ainsi distribués, chacun prit la direction convenue, et tandis que les hordes suève et alaine se rapprochaient des Vosges, les Vandales, repassant le Danube, entrèrent dans les montagnes de la Thuringe et gagnèrent la vallée du Mein.

Leur étonnement fut grand au débouché de cette vallée, lorsqu'ils virent en face d'eux les Franks, qui, bien armés et en bon ordre, étaient venus leur barrer le chemin. Les habitudes connues des Franks rendaient la surprise naturelle, et les Vandales avaient bien pu se tromper dans leurs calculs. Quand ils se furent assurés que l'opposition était sérieuse, et que les Franks se portaient réellement pour champions de la Gaule, ils n'hésitèrent pas à les attaquer; mais ils furent battus et mis en fuite avec une perte que les historiens évaluent à plus de vingt mille guerriers : leur roi Godégisile resta parmi les morts. Hors d'état de reprendre l'offensive après un tel désastre, la horde vandale rebroussa chemin et regagna toute découragée le pied des montagnes de la Thuringe. Tandis que ces choses se passaient, les hordes combinées des Alains et des Suèves s'approchaient du Rhin supérieur, où le même spectacle frappa leurs yeux; seulement c'étaient les Alamans qui fermaient ici l'accès du fleuve et se proclamaient champions de l'empire romain. Moins ardentes ou moins présomptueuses que la horde vandale, celles-ci s'arrêtèrent à distance pour observer et délibérer en commun. Le conseil

des chefs dans cette délibération se trouva fort divisé : les uns voulaient qu'on se battît, les autres qu'on ne se battît pas. Suèves et Alains ne s'entendaient guère, et les Alains eux-mêmes se partagèrent en deux camps. Le roi Goar trancha la question en passant avec tout son peuple du côté des Alamans, en devenant, par la plus imprévue des péripéties, l'ennemi de ses compagnons et le compagnon de ses ennemis. Il ne restait à l'autre roi alain, Rispendial, et aux rois suèves qu'un parti à prendre, celui de rejoindre les débris de la horde vandale, et c'est ce qu'ils firent. Ayant reconstitué par leur union une force capable de prendre l'offensive, les confédérés revinrent au confluent du Mein, battirent les Franks, les balayèrent de la rive et franchirent le Rhin en face de Mayence : leur passage s'opéra le dernier jour de l'année 406, date funèbre écrite en traits de sang dans les annales de la Gaule.

Mayence, prise d'assaut et saccagée, éprouva toutes les horreurs d'une guerre barbare. En vain les habitans crurent trouver un refuge dans l'église, sous la sauvegarde de la religion : ils y furent égorgés par milliers; le sang ruisselait comme une rivière sur le pavé, et l'autel fut souillé de cadavres. C'était là le traitement annoncé à toute ville des Gaules qui oserait et ne saurait pas se défendre. Maîtresses de cette clé du Rhin, les hordes se répandirent sur toute la zone riveraine, pillant, incendiant, massacrant; rien n'échappait aux convoitises de ce dénûment sauvage pour qui tout était nouveauté et richesse, et les dépouilles des chaumières allaient s'entasser pêle-mêle, avec celles des palais, dans les chariots de bagages. Les pillages se succédaient jusqu'à ce que tout fût enlevé ou détruit, et ce qui avait pu échapper au fantassin vandale ou suève, la légère cavalerie alaine était là pour le reprendre. Aucune force romaine organisée ne tenait la campagne et n'arrêtait ces dévastations, car sitôt que les légions, ou plutôt les cadres vides qui depuis dix ans portaient ce nom sur la rive gauche du Rhin, avaient vu le fleuve franchi et Mayence aux mains des Barbares, elles avaient déserté des camps où elles ne pouvaient point se défendre. Une partie se dissémina dans les châteaux-forts et les villes garnies de bonnes murailles, l'autre alla se rallier au maître des milices Chariobaude et au préfet du prétoire Liménius, dans leur résidence de Trèves.

Sans doute cette métropole de la préfecture des Gaules, défendue par les eaux de la Moselle et solidement fortifiée, aurait pu résister longtemps à des Barbares inexperts dans l'art des siéges; mais que serait devenue, pendant ce blocus du préfet, l'administration de la Gaule et de ses deux diocèses, la Bretagne et l'Espagne, ainsi que les relations de ces grandes provinces avec l'Italie? Liménius et Chariobaude jugèrent que le parti le plus sage était de faire retraite vers la Loire ou le Rhône, sous la protection de leur petite armée, qui se

grossirait en chemin, et ils évacuèrent Trèves avec la caisse publique, les archives de la préfecture et le corps des employés de l'office prétorien. Il paraît que la préfecture ambulante fit halte en divers lieux avant de se fixer, et qu'Autun, l'antique et illustre capitale des Éduens, la posséda pendant quelque temps; mais elle n'y resta point, Liménius l'y trouvant encore trop exposée aux surprises des Barbares. Lyon même ne lui parut pas assez sûr, et il ne s'arrêta que dans les murs d'Arles. Au reste, nulle autre ville, dans ce désarroi général des Gaules, ne semblait plus propre à devenir le siége du gouvernement romain. — Résidence du grand Constantin et de quelques-uns de ses successeurs, décorée, agrandie par leurs soins, Arles était devenue pour les provinces gauloises du midi une métropole de fait, sinon de droit. Voisine de la mer et protégée non-seulement par le Rhône, mais aussi par la nature même du pays, entrecoupé d'étangs et de canaux, elle offrait de faciles moyens de défense et de ravitaillement, et une flotte de galères perpétuellement à l'ancre sous les terrasses du prétoire impérial pouvait mettre à couvert, en cas de danger, la vie du préfet avec l'honneur de la préfecture. Ainsi Rome, en retraite devant la barbarie, se repliait sur elle-même, et ce n'était pourtant pas en Gaule qu'elle devait ressentir les premiers symptômes de mort.

Pendant ces évolutions de la préfecture des Gaules, les Barbares pillaient de fond en comble la zone territoriale riveraine du Rhin. Des haute et basse Germanies, ils passèrent dans la Belgique, qu'ils commençaient à traiter de la même façon, lorsque, par une inspiration soudaine, ils s'arrêtèrent, rallièrent leurs détachemens épars, et la horde, concentrée de nouveau, partit tout d'un trait dans la direction du nord-est au sud-ouest, traversant la Gaule en diagonale jusqu'au pied des Pyrénées. Elle voulut passer en Espagne, mais elle trouva les défilés, les *ports*, comme nous disons encore aujourd'hui d'un vieux mot ibérien, qui signifie passage, bien fortifiés et vaillamment défendus. C'était le peuple de ces montagnes qui en avait seul la garde en vertu d'une ancienne coutume respectée par le gouvernement romain, et que l'Espagne regardait comme un droit. Les braves et agiles montagnards, embusqués dans des lieux inaccessibles, repoussèrent si bien toutes les tentatives des Barbares, que ceux-ci, découragés et prompts d'ailleurs à changer d'avis, renoncèrent à leur entreprise. L'histoire ne nous dit pas quelles raisons les y avaient poussés si soudainement. Trouvèrent-ils trop de mécomptes dans le pillage des Gaules, et cette province si souvent ravagée avait-elle paru à de misérables sauvages une trop chétive proie? Craignirent-ils que les Germains, qui commençaient à pénétrer par la brèche qu'eux-mêmes avaient faite, ne vinssent les troubler dans leur conquête et leur en disputer le butin? Enfin les Gau-

lois, intéressés à les éloigner, leur avaient-ils dépeint l'Espagne, vierge encore de toute guerre barbare, comme une contrée bien autrement riche et fertile que la Gaule, et dans laquelle Alains, Suèves et Vandales pourraient s'établir à l'aise et vivre grassement sans appréhender ni Germains, ni Romains? Tous ces motifs concoururent vraisemblablement à leur faire adopter cette résolution, que l'intrépidité des montagnards avait fait échouer. Quoi qu'il en soit, les Barbares, irrités de leur défaite et de la perte de leurs espérances, se rejetèrent sur la Gaule avec une sorte de fureur.

Toutes les calamités qui désolaient naguère les provinces du nord s'apesantirent sur le midi : la Novempopulanie, l'Aquitaine, la Lyonnaise, provinces si privilégiées entre toutes par leur éloignement de la frontière, connurent à leur tour les angoisses d'une invasion barbare. L'Aquitaine, « cette moelle des Gaules, ce paradis de l'Occident, » comme on aimait à l'appeler, ne fut bientôt plus qu'un lieu de désolation, d'autant plus déplorable que ses habitans ne savaient ni se protéger eux-mêmes ni souffrir. Les uns cherchaient leur sûreté dans les villes, d'autres les désertaient. Les riches se construisaient dans les lieux écartés, parmi les rochers et les marais, des retraites faciles à défendre, où ils se transportaient avec leur famille, leurs meubles et leurs cliens; mais la faim venait les y forcer au défaut de l'ennemi. Comme on ne labourait guère et que les Barbares se chargeaient de moissonner, la disette marcha bientôt de pair avec l'incendie et le massacre. Toulouse, longtemps assiégée, dut son salut à l'héroïque énergie de son évêque, Exupérius, qui vendit tout ce qu'il possédait et jusqu'aux vases sacrés de son église pour nourrir les pauvres qui défendaient la ville. Il sortit de ce siége si pauvre lui-même et son église si dénuée, qu'il était réduit à porter le vin de l'eucharistie dans un pot de verre et le pain dans une corbeille d'osier. On raconte qu'il resta pâle toute sa vie par suite des privations qu'il s'imposait à lui-même en nourrissant les autres. « Exupérius, dit à ce sujet un contemporain, ne souffrit jamais que de la faim d'autrui. »

On aurait pu croire que la tempête, en se transportant du nord au midi, laisserait respirer les provinces du Rhin, et que le malheur des secondes servirait au soulagement des premières : il n'en fut point ainsi. La frontière une fois ouverte et la Gaule en plein pillage, les peuples germains s'y précipitèrent de tous côtés. Ce furent d'abord des Gépides et des Hérules, bandes terribles, mais passagères, qui se fondirent avec le temps et disparurent du pays, puis les Burgondes, qui y restèrent. Sortis en grand nombre de la forêt hercynienne, ils se jetèrent sur l'Helvétie et s'y établirent par violence. L'empire n'avait eu jusqu'alors avec ces barbares que des relations

de bon voisinage; mais la rapine exerçait de trop fortes séductions sur l'esprit du Germain. Les Franks, ces braves champions qui avaient défendu la Gaule au prix de leur sang, ne résistèrent pas à la tentation de la piller eux-mêmes, quand ils la virent pillée par les autres. Les Alamans en firent autant : ceux-ci entrèrent dans la première Germanie, ceux-là dans la seconde, et saccagèrent Cologne et Trèves. Les tribus saliennes cantonnées sur le Bas-Escaut, qui étaient fédérées de l'empire depuis un demi-siècle, n'en saccagèrent pas moins les villes de la seconde Belgique : tout le monde voulait prendre part à la curée. Saint Jérôme, dans une lettre plusieurs fois interrompue par ses larmes (c'est lui-même qui nous le dit), retraçait ainsi le tableau de cette Gaule où il avait passé sa jeunesse, et qu'il aimait comme sa seconde patrie : « O déplorable république, s'écriait-il, la barbarie tout entière s'est donc conjurée contre toi ! Entre l'Océan et le Rhin, entre les Pyrénées et les Alpes, rien n'a été exempt de ses ravages. Mayence, cette noble ville, n'est plus qu'une ruine; Worms a péri après un long siége; Reims, Amiens, Arras, la cité des Morins, où finit notre monde, Tournay, Spire, Strasbourg, de villes romaines sont devenues germaines. L'Aquitaine et les provinces qui l'entourent sont dévastées, sauf quelques lieux fortifiés que la faim dépeuple au dedans, tandis que le glaive les presse au dehors. Est riche qui peut avoir du pain, est puissant qui ne traîne pas une chaîne à son pied... »

Nous trouvons dans les vers d'un poète gaulois témoin et victime de l'invasion un autre écho lointain et douloureux des souffrances de nos pères : « Hélas ! nous dit-il, quand la masse entière de l'océan sorti de son lit serait venue fondre sur nos campagnes, tout n'eût pas été englouti; quelques points auraient surnagé au-dessus des vastes eaux : ici tout a péri. Nos récoltes sont perdues jusqu'à la semence. Nos troupeaux? nous n'en avons plus, et nous cherchons la place où furent nos oliviers et nos vignes. Nos villas à demi dévorées par la flamme, la pluie les achève, et celles qui restent debout, en si petit nombre, sont vides et abandonnées : spectacle plus triste que la ruine ! Ni les châteaux assis sur les rocs à pic, ni les villes fortifiées sur de hautes montagnes, ni la ceinture profonde des fleuves autour de nos murailles, rien n'a pu nous protéger. La ruse a pénétré là où s'arrêtait la force, et nous avons souffert, tous tant que nous sommes, tout ce que des hommes peuvent souffrir. »

II.

Le contre-coup des événemens de la Gaule se fit sentir d'abord dans l'île de Bretagne. Ce diocèse de la grande préfecture du prétoire

des Gaules, séparé de sa métropole par un étroit bras de mer, comme le diocèse d'Espagne par la chaîne des Pyrénées, gardait avec le continent voisin des relations plus étroites fondées sur la confraternité des races et la ressemblance des idiomes, de sorte que tout mouvement qui éclatait en Gaule se propageait aussitôt en Bretagne, à charge de réciprocité. La turbulence des nations bretonnes était alors célèbre en Occident. Pendant le siècle qui venait de s'écouler, on les avait vues disputer aux Gaulois le triste privilége de se révolter périodiquement, et d'embarrasser le gouvernement romain par la création de ces empereurs tumultuaires qu'en langage politique on nommait *tyrans*. Une certaine licence habituelle aux garnisons de la Bretagne, que leur isolement aux confins de l'Occident rendait très difficiles à surveiller, et le relâchement de la vigilance administrative, dû à la même cause, favorisaient merveilleusement la disposition naturelle des insulaires. Bourgeois et soldats s'excitaient, se secondaient à qui mieux mieux, et une idée de révolte avait toujours chance de réussir, qu'elle partît d'une ville ou d'un camp.

Le motif ou le prétexte ordinaire des provinciaux dans leurs rébellions contre le gouvernement romain était sa partialité, vraie ou fausse, pour l'Italie, car les provinces se prétendaient toujours sacrifiées aux intérêts de la vieille métropole de l'empire, surtout quand l'Italie possédait le siége de l'administration impériale. Dans la circonstance présente, l'accusation banale était devenue un fait malheureusement trop réel. Un concert de malédictions s'éleva donc contre Honorius et son tuteur dans tout l'extrême Occident, et plus avaient été grands les services rendus par les légions gauloises à Fésules et à Pollentia, plus les regrets étaient amers, plus la Gaule était en droit de se plaindre qu'on l'eût volontairement sacrifiée. L'origine de Stilicon, fils d'un père vandale, venait donner aux accusations une singulière gravité, toute personnelle au ministre. Comme les Vandales figuraient au premier rang des envahisseurs de la Gaule, on ne manqua pas de dire que l'invasion était son ouvrage; qu'il l'avait conçue, méditée, préparée, en dégarnissant la frontière du Rhin, tandis qu'il excitait les Barbares ses frères à prendre les armes; que pour prix de cette trahison ceux-ci devaient le placer, lui ou son fils Eucher, sur le trône impérial, après en avoir renversé Honorius. Le marché était conclu, le gage livré, et après la Gaule ce serait le tour de la Bretagne et de l'Espagne. Ces absurdes calomnies ne se répétaient pas seulement en Gaule, où la vivacité des souffrances justifiait en quelque façon l'exagération des plaintes; elles avaient cours en Italie, où les ennemis du ministre s'en faisaient une arme pour le perdre, et on entendait répéter, comme une vérité, dans la lâche cour de Ravenne, que le sauveur de Rome avait livré l'empire aux Vandales.

Sous l'ardeur de ces excitations, les Bretons se soulevèrent. La révolte cette fois commença par les soldats; des bourgeois s'y mêlèrent, et bientôt elle devint générale. On fit main-basse sur les fonctionnaires romains. Le vicaire du préfet du prétoire, représentant du gouvernement impérial au-delà du détroit, fut assailli dans sa résidence d'Eboracum, aujourd'hui York, obligé de fuir ou peut-être tué. Après de tels excès, il n'y avait plus qu'à changer d'empereur; on brisa, on traîna dans la boue les images d'Honorius, et un manteau de pourpre, pillé vraisemblablement dans la garde-robe du vicaire, alla, par la main d'un séditieux, couvrir les épaules d'un autre séditieux, nommé Marcus, que les soldats proclamèrent en l'élevant selon l'usage sur un bouclier. Ce qu'était ce successeur improvisé des Jules et des Claude, l'histoire semble l'avoir ignoré; elle nous dit seulement que les mêmes soldats qui l'avaient proclamé le tuèrent au bout de quelques jours, parce qu'il ne sut pas s'accommoder à leur humeur, ce qui ferait supposer que Marcus était de condition civile, et au fond assez honnête homme. Un premier interrègne suivit ce premier meurtre; puis soldats et bourgeois se réconcilièrent, et d'un commun accord ils désignèrent pour remplacer Marcus un natif breton, nommé Gratianus, « un municipal de l'île, » comme s'expriment les historiens. Sorti des rangs de la société britanno-romaine, Gratianus voulut, à ce qu'il paraît, établir un gouvernement régulier, faire cesser le désordre dans les villes, la licence dans l'armée, mais il ne régna que quatre mois, et l'épée d'un soldat l'envoya rejoindre son prédécesseur dans les gémonies d'Eboracum.

L'épreuve n'était pas faite pour encourager les candidats bourgeois, et, aucun des chefs militaires ne se présentant, survint un second interrègne dont l'anarchie se serait prolongée indéfiniment sans une faveur du hasard. Les manipulaires d'une cohorte découvrirent dans leurs rangs un autre manipulaire parfaitement obscur, qui n'avait pas même eu dans les derniers événemens le mérite de la turbulence, mais qui s'appelait Constantin. Ce nom leur parut de bon augure. C'était en effet dans l'île de Bretagne que le célèbre fils de Constance Chlore avait reçu la pourpre d'une troupe de soldats en révolte; c'était de là qu'il était parti pour soumettre la Gaule, l'Espagne, l'Italie, tout le monde romain enfin à son obéissance. Moitié par lassitude de l'interrègne, moitié par raillerie, ils présentèrent leur camarade à la cohorte, puis à la légion : bientôt le nouveau Constantin fut agréé et proclamé par toute l'armée, tant l'idée parut plaisante. Le peuple imita les soldats, et il ne manqua pas de gens qui se rangèrent à ce choix par une inspiration superstitieuse, une sorte de foi dans les concordances de l'histoire. Le simple soldat accepta sérieusement le rôle qu'on lui offrait par déri-

sion et se promit d'être pour tout de bon empereur et maître. Le plus pressé était d'enlever les soldats à l'oisiveté qui perpétuait leur indiscipline et de les empêcher de trop réfléchir à ce qu'ils venaient de faire; Constantin le comprit, et il signifia à l'armée son prochain départ pour la Gaule, d'où il fallait, disait-il, chasser au plus tôt les Barbares.

Ce début, qui dénotait de la hardiesse et du patriotisme, ferma la bouche aux plus malveillans. On se mit sans retard aux préparatifs de l'expédition : l'armée fut partagée en deux corps, sous le commandement de deux officiers de mérite, Justinus et Néviogaste, celui-là romain, l'autre frank. Lui-même choisit ou plutôt on lui donna pour conseiller et tuteur un Breton nommé Gérontius, qui avait acquis une certaine importance durant les troubles. C'était un homme d'humeur ombrageuse et violente, plein de son propre mérite et capable de tout quand sa vanité était blessée, mais expérimenté à la guerre, et dans lequel les événemens révélèrent le génie d'un vrai général. Soit qu'il eût manqué de décision pour s'emparer du pouvoir au moment favorable, soit plutôt que sa rudesse et sa sévérité lui eussent aliéné le cœur du soldat, Gérontius n'était pas empereur de droit, mais il crut bien l'être de fait quand il se vit le directeur ou le surveillant de ce ridicule césar auquel il n'accordait que du mépris. Lorsque tout se trouva prêt pour l'entrée en campagne, la flotte appareilla, et Constantin alla débarquer à Gessoriacum, dans le même port où le fils de Constance, en l'année 306, avait pris terre avec les légions de Bretagne.

L'armée dut bientôt reconnaître qu'au fond son choix n'était pas aussi mauvais qu'elle avait peut-être pensé le faire. Sans être assurément un homme de génie, Constantin ne manquait pas d'intelligence; doué de fermeté et de finesse, il sut déconcerter les prétentions insolentes des hommes qui voulaient le traiter en soldat grossier et ignorant, tandis qu'il gagnait l'affection de ses anciens camarades par une affabilité qui ne manquait point de grandeur. De Gessoriacum, où il plaça son quartier-général, ses émissaires se répandirent dans tout le nord des Gaules; il entra en relation d'un côté avec les décurions des villes et avec les garnisons romaines qui s'étaient maintenues sur divers points des provinces du nord, de l'autre avec les Alamans et les Franks. Justinus lui servait de lien avec les Romains, Néviogaste avec les Barbares. Toutes ses négociations réussirent. Les villes lui ouvraient leurs portes, les campagnes lui fournissaient des recrues, les garnisons romaines s'entendaient avec lui pour balayer la zone du Rhin des brigands qui l'infestaient; enfin les Franks et les Alamans déposèrent les armes. De sages mesures achevèrent la pacification de ces provinces si cruellement déchirées depuis bientôt un an; il fit alliance avec les Burgondes, qui entrèrent dans la fédéra-

tion de l'empire, et il laissa aux Alamans, sous certaines conditions, une partie des terres dont ceux-ci s'étaient emparés dans la première Germanie.

Quand l'œuvre de délivrance fut assez avancée du côté du nord, Constantin se tourna vers le centre et l'ouest des Gaules, que les Alains, les Vandales et les Suèves ne craignaient pas de venir piller presque sous ses yeux, tant Liménius leur avait fait croire à l'impunité. Il eut le bonheur de dégager l'Armorique comme il avait dégagé les contrées rhénânes, et l'Armorique, on peut le supposer sans invraisemblance, reconnut ce service en se déclarant pour lui. Restaient encore les provinces du midi, qui, placées sous la main du préfet du prétoire, semblaient des victimes vouées à l'impuissance ou à la lâcheté de ce représentant du gouvernement romain. Uniquement occupé à garantir sa résidence, il avait concentré aux environs d'Arles tout ce qu'il possédait de troupes, et ce qui s'étendait hors de ce rayon était livré impitoyablement à la merci des Barbares. Ces malheureuses contrées enviaient le destin des provinces du nord; elles appelaient à grands cris le tyran, qui ne demandait pas mieux que de leur obéir, mais qui ne se dissimulait pas la gravité d'une guerre dans laquelle il irait engager sa personne et son armée entre deux adversaires capables de se réunir contre lui, les Barbares et Liménius. Les derniers mois de l'année 407 et les premiers de l'année 408 se passèrent, suivant toutes probabilités, en instances d'un côté, en hésitations de l'autre. Au printemps suivant, Constantin se décida enfin à marcher directement sur Arles.

Depuis plus d'un an que l'invasion de la Gaule était consommée, cette province n'avait reçu de l'Italie, malgré ses incessantes supplications, ni un homme ni un denier. Honorius, tout entier aux intrigues de la cour de Ravenne et aux trames qu'il ourdissait lui-même pour perdre Stilicon, la laissait se débattre, comme elle pourrait, sous le poids de ses maux. Liménius avait beau écrire lettres sur lettres, ses dépêches restaient sans réponse, ou pour tout reconfort la chancellerie impériale lui conseillait la patience; mais sitôt que le fils de Théodose eût commencé à comprendre que l'obscur soldat, le ridicule tyran qui prétendait prendre sa place, était un homme de sens et d'énergie, qu'une moitié de la Gaule lui devait déjà son salut, et que l'autre voulait le lui devoir, il sortit brusquement de sa torpeur, et une anxiété fébrile succéda à sa trop longue quiétude. Il se trouvait à Rome au moment où lui parvint la dépêche par laquelle Liménius lui annonçait les préparatifs de guerre et le prochain départ du tyran. Mandant aussitôt près de lui Stilicon, qui était à Ravenne, il lui enjoignit d'envoyer, toute affaire cessante, une armée au-delà des Alpes, quelques difficultés que présentassent les circonstances, car Alaric, campé sur la frontière illyrienne, venait

de rompre la paix, et d'un jour à l'autre les Goths pouvaient être au cœur de l'Italie. Stilicon se soumit à un ordre qui ne souffrait point de réplique; il ne s'agissait d'ailleurs que d'une très courte expédition, non assurément pour chasser les Alains, les Vandales et les Suèves, Honorius et sa cour ne s'inquiétaient pas de si peu, mais pour fermer au tyran l'accès d'Arles et de la préfecture du prétoire.

Stilicon se mit à l'œuvre, et en quelques jours, grâce à son activité ordinaire, une petite armée d'hommes agiles et déterminés se trouva prête : il l'équipa comme pour une course. Elle se composa principalement des Barbares de la bande de Sâr, chef visigoth qui, après avoir déserté sa nation par suite d'une querelle avec Ataülf, beau-frère d'Alaric, était venu se mettre à la solde d'Honorius. Il servait dans l'armée romaine, avec ses hommes et ses idées à lui, sur un pied d'indépendance presque absolu, prenant à forfait une expédition comme on prend un marché, la menant à sa guise, et figurant sous le drapeau de l'empereur moins en ami de Rome qu'en ennemi des Goths. C'était d'ailleurs un soldat intrépide, doué d'une force et d'une taille de géant, et qui n'avait pas son pareil pour les coups de main. Aussi les généraux romains ne l'employaient guère qu'à cet usage. Stilicon le chargea d'enlever Constantin au moment où celui-ci, dans sa marche sur Arles, traverserait la vallée du Rhône. Sâr accepta la commission, et se fit fort d'amener le tyran mort ou vif aux pieds de l'empereur. Gagnant alors à petit bruit le versant occidental des Alpes et sans rencontrer d'obstacles de la part des montagnards, il se tint blotti avec sa troupe dans une des vallées qui débouchent sur le Rhône, observant ce qui se passait et guettant l'apparition de l'armée gallo-bretonne. Sa marche s'effectua avec tant de promptitude et de secret, que personne en Gaule ne la connut, sauf Liménius et le maître des milices Chariobaude. Quand il fut averti soit par ses éclaireurs, soit par des espions gaulois, que le tyran avait dépassé Lyon et Vienne, puis entrait à Valence, il descendit précipitamment vers le Rhône et alla se poster sur la route au-dessous de cette dernière ville, dans un lieu qui lui parut convenir à une embuscade.

L'armée de Constantin ne tarda pas à se montrer au-delà de Valence. Elle était divisée en deux corps marchant séparément, et que suivait à quelques journées de distance la réserve composée en majeure partie d'auxiliaires germains. Constantin et son quartier-général se trouvaient à la queue du premier corps, commandé par Justinus; Néviogaste conduisait le second, et la réserve avait à sa tête Gérontius et un général frank nommé Édowig. Ces troupes s'avançaient sans trop de précaution, comme dans un pays dont la population leur était favorable, car Lyon les avait accueillies

en libératrices, et Vienne, ainsi que Valence, s'était empressée de leur ouvrir ses portes. Justinus, placé à l'avant-garde du premier corps, vint donc donner en plein dans l'embuscade de Sâr. Attaqué à l'improviste, il se laissa troubler, sa troupe voulut fuir; mais, embarrassée par les obstacles du terrain, elle fut coupée, culbutée dans le Rhône ou massacrée. Justinus périt en combattant. Constantin, qui réussit à s'échapper, regagna Valence, où il se renferma avec ce qu'il put rallier de fuyards. Sur ces entrefaites arriva le second corps d'armée commandé par Néviogaste, qui, avant d'en venir aux mains, voulut s'expliquer avec le général de l'empereur, et lui fit proposer une conférence que celui-ci accepta. Un lieu assez voisin du camp romain fut choisi pour l'entrevue; on convint de l'heure, et les garanties et sermens d'usage furent échangés mutuellement; mais lorsque, sous la sauvegarde de la foi jurée, Néviogaste s'y rendait avec confiance, des hommes apostés par Sâr fondirent sur lui et le tuèrent. La division gauloise, privée de son chef, fit retraite dans le plus grand désordre jusqu'au-delà de Valence, et le général d'Honorius vint mettre le siége devant cette ville, persuadé qu'il tenait déjà Constantin. Celui-ci ne perdit point courage, et, par une défense vigoureuse, laissa à la division de Néviogaste le temps de se reformer et à la réserve celui d'arriver.

Le siége durait depuis sept jours sans beaucoup de progrès de la part des assiégeans, lorsqu'on apprit que la réserve approchait. La présence de Gérontius, esprit plein de ressource et de décision, sembla changer subitement la face des choses, en inspirant autant de découragement à l'ennemi que de confiance aux assiégés. Sâr, qui n'était venu en Gaule que pour un coup de main, pour surprendre, tuer ou enlever le tyran, et non pour faire une guerre en règle contre des forces supérieures, jugea sa mission terminée. Comme le temps pressait, il se mit à piller les campagnes voisines, entassant dans ses chariots tout ce qui tomba sous sa main; puis il leva le siége et reprit le chemin de la montagne avec autant de promptitude que le permettait l'énorme quantité de butin qu'il traînait après lui. Sa richesse faillit le perdre. Les mêmes montagnards qui l'avaient laissé entrer sans opposition, lorsqu'il était à peu près nu, l'attaquèrent au retour quand ils le virent si riche; ils se mirent en *bagaudie,* suivant le mot des historiens, c'est-à-dire en état de brigandage, et tous, alertes, acharnés à leur proie, faisant pleuvoir sur sa troupe perpétuellement rompue des avalanches de rochers, enlevant ses bagages, égorgeant ses traînards, ils finirent par l'emprisonner dans un vallon sans issue. Pendant ce temps, Gérontius le suivait à la piste et allait bientôt l'atteindre. Il était perdu, lui et les siens, si les montagnards n'eussent consenti à les laisser partir

au prix de tout leur butin. C'est dans cet équipage que Sâr regagna l'Italie, ridiculement dévalisé et battu après tant de fanfaronnades et de promesses sans effet.

Constantin, sorti de Valence, reprit sa marche le long du Rhône. Il croyait avoir au moins une bataille à livrer avant d'arriver devant Arles, car l'armée qui gardait cette métropole était assez nombreuse pour en défendre les approches; mais il se trompait : Liménius et Chariobaude ne l'attendirent point. Soit qu'une terreur panique se fût emparée d'eux après la déconvenue de Sâr, soit qu'ils ne se fiassent qu'à demi à la fidélité de leurs soldats, les deux représentans d'Honorius jugèrent à propos de mettre à couvert en leurs personnes la dignité de l'administration romaine : ils s'embarquèrent inopinément pour l'Italie. Ce départ, trop semblable à une fuite, devint le signal de grands excès dans les murs d'Arles et de plusieurs autres villes de la province. Les familiers du préfet, les partisans déclarés du gouvernement central, les serviteurs dévoués de l'empereur Honorius, furent chassés et pillés, quelques-uns même perdirent la vie. L'évêque d'Arles eut peine à sauver la sienne. Signalé à la défaveur publique pour son attachement à la maison de Théodose, il se vit expulsé de son siége par une émeute des habitans et banni de la ville. Celui d'Aix, plus malheureux encore, fut assailli dans son église et massacré. L'effervescence gagnait de proche en proche, et la province aurait eu à déplorer les plus grands maux, si les troupes prétoriennes, privées de leurs chefs, n'eussent mis fin à l'anarchie en faisant leur soumission au tyran. Entré dans la métropole des Gaules au milieu d'acclamations universelles, l'ancien manipulaire des légions de Bretagne alla s'installer au palais des césars, sous ces voûtes fatales qui avaient abrité jadis Maximien Hercule et Fausta.

III.

Arles, bâtie au-dessous de la bifurcation du Rhône, était alors une ville riche et populeuse. Le principal bras du fleuve la coupait en deux parties, du nord au midi, ou plutôt elle formait deux villes distinctes, l'une s'élevant en pente douce sur les rochers de la rive gauche, l'autre s'étendant à plat dans la grande île créée par les atterrissemens du Rhône. Celle-là était la cité gauloise et gallo-romaine, colonie de la sixième légion de Jules-César et embellie par les monumens des empereurs païens; celle-ci devait sa fondation au premier empereur chrétien. Un pont de bateaux les reliait l'une à l'autre à travers le fleuve. Vers l'extrémité occidentale de la vieille ville, un château fortifié dressait sa masse imposante de briques et

de pierres et ses tours en saillie sur le lit du Rhône : c'était le palais impérial, ouvrage de Constantin, que surmontait une coupole ou *trulle,* qui lui donna son nom au moyen âge (1). Des terrasses qui le dominaient, l'œil embrassait au loin la double cité, sa double enceinte de murs crénelés et de tours, et dans la campagne au nord, les files longues et pressées de tombeaux qui composaient comme une troisième cité, la cité des morts. Au centre des habitations, à l'orient du palais, on apercevait le forum quadrangulaire entouré d'arcades et décoré de colonnes et de statues, puis l'église métropolitaine, un des premiers sanctuaires du culte chrétien dans les Gaules, les thermes, le théâtre, et près de l'enceinte méridionale, sur le point culminant du rocher, l'amphithéâtre couronnant la ville comme un diadème. Plus bas, en descendant vers le fleuve, on apercevait le port et ses flottes marchandes, qui venaient échanger les trésors de la Grèce et de l'Asie contre les denrées de l'Occident, puis, aussi loin que la vue pouvait s'étendre, les mille canaux qui sillonnaient la campagne, la fosse de Marius et les étangs où le Rhône se décharge avant d'arriver à la mer.

L'hôte nouveau qui ramenait sous les voûtes du Trulle le nom de Constantin était Gaulois de naissance, et sa famille résidait en Gaule. Elle se composait de deux fils. L'aîné, qui était moine, s'appelait Constant; l'autre, encore adolescent, se nommait Julien : il semble que cette obscure famille des Gaules, par une sorte d'instinct prophétique, avait pris à tâche de se modeler en tout sur la maison du premier empereur chrétien. On ignore quelles circonstances avaient conduit Constant dans un cloître; mais il y vivait paisiblement, quand la prodigieuse fortune de son père l'en vint tirer. Constantin, qui avait besoin d'un lieutenant et d'un successeur, appela à lui ce fils aîné, lui fit mettre bas le froc, le nomma césar et le maria; Julien, trop jeune pour figurer encore dans le gouvernement, reçut le titre de *nobilissime,* suivant l'usage des maisons impériales. Quand il eut ainsi organisé la sienne, Constantin fit appel à tout ce que la Gaule renfermait d'hommes considérables afin de se constituer par leur moyen une administration. Un grand nombre accoururent, principalement des provinces du centre et du sud-est, les uns mus par le désir patriotique d'assister un pouvoir qui avait commencé la délivrance du pays et pouvait seul la mener à bonne fin, d'autres dans une vue plus systématique, celle de fonder, sous un empereur national, un empire gaulois séparé de l'Italie, sans cesser d'être romain, ce qui avait été à toutes les époques le rêve de la Gaule. Je passe

(1) Château de la *Trouille.* Le palais de Constantin à Byzance, surmonté aussi d'un dôme, portait vulgairement le nom de *Trulle.* On peut consulter là-dessus le *Glossaire* de Ducange.

sous silence les ambitieux et les intrigans, qui se présentèrent d'eux-mêmes. Parmi ceux que leur nom, leur condition, leur vie passée, signalaient particulièrement à l'attention du nouveau césar, se trouvèrent trois personnages dont je dois parler avec quelque détail : le Lyonnais Apollinaris, l'Arverne Decimus Rusticus, et un ancien moine, nommé Héros, que la voix publique désignait pour succéder au métropoliain d'Arles, chassé de son église, ainsi que je l'ai raconté plus haut.

Il n'y avait pas dans toute la province lyonnaise de nom plus ancien et plus considéré que ce nom des Apollinaires, auquel le poète évêque de Clermont, petit-fils de celui dont nous parlons ici, donna sa plus haute consécration historique. Les dignités publiques, et non-seulement les charges provinciales et municipales qu'on appelait *petites*, mais les charges de l'état, les *grandes*, telles que les préfectures du prétoire et les vicariats, les maîtrises des milices, la préfecture de Rome, semblaient être le patrimoine de cette famille, qui compta plus d'un patrice parmi ses membres. L'aïeul de Sidoine avait servi utilement la Gaule dans sa cité, au barreau et sous les drapeaux de l'empire, pendant les règnes de Valentinien et de Gratien, et il y avait acquis la réputation d'un homme honnête, modéré, de bon conseil. En s'attachant à Constantin, il vit surtout l'homme qui tirait son pays de la ruine. Une particularité le distingua dans la longue succession des Apollinaires : c'est qu'il fut le premier chrétien de sa race, restée jusqu'alors obstinément païenne, soit par respect pour la tradition, soit par prétention aristocratique et affectation de vieille noblesse, car la noblesse provinciale, s'attachant à singer en toutes choses le patriciat romain, restait souvent païenne pour se vieillir. Sidoine, de qui nous tenons ces détails, nous vante d'ailleurs dans son aïeul l'indépendance du caractère et la franchise de la parole : « Il sut, nous dit-il, donner, sans danger pour lui-même, un exemple ordinairement bien périlleux, celui de la liberté sous les tyrans. »

Constantin le chargea de la préfecture des Gaules, tandis qu'il prenait Decimus Rusticus pour son maître des offices. Quoique lié avec Apollinaire d'une affection qui datait de l'enfance, son camarade sur les bancs de l'école, son frère sous la tente et son collègue dans les charges publiques, Rusticus était d'une tout autre humeur que son âmi. Né en Auvergne, il appartenait à cette race de montagnards durs, opiniâtres et quelquefois cruels, qui furent les héros de la Gaule indépendante contre les Romains, et devaient être encore ceux de la Gaule civilisée contre les Barbares. L'Arverne Decimus nous apparaît dans l'histoire comme un esprit systématique et absolu. Il semble avoir été un des types de ce parti gallo-romain qui

voulait briser l'unité entre l'Italie et la Gaule, avoir son empire, avoir son empereur sous la fédération romaine, tout en conservant les lois, la civilisation, la religion de Rome. C'était ce parti actif et remuant qui entretenait une agitation perpétuelle dans les Gaules toutes les fois que ce grand pays n'était pas le siége de l'empire occidental, c'était lui qui suscitait des tyrans, et il portait à la maison de Théodose une inimitié implacable. Si Apollinaire aimait dans Constantin le libérateur de la Gaule, Rusticus estimait surtout le tyran. Constantin, en le nommant son maître des offices, lui confiait la surveillance des autres fonctionnaires et la police générale de l'état : chargé d'organiser la nouvelle administration, il y plaça vraisemblablement beaucoup d'hommes qui lui ressemblaient.

Quant à Héros, le troisième personnage dont j'avais à parler, c'était un homme savant et pieux, qui avait suivi la discipline monastique sous la direction même de saint Martin, et se fit plus tard un renom parmi les docteurs de l'église dans la querelle du pélagianisme. De grands saints, et en particulier saint Augustin, professaient pour lui une estime profonde. Avait-il connu Constant dans les monastères de Ligugé et de Marmoutier, à l'époque où tous deux portaient le froc? ou le souvenir de leur commune profession suffit-il pour les rapprocher? On ne saurait le dire; mais ils se lièrent bientôt d'une amitié fidèle : Constantin fut pour Héros un protecteur, et celui-ci le paya d'un dévouement qui ne se démentit point dans le malheur. Le nom grec d'Héros paraît indiquer qu'il était né dans une des colonies grecques de la côte, peut-être dans Arles même, où les idiomes hellénique et latin se parlaient concurremment, et où la liturgie admettait encore au VIe siècle des chants alternatifs dans les deux langues. Quoi qu'il en soit de l'origine d'Héros, les habitans d'Arles le désirèrent pour évêque, et se trouvèrent en cela d'accord avec Constantin. Héros à son tour, par l'autorité du nouvel empereur et par sa propre influence, fit nommer à l'évêché d'Aix un autre disciple de saint Martin, appelé Lazare, son compagnon au cloître, son second dans les luttes théologiques contre la doctrine de Pélage. Lazare, qui osa monter sur ce trône épiscopal encore sanglant, sut y rétablir la paix.

Tout en donnant ses soins aux affaires civiles, le tyran n'avait pas oublié ce qu'il devait à la Gaule et ce que la Gaule attendait d'abord de lui. A peine installé, il s'était mis en campagne contre la horde alano-vandale, qu'il balaya de la frontière narbonnaise, puis il l'attaqua résolument corps à corps, et la défit dans une grande bataille. Elle essaya de se rallier, mais il la poursuivit de proche en proche, jusque dans l'angle que forment à l'extrémité sud-ouest des Gaules les Pyrénées et l'Océan, et il l'y tint comme assiégée.

Les Barbares effrayés demandèrent la paix. On reprocha plus tard à Constantin de ne les avoir pas forcés dans leurs derniers retranchemens, où il eût pu les exterminer; mais il craignit, avec raison sans doute, de pousser à bout des peuples si féroces et de leur rendre par le désespoir le courage qu'ils avaient perdu. Il leur accorda donc ce qu'ils demandaient, la paix et des terres, et leur assigna pour cantonnement le territoire où il les avait acculés, leur imposant en retour la loi ordinaire des fédérés, savoir : l'obligation de rester dans leurs limites, de n'avoir d'amis que ses amis, d'ennemis que ses ennemis, de lui fournir des contingens auxiliaires, et de ne causer aucun trouble aux villes ni aux campagnes des Gallo-Romains. La convention fut jurée de part et d'autre, et la horde mit bas les armes. Elle avait été d'ailleurs menée si rudement, le nom de Constantin lui inspirait un tel respect, qu'elle le fit sans arrière-pensée. Quant à lui, après avoir mené à bonne fin la guerre barbare, il crut pouvoir songer à la guerre civile et se prémunir contre une nouvelle attaque d'Honorius. Il envoya des troupes dans les Alpes, fit occuper les passages et réparer les forts qui tombaient en ruine; des travaux pareils, effectués sur la ligne du Rhin, complétèrent la défense des Gaules. Ainsi garanti contre les menaces du dehors et salué par les bénédictions du dedans, le nouveau pouvoir sembla dès-lors inébranlable.

Tout réussissait comme par enchantement à ce favori de la fortune, ce soldat d'hier qui tenait aujourd'hui sous sa main la Bretagne et la Gaule; toutefois il lui manquait l'Espagne pour être l'égal des césars transalpins, ses prédécesseurs légitimes ou tyrans, Postume, Maximien Hercule, Constance Chlore et le grand Constantin lui-même à son début. Or cette infériorité lui pesait, et il ne rêva bientôt plus que la conquête de l'Espagne. Son ambition en cela se trouvait d'accord avec l'intérêt politique des partis qui voulaient l'indépendance de la Gaule, et de plus avec l'orgueil gaulois, car la Gaule, centre et métropole de l'extrême Occident, regardait la péninsule ibérique comme une de ses dépendances naturelles. L'empire gaulois n'était complet qu'avec ses deux appendices, la Bretagne et l'Espagne, et comme pour le créer fort et durable, il fallait le créer complet, les amis de l'indépendance gauloise opinaient dans la circonstance pour qu'on fît sans délai la guerre à l'Espagne. L'intérêt politique disait la même chose. Il était dangereux en effet, quand on avait tout à redouter de l'Italie, de garder à sa porte une province romaine, théodosienne passionnée, qui était déjà un foyer d'intrigues et de complots contre l'ordre politique reconnu par la Bretagne et la Gaule. Deux armées romaines, descendant au même instant des Pyrénées et des Alpes, pourraient mettre fort mal à l'aise l'empire gaulois et son empereur.

Voilà ce qu'on répétait de toutes parts. Enfin la haine contre Théodose et sa famille, très vive de ce côté des Alpes, y trouvait aussi de quoi se satisfaire : conquérir l'Espagne, c'était abaisser la patrie de Théodose et briser l'orgueil de sa maison.

Ce grand empereur, comme on sait, était né en Galice d'une famille indigène, qui prétendait remonter à Trajan, et s'étendait en rameaux nombreux sur tout l'occident de l'Espagne. Le pays était donc peuplé de parens d'Honorius qui formaient dans l'aristocratie ibérienne une sorte de tribu royale à laquelle tout le monde voulait être affilié de près ou de loin. La constitution de la société espagnole, où la grande propriété existait plus vaste encore qu'en Italie, et presque autant qu'en Afrique, favorisait les prétentions de cette aristocratie, et donnait une base solide à sa puissance. En Galice, en Lusitanie, en Bétique, il n'était pas rare de voir une seule famille posséder la moitié d'une province, avoir assez de cliens pour en former une armée et de revenus pour faire la guerre à ses frais. Dans cette foule de parens plus ou moins directs, mais tous très ardens à soutenir le nom de Théodose, Honorius comptait quatre cousins germains, fils d'un frère de son père : on les appelait Didyme, Vérinien, Lagodius et Théodosiole. A d'immenses propriétés et à une clientèle non moins grande, ils joignaient la fierté de leur sang et la ferme volonté de ne point déchoir. Les deux aînés surtout, Didyme et Vérinien, étaient connus pour des hommes entreprenans qui tenaient déjà une partie de l'Espagne sous leur influence, et avaient su se rattacher les garnisons romaines, peu nombreuses il est vrai, qui stationnaient dans cette province. Tout cela créait pour l'empereur et pour l'empire gaulois une sorte de nécessité de conquérir l'Espagne, tant pour se fortifier eux-mêmes que pour ravaler Honorius et affaiblir l'Italie.

Au reste, Didyme et Vérinien épargnèrent à Constantin le soin de chercher un prétexte en armant les premiers et en faisant occuper les passages des Pyrénées par leurs cliens : l'empereur gaulois y vit un défi, et se hâta de préparer une expédition, dont il remit le commandement à son fils Constant. C'était pour le césar une excellente occasion d'apprendre la guerre, et Constantin le plaça sous la direction de Gérontius, maître aussi habile que dur et impérieux. Il lui donna pour conseiller dans l'administration civile son préfet du prétoire Apollinaire. Comme on ne doutait point du succès de la campagne, Constant reçut une maison digne d'un césar et un office d'employés et d'agens préposés au gouvernement de l'Espagne; il emmena même sa femme avec lui. Dès que tout fut prêt, la guerre commença. Les chefs espagnols avaient compté sur la difficulté des passages autant que sur la fidélité de leurs cliens; mais ces mêmes

ports des Pyrénées, qui avaient été pour les masses inorganisées des Alains et des Suèves une barrière insurmontable, cédèrent à la bravoure disciplinée des Gaulois. Les provinces orientales de la Péninsule furent bientôt à feu et à sang. Au reste, le moine défroqué ne se montra pas trop emprunté sous le manteau de général; les leçons de Gérontius lui profitèrent malgré leur rudesse, tandis que l'esprit conciliant et les sages mesures d'Apollinaire lui ménageaient d'autres succès près des populations espagnoles. Le ridicule de sa métamorphose fut en partie effacé.

Des provinces de l'est, la guerre passa successivement dans celles du centre et de l'ouest, pour se resserrer enfin dans les montagnes de la Galice et dans la haute chaîne au pied de laquelle coule le Tage. C'était le boulevard de l'aristocratie ibérienne et le berceau de la famille de Théodose; on s'y battit donc avec acharnement, mais le génie militaire de Gérontius et l'intrépidité de ses troupes surmontèrent tous les obstacles. D'ailleurs la défense manqua d'unité par suite de la jalousie des deux frères, chefs principaux de la guerre, qui ne cessaient de se contrarier dans leurs opérations : il fallut la mauvaise fortune pour les réunir. Bientôt aussi le peuple espagnol se lassa de suivre des hommes qui se battaient pour leurs priviléges, et les parens de Théodose se virent réduits peu à peu aux laboureurs de leurs domaines. Dans cette situation désespérée, ils surent tenir encore longtemps. Constant les traquait de montagne en montagne, ardent à leur poursuite et désireux de les prendre vivans; mais Didyme et Vérinien lui échappaient toujours pour reparaître bientôt, et ce jeu coûta cher à l'armée gauloise. Enfin un traître dévoila la retraite des deux fugitifs et les livra avec leurs femmes pour de l'argent. Théodosiole et Lagodius, mettant bas les armes, gagnèrent la côte orientale, où ils s'embarquèrent furtivement : l'un se rendit à Constantinople, l'autre en Italie. Ce fut la fin de la guerre : les garnisons romaines firent leur soumission comme le peuple, et l'Espagne reconnut le gouvernement de Constantin. Cæsar-Augusta, aujourd'hui Saragosse, devint la résidence du césar, qui y fixa sa cour et le siége de son administration. Quant à Gérontius, il conserva le commandement supérieur de l'armée. De concert avec lui, le césar prit une mesure que justifiaient peut-être les droits de la conquête et le besoin pour la Gaule de rester maîtresse des communications avec son diocèse à peine pacifié, mais qui eut le tort de blesser au vif les Espagnols. Elle consistait à retirer des mains des habitans les ports des Pyrénées pour en remettre la garde à des soldats de l'armée gauloise. Constant le fit et choisit pour ce service de confiance un corps de Barbares auxiliaires, organisés jadis sous les auspices d'Honorius, et appelés de son nom *honoriaques*, braves soldats, propres à tout, sauf à garder de riches cités et des campagnes opulentes.

L'ancien disciple de saint Martin, devenu de moine soldat et conquérant au rebours de son maître, n'avait pas, malgré tant de succès, l'âme pleinement satisfaite. Il lui fallait encore montrer sa gloire à la Gaule qui peut-être en avait douté, entrer dans Arles triomphalement, passer sous les portes monumentales et traîner lui-même aux pieds de l'empereur ses deux captifs chargés de chaînes; tel était le rêve de son orgueil. Il reçut donc avec joie l'ordre de partir pour la Gaule, où son père avait à l'entretenir d'affaires importantes, et mit à son départ une telle précipitation, qu'il n'emmena point sa femme, laquelle, nous dit un vieil auteur, resta au palais de Saragosse avec tout l'attirail de la dignité impériale. L'histoire nous a envié le récit des pompes qui accompagnèrent la réception du césar dans la métropole de l'empire gaulois; mais elle dépassait, à ce qu'il paraît, tout ce qu'il avait lui-même désiré. Son père, au milieu des acclamations publiques, lui plaça sur le front le diadème des augustes, se l'associant pour collègue dans la plénitude du pouvoir souverain. Quant aux deux Espagnols, Constantin les fit conduire en prison et mettre sous bonne garde jusqu'à ce que certains événemens dont nous allons rendre compte eussent décidé s'ils devaient vivre ou mourir. Le tyran des Gaules voyait en effet dans ces parens d'Honorius, dans ces neveux du grand Théodose tombés vivans entre ses mains, un nouvel instrument de fortune, des otages précieux dont la conservation ou la perte devait servir à de nouveaux projets d'ambition : c'était là l'affaire pressante pour laquelle il avait mandé son fils. Pour bien faire comprendre les projets du tyran des Gaules et cette nouvelle fortune à laquelle il aspirait, j'ai besoin de donner quelques explications théoriques sur la nature même et sur les conditions nécessaires du pouvoir impérial d'après la constitution romaine.

D'après le droit politique romain, l'empire était *un;* ses divisions, ses partages n'étaient pas autre chose que des séparations administratives, des limites de juridiction établies pour les besoins du gouvernement. Quels qu'en fussent le nom et le nombre, on n'y voyait point un morcellement de territoire, et l'intégrité du monde romain ne s'en trouvait point affectée. Tel était le principe fondamental de la constitution, qui ne périt qu'avec elle.

De même que l'empire, la puissance qui le gouvernait était *une,* quels que fussent le nombre et les titres des gouvernans; qu'il y eût un auguste, ou deux, ou trois, ou bien deux augustes et deux césars, comme dans la tétrarchie de Dioclétien, peu importait. Les gouvernans, césar ou auguste, ne faisaient qu'exercer en commun un pouvoir unique, chacun dans la sphère que la volonté de tous lui assignait : le césar avec une action limitée, l'auguste avec la plénitude de l'autorité souveraine, l'un et l'autre sur les territoires qui

leur étaient confiés. Unité et indivisibilité, c'était là, pour la puissance impériale, une condition tellement absolue, qu'une loi faite par un empereur devenait à l'instant même obligatoire pour les autres et applicable par tout le monde romain, au moins quant à ses dispositions générales, les dispositions particulières gardant seules un caractère administratif purement local. La loi était en effet considérée comme l'émanation de la puissance impériale elle-même, résultat d'une même volonté, exprimée par un au nom de tous. Cette théorie de l'unité et de l'indivisibilité du pouvoir impérial reposait sur l'axiome juridique que le prince était le peuple lui-même, volontairement, légalement transformé. Or, le peuple étant de sa nature un et multiple, le prince conservait virtuellement son unité dans la multiplicité. Ceci est bien subtil assurément; mais quiconque a étudié les jurisconsultes romains sait que tout s'enchaînait dans leur système avec une rigueur de logique qui ne reculait devant aucune conclusion.

Une conséquence pratique de la théorie dont je viens de parler était celle-ci : qu'aucun empereur ne régnait légitimement, s'il n'était reconnu, agréé par les autres, admis par eux dans la jouissance du pouvoir commun, et cette reconnaissance mutuelle, cette participation consentie à un même droit, s'appelait, en langage juridique, *unanimitas*. Unanimité et légitimité étaient synonymes. L'unanimité avait pour formule l'adoption : l'empereur agréé par les autres passait dans leur famille à titre de fils ou de frère, et prenait leur nom. Hors de là, il n'y avait plus que des tyrans, produits illégitimes de la révolte, dont les actes étaient nuls et les lois exclues du reste de l'empire, rescindées, rayées des codes après leur mort. La poursuite de l'unanimité avait ses règles et ses formules. Le poursuivant par droit d'usurpation (je ne parle ici que de ce cas), expliquant à sa manière les circonstances de sa révolte (car il avait toujours accepté l'empire malgré lui), s'excusait près de ses collègues et sollicitait leur consentement tardif. Si la demande était repoussée, le poursuivant faisait ordinairement la guerre. Si elle était admise, il recevait de l'auguste régnant une lettre dans laquelle celui-ci le traitait de frère ou de fils, et le déclarait césar en signe d'adoption. Bientôt arrivait un délégué porteur du manteau impérial et d'un rescrit qui élevait le césar au rang d'auguste et de collègue de l'empereur régnant. L'investiture opérait sa transformation légale, et le faisait passer de la condition de tyran à celle de successeur légitime des césars.

Le principe de l'unanimité, excellent au point de vue de la conservation de l'empire, n'était pas moins favorable à la tranquillité des provinces. S'il ne suffit pas à les garantir de la guerre civile, qui

éclata trop souvent, même entre des empereurs unanimes, il les prémunit du moins contre l'état de guerre permanent et la création de nouvelles sociétés politiques, qui eussent été la conséquence inévitable du morcellement. La société romaine y trouva une sauvegarde plus encore que le territoire romain. Il se présenta cependant des circonstances assez fréquentes, surtout au déclin de l'empire, où certaines provinces, ayant plus d'intérêt à l'isolement qu'à l'union, soit parce que le gouvernement central était faible, soit parce qu'il était oppressif, se donnèrent des empereurs particuliers. Dans ce cas, elles préféraient d'ordinaire les tyrans aux princes légitimes, parce que l'unanimité ramenait tôt ou tard les provinces séparées sous l'ascendant de Rome, si elles étaient situées en Occident, sous celui de Constantinople, si elles appartenaient à l'Orient. Chaque fois qu'une scission s'opérait dans l'empire, cette question vitale était agitée : elle le fut souvent en Gaule, et presque toujours elle y aboutit à l'établissement de *tyrannies*, c'est-à-dire à la complète séparation. Dans cette occurrence, la Gaule commençait par associer à son mouvement l'île de Bretagne et l'Espagne, ses appendices, puis elle s'organisait un gouvernement à la manière romaine et suivant les lois romaines, car nul ne songeait à abdiquer ce beau titre de *Romain*, l'opposé de *Barbare* et le synonyme de *civilisé*. Plusieurs de ces empereurs gaulois, qualifiés de tyrans en Italie, furent de grands princes, justes et sages au dedans, redoutés au dehors. Il existait donc en Gaule un parti dont les tendances étaient pour la rupture de l'unité politique sans aller jusqu'à celle de l'unité sociale. Tant que les empereurs d'Occident avaient résidé à Trèves, ce parti, n'ayant plus de raison d'être, s'était dissous, ou ne s'était montré que par sa persistance à vouloir imposer à tout l'empire d'Occident des choix faits en Gaule et en Bretagne; mais lorsque Théodose eut ramené en Italie le siége du gouvernement occidental, le parti de la séparation se releva plus ardent, plus exclusif que jamais. Il embrassa de prime abord la cause du tyran Constantin, il travailla à son succès, il se rallia à son gouvernement, il vit dans ce soldat favorisé de la fortune un instrument pour son propre triomphe, et, ainsi que je l'ai dit, tout nous fait supposer que le maître des offices, Decimus Rusticus, était un des chefs de ce parti.

Mais si les provinces se trouvaient quelquefois appelées par leur intérêt à se donner un tyran plutôt qu'un prince légitime, ce n'était pas le compte des tyrans eux-mêmes, à qui ce titre bâtard pesait, et qui n'avaient rien de plus à cœur que d'obtenir l'unanimité dès que leur puissance paraissait bien établie. Cette fantaisie avait passé par la tête du soldat gaulois, dont l'ambition croissait en proportion de sa fortune. Maître de la Bretagne, il avait désiré la Gaule; maître

de la Bretagne et de la Gaule, il avait convoité l'Espagne; maintenant il voulait être empereur de plein droit, et se voir inscrit dans les fastes consulaires en compagnie des fils de Théodose. La capture de Didyme et de Vérinien le mettait sur la voie d'un arrangement, si Honorius tenait le moins du monde à la vie de ses parens et à l'honneur de sa maison. Résolu à tenter l'aventure, et sans attendre même l'arrivée de son fils et la remise des prisonniers entre ses mains, il avait fait partir secrètement pour Ravenne quelques affidés chargés de sonder Honorius et de lui faire au besoin les propositions suivantes : Constantin s'engageait à lui rendre ses parens sains et saufs immédiatement, et à lui envoyer en Italie une armée gauloise, dont il disposerait pour ses propres besoins, si Honorius le reconnaissait pour empereur légitime et pour frère. Une telle proposition pouvait à bon droit sembler étrange au lendemain de la guerre d'Espagne et de la part d'un homme qui venait d'abaisser, de dépouiller, d'anéantir autant qu'il était en lui la maison de Théodose, et l'on devait penser qu'elle n'obtiendrait rien qu'un refus humiliant; mais Constantin connaissait Honorius et les affaires de l'Italie. Il savait bien qu'il s'adressait à un homme aux abois, qui s'était perdu à force de perfidie, d'imprévoyance et de lâcheté, à un malheureux capable de tout subir, comme il l'avait été de tout faire. Stilicon, le sauveur de Rome, l'effroi d'Alaric, venait d'être assassiné dans Ravenne par les ordres de l'empereur au mois d'août de cette même année 408; l'Italie n'avait plus ni chef ni armée, et bientôt Alaric s'était présenté aux portes de Rome. Constantin vit tout de suite ce que cette situation avait de favorable à son projet, et ses envoyés étaient déjà sur le chemin de Ravenne. Il les avait fait partir à l'insu de Decimus Rusticus, qu'il ne voulait mettre dans la confidence que plus tard, si l'ambassade réussissait; au moins c'est ce qu'il est permis de supposer d'après les faits de l'histoire. Quant à ces prisonniers, ces gages du succès, ces précieux otages, au moyen desquels il croyait tenir Honorius, il recommanda probablement à son fils d'avoir pour eux dans leur prison tous les ménagemens que leur condition réclamait, et surtout de les bien garder.

AMÉDÉE THIERRY.

(*La seconde partie à un prochain n°.*)

LE

CHEVALIER SARTI

HISTOIRE MUSICALE

VIII.

MORT DE BEATA. — CHUTE DE VENISE.[1]

I.

Sous prétexte de servir la passion du chevalier Sarti et d'enlever Beata, Zorzi et Villetard avaient organisé un vrai complot politique. On voulait s'emparer de plusieurs personnages importans de la république, tels que François Pesaro et le sénateur Zeno, dont on connaissait l'hostilité contre les idées nouvelles, et intimider par un coup d'audace les ennemis de la démocratie et de l'alliance française. C'est Zorzi qui avait abordé Beata sur la place Saint-Marc, où il faillit l'enlever, et c'est lui aussi qui avait eu l'idée de la mascarade des rois mages, dont l'apparition au *Salvadego* avait causé à Beata une si grande émotion. Pendant ce temps-là, les autres conjurés, disséminés dans les différentes salles du casino, s'efforçaient de mettre à exécution le plan qui avait été conçu par Zorzi, sans se douter que depuis plusieurs jours ils étaient surveillés par la police de l'inquisition. Les deux portes du casino étaient gar-

(1) Voyez les livraisons des 1er janvier et 15 août 1854, 1er et 15 août 1855, 15 avril et 15 juin 1856, et du 15 février 1857.

dées à vue par des sbires déguisés, et c'est à l'une de ces entrées que Zorzi reçut dans le côté droit un coup de stylet qui fit manquer l'entreprise. L'instinct de Beata ne l'avait pas trompée, c'était bien Lorenzo qui se trouvait à la table de jeu au moment où la fille du sénateur s'y était arrêtée au bras du chevalier Grimani. Ce masque, qui la poursuivait d'un regard impitoyable, c'était le chevalier Sarti, qui l'avait attendue à la sortie de son palais, et qui n'avait perdu ses traces que sur la place Saint-Marc. Il n'y a pas de déguisement qui puisse cacher aux yeux d'un amant la femme qu'il aime. La taille élégante de Beata, sa démarche noble et les molles langueurs de sa contenance auraient suffi au chevalier Sarti pour lui révéler la présence de la *signora*, quand même l'encombrement de la place Saint-Marc ne lui eût pas permis de l'approcher assez pour respirer le parfum de sa blonde chevelure. Après la scène muette de la salle de jeu, Lorenzo, ayant ramassé l'or qu'il venait de gagner, était sorti du casino pour aller changer de déguisement et prendre le costume de l'un des rois mages. Il fut arrêté à la porte du *Salvadego* et conduit sous les plombs du palais ducal.

Le chevalier y passa une nuit horrible. Aucune explication ne lui fut donnée sur les imputations dont il était l'objet. Le sénateur Zeno avait-il voulu se débarrasser d'un jeune téméraire qui avait osé lever les yeux sur sa fille, ou bien le chevalier Grimani aurait-il eu quelques soupçons du complot qui se tramait contre sa fiancée? Pourquoi Beata avait-elle opposé une si vive résistance au masque qui l'avait abordée sur la place Saint-Marc en lui parlant un langage dont elle ne pouvait méconnaître l'origine? Est-ce que l'odieux mariage qui allait s'accomplir et auquel on voulait la soustraire ne lui répugnait pas autant que se l'était imaginé le pauvre Lorenzo, qui avait cru trouver dans une fille de Venise une de ces créatures chimériques nées d'un souffle de la fantaisie? Qu'était-ce donc que la vie de ce monde, si rien ne résistait au contact du malheur, et si un caractère aussi noble que celui de Beata pouvait succomber lâchement aux préjugés d'une société avilie? — Ah! les femmes! se disait Lorenzo, ce sont des monstres de volupté et de sentiment, d'égoïsme sordide et d'abnégation héroïque, moitié anges et moitié démons, où la vérité et le mensonge, la force et les plus honteuses faiblesses se combinent et s'entremêlent d'une si étrange manière, qu'on ne sait si on doit les bénir ou les mépriser, les haïr ou les adorer!

Le lendemain de la nuit qui suivit son arrestation, Lorenzo essaya d'obtenir du geôlier qui vint lui apporter un déjeuner plus que frugal quelques éclaircissemens sur sa situation. On ne lui répondit que par des monosyllables insignifians, en lui recommandant la patience et la soumission aux ordres de la seigneurie.

— Mais de quoi m'accuse-t-on? répliqua Lorenzo avec vivacité.

— Je l'ignore, répondit le familier de l'inquisition, et ma mission n'est point de m'enquérir de la cause qui m'amène ici tant d'illustres convives.

— Pensez-vous qu'on me retienne long-temps dans ce lieu de misère?

— *Dio lo sà*, répondit le geôlier en se retirant et en fermant la porte avec fracas.

Les prisons si connues dans l'histoire sous le nom de *plombs* de Venise étaient des espèces de mansardes placées sous le toit du palais ducal et recouvertes en feuilles de zinc ou de plomb. C'étaient des cellules où l'air et l'espace étaient assez rigoureusement mesurés. Le plus grand supplice qu'éprouvaient ceux qui s'y trouvaient renfermés, c'était, après l'incertitude du sort qui les attendait, une chaleur étouffante pendant l'été et un froid excessif en hiver. Casanova, dans ses *Mémoires*, plus véridiques qu'on ne pense, a laissé une description des plombs de Venise dont on ne peut contester l'exactitude. Dans ce palais mauresque, bâti en 1355, par le doge Marino Faliero, sur les débris de celui qui avait été construit à l'origine de la république en 807 par Angelo Partecipazio, se trouvaient réunis tous les pouvoirs, tous les rouages du gouvernement de Venise, depuis le représentant viager de la souveraineté sur son trône d'or, le grand-conseil, le sénat, l'inquisition, les tribunaux, jusqu'à l'exécuteur des ordres rigoureux pourchassant devant lui les *anime dannate*, et qui, après avoir traversé le pont des Soupirs, les faisait descendre de cercle en cercle dans ces puits ténébreux, *bolgie infernali*, où l'on entendait :

Diverse lingue, orribili favelle,
Parole di dolore, accenti d'ira (1).

Peu de jours après l'arrestation du chevalier, qui avait eu lieu à la fin du mois de février 1797, le geôlier, qui s'était montré d'abord si laconique, entra un matin dans la cellule de Lorenzo, qu'il trouva plus triste et plus abattu que la veille. — Eh bien! *signore*, lui dit-il, car on voit à vos manières distinguées que vous appartenez sans doute à quelque illustrissime famille de Venise, que faites-vous donc là accroupi sur la fenêtre par un temps aussi froid? Par *san Marco benedetto*, n'allez-vous pas contracter aussi cette vilaine maladie du désespoir qui ne sert à rien, et qui a laissé ici tant de victimes? Tenez, ajouta-t-il avec un air de bonhomie, voici de quoi vous distraire un peu. Ce sont quelques vieux livres qui m'ont été légués par un de vos prédécesseurs qui n'a quitté ces combles où l'on voit briller au moins la lumière que pour descendre dans un lieu moins favorable à la lecture.

(1) Dante, *Inferno*, chant III.

Le geôlier remit alors à Lorenzo trois ou quatre volumes reliés avec un certain luxe.

— Vous êtes bien légèrement vêtu pour la saison où nous sommes, reprit le geôlier avec sollicitude, et puisqu'on a égaré le manteau que vous portiez au moment de votre arrestation, j'ai cru pouvoir vous offrir cette robe de chambre en velours qui vous tiendra un peu plus chaud que votre bel habit de soie. C'est un cadeau que m'a fait une *gentildonna* en reconnaissance des petits services que j'ai pu rendre à son mari, qui a été six ans mon pensionnaire. Voyons, continua-t-il, enveloppez-vous à l'instant dans cette bonne douillette, et croyez bien qu'on n'est pas un Turc pour être chargé d'une si pénible mission.

Ces prévenances, ces attentions presque délicates de la part d'un gardien de ces tristes demeures étaient fort extraordinaires. Lorenzo, enveloppé dans la riche robe de chambre qu'on lui avait apportée, et dont les cordons de soie entremêlés de fils d'or entouraient plusieurs fois sa taille, se mit à feuilleter les livres que le geôlier avait déposés sur une petite table aux pieds vermoulus qui, avec une chaise et un lit délabré, formait tout le mobilier de sa chambre. Ces volumes contenaient les dialogues de Platon, ***la Divine Comédie*** et ***la Nouvelle Héloïse***. Ce choix d'œuvres préférées, fournies par le hasard, étonna le chevalier. Il lut quelques pages du ***Phédon,*** du ***Philèbe,*** où le maître essaie de donner une définition du souverain bien, qu'il ne faut pas confondre avec le plaisir, et se plut davantage à la lecture de la ***République,*** où la description de la fameuse caverne, image de la vie humaine, avait une certaine analogie avec l'état de son âme et de sa situation; mais la froide dialectique de Socrate et de son divin disciple, ces subtilités d'un art suprême, qui avaient pu intéresser le chevalier Sarti alors qu'il était libre et plein d'espérances, n'étaient pas de nature à le distraire longtemps de l'unique objet qui remplissait son cœur. C'était Beata, Beata dans les bras de son époux et radieuse de bonheur, qu'il avait sans cesse devant les yeux! Son imagination exaltée lui retraçait tous les détails de ce mariage inique. Il voyait la fiancée à l'église prononçant le mot irrévocable, assise au banquet au milieu de ses nombreux amis, et puis se glissant furtivement dans la chambre nuptiale,... horrible pensée dont il ne pouvait supporter l'obsession!

— La voilà, s'écria-t-il avec désespoir, cette noble patricienne que je croyais au-dessus de la caste odieuse où elle est née, la voilà qui répudie devant Dieu les sentimens de sa jeunesse! Rendue à elle-même et dépouillée de l'éclat que lui avait prêté mon fol enthousiasme, la fille du sénateur Zeno n'est plus qu'une femme comme les autres, une esclave des préjugés et des somptuosités de la société. Tout sourit maintenant à ses désirs. Après une jeunesse en-

chantée par un amour passager, qui aura déposé au fond de son âme quelques souvenirs voilés qu'elle pourra évoquer dans les jours d'ennui sans se compromettre aux yeux du monde, la voilà en pleine possession de tous les avantages de la vie, tandis que moi, pauvre insensé, qui avais pris au sérieux une fantaisie de *gentildonna*, je suis condamné peut-être à passer mes jours dans une prison d'état! Ah! que n'ai-je suivi les conseils de l'abbé Zamaria! Le culte de l'art m'aurait guéri d'une passion funeste qui empoisonnera toute mon existence.

Dans les premiers jours du mois de mars, le geôlier Girolamo, dont les prévenances pour le chevalier Sarti devenaient de plus en plus délicates, entra dans sa cellule avec un vase rempli de branches de lilas. — Je vous apporte, lui dit-il d'un air tout joyeux, les prémices du printemps. Je sais par une longue expérience que la vue des fleurs produit toujours une impression agréable sur les prisonniers, et comme je tiens à ce que vous soyez content de mes petits services, j'ai fait venir de Murano ces premières pousses de lilas dont l'odeur parfumera votre chambrette. Dame! monsieur le chevalier, on n'a pas de ces attentions-là pour tout le monde.

Tout en remerciant Girolamo de sa bonne volonté, le chevalier ne parut pas étonné qu'on eût de pareils soins pour un détenu sans appui et sans nom. Sans expérience de la vie, et l'imagination frappée du lâche abandon dont il se croyait l'objet, Lorenzo était resté presque insensible à ces témoignages réitérés d'un cœur compatissant qui cherchait à lui alléger le poids de la solitude. Il ne s'était pas demandé une seule fois, dans son aveuglement, quelle main pieuse et discrète avait pu introduire dans une prison aussi rigoureuse des livres si bien choisis pour les besoins de son esprit et tant de douceurs incompatibles avec le régime de ces lieux sinistres. Cette riche robe de chambre dans laquelle il était enveloppé, ce linge blanc qui recouvrait son grabat, ces fleurs qui répandaient dans sa cellule un parfum d'espérance et de liberté, ne parlaient-ils pas assez clairement? Le hasard est-il donc si intelligent, qu'on puisse lui attribuer les effets d'une âme miséricordieuse? Un peu désappointé de l'inutilité de ses efforts pour distraire son prisonnier, qu'il voyait toujours plongé dans une morne tristesse, Girolamo, en se retirant, dit à Lorenzo avec un accent tout particulier : — S'il y a des anges en paradis, monsieur le chevalier, il y a sur la terre des femmes qui leur ressemblent.

En effet c'était l'âme de Beata qui avait opéré ces miracles; c'était elle qui, avec le concours du chevalier Grimani, constamment généreux, et par le crédit de sa propre famille, avait obtenu d'adoucir la captivité de Lorenzo, et de faire pénétrer dans ces tristes lieux un rayon de sa pieuse sollicitude. Ce n'était plus cette femme timide

que le moindre mot équivoque faisait tressaillir, et qui cachait son amour comme un avare cache son trésor; marchant la tête haute et le front rayonnant d'innocence, la fille du sénateur Zeno ne s'était interdit aucune démarche pour intéresser les amis de son père au sort du chevalier Sarti. Elle avait gagné le geôlier à prix d'or et en lui promettant de lui faire obtenir un emploi supérieur à celui qu'il remplissait, s'il consentait à faire tenir à son prisonnier les objets dont il pourrait avoir besoin. Munie d'un ordre des inquisiteurs d'état que lui avait procuré, non sans de grandes difficultés, le chevalier Grimani, Beata allait tous les matins s'informer auprès de la femme du geôlier de la santé de Lorenzo, plus d'une fois même elle avait supplié Girolamo de lui permettre de monter avec lui dans la cellule qui renfermait toutes les joies de sa vie; mais Girolamo répondait par un refus invariable à une demande qu'il n'eût pu satisfaire qu'au péril de sa tête. L'arrestation du chevalier Sarti avait été pour Beata une de ces catastrophes qui transforment et mûrissent promptement les caractères qui les subissent. Cette nature élégante et fière s'était laissé envahir par un sentiment vague, plein de charme et de rêverie innocente, où la pitié avait au moins autant de part que l'attrait mystérieux du sexe. Lorsque plus tard elle sentit s'élever du fond de son cœur ce trouble délicieux qui nous enivre et nous transporte au-dessus de nous-mêmes, elle en fut effrayée et s'efforça de le refouler dans sa source, ou tout au moins de le contenir dans de justes limites. Gouvernant sa vie avec la prudence et la dignité qui lui étaient propres, elle crut avoir atteint le but qu'elle désirait en conciliant son amour pour Lorenzo avec les exigences de sa position, son rêve de bonheur avec son devoir de fille et de patricienne. Elle s'endormit ainsi, pendant quelques années, comme un alcyon sur la cime des flots amers, bercée par leurs murmures décevans; mais survint un orage qui souleva les eaux de l'abîme, et Beata se réveilla en sursaut, tout émue du danger qu'elle avait couru. Après avoir vu Lorenzo renvoyé du palais de son père, elle chercha pour son cœur, fortement éprouvé, des consolations dans l'art, dans la poésie, que Lorenzo lui avait fait comprendre, et dans les cérémonies de l'église, qui sont elles-mêmes un long poème en action, racontant les plus grands miracles de l'amour.

Beata resta pendant quelque temps encore dans une sorte d'indécision douloureuse, attendant je ne sais quel coup du sort qui vînt éclaircir sa destinée. L'arrestation du chevalier Sarti mit un terme à ces cruelles perplexités, et Beata sortit de ces épreuves du malheur avec une résolution inébranlable; on aurait dit que ce n'était plus la même femme timide, réservée, tendre, compatissante, mais fière, et tenant à dérober au vulgaire le secret de son ravissement

intérieur; le voile était déchiré, et le souffle de l'amour avait élevé son cœur au-dessus des vanités de la société.

Un soir que Beata était seule avec son père dans le grand salon du palais Zeno, elle contemplait le noble vieillard assis devant une table, où il examinait des papiers d'état qu'on venait de lui apporter. Une lampe posée sur la table du sénateur éclairait à peine ce vaste salon carré, rempli de portraits de famille parmi lesquels se trouvait celui de la mère de Beata. La *gentildonna*, émue à l'aspect de cette tête blanche qui succombait sous le poids des soucis politiques, s'approcha de son père en silence et tomba à ses genoux, qu'elle mouilla de larmes. Le sénateur, presque aussi touché que sa fille, l'attira doucement sur son cœur, et lui baisant le front avec une effusion qui ne lui était pas habituelle :

— Oui, oui, ma fille, je vous comprends, lui dit-il d'une voix étouffée, je ne vous forcerai jamais à contracter une alliance qui ne répond pas à vos désirs.

Ce n'était pas là la réponse que Beata avait espéré tirer de la bouche de son père. Lorenzo était toujours en prison, et malgré ses démarches incessantes et les nombreux appuis qu'elle avait acquis à sa cause, elle n'avait pu réussir encore à l'arracher de sa captivité. Un mot de son père aurait peut-être aplani toutes les difficultés, et c'est ce mot qu'elle n'osait lui demander ouvertement, essayant de le faire jaillir, par ses caresses, de son cœur paternel. Le sénateur Zeno, eût-il deviné tout l'intérêt que prenait sa fille au chevalier Sarti, n'était pas homme à faiblir sur une question aussi grave. Les circonstances où se trouvait la république exigeaient toute la vigilance et toute la rigueur de l'autorité.

Les jours s'écoulaient, et les événemens extérieurs de la guerre devenaient de plus en plus menaçans pour Venise, sans que les démarches de Beata en faveur du chevalier Sarti eussent amené aucun résultat. Sa santé, déjà fort altérée, aurait eu besoin de repos et de cette sérénité d'esprit qu'elle avait perdue et qu'elle ne devait plus retrouver. Dans cet état d'alanguissement, que venait augmenter encore la tristesse profonde où elle voyait son père plongé, l'âme de cette noble fille se repliait sur elle-même, comme si elle eût cherché pour ainsi dire à condenser ses espérances, à donner une forme plus arrêtée aux vagues aspirations vers un idéal entrevu, à ces hymnes que chante la jeunesse à la beauté du jour, à ces douces chimères de la poésie dont elle s'était nourrie jusqu'alors. Beata allait donc souvent à l'église, et particulièrement à *San-Geminiano,* située au fond de la place Saint-Marc, et qui n'existe plus aujourd'hui. Elle y était attirée par le souvenir de la scène touchante qui s'y était passée une année auparavant, lorsque Lorenzo, caché derrière un

pilier, s'était précipité sur le livre de prières que Beata avait laissé tomber à terre dans un moment de contrition.

Une après-midi où elle se sentait plus désolée qu'elle ne l'avait jamais été, parce que depuis plusieurs jours elle n'avait pu pénétrer chez le geôlier Girolamo, dont la conduite commençait à éveiller les soupçons des inquisiteurs d'état, Beata se rendit à l'église San-Geminiano. On était dans le mois d'avril, et rien ne laissait espérer à Beata la délivrance possible du chevalier Sarti. Il devait y avoir ce jour-là à San-Geminiano je ne sais plus quelle cérémonie à laquelle devaient prendre part plusieurs jeunes élèves des *scuole* de Venise. Beata, qui était connue du maître de chapelle et du plus grand nombre des jeunes personnes qu'il avait sous sa direction, monta à la *cantoria*, tribune grillée qui se trouvait derrière le maître-autel. Un orgue de petites dimensions était placé en avant de la tribune, qu'il divisait ainsi en deux compartimens, dont chacun était occupé par un chœur de voix virginales. Après quelques préludes sur l'orgue exécutés par le maître de chapelle, auprès de qui Beata était assise ayant à ses côtés sa cameriste, les jeunes filles commencèrent à chanter des litanies de Lotti, célèbre compositeur de l'école de Venise dont les cendres reposaient dans l'église même de San-Geminiano. Chacun de ces chœurs, à deux parties et sans accompagnement, disait une strophe que l'autre reprenait ensuite avec la même onction pénétrante, et puis les deux groupes confondaient leurs accens isolés dans un ensemble harmonieux. Ces pieuses lamentations, d'une harmonie aussi pure que les voix qui les murmuraient, ces doux accords qui se dilataient lentement et répandaient dans le vaisseau de l'église une sonorité mystérieuse si bien appropriée au sens des paroles liturgiques, cette poésie de la prière qui remonte au berceau du genre humain et qui résume en quelques mots accessibles à tous les plus grandes vérités de l'ordre moral, produisirent sur Beata une impression profonde et décisive. Son cœur s'entr'ouvrit, comme si une secousse violente en eût brisé les ressorts et qu'un rayon de miséricorde en eût éclairé les replis les plus cachés. Elle tomba à genoux presque machinalement, et un déluge de larmes vint inonder son visage, fatigué par les angoisses. Saisie tout à coup d'un besoin d'expansion et de prière plus fort que sa volonté, ce qui est bien le signe de la vraie douleur, Beata, sans proférer un mot et comme dominée par l'émotion qui remplissait son âme, fit signe au maître de chapelle de se lever de son siége et se mit à sa place. C'était pendant un de ces momens de silence où le chœur se taisait pour laisser aux fidèles quelques minutes de recueillement. Beata promena hardiment ses doigts sur l'un des claviers du petit orgue, et en tira une succession d'accords dont elle n'avait pas trop conscience, mais qui répondaient à ces divins murmures du sentiment,

venas divini susurri, que la parole est impuissante à traduire. Elle tremblait, pleurait amèrement, et, dans cet état d'exaltation extraordinaire, Beata ne put s'empêcher de donner un libre cours à sa douleur en chantant ce qui lui venait à l'esprit. Elle se rappela ou plutôt son cœur lui dicta une belle phrase d'un *Miserere* de Stradella, pour une seule voix de ténor, qu'elle avait souvent chanté avec l'abbé Zamaria. Cette phrase de quelques mesures seulement, mais touchante et pathétique, Beata se l'appropria avec une telle puissance d'émotion religieuse, qu'elle la fit éprouver à toutes les personnes qui l'entouraient. On ne s'expliquait pas cet étrange épisode qui venait interrompre la cérémonie du jour.

— *Miserere meî, Domine*, disait-elle en levant ses beaux yeux au ciel, comme pour y chercher la force qui lui manquait, tout en regrettant les joies de la terre. — *Miserere meî secundum magnam misericordiam tuam.* Puis, reprenant les premières paroles qui exprimaient le grand besoin de son cœur défaillant, *Miserere meî... miserere meî, Domine*, s'écria-t-elle à plusieurs reprises en poussant un sanglot qui retentit dans l'église, et produisit un étonnement général. Chacun se demandait tout bas ce que cela voulait dire, lorsqu'au milieu de la stupeur silencieuse qui avait succédé à cette scène émouvante qui s'était passée derrière le treillage de la *cantoria*, on vit un inconnu fendre la foule qui remplissait la grande nef, en criant tout haut comme un insensé : — *C'est elle... c'est elle... je l'ai reconnue à sa voix, c'est l'ange de ma vie... laissez-moi passer !*

Celui qui causait un pareil scandale n'était autre que le chevalier Sarti, sorti de prison depuis quelques jours.

II.

La république de Venise, resserrée presque aux limites de ses lagunes, berceau de sa puissance, n'avait plus alors que peu d'instans à vivre. Travaillée au dedans par le parti démocratique que les agens de la France y avaient suscité, pressée au dehors par les armées ennemies qui occupaient ses provinces de terre ferme, elle attendait que le sort se fût prononcé sur elle sans essayer de se le rendre favorable par une détermination courageuse qui l'eût au moins amnistiée devant l'histoire. C'est en vain que des hommes énergiques, comme François Pesaro et le sénateur Zeno, conseillaient depuis longtemps au gouvernement de la seigneurie de secouer les ténèbres dont il était enveloppé et d'opposer au danger imminent qu'ils lui signalaient une résistance plus efficace que des ruses diplomatiques. Ce gouvernement de vieillards, qui possédait plus de ressources qu'il n'en fallait pour braver les menaces de Bonaparte et tenir en échec sa fortune, retombait toujours dans cette léthar-

gie fatale qui a perdu la république. Cependant ni le caractère du chef de l'armée française, ni la portée de son génie et l'influence qu'il pouvait avoir un jour sur les destinées du monde, n'avaient échappé à la sagacité de l'aristocratie vénitienne. Dès les premiers rapports que les ambassadeurs de Venise eurent avec cet homme redoutable, ils furent frappés de l'étendue et de la profondeur de son coup-d'œil, et communiquèrent au sénat l'impression qu'ils en avaient reçue. « La variété des objets, disent les commissaires envoyés près du général Bonaparte dans le mois de juin de l'année 1796, la finesse de ses observations, l'étendue de ses vues, la manière dont il les développait, ses aperçus sur les intérêts de sa nation et des autres, tout cela nous autorise à penser, non-seulement que cet homme est doué de beaucoup de talent pour les affaires politiques, mais qu'il doit avoir un jour une grande influence dans son pays (1). » Depuis cette conférence, les événemens de la guerre n'avaient que trop confirmé les prévisions des deux patriciens. Le 25 mars 1797, le procurateur François Pesaro et le *sage de terre ferme*, Jean-Baptiste Cornaro, furent envoyés à Goritz, où se trouvait le général Bonaparte, pour se plaindre de l'oppression qu'exerçait l'armée française sur les provinces de la république. Dans cette longue entrevue, les commissaires vénitiens eurent lieu de se convaincre que le sort de leur pays dépendait de l'intérêt qu'aurait Bonaparte à le sacrifier à son ambition, dont ils avaient sondé l'égoïsme implacable.

De retour à Venise, François Pesaro propagea l'alarme, et, avec le concours de son ami le sénateur Zeno et des autres partisans d'une alliance ouverte avec l'Autriche, il poussa le gouvernement à prendre des mesures énergiques. On ordonna secrètement la levée en masse des paysans du Véronais et du Bergamasque, dont la diversion pouvait être funeste à l'armée française. A la première nouvelle qu'eut le général Bonaparte de ces préparatifs d'armement, il envoya à Venise un de ses aides de camp, Junot, avec une lettre menaçante pour le doge, Louis Manini. Junot fut introduit dans le grand conseil, présidé par le doge, le 15 avril 1797. Il lut à haute voix la lettre du général en chef, puis le ministre du directoire, inspiré par les conseils de Villetard, son secrétaire, demanda la mise en liberté de tous les partisans de la France qui remplissaient les prisons de la république. C'est à l'occasion de ces événemens politiques que le chevalier Sarti sortit des plombs de Venise, où il était resté enfermé un peu plus de six semaines.

Rendu à la liberté, Lorenzo fut bientôt instruit, par la voix publique, de tout ce qui s'était passé pendant le temps de sa captivité.

(1) Ces commissaires étaient les patriciens Nicolas Bataja et Nicolas Erizzo. Voyez Daru, t. VII, p. 19.

Il apprit alors quelle avait été la conduite admirable de Beata, la rupture de son mariage avec le chevalier Grimani, les démarches hardies et compromettantes qu'elle n'avait pas craint de faire en faveur des prisonniers. Tout Venise était persuadé que c'était à l'influence de la noble fille du sénateur Zeno qu'on devait l'élargissement des victimes de l'inquisition. Saisi de honte et de remords d'avoir pu méconnaître un seul instant le caractère angélique de cette femme, qui se montrait à lui sous une face toute nouvelle, le chevalier Sarti courut au palais Zeno, résolu à tout braver pour implorer son pardon. Hélas! il trouva la maison tout en deuil! L'abbé Zamaria était mort depuis quelques jours. Cet esprit charmant, qui reflétait la gaieté bénigne et l'insouciance du peuple vénitien, s'était éteint sans douleur, comme *una lucciola di mare* qui s'est épuisée à bourdonner et à s'ébattre autour du rayon de lumière qui l'avait porté. Plusieurs fois il avait demandé à voir son cher Lorenzo, dont il ignorait la captivité. Beata avait ordonné aux domestiques de lui cacher un malheur qui aurait attristé inutilement ses dernières heures, qui furent douces et sereines. N'ayant trouvé au palais que le vieux Bernabo, dont l'accueil froid et morose fut loin de l'encourager à renouveler la tentative, le chevalier Sarti eut le pressentiment qu'il pourrait rencontrer Beata à l'église San-Geminiano, où il y avait, ce jour-là, une cérémonie extraordinaire. Après l'avoir cherchée inutilement dans tous les coins et recoins de l'église, Lorenzo reconnut sa voix, et, traversant la foule comme un fou, il monta précipitamment à la *cantoria*, où il vit Beata entourée de toutes les jeunes *scolare* qu'elle avait émues, et qui pleuraient avec elle en ignorant la cause de sa douleur. L'arrivée de Lorenzo, le désordre de ses traits et de ses paroles, l'étonnement, le ravissement de Beata à la vue du chevalier qu'elle croyait encore et pour longtemps sous les plombs, donnèrent à cette scène la signification qui lui manquait. Ce fut bientôt l'histoire de tout Venise, et au milieu de cette ville remplie de soldats, de bruits et d'anxiété, on ne s'entretenait que de l'amour touchant et romanesque du chevalier Sarti pour la fille du sénateur Zeno.

Les partisans de la révolution, qui, depuis l'apparition de Junot à Venise, avaient relevé la tête et parlaient haut comme les maîtres futurs de la république, exaltaient la conduite généreuse de Beata. Fille d'un patricien, disaient-ils avec enthousiasme, elle n'a point dédaigné les vœux du chevalier Sarti, qui lui doit tout, jusqu'à la liberté qu'il vient de récupérer. Voilà un signe éclatant du triomphe des idées nouvelles, ajoutaient-ils, et il appartenait à notre brave chevalier de pénétrer le premier dans le cœur de l'aristocratie. Ces propos et d'autres encore témoignaient de la popularité du chevalier Sarti parmi la jeunesse qui formait le noyau du parti démocratique.

L'imagination de Lorenzo, le charme de sa personne, la position singulière où il se trouvait entre l'aristocratie qui avait accueilli sa jeunesse et les instincts de sa nature avide de mouvement, de justice et de lumière, lui avaient acquis un grand nombre d'amis dévoués. On s'intéressait à son amour comme à un épisode du drame politique dont on attendait avec impatience le dénoument.

La délivrance inespérée du chevalier Sarti fut, pour la fille du sénateur, un événement qui précipita la crise où son âme était engagée. En voyant apparaître Lorenzo au moment où elle laissait échapper ce cri de miséricorde qui avait retenti dans l'église San-Geminiano, il lui semblait que Dieu, dont elle venait d'invoquer le secours, avait répondu à son appel. Étourdie d'abord par ce coup inattendu, puis enivrée du bonheur de savoir Lorenzo hors de tout danger, Beata, après ces secousses réitérées, qui lui avaient donné une énergie dont on ne la croyait pas capable, retomba dans une sorte de langueur qui effraya son père. La lutte intérieure qu'elle soutenait depuis si longtemps avait épuisé les forces de la *gentildonna*. La mort récente de l'abbé Zamaria, la situation de la république, la tristesse que son père et tous les siens en éprouvaient, achevèrent de briser sa constitution. Ses relations avec la famille Grimani étaient rompues, et ce n'est pas sans étonnement que leurs amis communs apprirent que l'alliance projetée entre les deux illustres familles était sacrifiée à M. le chevalier Sarti. La malignité du monde aristocratique, qui se trouvait offensé d'une préférence aussi choquante, n'épargna pas les suppositions blessantes pour expliquer une inclination si peu digne d'une patricienne. De telles injures, si elles fussent parvenues jusqu'aux oreilles de Beata, n'auraient point atteint le but que s'en proposaient les méchans. Son âme, après de nombreuses hésitations, était entrée dans un ordre d'espérances qui la plaçait au-dessus des misères de la vie. La lumière s'était faite en elle, et le mot suprême, le *fiat lux*, avait été prononcé par l'amour. Ses doutes s'étaient dissipés, les contradictions de son cœur et de sa raison, dont elle avait eu tant à souffrir, de ses devoirs comme fille et de sa tendresse pour Lorenzo, s'étaient enfin conciliées dans une vérité supérieure qu'elle entrevoyait depuis longtemps. Dieu, en se révélant à elle dans une de ces visions du sentiment qui témoignent autant de son existence que le spectacle merveilleux du monde extérieur, Dieu lui avait expliqué l'énigme de sa destinée. Aussi, dans la défaillance physique où elle était tombée depuis quelque temps, Beata éprouvait une douceur infinie, une sécurité profonde. Elle avait désormais une conscience nette du but où elle aspirait. Loin de répudier aucune des illusions de sa jeunesse, elle s'en faisait un appui pour se raffermir dans sa nouvelle croyance. Ce qui n'avait été jusqu'alors pour Beata que le pressentiment d'une nature bien douée lui parut une certi-

tude, et le bonheur qui échappait ici-bas à son âme contristée, elle crut l'entrevoir dans un meilleur avenir. Dieu enfin, tel que Beata l'avait senti surgir de son cœur ému, loin d'être la contradiction du sentiment qui avait rempli sa vie, en était la conséquence et le couronnement.

Un soir, Beata, se trouvant plus faible que les jours précédens, était restée dans sa chambre seule avec son père, dont l'inquiétude pour la santé de sa fille était devenue extrême. On avait déjà consulté plusieurs médecins, qui tous avaient déclaré que ce n'était qu'une maladie de langueur pour laquelle il fallait surtout des distractions. Le sénateur était assis au chevet de la *gentildonna*, dont il contemplait les traits altérés avec une tristesse silencieuse. Une lampe ombragée de fleurs posée sur un guéridon éclairait à demi cette scène simple comme les grandes douleurs de la vie. La tête blanche du vieux sénateur Zeno s'inclinait sur le lit où reposait Beata, et de son regard attendri il semblait interroger le cœur de sa fille. Aucune explication n'avait eu lieu entre eux depuis la rupture du mariage projeté avec le chevalier Grimani. Comme cela arrive souvent en pareilles circonstances, le sénateur était presque le seul à ignorer ce qui était connu de tout Venise. Son esprit était trop préoccupé de la situation de la république et trop imbu des préjugés de l'aristocratie pour avoir deviné que l'inclination de Beata pour le chevalier Sarti était la véritable cause du mal qui avait dévoré une santé aussi florissante. Cependant l'effet produit sur sa fille par le renvoi du chevalier Sarti et par sa détention sous les plombs du palais ducal n'avait pas échappé à la sagacité du sénateur. Sans attacher au chagrin de Beata plus d'importance qu'il n'en avait à ses propres yeux, il comprenait que l'éloignement d'un jeune homme intelligent, qu'elle avait vu grandir à ses côtés comme un frère et dont elle avait soigné l'enfance, avait dû lui être extrêmement pénible.

— Comment vous trouvez-vous, ma fille? dit le sénateur en prenant la main de Beata, qui avait la moiteur de la fièvre.

— Je me sens beaucoup mieux, mon père, répondit la *gentildonna* d'une voix affaiblie. Tout me donne lieu d'espérer que je serai bientôt en état de me rendre à Cadolce, dont le bon air achèvera de me guérir.

— Que Dieu vous entende, ma fille! répliqua le sénateur en portant la main de Beata à ses lèvres. Après un moment de silence et d'attendrissement comprimé : — Vous savez, dit le sénateur, que le chevalier Sarti a été mis en liberté?

— Oui, mon père, j'ai appris cette bonne nouvelle qui m'a rendue bien heureuse!

Un nouveau silence succéda à cet aveu, qui surprit le sénateur par la fermeté d'accent que Beata avait mise dans ses paroles. Ils

se regardèrent tous deux, le père et la fille, comme deux êtres qui se seraient révélé involontairement un secret important.

— Je ne doute pas, ma fille, répondit lentement le vieux sénateur, que le sort du chevalier Sarti ne doive vous intéresser; mais je suis bien certain aussi que vous n'avez jamais oublié que vous êtes l'héritière d'une grande maison.

— Hélas ! je n'ai que trop sacrifié à ces chimères de la vanité humaine, dit Beata d'une voix plus ferme encore. Je sais ce que je vous dois, mon père; mais je sais également ce que je dois au sentiment profond que Dieu a gravé dans mon cœur.

Le sénateur eut à peine le temps d'exprimer l'étonnement qu'il éprouvait, lorsque Bernabo vint l'avertir qu'un messager d'état lui apportait l'ordre de se rendre immédiatement au palais ducal.

Cette scène domestique se passait dans la soirée du 30 avril 1797, quinze jours après la délivrance du chevalier Sarti. Les événemens politiques s'étaient compliqués depuis d'une façon sinistre. L'insurrection de Vérone au 17 avril et les épisodes sanglans qui s'en étaient suivis avaient excité l'indignation du général Bonaparte, qui venait de déclarer la guerre à la république. Vérone avait été reprise par l'armée française, Padoue occupée, et une division s'avançait jusqu'aux bords des lagunes. La consternation était dans la ville de saint Marc. Le rapport des commissaires envoyés récemment près de Bonaparte était parvenu au doge dans la soirée du 30 avril, et ce rapport ne laissait plus aucun doute sur les intentions du général en chef relativement à la constitution de Venise. Le doge épouvanté, au lieu de communiquer ce rapport au sénat, comme le prescrivait la constitution, réunit dans ses appartemens un conseil privé de quarante-trois personnes, parmi lesquelles se trouvaient François Pesaro et Marco Zeno (1). Il était dix heures du soir quand le sénateur, quittant précipitamment la chambre de sa fille, arriva au palais où siégeait éperdu le dernier représentant d'une illustre république de patriciens. Il monta péniblement l'escalier des Géans, et, traversant une longue file d'appartemens somptueux, il pénétra jusqu'à celui qu'occupait le souverain de Venise.

Adparet domus intus, et atria longa patescunt;
Adparent Priami et veterum penetralia regum.

Louis Manini, tenant à la main le rapport des commissaires, était assis sous un baldaquin orné d'arabesques d'or et sculpté de ses armes. Les quarante-trois personnes qu'il avait réunies formaient un demi-cercle autour de son trône chancelant. Un silence profond régnait dans cette assemblée clandestine, dont chaque membre ap-

(1) Voyez Daru, t. VII.

préciait l'importance et l'illégalité. On se regardait avec terreur, et personne n'osait prendre la responsabilité de proposer le premier une mesure de salut.

— La gravité des circonstances, dit enfin le doge d'une voix oppressée, a fait juger cette réunion nécessaire pour que chacun de vous pût indiquer les moyens les plus convenables d'exposer au grand conseil la situation de la république; mais avant de faire vos propositions, je vous prie d'entendre le chevalier Daniel Delfino.

Le chevalier Delfino, prenant alors la parole, raconta que, pendant son ambassade à Paris, il avait eu l'occasion de faire la connaissance d'un financier qui avait une grande influence sur le général en chef de l'armée française. Or, comme ce financier se trouvait maintenant en Italie, le chevalier Delfino proposait de l'aller trouver et de réclamer ses bons offices pour apaiser la colère de Bonaparte et en obtenir de meilleures conditions pour la république.

A cette incroyable puérilité d'un vieux diplomate qui, pour sauver son pays contre une armée envahissante, n'avait rien de mieux à proposer qu'une intrigue d'antichambre, le procurateur François Pesaro s'écria avec indignation : « Ce sont des armes qu'il nous faut, et non pas de vaines paroles! Défendez-vous donc, si vous voulez au moins être dignes de la mort qu'on vous prépare. » Cette sortie vigoureuse d'un noble caractère ne fit qu'accroître la terreur de l'assemblée, dont François Capello exprima les sentimens secrets en disant que, personne ne connaissant encore le traité de Leoben, qui venait d'être signé entre la France et l'Autriche, il était prudent de ne pas s'écarter du système de temporisation qu'on avait suivi jusqu'alors.

Un murmure approbateur s'éleva dans l'assemblée à ce conseil pusillanime d'un patricien qui avait été aussi ambassadeur à la cour de France lorsqu'éclata la grande révolution de 1789, dont il avait apprécié admirablement l'esprit novateur, tant il est vrai que, dans la vie publique comme dans la vie privée, l'intelligence est une faible garantie de la sagesse des hommes! Enfin le doge, déployant le rapport des commissaires qu'il avait à la main, se mit en devoir d'en lire le contenu d'une voix entrecoupée par des sanglots. Lorsqu'il fut arrivé à ce passage du rapport où le général Bonaparte dit aux commissaires de la république : « Je viens de conclure la paix avec l'empereur. Je pouvais aller à Vienne, j'y ai renoncé. J'ai quatre-vingt mille hommes... Je ne veux plus d'inquisition, plus de sénat... *Je serai un Attila pour Venise* (1). » — Misérable! s'écria tout à coup le vieux sénateur Zeno, qui ne put contenir plus longtemps l'indignation amassée dans son cœur, misérable bandit, digne re-

(1) Voyez Daru, *ibid.*

présentant d'une révolution perverse! Il ose porter la main sur un édifice politique qui a résisté à tant d'orages, et qui est une merveille de la civilisation! Ah! si Dieu veut exaucer les vœux que je forme contre le soldat audacieux qui nous tient un pareil langage, c'est lui qui sera traité un jour comme un Attila; c'est lui que le monde civilisé expulsera de son sein comme un perturbateur du repos public. Puisque vous ne savez pas vous défendre, je lègue la vengeance de ma patrie à la vieille aristocratie de l'Europe. »

Ces paroles, et l'accent avec lequel elles furent prononcées, produisirent sur l'assemblée un effet extraordinaire. La lecture du rapport fut interrompue; chacun cherchait à deviner sur la physionomie de son voisin l'impression qu'il avait reçue. Sur ces entrefaites, on vint apporter au doge une lettre du commandant de la flottille, qui annonçait que l'ennemi avait commencé les hostilités contre les Vénitiens. En effet on entendait dans le lointain des coups de canon qui retentissaient sourdement dans ce palais du patriciat comme la voix du destin. Le doge, plus tremblant que jamais, marchait à grands pas dans la salle du conseil, en disant tout haut, et les larmes aux yeux : « Cette nuit même, nous ne sommes pas sûrs de dormir tranquillement dans notre lit. » Alors François Pesaro laissa échapper de sa poitrine oppressée ces mots, que l'histoire a recueillis : « Je vois que c'en est fait de ma patrie. Je ne puis la secourir, mais un galant homme trouve une patrie partout. » Après quelques secondes d'un silence de sinistre augure, le sénateur Zeno se leva de son siége, et, tendant la main à son ami, il lui dit avec une tristesse profonde qui fut partagée par tous ceux qui étaient dignes de le comprendre :

Venit summa dies et ineluctabile tempus
Dardaniæ. Fuimus Troes, fuit Ilium et ingens
Gloria Teucrorum (1).....

Il était quatre heures du matin quand le sénateur Zeno rentra dans son palais, l'âme navrée de tout ce qui venait de se passer. Il se rendit immédiatement dans la chambre de sa fille, qu'il trouva entourée de serviteurs et de deux médecins qu'on avait mandés pendant une crise qui avait excité les plus vives inquiétudes. Le sénateur s'assit au chevet de Beata, et à la vue de ce beau visage endolori, le pauvre père ne put contenir son émotion, de grosses larmes silencieuses s'échappèrent de ses yeux. Il passa le reste de la nuit à veiller à la conservation du seul bien qui lui restât désormais.

(1) « Hélas! il est venu, ce jour..., le dernier jour de cet empire! Ilion n'est plus, ils ne sont plus les Troyens et leur gloire immense. »

III.

Cependant une amélioration sensible s'était produite dans la santé de Beata au commencement du mois de mai. La crise qu'elle avait traversée paraissait être un effort de la nature pour ressaisir la plénitude de ses facultés. Très faible encore, mais soutenue par l'espoir d'une convalescence prochaine, Beata se disposait à partir pour la terre ferme. Tout était prêt à la villa Cadolce pour la recevoir. Une après-midi, se sentant comme vivifiée par l'éclat d'un beau soleil de printemps, Beata manifesta le désir de faire une courte promenade pour essayer ses forces, disait-elle, et se préparer à entreprendre un plus long voyage. On fit préparer une gondole découverte qu'on remplit de ouate, et sur laquelle on jeta un large tapis de velours bleu, à franges d'or. Des coussins de satin rose lui formaient une espèce de lit de repos sur lequel elle put s'étendre sans trop de fatigue. Beata mit ce jour-là une robe blanche et un fichu de crêpe noir, vêtement simple qu'elle aimait à porter, parce qu'il plaisait à Lorenzo. Son père voulut l'accompagner, mais elle le pria de n'en rien faire et de la laisser aller seule avec Teresa la caméristе. Beata emporta un grand bouquet de fleurs diverses; elle en détacha une branche de chèvrefeuille qu'elle mit à son sein par-dessus le fichu de crêpe noir. Étendue dans la barque, ayant en face d'elle la bonne Teresa, qui lui était si dévouée, ses beaux cheveux blonds déroulés sur les coussins de satin rose qui soutenaient son corps amaigri, la fille du sénateur offrait comme une image mélancolique de Venise expirante. Elle luttait contre la destruction dont elle sentait les atteintes en se disant tout bas avec la jeune captive du poète :

Je ne veux pas mourir encore...

Beata se fit conduire à Murano et s'arrêta longtemps en face de la charmille *di San-Stefano,* qui lui rappelait à la fois des souvenirs poignans et le plus beau jour de sa noble vie. Puis elle ordonna à l'un de ses gondoliers de lui chanter la jolie complainte qui avait excité l'hilarité de son amie Tognina, voulant compléter le tableau de son rêve de bonheur :

La luna è bianca...
Il sole è rosso...
Lo sposalizio si farà.
La luna dice al sole :
« Il lume tuo mi schiarerà...
« E Gesu Cristo ci benirà...

— Oui, oui, répondit Beata avec un sourire de tristesse, il nous bénira dans ce monde ou dans l'autre.

— Ah! *signora*, répliqua Teresa, que l'exclamation de sa maîtresse avait émue, pouvez-vous penser à la mort, quand tout vous parle de la vie et des félicités qui vous attendent!

Après avoir satisfait au désir de son cœur ingénu, Beata retourna paisiblement à Venise. La journée était déjà fort avancée. Le soleil, qui commençait à quitter l'horizon, projetait sur la ville merveilleuse ces beaux rayons jaunes d'un soir d'été, qui sont comme le dernier adieu du jour qui s'en va. Les cloches de Saint-Marc tintaient dans le lointain, et leurs notes mélancoliques étaient en harmonie avec l'aspect de la nature et les sentimens de Beata. Au lieu de franchir le petit canal *de' Mendicanti*, qui est en face de Murano, faisant un détour par l'*isola di San-Pietro*, la barque qui portait un si précieux trésor traversa lentement le canal *di San-Marco*, qui forme l'entrée magnifique de cette longue voie triomphale qu'on appelle *il Canalazzo*. Il était à peu près huit heures du soir. Les ombres s'allongeaient derrière la gondole silencieuse, dont le sillage ressemblait à un brasier d'étincelles d'or. A gauche, la belle église *di San-Giorgio-Maggiore* se dégageait de la pénombre qui enveloppait l'île tout entière, tandis que le quai des Esclavons, la *Riva dei Schiavoni*, était rempli d'une foule curieuse qui faisait face à la mer, comme si elle eût été frappée de quelque spectacle inattendu. Tous les regards étaient dirigés sur la gondole de Beata, dont la pâleur et la défaillance inspiraient une douloureuse compassion. Arrivée près de la *Piazzetta*, Beata crut apercevoir Lorenzo au milieu d'un groupe de personnes qui se tenaient sur le *traghetto*. Elle fit approcher la gondole, et, ayant reconnu en effet le chevalier Sarti entouré de plusieurs de ses amis, elle posa une main sur son cœur, et de l'autre elle lui envoya un baiser, comme pour lui dire un éternel adieu,... puis la barque disparut dans l'ombre de la nuit naissante. Un cri d'admiration s'éleva du milieu de cette foule attendrie par le témoignage d'un amour si profond et si naïf.

Ce fut là le dernier effort de la pauvre Beata. Au lieu du soulagement qu'elle avait espéré, sa faiblesse ne fit que s'accroître de jour en jour, et bientôt il ne resta plus le moindre doute sur sa fin prochaine. Elle ne souffrait pas, elle s'éteignait comme une flamme qui n'a plus d'aliment. L'intérêt qu'on prenait à cette noble créature était si grand à Venise, surtout parmi les partisans de la révolution qui allait s'accomplir, que la foule encombrait le palais Zeno pour avoir de ses nouvelles. Le chevalier Grimani fut l'un des premiers à accourir auprès de la femme qui lui avait été destinée, et dont il avait pu apprécier le caractère élevé. Après avoir reçu les sacremens de l'église avec une sérénité qui excita l'admiration du prêtre et des serviteurs de sa maison qui assistaient à cette pieuse cérémonie, Beata éprouva un soulagement moral dont son pauvre

corps ressentit pendant quelques heures la douce influence. Sans se faire aucune illusion sur son état, elle profita des instans de répit que lui accordait la nature pour accomplir un vœu de son cœur : elle pria son père de faire venir le chevalier Sarti. Le sénateur acquiesça au désir de sa fille sans hasarder la moindre observation. On n'eut pas besoin d'aller chercher bien loin le chevalier, car, depuis huit jours, il n'avait pas quitté le palais, où Teresa l'avait introduit et le tenait caché par pitié; mais avant qu'il fût permis à Lorenzo d'entrer dans la chambre de la *signora,* Beata fit un effort pour se vêtir de la robe blanche et du fichu de crêpe noir qu'elle portait le jour de la promenade à Murano. Elle mit aussi une branche de chèvrefeuille à sa ceinture, et fit placer près de son lit une Bible et *la Divine Comédie* de Dante Alighieri. Lorsque tous ces préparatifs furent terminés et que Beata put lire sur tous les objets dont elle s'était entourée l'expression de son âme, le sénateur Zeno, précédant le chevalier Sarti dans la chambre de sa fille, lui dit avec émotion :
— Venez contempler votre ouvrage, monsieur le chevalier!

— Non, mon père, répondit Beata, c'est l'ouvrage de Dieu.

Le sénateur se retira en laissant la caméiste Teresa avec Beata et le chevalier. La chambre était remplie de fleurs et éclairée comme s'il se fût agi d'une fête nuptiale. — Asseyez-vous là, près de moi, Lorenzo, dit Beata avec un sourire charmant.

Lorenzo, tombant à genoux, saisit la main de Beata, la couvrit de baisers et de larmes. — Pourquoi pleurez-vous, mon ami? lui dit-elle avec douceur. J'ai un si grand plaisir à vous voir, et j'ai tant de choses à vous dire! Asseyez-vous, Lorenzo, et écoutez-moi.

Lorenzo se releva avec peine, et s'assit tout près du lit de Beata. La caméiste, qui se tenait debout derrière le chevet de sa maîtresse, allait se retirer dans le fond de la chambre, lorsque Beata lui dit : — Tu peux rester, car je n'ai plus de secrets pour toi, ma bonne Teresa.

— Savez-vous, mon ami, reprit Beata après avoir appuyé sa tête languissante sur sa main droite pendant que Teresa prenait soin d'écarter de son visage les longues mèches de ses cheveux dénoués, savez-vous qu'il y a bien longtemps que j'aspire au bonheur que je goûte en ce moment! Dès le jour où la Providence vous a conduit à la villa Cadolce, dès ce jour bienheureux qui est le premier de mon existence morale, je me suis sentie attirée vers vous par une force invincible contre laquelle je n'ai cessé de lutter. Je vous vois encore apparaître dans le salon de mon père pendant cette belle nuit de Noël, je vous vois avec vos cheveux blonds et la grâce touchante du jeune âge, et je sens toujours au fond de mon cœur le doux frémissement que me firent éprouver les réponses naïves qui s'échappaient de vos lèvres innocentes. Quoique je fusse plus âgée que vous de quelques

années, je n'étais pas moins ignorante sur la nature des sentimens qui peuvent nous agiter. Je n'avais jamais rien senti de semblable à ce que votre présence me fit éprouver. J'étais à la fois charmée et confuse en vous voyant. Absent, je m'inquiétais de vous et je vous recherchais; présent, vous me troubliez jusqu'à la confusion de moi-même. Je ne savais comment gouverner mon pauvre cœur. Élevée par des hommes, puisque je n'ai pas connu ma mère, hélas! habituée dès l'enfance à contenir l'expression de mes pensées, je n'avais personne autour de moi à qui je pusse demander un conseil. Mon amie Tognina était d'un caractère trop opposé au mien pour m'encourager à lui ouvrir mon âme. Sa gaieté bruyante effarouchait ma timidité naturelle. Un jour que je me promenais avec elle dans une allée ombreuse du parc de Cadolce, elle me fit tressaillir par les questions indirectes qu'elle me faisait à votre sujet. Ce fut aussi pendant le soir de ce même jour qu'après avoir entendu chanter à Guadagni l'admirable morceau de Gluck :

Che farò senza Euridice?
Dove andrò senza il mio bene?

je vous vis pleurer à la porte du salon où nous étions tous réunis, et puis disparaître tout à coup. Vos larmes me touchèrent, je fus inquiète, je sortis du salon pour m'assurer de ce que vous étiez devenu, et en vous apercevant accoudé derrière le citronnier de la grande allée, je sentis dans tout mon être une commotion si profonde, qu'elle éveilla mon instinct. Je compris alors pour la première fois ce que j'étais pour vous, et quel genre d'intérêt vous m'aviez inspiré : je devins triste, soucieuse de l'avenir, et mécontente de moi-même. J'eus honte de ma faiblesse, je cachai mon secret au fond de mon cœur avec l'inquiétude d'un coupable, et je pris la ferme résolution de vous éloigner de moi ou de réprimer vos illusions par la froideur de mon maintien. Ce que j'ai souffert, mon ami, dans cette lutte homicide contre le sentiment le plus pur de la nature, Dieu seul le sait. Ma position était affreuse. Fille unique d'un patricien austère qui a conservé toutes les idées des temps qui ne sont plus, fiancée à un homme de mon rang et qui était digne de mon affection, je me sentais captivée par un enfant pour ainsi dire que j'avais vu croître à mes côtés, et dont j'avais pris plaisir à développer la belle intelligence. Que penserait-on de moi? Que dirait le monde si l'on venait à découvrir ma faiblesse pour un jeune homme confié à ma sollicitude? L'idée qu'on pourrait mal apprécier le sentiment étrange que j'éprouvai pour vous me rendait surtout malheureuse! Le moindre regard, la moindre parole un peu équivoque qu'on m'adressait à votre sujet me faisaient rougir. Je ne savais quelle contenance prendre pour ne pas trahir le secret

de mon cœur. Plus je faisais d'efforts pour étouffer une passion insensée qui ne pouvait que troubler ma vie, et moins je réussissais à vous oublier. Pardonnez-moi, Lorenzo, ces aveux, qui n'ont rien de blessant pour vous, car c'est votre âge, bien plus que la condition où Dieu vous a fait naître, qui me paraissait un obstacle infranchissable. D'autres sujets de tristesse vinrent encore aggraver ma position, ajouta Beata d'une voix plus faible en baissant les paupières. Je me reprochai la trop grande sévérité de ma conduite à votre égard, et je craignis d'avoir contribué peut-être à vous jeter dans un monde indigne de vous.

A cette manière discrète et touchante de lui rappeler les fautes qu'il avait commises, le chevalier Sarti, saisissant avec transport la main de Beata, qu'il pressa contre son front humilié : — Ah! *signora*, dit-il avec douleur, je n'étais pas digne de troubler par mes erreurs une âme aussi pure que la vôtre!

— La lettre que je reçus de vous quelque temps après, continua la *gentildonna* en entr'ouvrant ses beaux yeux et en laissant errer sur ses lèvres pâles un sourire de joie enfantine, cette lettre, qui ne m'a pas quittée depuis, ajouta-t-elle en tirant de son sein un papier tout froissé, me rendit en partie le calme intérieur que j'avais perdu. Je fus touchée de l'expression de vos sentimens, je fus heureuse d'avoir été comprise, mais je n'eus pas le courage de vous répondre, ni la force de prendre une résolution. Contente du présent, j'oubliai l'avenir et les inextricables difficultés de ma position, et mon cœur se remplit de vagues et lointaines espérances. Je laissai courir le temps, jouissant avec délices des témoignages discrets de votre affection, dont je me rappelle les moindres particularités. La promenade à Murano, que nous fîmes ensemble avec Tognina, est surtout présente à mon souvenir. A partir de ce jour, le plus beau de ma vie, ma destinée fut irrévocablement fixée. En écoutant les belles paroles qui sortaient si abondamment de votre bouche inspirée, j'éprouvai je ne sais quel ravissement intérieur où mon âme s'éleva à la hauteur des idées que vous veniez d'exprimer avec tant d'éloquence; je dérobai à vos regards les larmes de bonheur que je ne pus m'empêcher de verser, et je revins à Venise comme transfigurée par la poésie de vos nobles sentimens. J'hésitais cependant à rompre le silence que j'avais imposé à mon cœur depuis tant d'années. Mon père, qui avait en moi une si grande confiance, et dont je craignais avant tout d'affliger la vieillesse, m'obligeait à garder vis-à-vis de vous une extrême réserve. J'ai eu pendant un moment quelques lueurs d'espérance sur les intentions de mon père à votre égard, et je compte parmi les instans heureux de ma vie les quelques jours qui précédèrent votre départ pour l'université de Padoue. Hélas! mon illusion fut de courte durée. Je ne vous dirai pas, mon ami,

tout ce que j'ai souffert pendant votre longue absence, ni les innocens stratagèmes qu'il m'a fallu employer pour retarder mon mariage avec le chevalier Grimani : je ne vous rappellerai pas non plus tout ce qui est survenu depuis votre retour à Venise, ajouta Beata en posant sur ses yeux la main qui lui restait libre; mais pour que vous puissiez comprendre la conduite que j'ai tenue depuis le jour fatal où vous avez quitté le palais de mon père, je dois vous dire ce qui se passait dans mon âme pendant que je luttais ainsi contre la destinée que je m'étais faite.

En prononçant ces dernières paroles, Beata, fatiguée par les efforts qu'elle venait de faire, fut prise d'une toux sèche et si persistante, qu'on fut obligé de la soulever de son lit et d'humecter ses lèvres de quelques gouttes d'essence. Le chevalier tremblait en tenant dans ses bras le corps épuisé de cette femme adorée qui lui dit en tournant vers lui ses yeux presque éteints : — Si vous manquez déjà de courage, mon ami, que sera-ce donc plus tard!

Lorenzo, pour toute réponse, se mit à sangloter si fort, que Teresa, effrayée, sonna le médecin qui veillait dans l'antichambre. La crise ne dura pas longtemps. Beata, soulagée, fut remise dans la position qu'elle avait auparavant, et le médecin se retira ainsi que les domestiques qui l'avaient suivi.

« Mon ami, reprit la *gentildonna* avec un doux et charmant sourire qui vint éclairer subitement ce beau visage déjà flétri par la souffrance, après le bonheur de vous avoir connu, je vous dois encore les plus pures jouissances que j'aie goûtées dans ce monde. Oui, cher Lorenzo, j'ose vous le dire aujourd'hui pour la première fois, le sentiment que vous m'avez inspiré a été pour moi la source d'une vie nouvelle. Vous avez réveillé mon âme endormie et vous lui avez communiqué une impulsion pour laquelle je vous devrai une éternelle reconnaissance. C'est un devoir pour moi de vous raconter comment s'est opéré, dans les dispositions secrètes de mon cœur, un si grand changement.

« Vous le savez, mon ami, ayant perdu ma mère de très bonne heure, j'ai été élevée par des serviteurs dévoués, sous la surveillance de mon père et de l'abbé Zamaria, qui prit un soin tout particulier de mon instruction. On m'enseigna plus de choses que les femmes de mon temps et de ma condition n'avaient coutume d'en apprendre, et les livres eurent plus de part à mon éducation que l'instinct de la nature. Je manquai de cette discipline qu'insinuent dans le cœur d'un enfant les baisers de la femme qui lui a donné le jour, et dont rien ne saurait remplacer la tendresse. Heureusement les arts et surtout la musique, ce langage mystérieux du sentiment qui nous révèle ce que la parole est impuissante à exprimer, vinrent tempérer par leur douce influence ce qu'il y avait de trop sévère, de

trop aride peut-être dans la nourriture qu'on donnait à mon esprit.

« Vivant au milieu d'une société brillante qui ne pensait qu'au plaisir, adorée de mon père, qui, pour me rendre plus digne de l'héritage qu'il me destinait, aimait à m'entretenir du spectacle de l'histoire et des problèmes redoutables qui touchent au gouvernement des hommes, sa principale occupation, je grandissais comme une plante qu'on soigne trop et à qui l'on mesure l'air vivifiant, ou comme un oiseau qui, dans la cage d'or où il est éclos artificiellement, ignore les vicissitudes de la liberté. Soumise aux devoirs de mon sexe, à ceux de ma position, j'accomplissais tout ce qui m'était prescrit par les bienséances du monde que j'avais sous les yeux sans en comprendre bien le sens. Les arts, la littérature et même les pratiques extérieures de la religion me paraissaient des distractions aimables, l'ornement nécessaire d'une société polie. Ainsi s'écoulaient les jours paisibles de mon existence, et mon âme, bornée dans ses désirs, parce qu'aucun accident de la route n'avait éveillé encore sa noble curiosité, ne s'élevait pas au-dessus de l'horizon de la vie matérielle.

« C'est alors que la Providence vous conduisit à la villa Cadolce. Je pris soin, à mon tour, de votre éducation, et, sous la haute surveillance de l'abbé Zamaria, je me plaisais à cultiver votre belle nature et à en faire jaillir les sources généreuses. On eût dit que mon cœur inoccupé avait saisi avec empressement l'occasion de satisfaire ses besoins d'affection, que vous étiez pour moi comme un jeune frère sur lequel une sœur plus âgée aime à exercer ses instincts de maternité. Je ne vous dirai pas, mon ami, quel bonheur j'éprouvai à voir se développer chaque jour votre intelligence si docile aux soins qu'on lui prodiguait, de quel ravissement je fus saisie lorsque je vis éclater dans vos yeux et sur votre front si pur l'étincelle de la vie morale. Une émotion confuse et inexplicable m'agitait à votre aspect, une joie intime et délicieuse qui doit ressembler au tressaillement de bonheur qu'éprouve une mère alors qu'elle voit l'âme de son enfant se dégager — *qual mattutina stella* — des limbes de l'instinct me pénétrait aussi aux moindres paroles que je vous entendais proférer. Il me semblait que tout se renouvelait au dedans de moi, qu'une sève printanière circulait dans mes veines, et que mon cœur s'emplissait d'un souffle régénérateur. Éclairée par cette lumière intérieure que je ne savais comment qualifier, je promenais sur le monde des regards curieux. Chaque chose m'apparaissait sous un aspect nouveau. La société, les arts et la nature me parlaient un langage que je comprenais pour la première fois, et l'horizon de la vie s'était agrandi tout à coup devant mon âme enchantée.

« Ah! Lorenzo, quels jours d'inexprimable félicité succédèrent pour moi à ce réveil de mon cœur! Quels momens délicieux je passai à la villa Cadolce en assistant aux leçons que vous donnait l'abbé

Zamaria avec un entrain et une ardeur de jeune homme! Combien j'étais heureuse de vous sentir à mes côtés pendant ces promenades charmantes que nous faisions à Vicence, à Padoue et sur les bords de la Brenta! Je n'ai point oublié la visite que nous fîmes à la villa Grimani et la scène qui s'ensuivit le soir, sous la charmille. En chantant avec mon amie Tognina le duo si frais et si élégant de Clari que le cher abbé Zamaria accompagnait sur la mandoline, je croyais exprimer mes propres sentimens; j'étais comme enivrée de l'écho de mon âme, et, en contemplant la lune qui s'égayait au-dessus de nos têtes et dont la lumière mystérieuse éclairait discrètement ce paysage enchanté, je compris ce qu'était la poésie de la vie. Je vous voyais, Lorenzo, sans vous regarder. L'inquiétude que vous éprouviez me révéla l'existence d'un sentiment analogue au mien, et lorsque la barque des ouvrières en soie remonta le canal de la Brenta et que leurs voix mélodieuses emplirent le silence de cette nuit sereine en chantant la jeunesse et la brièveté des jours qui nous sont accordés, mon cœur s'ouvrit tout entier à la douce espérance. Je ne savais trop ce que je voulais, ni vers quel avenir tendaient mes aspirations; mais j'étais heureuse de vivre, et tout souriait à ma faible raison, qui n'apercevait rien au-delà de la sphère étoilée et des heures fugitives.

« J'emportai mon bonheur à Venise. Malgré les sages conseils de mon oncle, ce prêtre vénérable qui a tant souffert et qui avait pour vous une si grande affection, malgré les pressentimens et les scrupules de ma conscience, je m'abandonnai aux rêves décevans qui charmaient mon imagination. Je résolus de surveiller mon cœur, de vivre à côté de vous sans trahir ma faiblesse, et de laisser faire la destinée. Ma timidité naturelle, la réserve que m'imposait une situation unique, la tendresse de mon père, la sévérité de ses idées, les engagemens qu'il avait contractés pour mon avenir, et d'autres circonstances que j'ai oubliées n'empêchaient pas mes illusions de se maintenir, de s'enraciner, pour ainsi dire, dans la substance de mon être et de m'envelopper de nuages d'or qui me cachaient la réalité. Je vous admirais, Lorenzo; votre intelligence si vive, l'ardeur de connaître qui s'était emparée de vous, la tournure romanesque de votre imagination, et, — je puis tout vous dire maintenant, — l'élégance de votre personne, l'expression de vos traits me causaient une émotion de tendresse et d'orgueil. J'étais fière de vos succès dans le monde, je vous voyais grandir dans la vie avec une joie secrète, vos goûts devenaient les miens; les livres que vous préfériez, je m'efforçais aussi de les comprendre, et le paradis était dans mon cœur. Mais comment vous expliquer, mon ami, ce que j'ai éprouvé le jour où Tognina nous conduisit à Murano? Cette journée bénie du ciel décida de ma destinée. En entendant sortir de votre bouche tant

de belles paroles, en vous écoutant définir la poésie, que vous appeliez l'*essence* de tout ce qu'il y a de grand et de beau sur la terre, je fus comme éblouie de l'éclat de votre esprit. Je ne pus contenir l'impression de ravissement que vous aviez produite en moi; je me dérobai à vos regards, et, appuyée sur la fenêtre du *camerino,* je savourai la béatitude d'un rêve de bonheur. Les autres incidens de cette soirée mémorable achevèrent d'élever mon esprit jusqu'à l'idéal que vous m'aviez fait entrevoir, et je revins à Venise en bénissant la Providence de vous avoir conduit sur mon chemin.

« Vous savez le reste, — ajouta Beata, visiblement fatiguée de l'effort qu'elle venait de faire. — Votre départ pour l'université de Padoue, la tristesse de l'absence, l'irritation de mon père contre vous et les malheurs qui en furent la suite, tout vint m'accabler à la fois. Je résistai pendant quelque temps à la pression des événemens par la patience et l'inertie naturelle de mon caractère; je me réfugiai dans mon for intérieur, et je fortifiai mon âme par la lecture des livres qui vous étaient chers, surtout par celle de *la Divine Comédie,* dont vous m'aviez fait connaître tant d'admirables passages. Par un artifice de la douleur que vous ignorez sans doute, je m'identifiai avec l'adorable Francesca da Rimini, dont le sort me paraissait digne d'envie; je me mis à chanter aussi la musique qui vous plaisait; enfin j'évoquai toutes les forces de mon être pour vivre avec votre pensée, et cela ne me suffisait pas! Je sentais au dedans de moi un vide affreux que je ne savais comment combler. J'eus recours alors à la prière solitaire et aux pratiques de la religion, que je n'avais jamais négligée, mais qui n'avait jamais été pour moi un objet de méditation. Je ne trouvai pas d'abord dans le recueillement ni dans le spectacle des cérémonies du culte l'apaisement que j'y avais cherché. Il me fallut de plus grandes douleurs pour faire jaillir de mon âme l'étincelle divine qui m'entr'ouvrit le royaume des éternelles espérances. L'événement qui eut lieu la nuit dans ce palais et votre arrestation au casino du *Salvadego* me donnèrent une force de résolution dont je ne me croyais pas capable. En vous apercevant agenouillé à mes pieds dans la *cantoria* de San-Geminiano pendant que mon pauvre cœur vous cherchait sous les plombs du palais ducal, je vis clairement que ce miracle ne pouvait être que l'œuvre de Dieu.

« Je ne suis pas une savante comme vous, mon ami. Je ne pourrais pas analyser l'espèce de révolution qui s'est faite en moi depuis les derniers événemens que je viens de rappeler. Ce que je puis seulement vous affirmer, c'est que l'émotion que j'ai ressentie dans l'église San - Geminiano a achevé d'initier mon esprit aux mystères de béatitude infinie que la journée passée à Murano m'avait fait pressentir. La poésie dont vous avez rempli mon âme ce jour-là m'a fait comprendre Dieu; l'amour m'a rendue chrétienne. Ah! soyez mille

fois béni, Lorenzo, pour tout le bien que vous m'avez fait! Sans vous, je serais restée une créature bien misérable! Vous avez éveillé les plus nobles instincts de ma nature, vous avez suscité dans mon cœur le besoin d'aimer, et le sentiment profond que vous m'avez inspiré a été la cause de tout le bonheur que j'ai pu goûter dans ce monde; il me sera un titre, je l'espère, devant la miséricorde de Dieu. Je regrette pourtant la vie... — ajouta Beata, dont la respiration haletante indiquait l'épuisement, — oui, je regrette la vie que j'aurais partagée avec vous et la douce lumière du ciel qui aurait éclairé notre bonheur! Cher Lorenzo, pourquoi Dieu ne s'est-il pas révélé plus tôt à mon âme insouciante? Il m'aurait donné le courage de surmonter tous les obstacles qui nous séparent sur cette terre!... Mais que sa volonté soit faite. Nous nous reverrons dans un monde meilleur. N'est-ce pas, Lorenzo, que vous croyez avec moi à cette vie future qu'ont pressentie les poètes et les philosophes de tous les temps, me disiez-vous, et qui nous est promise par le maître divin qui a dit: « Il sera beaucoup pardonné à qui a beaucoup aimé? » Ah! je le sens mieux que je ne puis l'exprimer, ce monde que nous traversons si rapidement ne peut être qu'un passage, une station, que sais-je? une épreuve qui nous est imposée par le créateur de tant de merveilles! Toutes choses ici-bas nous parlent d'un juge rémunérateur du bien et du mal, tout nous atteste la destinée immortelle de notre âme. L'éclat du jour, les magnificences de la nature, nos désirs infinis et la rapidité des heures qui nous sont départies, l'idéal de justice et de beauté qui s'élève et subsiste en nous malgré les iniquités et les imperfections des hommes que nous avons sous les yeux, l'insatiable curiosité de notre esprit jointe à la faiblesse de nos organes, des aspirations vers le bonheur et la perfection dans un être fragile et périssable..., tout cela peut-il se concevoir sans une vie future? Non, cher Lorenzo, Dieu n'a pu mettre dans mon cœur le sentiment profond que vous m'avez inspiré pour m'abandonner ensuite! Vous l'avez dit, vous l'avez dit, cher compagnon de ma courte existence: l'amour est le souverain maître de la vie et de la mort; il a élevé mon âme jusqu'à la poésie qui m'a fait connaître la grandeur de Dieu, comme le dit aussi Béatrice dans ces beaux vers que vous m'avez fait connaître :

Questo decreto, frate, sta sepulto,
Agl' occhi di ciascun il cui ingegno,
Nella fiamma d'*amor* none è adulto (1). »

Une pâleur mortelle, suivie d'un affaissement qui dura quelques

(1) « Cette loi est incompréhensible pour celui qui n'a pas été éclairé par l'amour. » (Dante, *Paradiso.*)

minutes, avertit le chevalier que la pauvre Beata était suspendue dans l'abîme par un dernier souffle de vie. Il sanglotait bruyamment en pressant la main déjà froide de la *gentildonna* contre ses lèvres, et il allait appeler du secours, lorsque Beata, entr'ouvrant péniblement ses beaux yeux, lui dit tout bas, comme si elle eût deviné sa pensée : « Pas encore, mon ami... j'ai une prière à vous adresser. Tenez, lui dit-elle en lui offrant une mèche de ses cheveux qu'elle avait cachée dans un Évangile qui était sous sa main, conservez cela en souvenir de moi. Lorenzo, ô vous que j'ai tant aimé, ne m'oubliez pas! Quel que soit le nombre de jours qui vous sera départi par la Providence, que mon nom reste doux à vos lèvres! Réjouissez-vous, comme dit le saint prophète, *de la femme de votre jeunesse.* »

Puis, tirant de son sein un christ en ivoire, qu'elle embrassa avec effusion, elle le présenta au chevalier en lui disant : « Imitez-moi, mon ami, et que nos âmes se confondent à travers Jésus-Christ! »

Le chevalier s'empressa de satisfaire au désir de Beata, qui, ayant remis le crucifix sur sa poitrine, ajouta : « Maintenant je suis heureuse, nous nous reverrons... je vous attendrai, je serai la *stella mattutina* que vous invoquerez dans les grandes difficultés de votre vie, Lorenzo... » murmura-t-elle de ses lèvres contractées par le frisson de la mort.

A ce spectacle, le chevalier se mit à crier : « Au secours! au secours! » Les domestiques, les médecins, un prêtre et le sénateur Zeno entrèrent précipitamment dans la chambre de la *gentildonna* agonisante. Le sénateur s'approcha du lit de sa fille, qui, faisant un effort suprême, s'écria : « Jésus, mon Dieu! ayez pitié de moi... » Ce furent les dernières paroles qu'elle put articuler. Lorenzo, éperdu, se précipita sur la main glacée de Beata, et dit dans une sorte d'extase : — *Ita ne'* Beata *nell' alto cielo, nel reame ove gl' angeli hanno pace!* « Beata s'est envolée comme un ange dans le royaume des cieux (1)! »

Beata était morte dans la nuit du 10 au 11 mai 1797. Quelques jours après, le 16 mai, une flottille amenait sur la place de Saint-Marc une division de l'armée française, et la république de Venise avait cessé d'exister.

Telle fut la jeunesse du chevalier Sarti, dont plus tard j'achèverai de raconter la vie.

P. Scudo.

(1) Dante, *Vita Nuova.*

HISTOIRE NATURELLE

DE L'HOMME

DU CROISEMENT DES RACES HUMAINES.

I. *Essai sur l'Inégalité des races humaines*, par M. de Gobineau. — II. *The Races of men*, by Dr Knox. — III. *La Terre et l'Homme*, par M. A. Maury.

Existe-t-il plusieurs espèces d'hommes, ou bien les différences présentées par les diverses populations du globe ne sont-elles que des caractères de race (1)? Je ne veux pas aborder aujourd'hui l'examen de cette question, si vivement, parfois si violemment débattue, et qu'ont trop souvent obscurcie des passions dont la source n'était rien moins que scientifique. Ce n'est ni dans une seule étude ni à propos de deux ou trois livres qu'il est possible de la traiter, et d'ail-

(1) Parmi les savans qui se sont occupés des questions ethnologiques avec le plus d'ardeur, il en est un grand nombre qui ne se font pas une idée nette de ce que signifient les mots *espèce, variété, race*. A chaque instant, on voit ces expressions employées indifféremment, et souvent comme synonymes. De là vient en grande partie la confusion qui règne dans les discussions relatives aux races humaines. Sans entrer dans des considérations qui exigeraient de longs développemens, je crois devoir énoncer ici les définitions que j'ai adoptées de ces trois mots. — Je donne le nom d'*espèce* à l'ensemble des individus, plus ou moins semblables entre eux, qui sont descendus ou qui peuvent être regardés comme descendus d'une paire primitive unique. — La *variété* est tout individuelle et caractérisée par quelque trait saillant distinctif. — J'appelle *race* l'ensemble des individus provenant d'une même espèce, ayant reçu et transmettant par voie de génération certains caractères de variété. Il suit de là : premièrement que toute race remonte à une espèce qui lui sert de point de départ, — en second lieu que l'ensemble des races, soit primitives, soit dérivées d'une même espèce, constitue l'espèce elle-même, — enfin que tout changement portant sur une race quelconque porte sur l'espèce d'où est dérivée cette race.

leurs je n'en ai pas besoin. Je me bornerai donc à exprimer une conviction bien entière, et que mes recherches de naturaliste et d'ethnologiste fortifient chaque jour. — Oui, tous les hommes appartiennent à une seule et même *espèce*. Entre les populations les plus éloignées en apparence, il n'y a que des différences toujours moins grandes que celles dont les animaux domestiques nous offrent de si nombreux et si frappans exemples; de l'Européen au nègre du Congo, de la peau-rouge à l'Australien, il n'existe que des différences de *race*. A ce titre, tous les hommes sont frères, ou pour mieux dire cousins plus ou moins éloignés.

Que le lecteur se reporte par la pensée à ces expositions si riches en enseignemens de toute nature, qu'il se rappelle ce que sont nos chiens de rue et nos chiens de chasse, qu'il songe à la valeur relative de la rosse qui traîne nos chariots et du noble cheval arabe ou turcoman : il conclura de lui-même qu'entre les races animales dérivées d'une même espèce il peut sans doute exister une égalité réelle, bien que les caractères physiques soient différens, mais que presque toujours il en est qui possèdent un cachet décidé de supériorité ou d'infériorité. Les fils issus de mêmes parens, et à plus forte raison les cousins au premier, au second, au dixième degré, nous présenteraient des faits tout pareils. Ce n'est donc pas être infidèle aux croyances énoncées plus haut que d'admettre l'inégalité des races humaines, que de regarder quelques-unes d'entre elles comme supérieures, d'autres comme inférieures, et de les échelonner en conséquence (1). Quelques philanthropes exagérés ont nié qu'il en pût être ainsi. Ils ont affirmé l'égalité complète et actuelle du blanc et du noir, et accusé quiconque soutenait le contraire de favoriser l'esclavage (2). Sans entrer dans un pareil débat, sans répéter ce que j'ai déjà établi dans ce recueil (3), je me bornerai à dire que, pour combattre une institution détestable, il ne me semble nullement nécessaire de dénaturer les faits et de nier l'évidence.

Les races inférieures et supérieures dérivées d'une même espèce peuvent-elles s'unir de manière à donner naissance à des races nouvelles, à des races métisses? En présence des faits universellement connus, il peut paraître étrange qu'une telle question soit posée. Pourtant elle l'a été, et, qui plus est, elle a été résolue négativement pour les animaux par quelques hommes d'un vrai mérite d'ailleurs,

(1) Je ne parle ici que d'une inégalité de fait et tout actuelle. On verra plus loin que j'admets au contraire et sans réserve *l'égalité virtuelle*. Ces croyances découlent du reste tout naturellement des définitions que je viens de donner et de leurs conséquences immédiates.

(2) Voyez le *Bulletin de la Société d'ethnologie de Paris*.

(3) Voyez *La Floride, Revue des Deux Mondes*, 1er mars 1843.

et pour l'homme par quelques ethnologistes, parmi lesquels nous citerons surtout le docteur Knox, qui joint à ses autres titres celui de correspondant de l'Académie de médecine de Paris. L'école américaine, qui admet l'existence d'espèces humaines distinctes, penche nécessairement vers cette doctrine, bien que l'évidence des faits lui arrache parfois les aveux les plus explicites et les plus en opposition avec cette manière de voir (1). Les uns et les autres sont loin d'ailleurs de s'accorder. Les zootechnistes ont sous les yeux des exemples trop palpables pour ne pas admettre la formation de races nouvelles; le docteur Knox et ses adhérens nient cette formation d'une façon plus ou moins absolue. Parmi les premiers, ceux qui rejettent l'influence du croisement attribuent d'une manière exclusive à la puissance des milieux les modifications, parfois si grandes, imprimées à l'organisme. Les seconds déclarent les milieux les plus énergiques incapables d'exercer une action de cette nature même dans les limites les plus restreintes. Je ne discuterai pas aujourd'hui ces assertions contraires, qui se détruisent mutuellement. A mes yeux, il est impossible de se refuser à admettre l'apparition de races nouvelles, formées tantôt sous l'influence du croisement, tantôt sous celle d'un changement de milieu, tantôt enfin, et le plus ordinairement, sous celle de ces deux agens réunis. Je n'ai aujourd'hui à parler que du premier cas, et me bornerai à rappeler quelques faits.

Ici on n'a vraiment que l'embarras du choix. Presque toutes les contrées de l'Europe possèdent un certain nombre de races domestiques dans la formation desquelles le croisement a joué au moins le principal rôle. Sans sortir de France, et pour m'en tenir à deux faits bien récens, je citerai la race des moutons charmoises et celle des porcs de Boulogne, dans l'arrondissement de Valenciennes. On sait comment M. Malingié a obtenu la première par une suite d'alliances ménagées avec discernement, d'abord entre les races berrichonne et tourangelle, puis entre les métis de ces dernières et des béliers mérinos et new-kents. En quelques années, cette race a été suffisamment assise pour exercer à son tour une influence modificatrice des plus heureuses. Ses béliers, unis aux chétives brebis du Haut-Limousin, ont donné des produits d'une valeur double de celle des mères (2); ils sont aujourd'hui recherchés jusqu'en Angleterre. Quant aux porcs de Boulogne et de Montreuil, ils proviennent d'une race locale profondément abâtardie, qu'on a relevée par le croisement avec les yorkshires et les new-leicesters. Les métis ainsi obtenus ont été mariés

(1) Voyez, dans l'ouvrage de MM. Nott et Gliddon, *Types of Mankind*, la partie intitulée *Hybridity of Animals*.

(2) Renseignement verbal fourni par M. L. de Lavergne.

ensemble, et sans remonter à la souche anglaise; il s'est ainsi formé sur place une race supérieure qui alimente annuellement un commerce considérable, principalement avec la Champagne (1).

L'existence de populations entières résultant du croisement des races humaines est un fait non-seulement de toute évidence pour le présent, mais que les études de la nature la plus variée retrouvent à chaque instant et de plus en plus dans le passé de l'humanité. Quelques influences locales peuvent, il est vrai, retarder le développement de ces races. Deux auteurs anglais, Etwick et Long, qui tous deux ont écrit une histoire de la Jamaïque, s'accordent à déclarer que dans cette île les mariages entre les mulâtres sont moins féconds que les alliances contractées par un de ces métis, soit avec un blanc, soit avec un nègre. M. le docteur Yvan m'a même assuré qu'à Java les métis de Malais et de Hollandais ne se reproduisaient pas au-delà de la troisième génération (2); mais entre ces faits tout exceptionnels et les conséquences qu'en ont tirées soit les ethnologistes américains, soit surtout le docteur Knox, il y a tout un abîme. Pour les réfuter, il suffit d'ouvrir le premier livre de voyage venu et surtout de citer quelques chiffres. En prenant pour exemple en Amérique les cinq états du Mexique, de Guatemala, de la Colombie, de La Plata et du Brésil, on trouve que les métis de toute sorte entrent pour un cinquième dans la population totale (3). M. d'Omalius d'Halloy, après avoir discuté toutes les données de ce problème, es-

(1) Je crois devoir me borner à ces deux exemples, sans entrer dans une discussion qui serait ici déplacée, et sans traiter tout au long la question des races obtenues par croisement. A ceux qui en nient l'existence, il est, on le voit, facile de répondre par des faits. Quant aux faits qu'ils invoquent à leur tour, il est en général aisé de les expliquer. Certains mécomptes dont on a fait grand bruit étaient faciles à prévoir. Lorsque par exemple on s'est laissé guider par les doctrines exclusives du Jockey-Club, lorsqu'on a voulu mêler à toutes nos races chevalines le sang du cheval anglais, on devait manquer bien souvent le but qu'on se proposait d'atteindre. Comment cette race tout artificielle, habituée à des soins minutieux, chez laquelle une éducation spéciale a développé outre mesure un tempérament nerveux et la faculté de dépenser en quelques minutes une somme énorme de force, aurait-elle pu venir en aide à nos races montagnardes, à qui l'on demande avant tout la sobriété, la rusticité, la patience, la résistance aux fatigues longues et soutenues? Ses qualités mêmes devenaient ici des défauts graves, et les plaintes qu'arrachait à nos agriculteurs de l'Auvergne ou des Ardennes le résultat de certains croisemens étaient parfaitement fondées. On avait agi contrairement aux données les plus élémentaires de la physiologie : l'insuccès était inévitable. — Toutes les fois au contraire qu'on a tenu compte de ces données, la réussite a couronné des tentatives intelligentes. L'histoire de presque toutes les grandes races domestiques est là pour attester cette vérité.

(2) Dans les autres colonies hollandaises, me disait encore le Dr Yvan, les croisemens entre les deux races sont indéfiniment féconds, comme ils le sont partout ailleurs entre toutes les autres races.

(3) Les chiffres qui donnent ce résultat ont été recueillis en 1824 et 1830.

time à environ 750 millions le chiffre des habitans de la terre entière et à 10 millions celui des métis (1).

Il faut bien remarquer que M. d'Omalius n'a fait entrer dans ses calculs aucune de ces races qui portent au plus haut degré le cachet d'une origine mixte, comme les Cafres ou les Malais, mais dont on ignore le point de départ. Il a tenu compte uniquement des métis, dont l'origine, remontant à l'époque moderne, est connue historiquement. Or ces derniers n'ont commencé à paraître qu'à la suite du grand mouvement qui vers la fin du XVe siècle entraîna les populations européennes dans les régions lointaines. L'Amérique a été découverte en 1492, le cap de Bonne-Espérance doublé en 1497. Ainsi c'est en trois siècles et demi seulement que s'est formée cette multitude de mulâtres, de zambos, de chulos, de griquas, de métis de toutes races, qui entre dès à présent pour 1/75 dans la population totale du globe. Et encore ne mentionnons-nous ici que le résultat du croisement entre les races extrêmes. Que serait-ce si nous tenions compte des mélanges effectués chaque jour entre les races voisines et les rameaux d'une même race? Ce mouvement de fusion, déjà si rapide, ne peut que s'accélérer dans des proportions impossibles à prévoir sous l'influence de la facilité et de la fréquence croissante des communications. Il y a donc un intérêt bien réel à chercher quel en sera le résultat probable.

C'est ce qu'a voulu faire un écrivain qui possède évidemment beaucoup de savoir et de hardiesse d'esprit, mais qui, faute d'être naturaliste, devait presque nécessairement s'égarer. M. de Gobineau a ramené à l'étude des races humaines, aux résultats de leurs croisemens, l'histoire de toutes les grandes civilisations et des groupes politiques formés sous l'influence de ces dernières. Rattachant à une cause unique tous les ordres de faits moraux, intellectuels ou physiques, que peuvent présenter les peuples, il est remonté aux premiers temps de l'humanité, l'a suivie dans ses développemens et croit pouvoir prédire quand et comment elle finira. Chemin faisant, il a indiqué l'origine de toutes les sociétés, les a suivies dans leurs évolutions, précisé les causes de leur décadence et de leur dissolution. L'***Essai sur l'inégalité des races humaines*** est ainsi devenu une esquisse d'histoire universelle prise au point de vue ethnologique. Or, lorsqu'une science est en voie de se former, — et l'ethnologie en est encore à peine là, — ces essais de synthèse, fussent-ils prématurés, ont toujours une valeur réelle. Ils font naître des rapprochemens, ouvrent des vues d'ensemble, conduisent à des idées générales, et par leurs défauts mêmes préparent l'avenir. A ces divers titres, l'ouvrage de

(1) *Élémens d'Ethnographie.*

M. de Gobineau mérite un sérieux examen, malgré l'inexactitude de la donnée fondamentale du livre et ce qu'il y a de paradoxal dans bien des assertions de l'auteur.

I.

« La chute des civilisations, dit M. de Gobineau, est le plus frappant et en même temps le plus obscur phénomène de l'histoire. » Ce phénomène a-t-il été expliqué? L'auteur ne le croit pas. A l'en croire, tous les historiens, tous les philosophes se sont mépris dans la recherche des causes qui amènent ces grandes décadences. Le fanatisme, le luxe, les mauvaises mœurs, l'irréligion, quelque répandus et universels qu'ils puissent être, ne sont que des espèces d'accidens sans influence sur la durée des empires; le mérite relatif des gouvernemens n'en a pas davantage. A plus forte raison, la nature du sol et des localités, le plus ou le moins de bonté des institutions, ne peuvent rien pour la grandeur ou la faiblesse des nations. Il en est de même des religions, et le christianisme, pas plus que le mahométisme, ne crée ni ne transforme l'aptitude civilisatrice.

On voit combien de discussions soulèveraient à elles seules ces quelques propositions. Peu de lecteurs, je pense, les accepteront dans le sens absolu qui leur est donné. Sans doute on a vu des peuples résister aux convulsions provoquées par les passions religieuses, d'autres supporter un excès de luxe sans s'épuiser, ou durer en dépit d'institutions mauvaises; mais ces maladies morales agissaient isolément, ou n'étaient que passagères, ou bien enfin n'atteignaient que quelques parties du corps social. Dès-lors pourquoi eussent-elles été nécessairement mortelles? Tous les jours, un individu guérit du choléra, un autre du typhus, un troisième de la peste : est-ce à dire que ces fléaux, même isolés, soient sans effet sur l'organisme, et que ce dernier résisterait de même à leur action combinée? Tous les jours surtout, un membre frappé de grangrène tombe, laissant plein de vie le corps d'où il s'est détaché; mais si le mal eût été général, qui ne voit quelles en auraient été les suites? Or, chez tous les peuples en décadence, dans toutes les sociétés en voie de décomposition, l'histoire nous montre non pas une seule, mais toutes ou presque toutes les causes de destruction que j'ai nommées se développant à la fois, agissant non sur quelques individus, mais sur les masses elles-mêmes. Dénier toute influence à de pareils agens de destruction me semble vraiment impossible.

Au reste, M. de Gobineau lui-même paraît avoir senti ce que ses propositions avaient de forcé et d'étrange. Au moment d'exposer sa propre théorie, il revient quelque peu sur ses pas et reconnaît qu'il

y a lieu de gémir lorsque la société est atteinte de ces terribles fléaux. C'est là une observation que j'aurai trop souvent à reproduire pour ne pas la faire dès le début. A chaque instant et pour les questions les plus fondamentales, l'auteur de l'*Essai sur l'inégalité des races humaines*, entraîné par sa plume, émet les opinions les plus absolues, qu'il amende quelques pages plus loin. Parfois la correction va jusqu'à la contradiction : de là résulte pour le lecteur une incertitude fatigante, et souvent une difficulté réelle à bien comprendre le fond de la doctrine même.

Les élémens de désorganisation signalés tout à l'heure ne sont redoutables, selon M. de Gobineau, que lorsqu'ils atteignent un peuple *dégénéré*. Cette expression a ici un sens tout spécial. Pour l'auteur, une population dégénère toutes les fois qu'elle porte atteinte à la pureté de son sang par le croisement avec une autre race. Plus les mélanges sont multipliés, plus la dégénérescence fait de progrès, et quand le nombre des croisemens dépasse certaines limites, la société ne peut plus se maintenir. Ici se montre la pensée fondamentale du livre. Dans la doctrine dont il renferme l'exposé théorique et l'application, la naissance, l'état stationnaire ou progressif, la grandeur ou la décadence, en un mot tous les phénomènes moraux, intellectuels ou physiques d'une tribu comme d'une nation sont uniquement des questions de race.

Lorsqu'un écrivain fait reposer tout un ensemble d'idées sur un mot, on doit s'attendre à ce qu'il précise exactement le sens de ce seul mot. M. de Gobineau ne l'a pas fait, et c'est un grand reproche à lui adresser. Il admet l'unité de l'espèce humaine, tout en déclarant que nous ne connaissons pas l'homme primitif, et sur ces deux points nous sommes entièrement de son avis. Il admet l'existence de trois races fondamentales, la blanche, la jaune et la noire; ici encore nous partageons son opinion. Ces trois races, dans leurs représentans les plus caractérisés, sont en effet les extrêmes de ces mille nuances qui servent d'intermédiaires entre les populations les plus éloignées; elles peuvent donc être regardées comme autant de types autour desquels se groupent les races secondaires; mais pour lui ces races ont quelque chose de tellement absolu, de tellement radical, qu'elles redeviennent de véritables *espèces,* dans le sens que les naturalistes donnent à ce mot. Partout, à chaque instant, M. de Gobineau combat à outrance l'idée qu'un milieu extérieur quelconque puisse influer en quoi que ce soit sur une population. Pour lui, tout est dans le sang. D'une race à l'autre, le sang diffère comme l'eau diffère de l'alcool; on peut les mélanger, mais les transformer, jamais: le croisement seul a produit toutes les différences ethniques constatées dans l'espèce humaine.

Telles sont les opinions professées à chaque page du livre, et pourtant, lorsqu'il s'agit d'expliquer l'existence des trois types fondamentaux, c'est précisément à l'action du milieu et des agens physiques seuls que l'auteur a recours. Il est vrai qu'il remonte alors à l'origine des choses et admet d'une part que l'espèce humaine, récemment créée, n'ayant pas encore de caractères bien arrêtés, était par cela même plus aisément impressionable, — d'autre part, que les actions physiques résultant de cataclysmes encore récens avaient une énergie qu'elles ont perdue depuis. Ces deux hypothèses n'ont rien qui répugne à la raison, elles s'accordent même assez bien avec les résultats les plus récens des études géologiques; mais l'une ou l'autre conduit-elle à nier d'une manière absolue toute action modificatrice actuelle, imprimée par le milieu, subie par l'homme? Évidemment non. Les forces physiques, en les supposant amoindries, n'en existent pas moins, et n'ont pas changé de nature; l'homme est resté le même au fond. Par conséquent, les influences extérieures ont dû conserver encore une certaine puissance, et, venant à s'exercer sur l'homme, elles agiront encore dans une certaine mesure. Les modifications subies par l'être humain seront peut-être moins étendues et se manifesteront plus lentement, mais elles n'en seront pas moins réelles. Telle est la conclusion logique à laquelle conduisent les données mêmes d'où part M. de Gobineau, aussi bien que l'étude attentive de tous les faits recueillis chez les animaux ou chez l'homme sur cette difficile question.

Au reste, cet écrivain semble l'avoir senti lui-même, et, pressé par les faits, il rend hommage à la doctrine tant de fois combattue par lui dans un passage trop significatif pour que je ne le reproduise pas textuellement. « On ne saurait méconnaître que les circonstances locales peuvent au moins favoriser l'intensité plus ou moins grande de certaines nuances de carnation, la tendance à l'obésité, le développement relatif des muscles de la poitrine, l'allongement des membres inférieurs ou des bras, la mesure de la force physique. » Ici M. de Gobineau ne parle pas autrement que nous-même. Si des influences locales, c'est-à-dire des *influences de milieu,* peuvent rendre des populations entières grasses ou maigres, si elles donnent aux unes des membres longs et grêles, à d'autres des membres courts et gros, si elles élargissent ou rétrécissent la poitrine, si elles rendent héréditaires ces particularités d'organisation, ne créent-elles pas de véritables races? « Mais il n'y a là rien d'essentiel. » J'ai vainement cherché l'indication précise de ces traits essentiels qui seuls semblent pouvoir, d'après M. de Gobineau, caractériser une race; je ne l'ai trouvée nulle part. On voit à quelle contradiction s'est laissé entraîner, à quel vague s'est laissé aller

l'auteur d'un livre dont on ne peut d'ailleurs contester l'intérêt, pour ne pas avoir attaché un sens précis aux mots *race* et *espèce;* si j'insiste sur ce point, c'est qu'on pourrait adresser le même reproche peut-être à la majorité de ceux qui ont traité la question des races humaines.

Poursuivons notre examen. L'homme primitif, la race humaine primaire, laissa donc en disparaissant trois races secondaires, la noire, la jaune et la blanche. Par le croisement de ces races et de leurs métis se sont formées des races tertiaires, quaternaires, etc. Chacune d'elles apportait d'ailleurs dans ces alliances des élémens physiques, moraux et intellectuels fatalement différens. La race noire présente à un haut degré le cachet de l'animalité : ses facultés pensantes sont médiocres, ou même nulles; mais ses sens, développés outre mesure, donnent à la sensivité, et par suite au désir, une énergie, une intensité inconnues aux autres races. Par ces motifs, l'auteur voit en elle une race femelle (1). L'élément mâle est représenté dans l'espèce humaine par la race jaune, que caractérisent, indépendamment de ses traits physiques bien connus, un caractère apathique, l'amour de l'utile et du bien-être matériel. Du reste, pas plus que le noir, le jaune, livré à lui-même, ne peut s'élever au-dessus de l'état sauvage. La race blanche seule possède ce pouvoir. A elle appartiennent exclusivement l'initiative, l'instinct du progrès et la puissance organisatrice, la beauté physique, l'intelligence élevée et l'énergie morale, l'instinct de la liberté et le sentiment de l'honneur.

Dans la pensée systématique que nous voulons combattre, ces caractères sont absolus. En dehors du croisement, rien ne peut les modifier. De là résultent deux conséquences : la première, c'est que jamais une race ne saurait s'améliorer par elle-même, et que par conséquent il appartient à la race blanche seule de relever ses sœurs en leur infusant son sang privilégié; la seconde, que cette transfusion, en relevant l'élément inférieur, dégrade dans la même proportion l'élément supérieur. D'une race à l'autre, tout se passe comme si l'on mélangeait le dernier des breuvages au vin le plus exquis, et cela avec la même *rigueur matérielle*, si l'on peut s'exprimer ainsi. Par conséquent, le sang blanc se dilue par des croisemens successifs. A mesure qu'il diminue en quantité, son influence s'affaiblit

(1) M. de Gobineau s'est rencontré ici avec M. Gustave d'Eichthal, qui, par des considérations un peu différentes, est arrivé à la même conclusion; mais M. d'Eichthal regarde la race blanche comme représentant l'élément mâle de l'humanité, et, à vouloir entrer dans cet ordre de considérations, il me paraît évident que M. de Gobineau aurait dû adopter la même opinion, puisque d'après lui cette race seule est apte à développer les sociétés.

d'autant, et la race va s'abaissant de même. Jusqu'à présent, quelque discutable que soit la théorie, comme on va le voir, elle est du moins très claire. On comprend moins aisément pourquoi la dégradation fait des progrès lorsque deux races dotées d'une même proportion de sang blanc viennent à s'allier ensemble. C'est là pourtant ce qu'affirme l'auteur. A l'en croire, tout croisement de races, quelque égales qu'elles soient entre elles, abâtardirait encore forcément le produit, et le ferait descendre d'un degré de plus dans l'échelle ethnologique. Avant d'aller plus loin, il faut examiner ces idées générales.

L'inégalité des races humaines est un fait, nous l'avons montré plus haut; mais cette inégalité est-elle poussée chez quelques-unes d'entre elles jusqu'à l'inaptitude absolue? L'état sauvage est-il nécessairement, pour les noirs en particulier, le dernier mot de la civilisation? A la rigueur, on comprendrait cette opinion dans la bouche d'un partisan de la pluralité des *espèces*, mais non de la part d'un écrivain qui croit seulement à l'existence de *races*. Toutes les races qui se rattachent à une même espèce lui sont virtuellement égales, et sont de même égales entre elles. Ce sont autant de branches d'un même tronc. Certaines conditions les font diverger parfois outre mesure; des conditions nouvelles peuvent les ramener à côté de leurs sœurs et les rapprocher jusqu'au contact. C'est sur ce principe qu'est fondée en zootechnie la pratique de l'amélioration des races par elles-mêmes, méthode qui compte aujourd'hui tant de partisans. Sans doute cette méthode est plus lente que celle des croisemens avec des types supérieurs. Daubenton mit dix ans à obtenir de nos moutons indigènes une laine aussi fine que celle des mérinos d'Espagne, tandis qu'en cinq ou six générations un bélier de cette dernière race transforme complétement le mouton français; mais cette expérience célèbre, et bien d'autres faites depuis, prouvent que sous une direction éclairée la race animale la plus abâtardie peut se relever progressivement et donner des produits supérieurs. Ce qui est vrai des animaux l'est incontestablement de l'homme. En supposant que la race nègre ait partout commencé par l'état sauvage, il faut bien reconnaître, sans tomber dans les exagérations de quelques philanthropes plus zélés qu'éclairés, que sur quelques points de la Melanésie, et surtout en Afrique, elle a grandement amélioré son état primitif. Il est vrai que M. de Gobineau attribue la formation des moindres sociétés noires à l'influence de quelques gouttes égarées du sang régénérateur; mais c'est là une de ces assertions toutes gratuites auxquelles il est permis de ne pas s'arrêter.

Est-il vrai que le croisement soit par lui-même et nécessairement une cause de dégradation? Ici, à vrai dire, l'expérience sur les ani-

maux nous manque. Chaque jour', il est vrai, l'homme allie entre elles des races différentes, mais c'est toujours en vue d'un but déterminé, et en général pour relever l'une des deux. Les mêmes reproducteurs sont, à chaque génération, croisés de nouveau avec les métis déjà obtenus. Par conséquent, la race nouvelle se confond de plus en plus avec le type supérieur, et pour peu que le milieu s'y prête, elle finit par le reproduire. C'est juste ce qui se passe dans les colonies, où les mulâtres, devenus tiercerons, quarterons, etc., finissent par ne pouvoir plus être distingués des blancs.

Chez l'homme toutefois, cette marche constamment progressive vers la race supérieure n'est en définitive que l'exception. Les populations métisses, auxquelles a donné naissance le contact de la race blanche avec tous les peuples du monde, sont généralement refoulées sur elles-mêmes par le mépris qu'elles éprouvent pour leurs parens jaunes ou noirs, par celui que leur rendent leurs parens blancs. Partout les mulâtres, les zambos, etc., s'allient entre eux et au hasard pour ainsi dire. Il y a donc là des expériences toutes faites sur l'espèce humaine, expériences dont le résultat répond à la question que je posais tout à l'heure. Partout où des observations précises ont été faites, les métis se montrent supérieurs à la race colorée, presque égaux et parfois supérieurs, à certains égards, à la race blanche elle-même. Etwick, dans son *Histoire de la Jamaïque,* avait remarqué depuis longtemps que le sang le plus noble exerçait sur le produit une influence prépondérante, et les faits lui donnent pleinement raison. Aux Philippines, les métis sont très nombreux; ils dominent à Manille et forment une classe active, industrieuse, brave, qui a déjà arraché à la métropole de sérieuses et justes concessions. A peine est-il besoin de rappeler ce qu'étaient à Saint-Domingue ces hommes de couleur qui ont expié si cruellement leurs alliances avec les noirs. Les travaux publiés dans la *Revue* sur Haïti ne peuvent laisser en doute qu'ils ne fussent, à bien peu de chose près, les égaux des créoles blancs (1). Au Brésil, grâce à sa valeur intellectuelle et morale, la race croisée de blanc et de noir a su vaincre en grande partie le préjugé du sang, et elle est surtout remarquable par des aptitudes pour la culture des arts bien plus développées chez elle que chez les blancs de race pure (2). Dans ce même empire, nous trouvons une province entière habitée par une race croisée d'Européens et d'indigènes. Quel a été le résultat de ce mariage? Le cachet particu-

(1) Voyez les études de MM. Gustave d'Alaux et Lepelletier Saint-Remy, — 1er et 15 décembre 1850, 15 janvier, 1er février, 15 avril, 1er mai 1851, — 15 novembre 1845.

(2) M. de Lisboa, *Bulletin de la Société ethnologique;* M. Ferdinand Denis, *Histoire du Brésil.*

lier des Paulistas, leur caractère chevaleresque, leur bravoure, leur persévérance ont été racontés ici même et ailleurs (1). A en croire les témoins oculaires, ces métis de Ganayages semblent être aujourd'hui dans ces vastes régions les plus purs représentans de leurs ancêtres blancs, les vrais fils des Portugais de la grande époque, les véritables enfans des Gama et des Albuquerque.

On le voit, les faits contemporains se prêtent peu à la théorie nouvelle. Il y a plus : en partant des données mêmes qui lui servent de fondement, on devrait, ce me semble, arriver à des conclusions diamétralement opposées. En effet, l'écrivain que je combats n'accorde à l'homme noir que l'imagination et le sentiment des arts; il réserve à l'homme jaune les instincts positifs et une aptitude régulière, constante pour les choses utiles. Que reste-t-il au blanc primitif? A en croire l'*Essai sur l'inégalité des races*, le blanc manifesterait à peu près uniquement une énergie conquérante invincible reposant sur une très grande force physique et un amour effréné de la guerre. Joignons à ces qualités peu sociables un sentiment religieux assez borné, puisque le blanc croit pouvoir détrôner ses dieux et se mettre à leur place; ajoutons encore la beauté corporelle, et nous aurons recueilli tous les traits de cette grandeur physique et morale dont il est question à chaque page, et que le mélange doit abaisser. Y a-t-il là cependant de quoi expliquer le rôle attribué à la race blanche? Les faits invoqués à l'appui de cette opinion nous semblent conclure contre elle. Les *Aryans* primitifs, à en juger par ce qu'en dit l'auteur lui-même, vivaient dans une anarchie irrémédiable. Il nous sera toujours difficile de voir des missionnaires de la civilisation dans les Normands qui ravagèrent nos côtes, ou dans le *squatter* que la haine de tout frein exile au fond des forêts. Et pourtant les premiers seraient des espèces de demi-dieux réunissant tout ce que l'homme peut concevoir de grand, de noble, de beau; les seconds, des héros, dominateurs à juste titre de toutes les populations contemporaines; le troisième serait le digne héritier des uns et des autres, et, quoique bien dégénéré, il représenterait le dernier élément civilisateur que possède notre pauvre humanité décrépite.

En présence de cette conclusion, qu'il est permis de trouver étrange, on se demande quel est ce signe inniable de supériorité devant lequel s'efface tout le reste. J'ai lu le livre avec une attention croissante toutes les fois qu'il s'agissait de ce point de doctrine, et n'ai trouvé nulle part de réponse directe. Toutefois il me paraît que l'énergie guerrière séduit avant tout l'écrivain. Il se complaît à retra-

(1) *Un Souvenir du Brésil* (*Revue* du 15 septembre 1832), par Th. Lacordaire; *Histoire du Brésil*, par M. Ferdinand Denis.

cer les mœurs héroïques des races batailleuses, depuis celles des Aryans, sur lesquels nous savons si peu de chose, jusqu'à celles de ces Germains, de ces Scandinaves, toujours prêts à boire et à se battre. Parfois alors la vérité se fait jour, et au milieu de ces descriptions enthousiastes se glissent des aveux singuliers. L'orgueil farouche, l'insubordination indomptable de ces héros, ne peuvent se dissimuler entièrement aux regards de leur admirateur. S'il n'avait été entraîné par des idées préconçues, il se serait demandé quelle société pouvait s'élever sur de pareils fondemens, et la réponse ne se fût pas fait attendre. Ici encore les faits parlent bien haut. Nulle part M. de Gobineau ne nous montre et ne peut nous montrer un grand empire exclusivement composé de ses Aryans ou de ses Germains, exerçant autour de lui une attraction irrésistible, régnant par la paix autant que par la guerre, fondant en un mot une civilisation. Il ne peut pas même nommer une seule nation stable et assise composée d'élémens purement blancs, en donnant à ces mots la signification qu'il leur réserve. Pour pouvoir attribuer à cette race d'élite ce caractère suprême de supériorité, il est obligé de recourir à ces grands *tumuli*, à ces ruines mystérieuses que recèle l'Asie centrale, et de supposer que là existaient, antérieurement à toute histoire, de grandes populations blanches jouissant d'une civilisation avancée. Or, en admettant que les Tchoudes aient été les ancêtres de tous les peuples blancs, — hypothèse que je ne veux pas discuter, — en supposant encore qu'ils aient formé un ou plusieurs corps de nation comparables à ce que nous savons avoir existé ailleurs, les traces qu'ils ont laissées n'accusent-elles pas un état de choses bien inférieur aux grandes civilisations brahmaniques ou égyptiennes, sémitiques ou grecques, romaines ou modernes? Toutes ces civilisations pourtant, c'est l'auteur qui l'affirme, n'ont paru qu'après le mélange de la race blanche avec les races noire ou jaune. Le croisement n'a donc pas entraîné ici de suites bien regrettables; il semble au contraire avoir produit les résultats les plus heureux.

A vrai dire, il ne pouvait en être autrement. Les caractères de race, ne l'oublions pas, sont, dans l'ordre d'idées que je discute, quelque chose de fondamental qui ne se modifie ni par lui-même ni par l'action du monde extérieur. S'il en est ainsi, toute race qui reste isolée est nécessairement stationnaire. Or chacune des trois races primitives, prise isolément, était foncièrement incomplète et obéissait à des instincts exclusifs. Par suite, ses qualités, développées sans contrôle et poussées à l'excès, tournaient aisément en défauts; ses défauts devenaient des vices; rien de nouveau ne pouvait surgir. Par les croisemens, elles se sont complétées; les exagérations

se sont atténuées; des qualités nouvelles, jusque-là endormies à l'état de germe, se sont fait jour. Telle est la conclusion qui ressort évidemment des données premières posées dans le livre sur l'*Inégalité des races humaines*. Pour être en contradiction avec tout le reste de l'ouvrage, elle n'en est pas moins acceptée et même parfois développée par l'écrivain, qu'entraînent alors, sans qu'il s'en aperçoive, la logique et l'autorité des faits. Citons un exemple de cette contradiction, bien importante à signaler.

D'accord ici avec tout le monde, M. de Gobineau admet que les beaux-arts sont une des plus hautes manifestations de la nature humaine, et que la nation qui en a le sentiment, qui le voit s'étendre et se généraliser chez elle, s'élève et gagne au moins à certains égards. Or, toujours selon lui, l'art relève uniquement de la sensation, et voilà pourquoi le noir, avec son intelligence nulle, mais avec sa très grande puissance sensitive, est l'homme le mieux doué pour l'art; voilà aussi pourquoi le blanc, très intelligent, mais peu sensitif, n'en a aucun sentiment. Toutefois le noir ne peut arriver au beau, parce que sa faiblesse d'esprit arrête tout essor tant soit peu élevé. Ceci explique comment les populations noires, avec un sentiment si profond de l'art, en sont encore en poésie, en peinture, en musique, en sculpture, aux ébauches que nous connaissons. Vienne le blanc, et de cette union entre l'intelligence et la sensitivité naîtra le sentiment du beau en tout genre, le désir et le pouvoir de le réaliser. Les métis du blanc et du noir pourront seuls produire les chefs-d'œuvre des siècles passés et ceux de l'ère moderne; seuls, ils pouvaient enfanter la civilisation hellénique et le magnifique développement de l'art grec. Telle est la conclusion de l'auteur lui-même, et nous ne la contesterons pas; mais nous lui demanderons si cette fois encore le croisement a abaissé la race, et si les Grecs *à demi sémitisés* de Périclès étaient inférieurs aux Hellènes primitifs, frères supposés des Aryans et des Germains? Nous sommes certain qu'en dépit de sa théorie il reculerait devant une réponse affirmative.

Ainsi M. de Gobineau reconnaît formellement que le croisement peut avoir parfois une influence heureuse; mais là pour lui est l'exception, et il ne s'y arrête pas : là au contraire est pour nous la règle. Le croisement entre populations diverses, dans de justes proportions et sous l'empire de conditions convenables, est bien certainement un des moyens les plus efficaces pour relever une race humaine, souvent deux races à la fois, et pour cela il n'est pas nécessaire que le sang régénérateur arrive jusque dans les veines de tout un peuple. L'amélioration s'opère ici par les deux procédés dont nous avons parlé plus haut. Le croisement agit directement sur une partie de la nation

inférieure; la masse, entraînée en avant par l'impulsion qu'elle reçoit, grandit aussi et s'améliore tout en restant ethniquement la même. Telles sont les conséquences qui ressortent et des faits précis que j'ai déjà exposés et de l'histoire générale, qu'il nous reste à parcourir rapidement.

II.

Avant d'aborder ce terrain, je dois faire une observation importante. Le livre que je cherche à faire connaître renferme non-seulement des faits universellement admis, mais encore un grand nombre d'autres, qui sont très discutables. On y trouve surtout, et parfois quand il s'agit des questions les plus fondamentales, des assertions très inattendues, très contraires à toutes les notions généralement acceptées. Assez souvent l'auteur ne prend pas la peine de les étayer, même des plus légères preuves. Cette façon dogmatique de procéder a bien ses avantages; elle permet plus de rapidité et de concision, mais elle rend l'examen du livre bien plus difficile. Si j'avais à me préoccuper par trop de la vérité historique, j'aurais à rompre presque à chaque page l'enchaînement des faits et des idées; mais mon but est tout autre. Je désire surtout démontrer combien la doctrine de l'auteur est inexacte, combien peu est fondée la conclusion qu'il tire de l'histoire ethnologique des peuples. En acceptant ses propres données, je lui fais la partie belle, et mes conclusions n'en auront que plus de force. Je ne discuterai donc que rarement les faits, et seulement pour montrer qu'il n'y a rien d'exagéré dans mes observations.

Les races noire et jaune, déclarées d'avance radicalement incapables de s'élever au-dessus de l'état sauvage, devaient peu occuper M. de Gobineau. Aussi se borne-t-il, pour la première, à constater qu'elle était autrefois bien plus répandue que de nos jours. Ici l'on trouve déjà quelques assertions assez hasardées (1); mais du moins, dans ce qu'elle a de général, cette opinion s'accorde avec les résultats des dernières investigations ethnographiques. Il n'en est pas de même quand il s'agit de la race jaune. Celle-ci se serait développée en Amérique et aurait peuplé ce continent de multitudes innombrables. Un beau jour, ces masses, traversant le détroit de Behring, auraient débordé sur l'Asie et causé, environ cinquante siècles avant notre ère, le grand ébranlement qui rompit l'équilibre existant jusque-là, et ouvrit l'ère des grandes migrations et des mélanges. On conviendra qu'une semblable hypothèse était assez étrange pour

(1) M. de Gobineau fait remonter les populations noires primitives jusqu'aux bords de la Mer-Caspienne; il voit dans les géans et dans les Choréens dont parle la Bible des débris encore purs de cette race. Goliath n'était autre chose qu'un de leurs derniers descendans.

avoir besoin d'être étayée au moins de quelque semblant de preuves; mais elle est tout simplement énoncée comme un fait avéré, sans qu'il soit même question ni des opinions contraires, ni de cette masse de renseignemens déjà recueillis qui tous montrent dans l'Amérique une terre comparativement nouvelle et récemment peuplée, qui tous tendent à démontrer que, loin d'envoyer à l'ancien monde des hordes conquérantes, l'Amérique a reçu de celui-ci les habitans assez rares qu'on rencontra chez elle au moment de la découverte.

Quoi qu'il en soit, la race jaune, arrivant par le nord-est, se dirigea d'abord au sud-ouest, et alla, toujours au dire de l'***Essai sur l'inégalité des races humaines***, se heurter contre les hauts plateaux de l'Asie, occupés alors par la race blanche. Celle-ci résista d'abord, et le flot d'envahisseurs se partagea en deux courans. L'un descendit au sud, et, par son mélange avec les noirs, donna naissance aux populations malaises et polynésiennes; l'autre, suivant les côtes de la Mer-Glaciale, atteignit, sans rien perdre de sa pureté, le continent européen et le peupla en entier jusqu'au fond de l'Espagne et de l'Italie. Bientôt cependant le nombre l'emporta sur l'intelligence, le courage et la supériorité physique individuelle. Les blancs, ébranlés, reculèrent et commencèrent ces grandes migrations qui allèrent partout conquérir et régénérer le monde. A ce moment naît l'histoire et apparaissent les empires d'où sortent les civilisations; celles-ci se sont succédé au nombre de dix seulement, savoir : les civilisations assyrienne, indienne, égyptienne, chinoise, grecque, italique, germanique, alléghanienne, mexicaine et péruvienne.

M. de Gobineau rattache médiatement ou immédiatement toutes ces civilisations à deux courans principaux de populations blanches qui, partis du même point, divergèrent dans trois directions principales. Du premier proviennent les peuples chamo-sémitiques, qui fondèrent la civilisation assyrienne; le second comprend les populations aryanes, qui, à elles seules, ont envahi et civilisé presque tout l'univers. Les Aryans proprement dits descendirent dans l'Inde, et de ce grand tronc se détachèrent d'abord les Aryans-Iraniens, qui allèrent continuer l'œuvre des Sémites, et les Aryans-Hellènes, qui devaient subjuguer un jour leurs frères aînés. Puis partirent de l'Inde des colonies, déjà quelque peu altérées, qui allèrent civiliser, en Chine, les hommes jaunes presque purs; en Égypte, les hommes noirs et les Chamites, profondément mélanisés. Enfin du grand tronc aryan sont encore sortis plus tard les Germains, fondateurs de la civilisation moderne. Les trois civilisations américaines ne sont que la faible expression de quelques relations incomplètes ou passagères entre l'ancien et le nouveau monde. Quant à la civilisation italique ou romaine, nous verrons plus loin ce qu'en pense l'auteur.

Les premiers mélanges de races accomplis aux bords du Tigre et

de l'Euphrate, dans les plateaux de l'Iran, sur les rives du Gange ou du Nil, eurent lieu entre des races pures ou presque pures. Ainsi s'explique, d'après la théorie que j'examine, l'énergique vitalité des anciens empires. Toutefois ils portaient en eux un germe de mort. En Chine, il est vrai, la race jaune, grâce à ses instincts utilitaires et calmes, est restée à peu près immobile sous l'empire des institutions que lui imposèrent les initiateurs blancs; dans l'Inde, le régime des castes, en conservant aux chefs de la nation une pureté de sang relative, introduisit dans la société un élément de durée presque indéfinie; mais partout ailleurs le blanc, d'abord séparé du noir, s'unit bientôt à son esclave, et son sang, de plus en plus dilué par des croisemens incessans, perdit ses vertus premières. La décadence commença. Un moment vint où, jusque dans les veines des plus hautes classes, le sang noir surpassa le sang blanc en quantité, et alors vint le moment de la ruine. Ainsi finirent ces antiques civilisations d'Asie et d'Afrique qui datent des premiers âges historiques, et qui, par la grandeur des vestiges qu'elles ont laissés en disparaissant, attestent encore la puissance des métis enfantés par les premiers croisemens des races primitives.

Les civilisations européennes ne pouvaient avoir ni la même énergie ni la même durée. Toutes ont eu pour base des peuples cent fois métis, auxquels venaient se mêler des élémens blancs déjà profondément altérés eux-mêmes. La Grèce primordiale par exemple apparaît à M. de Gobineau comme peuplée moitié d'habitans autochthones, descendus de ces peuples jaunes que nous avons vus sortir d'Amérique, et moitié de colons sémitiques. Abandonné à lui-même, ce double fond de population n'eût pu que s'abaisser de plus en plus; mais Deucalion, père d'Hellen et fils de Prométhée, rattache tous ses descendans à la race des Titans. Ceux-ci sont eux-mêmes fils d'Ouranos, et celui-ci n'est autre chose que Varounas, le dieu primitif des Aryans, antérieur et supérieur à Indra. Les Titans, grands-pères des Hellènes, sont donc de véritables Aryans. De cette source, la plus noble et la plus pure, est sorti le sang régénérateur qui seul pouvait enfanter la civilisation grecque. Les Aryans-Hellènes arrivèrent par le nord, dispersant et détruisant les peuples jaunes. S'avançant plus au sud, ils rencontrèrent les Sémites, et se croisèrent avec eux. De cet hymen, où le sang noir, adouci par la prédominance du sang blanc à peine nuancé de jaune, jouait un rôle considérable, résulta cette civilisation brillante dont aucune n'a égalé les merveilleux monumens, mais où manquait le sens pratique et utilitaire. Malheureusement, dans la Grèce méridionale, les croisemens répétés avec des peuples sémitiques et chamites amenèrent une prompte dégénérescence. Alors le nord, où le sang blanc était resté relativement pur, acquit une supériorité irrésistible. Ainsi s'explique l'ascendant

des Macédoniens à l'époque de Philippe et d'Alexandre; mais bientôt les conquêtes mêmes de ce dernier dispersèrent les dernières gouttes du sang aryan. Au milieu des races mélanisées de l'Asie et de l'Afrique, les civilisations grecque, persane, sémitique et égyptienne se fondirent en une sorte d'état bâtard sans caractère propre, incapable de rien produire de bon ou de beau, et la dégradation générale fit de rapides progrès.

Si l'on accorde à M. de Gobineau ses Pélasges-Mongols et ses Grecs-Aryans, si l'on néglige l'empire des Séleucides, et surtout celui des Lagides, si l'on prend pour unique terme de comparaison le siècle de Périclès, on pourra se trouver à peu près d'accord avec lui. L'histoire de la Grèce est certainement celle qui se prête le mieux à l'application de sa doctrine. Il n'en est pas de même lorsqu'il s'agit de l'Europe occidentale et de Rome. Ici les faits, un peu mieux connus, le dominaient davantage, et, quoiqu'il ait laissé encore une assez large part à l'hypothèse, il n'a pu les empêcher de conclure péremptoirement contre lui.

Et d'abord quels ont été les premiers habitans de l'Europe? On a vu déjà comment M. de Gobineau répond à cette question. Pour lui, ce ne sont plus seulement les Finnois, ce sont les représentans purs ou presque purs de la race jaune qui ont précédé tous les peuples européens dont parle l'histoire. A l'appui de cette opinion, il invoque des considérations tirées de plusieurs ordres de faits et attache surtout une grande importance aux ressemblances, fort curieuses en effet, qu'offrent entre eux certains instrumens, ustensiles ou monumens primitifs, observés en Europe, dans l'Asie septentrionale, et jusqu'en Amérique. De ces rapports entre des industries élémentaires, il conclut à l'unité de la race qui les exerçait, et naturellement il adopte, mais en les poussant jusque dans leurs dernières conséquences, les idées des antiquaires scandinaves sur les populations de l'âge de pierre. Les objections adressées à ses ingénieux devanciers s'appliquent également à lui, et bien plus encore; mais je crois inutile d'entrer ici dans une discussion où j'ai été précédé par de plus habiles. Je me bornerai donc à dire que l'interprétation donnée des mêmes faits par M. Maury me semble à la fois plus simple et plus naturelle. Des populations également sauvages, disposant de matériaux semblables, ont nécessairement dû se rencontrer dans les moyens de satisfaire à des besoins identiques. Pour expliquer ce résultat, il n'est pas nécessaire de supposer qu'elles appartenaient à la même race.

A ce fond exclusivement jaune, l'auteur de l'*Essai* ajoute divers peuples blancs, déjà profondément altérés, et qui, par leur croisement avec les premiers habitans du pays, ne tardèrent pas à s'abaisser. Parmi ces nouveau-venus, il compte entre autres les Slaves, *les*

plus abâtardis de tous ces métis, qui envoyèrent pourtant des colonies jusqu'en Italie et en Espagne, où de nouvelles alliances avec les populations locales les dégradèrent encore. Telle est l'origine attribuée aux Rhasènes ou Étrusques primitifs et aux Ibères. — Je ne dirai rien des premiers : nous en savons vraiment trop peu de chose. Quant aux seconds, j'ai pu les observer dans leurs descendans directs, dans ces Basques, que leurs hautes montagnes ont protégés contre les invasions de toute nature (1). Or le portrait qu'en a tracé M. de Gobineau est pour ainsi dire la contre-partie de ce que j'ai vu. Il les représente comme ayant une humeur taciturne, un caractère lourd et rustique, des habitudes sombres : je leur ai trouvé, en-deçà comme au-delà de nos frontières, une humeur profondément gaie, un esprit de repartie remarquable, un talent d'improvisation presque général, des habitudes sociables. En outre, contrairement à toutes les opinions reçues, et bien entendu sans les discuter, l'auteur regarde les Basques actuels comme ayant été produits par la fusion d'une foule de races distinctes qui seraient venues successivement chercher un refuge dans ces régions montagneuses; en conséquence il déclare que cette population manque complétement d'homogénéité. C'est précisément le contraire qui m'a vivement frappé. Lorsqu'une solennité quelconque appelait à Saint-Sébastien tous les montagnards des environs, il était impossible de ne pas voir dans cette multitude un peuple de cousins ou de frères.

Aux Ibères et aux Rhasènes vinrent se joindre dans l'ouest de l'Europe les Galls, Gaels, Celtes ou Kymris. Tout en reconnaissant à cette grande race une origine blanche, tout en lui attribuant certaines aptitudes, M. de Gobineau se montre fort sévère à son égard. Entraîné par les faits qu'accumulent la tradition et l'histoire, il retrouve d'abord en elle les traits physiques et les principaux caractères moraux qu'il a vantés chez les Aryans, les Iraniens, les Hellènes; il prouve combien les populations gauloises étaient éloignées de l'état sauvage et de la barbarie; puis, revenant en quelque sorte sur ses pas, il nous montre dans les Celtes une race surtout agricole, industrielle, commerçante, et dont la renommée militaire se fonde uniquement sur quelques invasions qu'effectuèrent presque par nécessité quelques peuplades exilées. En un mot, il fait des Galls un peuple foncièrement utilitaire, accusant une forte immixtion de sang jaune et frappé par conséquent d'un cachet ineffaçable d'infériorité.

Cette conclusion me paraît peu en harmonie non-seulement avec les faits universellement admis, mais encore avec la donnée fondamentale et la manière habituelle de procéder de l'écrivain. On com-

(1) Voyez la *Revue des Deux Mondes*, 15 mars 1850.

prendrait qu'il eût montré dans les populations gauloises subjuguées par les Romains les métis dégénérés des premiers Galls : la préexistence d'une race entièrement jaune aurait expliqué à son point de vue cette dégradation; mais rien dans l'ouvrage ne vient motiver l'opinion exprimée sur la race gallique, considérée en elle-même et abstraction faite de tout mélange. Peut-être, à son insu, M. de Gobineau a-t-il été dominé par une idée qui se développera plus loin. Pour pouvoir rapporter aux seuls Germains toute la civilisation occidentale, pour pouvoir attribuer à ce rameau privilégié de la race blanche tout ce que les temps modernes ont produit de grand, de bon ou de beau, il fallait bien que ses prédécesseurs n'eussent eu que peu ou point de mérites, et cette idée préconçue, dont l'auteur ne s'est certainement pas rendu compte, l'a conduit parfois à peindre sous les couleurs les plus défavorables, lorsqu'il s'agit des Galls, précisément ce qu'il admire et pare des teintes les plus poétiques dès que les Germains sont en scène.

Pour justifier ce reproche, il suffira de signaler la manière dont sont appréciées les religions des deux peuples. Sans doute M. de Gobineau ne peut méconnaître entièrement ce qu'avaient d'élevé et de spiritualiste certains dogmes et certains rites druidiques. Il signale lui-même ce que le corps sacerdotal gallique, voué à la contemplation et à l'étude, façonné aux fatigues et aux austérités, étranger à l'usage des armes et supérieur à la société laïque qu'il est chargé de diriger, offre d'analogies avec les *puoritas* des premiers Hindous, c'est-à-dire avec les prêtres les plus parfaits des âges passés; mais en même temps il nous parle d'un culte morose et chagrin, d'une religion qui repose en entier sur de sombres superstitions et réclame des scènes mystérieuses et tragiques. Il peint des couleurs les plus sombres les sacrifices humains s'accomplissant dans des *forêts humides* où tombent à peine *quelques pâles rayons de lune* et renvoyant le Gall *hébété d'épouvante*. Il reproche amèrement aux druides de ne pas avoir imité les *puoritas* en publiant leurs dogmes secrets, et les peint s'abrutissant de plus en plus par une ignorance réelle et un charlatanisme coupable.

S'agit-il des Germains ou de leurs descendans, tout s'embellit au contraire, et c'est à peine si le tableau conserve quelques ombres. Les forêts où le fils des Roxolans croit sentir la présence de ses dieux s'éclairent des *feux du soleil couchant*, et n'ont plus que majesté et grandeur. Ces dieux eux-mêmes se spiritualisent et ne se révèlent qu'à l'imagination. Il est vrai que les Longobards se prosternent devant un serpent d'or, que les Saxons vénèrent le groupe mystérieux formé par le lion, l'aigle et le dragon, mais c'est seulement parce qu'ils croient trouver dans ces objets une émanation de leurs divinités! Il est vrai encore que les tribus germaniques adop-

tèrent la déesse Nerthus et le sanglier de Freya, mais M. de Gobineau assure que ce fut de leur part un acte politique et de pure condescendance pour les instincts inférieurs des races conquises. Enfin, si chez le Germain on immole aussi des hommes, ce n'est plus par suite de croyances religieuses : le prêtre est le vengeur de la société; il n'y a pas là de sacrifice, mais une punition qui anoblit à la fois la victime et le sacrificateur. — Après ce dernier trait surtout, il me paraît difficile de ne pas reconnaître en M. de Gobineau un juge quelque peu prévenu.

A l'époque de la fondation de Rome, les races européennes s'étaient de plus en plus mélangées, et partout le sang jaune avait exercé sa funeste influence. En Italie, la confusion ethnique était pire encore. Ici, à côté d'aborigènes, presque tous Celtes abâtardis ou Rhasènes à peine mélangés de Slaves, on trouvait des Venètes qui se rattachaient à ce même tronc, des Sicules sortis de la Sicile, des Ibères venus d'Espagne, des Celtibères arrivés par les Gaules, etc. — Vers le xe siècle avant notre ère, des colonies grecques, déjà fortement sémitisées, s'étaient arrêtées sur les côtes, avaient apporté des élémens nouveaux et accru cette confusion ethnique. Dans le IIIe siècle, les Grecs tyrrhéniens abordèrent à leur tour au milieu de ces populations si mélangées; mais, plus purs que les précédens, ils renouvelèrent le sang des Rhasènes et jouèrent, sous le nom de Lucumons, un rôle considérable. Bientôt en guerre avec leurs voisins, ils s'agrandirent de plus en plus, et auraient, dit l'auteur, pris la place que tinrent plus tard les Romains, s'ils n'avaient laissé échapper de leur sein un germe fécond qui devait les étouffer. Pour entamer la confédération latine, ils jetèrent sur la rive gauche du Tibre et sur le premier point venu une petite colonie sous les ordres de deux aventuriers. Ceux-ci appelèrent à eux tous les gens sans aveu, qui arrivèrent de toutes parts et de toute race. A ce ramassis de bandits les véritables fondateurs imposèrent une aristocratie tirée de leur sein et un gouvernement calqué sur le leur propre. Tels furent donc les commencemens de Rome, de cette ville qu'attendaient de si grandes destinées, et qui pourtant, si M. de Gobineau est dans le vrai, aurait dû être frappée de dégradation dès son origine par suite de l'hétérogénéité de ses élémens ethniques.

Rome étrusque grandit par des procédés fort analogues à ceux qui lui avaient donné naissance : elle conquit et s'assimila quelques tribus voisines, elle accueillit les vaincus et les fuyards de tout pays, ajoutant ainsi chaque jour à cette confusion de races qui aurait dû la perdre d'après la nouvelle théorie. Et pourtant quel fut le résultat de ces croisemens? Il en sortit, on le sait, une race rustique, il est vrai, et inférieure en culture intellectuelle à la race étrusque tyrrhénienne, mais pleine d'énergie et de vitalité, amoureuse de la liberté

au dedans, de la domination au dehors, et qui chassa bientôt avec ses rois l'aristocratie lucumone, c'est-à-dire le seul élément de progrès qu'elle possédât, si l'on admet les idées que nous discutons.

Cette perte de ses citoyens blancs les plus purs arrête-t-elle un instant Rome naissante? L'histoire est là pour répondre. Le Latium d'abord, les Lucumons ensuite, puis l'Italie entière, y compris les Galls de l'Ombrie, tombent tour à tour sous sa loi. La Rome étrusque est devenue la Rome italiote. — M. de Gobineau trouve ces progrès tout simples! Avec sa théorie, ils sont au contraire inexplicables. Puisque la population romaine était le résultat du croisement de toutes ces races, puisqu'elle n'avait reçu aucun élément particulier propre à la relever, elle était ethniquement moins pure que chacune des nations qu'elle attaquait. Or nous voyons cette population, de plus en plus mélangée, acquérir chaque jour des forces nouvelles, devenir irrésistible, et quand elle se mesure avec les fils des Roxolans eux-mêmes, avec ces Germains placés si haut dans l'esprit de l'auteur, c'est encore elle qui l'emporte. — Le croisement a-t-il eu ici de bons ou de mauvais résultats? a-t-il produit une race supérieure ou inférieure? Je laisse le lecteur lui-même répondre à ces questions.

La force d'expansion régulière et contenue, la puissance d'assimilation ne sont-elles pas les caractères d'une race profondément énergique et d'une civilisation puissante? Et pourtant c'est tout au plus si M. de Gobineau trouve une nation dans Rome, c'est à peine s'il accorde qu'il y ait eu une civilisation romaine! Dans la première, il voit à chaque instant les élémens sabins, sicules, grecs ou gaulois, et leur fusion, si évidente pourtant, lui échappe sans cesse. En parlant de la seconde, il dit volontiers *la culture romaine*. Il lui reproche tout, hommes et choses, et je ne vois pas qu'il ait rien trouvé à louer. Mais alors, pourrait-on demander, comment se fait-il que Rome ait pu grandir? comment se fait-il même qu'elle ait pu vivre? Cette question, l'auteur n'a pas songé à la poser, et en vérité, pour qui regarde les mélanges ethniques comme dégradant et abaissant nécessairement l'espèce humaine, la réponse était difficile.

Après avoir subjugué l'Italie, Rome subjugua le monde, et, qui plus est, elle le *romanisa*. Cependant, et M. de Gobineau insiste lui-même sur ce point, ses élémens premiers avaient disparu : aux métis de blancs et de jaunes s'étaient joints ou substitués les métis de Sémites et de Chamites. Au temps des Caligula et des Néron, le sang national primitif était dilué au point de ne pas laisser de vestiges. Rome avait-elle pour cela perdu son ascendant, et quand elle rencontrait des chefs dignes d'elle, ne reparaissait-elle pas tout entière? Les règnes des Trajan et des Marc-Aurèle sont là pour nous montrer comment elle retrouvait alors ses instincts et ses forces. Pour interpréter ce phénomène social, je me servirai d'une comparaison toute

physiologique employée par l'auteur à un point de vue un peu différent. Les nations naissent et croissent à peu près comme le corps humain. Celui-ci, soumis au ***tourbillon vital*** (1), grandit et se développe en perdant à chaque instant quelque chose de sa substance, mais en gagnant plus qu'il ne perd. Il résulte de là que tout ou presque tout en lui est changé au bout d'un temps donné, et cependant l'individualité persiste. Que l'enfant soit robuste et vivace, et les alimens, quelque nombreux et variés qu'on les suppose, viendront prendre place sans peine dans cet organisme, toujours le même malgré ses transformations incessantes. Tel est le spectacle offert par ces petites bourgades qui devinrent la ville éternelle. Dès le début, et bien plus encore à partir de l'expulsion des Tarquins, Rome déploie une individualité caractéristique. Il n'y a plus dans ses murs d'Ibères, de Galls, de Rhasènes; il n'y a plus que des Romains, et tout ce qu'elle s'adjoint revêt rapidement le même caractère. Qu'importe dès-lors que ses élémens premiers viennent à disparaître ou à s'effacer? L'avenir est assuré.

Cependant, comme tout ce qui a vie sur terre, Rome devait vieillir et mourir. A qui s'enquiert des causes de cette décadence et de cette fin, M. de Gobineau répond uniquement par les mélanges ethniques. C'est un peu comme si l'on expliquait la vieillesse et la mort de l'homme par la variété de ses alimens. Or la physiologie nous enseigne que cette variété est nécessaire, que l'usage d'une nourriture trop simple équivaut à l'inanition. En serait-il de même pour les peuples, et l'action d'une race n'agissant que sur elle-même, ne recevant rien du dehors, conservant par conséquent sa pureté entière, aboutirait-elle à la mort? Non, sans doute; mais un semblable régime social aurait inévitablement pour suite au moins un sommeil semblable à celui qui a frappé les populations chinoises et la société brahmanique elle-même, cette fille aînée des purs Aryans.

Rome mélangea tous les peuples, et par ce crime, que l'***Essai*** déclare irrémissible, elle amena une dégradation ethnique universelle qui nous eût plongés depuis longtemps dans je ne sais quels abîmes de misère et d'avilissement, si la race qui devait à elle seule renouveler toutes les civilisations passées et faire accomplir à l'humanité sa dernière évolution n'eût à son tour paru sur la scène du monde. Connue des écrivains chinois sous le nom de ***khou-té,*** des poètes hindous sous celui de ***khétas,*** cette race était un peuple vratya, c'est-à-dire rebelle aux lois du brahmanisme, mais de même souche que les Aryans primitifs. Abandonnant leur première patrie, située au nord de l'Himalaya, ces peuples se dirigèrent vers l'ouest et portè-

(1) Voyez les articles sur les *métamorphoses* dans la *Revue* du 1er et 15 avril 1855, 1er et 15 juin, et 1er juillet 1856.

rent successivement les noms de Gètes, de Scythes, de Sakas, de Sarmates, de Saxnas, de Saxons, dénominations qui toutes désignent une ou plusieurs branches du même tronc. Un des rameaux les plus puissans, celui des Roxolans, vint, après bien des vicissitudes et des changemens de nom, s'établir autour de la Baltique et dans la presqu'île scandinave (*Skanzia,* terre des Sakas). Devenus bientôt très nombreux, ils émigrèrent en divers sens, comme autant d'essaims qui quittent une ruche trop pleine.

A partir de ce moment commence l'ère de la régénération. Si les Cimbres et les Teutons résistent si vaillamment aux Romains, c'est que le sang scandinave s'est mêlé dans leurs veines au sang finnisé des Celtes. Si les tribus de Reims et de Beauvais sont aux yeux de César les premiers des Gaulois, c'est qu'une colonie norvégienne est arrivée jusque-là et a relevé leur sang celtique. La supériorité des Belges, des Suèves, des compagnons d'Arioviste, n'a pas d'autres causes. Enfin, si les soldats de Vercingétorix rivalisent d'énergie avec les populations d'outre-Rhin, c'est toujours, d'après M. de Gobineau, uniquement parce qu'une colonie de métis celtes et scandinaves s'était implantée de gré ou de force dans le pays des Arvernes peu de temps avant la venue de César.

L'auteur considère comme des Scandinaves purs ou presque purs, au moins dans les chefs qui les menaient au combat, les Goths, les Vandales, les Longobards, les Burgondes, les Franks et surtout les Saxons. Toujours d'ailleurs il mesure l'influence exercée par ces divers peuples d'après le plus ou le moins de sang aryan qui coule dans leurs veines. La même règle lui sert à apprécier les vertus, les aptitudes, les qualités de toute nature des individus. Un chapitre spécial est destiné à montrer combien sous tous ces rapports le Scandinave, l'*Aryan-Germain,* l'emporte sur le Celte et toutes les autres races occidentales. Je ne discuterai pas un panégyrique qui commence par cette déclaration : « L'homme est l'animal méchant par excellence, » et où l'écrivain, en vertu de ce principe, explique, excuse et glorifie presque la conduite de ces hordes qui semaient autour d'elles le massacre et la dévastation. Je me bornerai à dire qu'ici plus qu'ailleurs on trouve la trace des préventions que j'ai déjà signalées, et la preuve de la fascination qu'exercent sur M. de Gobineau la beauté du corps, des traits et de la chevelure, la force musculaire, l'amour effréné de la bataille, l'esprit d'indépendance poussé jusqu'à l'insociabilité.

Pressé de tous côtés par les masses germaniques, le monde romain avait cédé et s'était laissé pénétrer en tout sens. Alors commença une lutte dont l'auteur de l'*Essai* esquisse les phases principales en se plaçant toujours au même point de vue; alors aussi se présente un fait sur lequel il glisse rapidement, qui au contraire me paraît

être des plus graves et conclure péremptoirement contre ses idées.

Dans cette guerre entre le germanisme et la romanité, cette dernière, quoique bien caduque, n'est d'abord vaincue que sur le champ de bataille; partout ailleurs c'est elle qui dompte ses vainqueurs, trop peu nombreux pour faire autre chose que dominer matériellement. Tant que ce rapport subsiste, la civilisation se maintient; mais à mesure que se prononce davantage l'élément extra-romain, c'est-à-dire *aryan-germain,* pour parler comme l'auteur, ou *barbare,* pour employer le langage ordinaire, la société, loin de s'élever, s'affaisse davantage, et alors commencent ces terribles temps du moyen âge qui préparèrent la société moderne par un procédé justement comparé à celui qui servit à rajeunir le vieil Œson. Plus tard, quand les ténèbres se dissipent, où se montrent les premières lueurs du jour nouveau? Est-ce dans les régions les plus fortement aryanisées? est-ce en Norvége, en Angleterre, dans ce Hanovre où, au dire de M. de Gobineau, se conserve plus pur que partout ailleurs le vieux sang aryan-germanique? Personne n'ignore que c'est précisément le contraire. La barbarie n'a jamais été aussi complète, la renaissance s'est montrée d'abord dans les contrées les moins germanisées, dans celles qui conservaient le plus de sang hellène, romain, celtique et même sémitique, par conséquent dans celles qu'auraient dû abaisser à tout jamais les mélanges ethniques les plus multipliés et les plus complexes.

C'est là ce que contesterait probablement M. de Gobineau, car il trouve en Europe, du IXe jusqu'au XIIIe siècle, *trois contrées dominant moralement toutes les autres,* et ces centres sont : la Haute-Italie, où règnent les Longobards; les contrées moyennes du Rhin, où les Germains, presque partout ailleurs envahis par la race slave, se sont conservés à peu près purs; enfin la France septentrionale, où commandent les Franks.

Cet appel fait à l'histoire me semble aisé à réfuter. Remarquons d'abord que l'auteur ne compte parmi les centres moralement dominateurs ni la France méridionale, où la culture gallo-romaine, de nouveau florissante, fut si déplorablement écrasée par les croisés du nord, ni l'Espagne, où les Almoravides et les Almohades avaient développé une civilisation si remarquable au milieu de populations bien mélangées pourtant. En outre, si ces idées sont vraies, on est en droit de s'étonner que, parmi les centres indiqués, ne figurent aucun des lieux où la race civilisatrice avait conservé le plus de pureté, tels que la Scandinavie ou l'Angleterre. Enfin, sur les trois points cités dans le livre sur l'*Inégalité des races,* deux au moins ont été représentés comme peuplés de multitudes profondément avilies par le croisement; le nombre des envahisseurs scandinaves était relativement fort petit. Le réveil si prompt de ces populations au contact de

la race blanche témoignerait donc en faveur des idées que j'ai soutenues bien plus qu'il ne serait favorable à celles que je combats.

L'auteur reconnaît, il est vrai, que l'Italie d'abord et la France ensuite donnèrent le signal de la grande renaissance d'où date l'ère moderne; mais il est aisé de comprendre que le caractère essentiellement helléno-romain de ce mouvement ne saurait lui plaire. Bien loin d'y trouver un progrès, il y voit le signe de la résurrection ethnique du passé, le présage d'une confusion de sang *qui nous ramènera à une romanité nouvelle,* en fondant toutes les races : il y voit, par conséquent, le présage d'une rapide et inévitable dégradation. Déjà, à l'en croire, le mal a fait de terribles progrès et se propage de plus en plus en remontant vers le nord. L'Italie, l'Espagne, la France méridionale et centrale, la Grèce, la Turquie, les contrées danubiennes sont toutes gangrenées à des degrés divers; l'Autriche se défend en vain, grâce à ses Magyars, qu'on est quelque peu surpris de trouver si rapprochés des Scandinaves; la Prusse n'est pas plus heureuse; la Russie, toute peuplée de Slaves, est condamnée d'avance. En somme, les seuls points où un reste de vie se débat encore contre le triomphe infaillible de la *confusion romaine* est le territoire que circonscrirait une ligne partant de Tornéo, enfermant le Danemark et le Hanovre, descendant le Rhin jusqu'à Bâle, enveloppant l'Alsace et la Haute-Lorraine, suivant à peu près le cours de la Seine et se repliant pour embrasser l'Angleterre et l'Islande.

Ainsi donc il n'y a plus rien à espérer de l'Europe. Sur tout son territoire, la fusion des races, c'est-à-dire la dégénérescence ethnique, qui entraîne toutes les autres, est accomplie ou sur le point de s'accomplir, et l'agonie de ses sociétés a déjà commencé. Est-il quelque autre point du globe où l'humanité régénérée puisse enfanter des civilisations nouvelles? L'Amérique en particulier réserve-t-elle au genre humain des destinées encore inaperçues? M. de Gobineau ne le pense pas. Les races américaines sont pour lui les restes, les traînards de la grande invasion jaune dont nous avons parlé plus haut. A ce titre, elles ne peuvent pas par elles-mêmes s'élever au-dessus de l'état de tribus errantes et sauvages. Leurs instincts sont d'ailleurs foncièrement mauvais. Sur ce point, l'auteur accepte sans discussion tout ce qu'ont dit de pire des aborigènes américains les voyageurs qui, comme MM. Spix et Martius, n'ont guère vu que les débris des tribus traquées depuis la conquête, ou leurs descendans abrutis par la persécution et un véritable esclavage. Ce n'est pas à l'aide de pareils témoignages ni sur de semblables spécimens qu'il faut apprécier ces malheureuses populations. Autant vaudrait juger de la race celtique d'après les écrits de certains orangistes et les exploits nocturnes des *white-boys* irlandais. C'est aux premiers voyageurs, aux anciens missionnaires, qu'il faut s'adresser. Ne citons

qu'un pays et qu'un seul peuple, les Séminoles, dont le nom revient parfois dans les journaux; qu'on lise l'histoire de l'expédition de Sotto, qu'on parcoure les voyages de Bartram en Floride, et on restera convaincu de tout ce qu'il y a de peu fondé dans les appréciations qui nous occupent.

M. de Gobineau se tient dans une sage réserve au sujet de la civilisation alléghanienne, dont nous ne savons à peu près rien; il est bref et sévère dans ses jugemens sur les civilisations péruvienne et mexicaine. Examinant ensuite ce qu'il faut attendre des colonies européennes, il a naturellement le plus profond dédain pour ces Portugais, ces Espagnols, déjà cent fois métis, qui ont encore abaissé leur sang et leur race par de nouveaux croisemens avec les nègres ou les Américains. Au nord seulement, il aperçoit un groupe blanc relativement pur, celui des Anglo-Américains; mais là aussi le mélange des races a porté ses fruits. Quoique fier encore de son vieux nom de Saxon, l'habitant des États-Unis n'est qu'un fils bien dégénéré des anciens Scandinaves. Cependant il a conservé l'énergie native de sa race, et le chasseur du Kentucky, appuyé sur son *rifle*, représente pour les peuples mélanisés du sud le Longobard, le Frank, le civilisateur des siècles passés. A lui donc est réservée la conquête légitime de tout le nouveau continent; mais là s'arrêtera sa puissance. Chaque jour, de plus en plus noyée dans le flot d'émigrans irlandais, allemands, français, italiens, etc., la population des États-Unis marche vers l'anarchie ethnique tout aussi bien que les nations européennes. Tout se réduira donc pour elle à une prise de possesion matérielle que rien ne saurait empêcher, si ce n'est peut-être une guerre éclatant dans son propre sein; mais elle est déjà trop viciée pour rien enfanter de nouveau, trop affaiblie pour nous retenir sur la pente qui mène à l'abîme.

L'humanité, d'après M. de Gobineau, ne vit que par la race blanche; encore faut-il entendre par là le grand tronc aryan presque seul. Or en réalité cette race a disparu. Après avoir passé l'âge des dieux, où elle était entièrement pure, l'âge des héros, où les mélanges étaient modérés de nombre et de force, l'âge des noblesses, où des facultés grandes encore n'étaient plus renouvelées par des sources taries, elle s'est acheminée vers la confusion définitive par suite de ses hymens hétérogènes; elle n'est plus représentée que par des hybrides. Le sang aryan, sans cesse dilué, atteindra bientôt les termes extrêmes de sa division. Alors s'ouvrira l'ère de l'unité. Dans chaque homme, le principe blanc sera aux élémens inférieurs dans le rapport de 1 à 2, proportion d'autant plus déplorable qu'elle viendra à la suite d'une infinité de mélanges, c'est-à-dire de flétrissures. Alors aussi règnera en tout et partout une médiocrité absolue bien proche du néant. « Les nations, non, les troupeaux humains, acca-

blés sous une morne somnolence, vivront dès-lors engourdis dans leur nullité comme des buffles ruminans dans les flaques stagnantes des Marais-Pontins... Nos honteux descendans céderont à la vigoureuse nature l'universelle domination de la terre, et la créature humaine ne sera plus devant elle un maître, mais seulement un hôte, comme les habitans des forêts et des eaux. »

J'ai cité textuellement, pour ne pas être accusé de forcer les idées de l'écrivain. On voit quel avenir il prédit à l'humanité. Sans trop faire les glorieux, nous pouvons espérer autre chose. Nos ancêtres, Aryans ou Germains, étaient bien autrement que nous soumis à la nature. On n'est pas près de se laisser écraser par elle quand on vient d'inventer les *steamers,* les locomotives, les télégraphes électriques, les agens anesthésiques, c'est-à-dire quand on est parvenu à anéantir les distances, à se passer du temps, à supprimer la douleur.

Heureusement ce misérable état ne sera pas de longue durée. A en croire l'auteur de l'*Essai,* un des effets du mélange des races est de réduire les populations à un chiffre de plus en plus petit. Si Babylone et Ninive sont aujourd'hui désertes, la cause en est avant tout aux croisemens. Ainsi l'humanité se dégrade et s'efface dans la même proportion. On peut donc prévoir quand elle finira. Or la famille aryane elle-même était profondément altérée au commencement de notre ère. Six ou sept mille ans avaient suffi pour flétrir dans son essence cet élément indispensable à toute société, pour semer en tout lieu des germes de décrépitude. La fusion si largement commencée se continue depuis dix-huit siècles. Aujourd'hui elle s'est créé des moyens d'action bien autrement puissans que par le passé, et l'amalgame complet de toutes les races mettra certainement à s'accomplir moins de temps qu'il n'en a mis à se préparer. Alors l'espèce, entièrement souillée et par cela même frappée de stérilité, disparaîtra de ce monde. Ainsi l'existence de l'homme aura présenté une durée d'environ douze à quatorze mille ans, partagée en deux périodes : la première, qui est passée, a vu la jeunesse, la vigueur, la grandeur de l'humanité; la seconde, déjà commencée, en verra la défaillance, la décrépitude et la fin.

Telle est la conclusion du livre que j'examine. Je n'ai pas besoin de dire qu'ayant combattu les prémisses, je ne saurais adopter les conséquences. L'humanité a commencé, elle finira, je ne le mets pas en doute; mais rien dans son passé n'autorise encore une science quelconque à former même une simple conjecture sur l'époque et le mode de cette extinction. Les chiffres que j'ai cités plus haut, et que j'aurais pu multiplier aisément, prouvent que les métis des races les plus éloignées, ceux du blanc et du noir, du blanc et du rouge, se multiplient rapidement, alors même que le préjugé et les mœurs s'opposent à la formation d'une race mixte.

Bien loin de démontrer l'infériorité de cette race, les faits nous apprennent qu'elle acquiert rapidement les aptitudes de la souche supérieure, et que parfois elle en présente de nouvelles, et de la nature la plus élevée, qui lui appartiennent en propre. Rien par conséquent ne motive le long cri de détresse arraché à M. de Gobineau par la fusion prochaine des familles humaines.

Ici je suis heureux de me rencontrer avec M. Maury, l'auteur d'un excellent petit livre où l'histoire des races humaines occupe une large place. Le mouvement accéléré qui semble précipiter ces races les unes vers les autres ne pouvait lui échapper; mais, instruit par une juste appréciation du passé, il ne s'est pas effrayé de ces tendances. L'histoire ethnographique lui montre, à l'origine et à l'âge des peuplades ou des tribus, de petits groupes humains exclusivement chasseurs, pêcheurs, pasteurs et nomades, ou sédentaires et agriculteurs, employant toute leur intelligence à satisfaire des besoins simples comme leur genre de vie. Tant que l'isolement persiste, il voit ces rudimens de société rester stationnaires, parce que, rien ne révélant à l'homme de nouveaux cercles d'idées, il ne sent en aucune manière la nécessité d'innover. Vienne le contact, vienne le mélange, et plus tard l'union : à l'instant, la scène change. Les nations naissent, la société se complique, de nouveaux besoins surgissent, et en même temps les moyens d'y satisfaire. L'adresse, l'esprit de ruse et de ressource des chasseurs, la hardiesse calme, le génie maritime des pêcheurs, l'esprit contemplatif et réfléchi des pasteurs, l'habileté manuelle, l'instinct commercial des agriculteurs se trouvent en présence et se font de mutuels emprunts. Les causes de travail se multiplient, et l'intelligence, sans cesse sollicitée, s'élève et s'étend en tous sens. Ainsi se sont formées les civilisations passées, ainsi naîtront les civilisations à venir; mais celles-ci, héritières de leurs sœurs aînées, se développeront évidemment sur une base plus large et plus haute. Si à certains égards elles restent inférieures à leurs devancières, si elles ne reproduisent pas certaines œuvres merveilleuses de grandeur ou de perfection, si elles n'élèvent pas une autre Babel, ne creusent pas de nouvelles caves d'Ellora, ou ne sculptent plus de Vénus de Milo, que prouvera ce fait, sinon que l'homme ne peut atteindre à la fois à tous les points extrêmes de son horizon?

La race blanche, incontestablement supérieure à toutes les autres, a bien évidemment reçu une mission providentielle, celle de rapprocher, de mélanger toutes les familles humaines en multipliant leurs rapports. M. Maury pense que l'homme, ainsi placé en face de conditions chaque jour nouvelles, développera toutes ses aptitudes, toutes ses facultés. En ceci encore je partage sa manière de voir.

Toutefois, sans admettre en entier les idées de M. de Gobineau sur la fusion complète des races et la formation d'une population commune à la terre entière, M. Maury présume que cette population, possédant un même développement d'intelligence, accomplira partout ce qui aura été accompli quelque part. Je ne crois à rien de semblable. Les inégalités les plus choquantes disparaîtront, les caractères trop disparates s'effaceront, je n'en doute pas : les races inférieures se relèveront ou périront sans que leurs initiateurs aient pour cela à s'abaisser; mais l'unité, l'uniformité, sous quelque forme que ce soit, ne sera jamais le résultat de cette action. L'influence des milieux maintiendra toujours dans notre espèce une certaine variété. Tant que la terre aura un équateur et des pôles, un ancien et un nouveau continent, une Europe et une Australie, il existera des races humaines physiquement différentes et distinctes de caractère et d'instincts, comme elles le seront par leurs besoins.

Nous assistons au début d'une crise à la fois physique et morale, qui s'étendra tôt ou tard à tout le genre humain. Sous l'action des influences extérieures et du croisement opéré sur une immense échelle, nous voyons déjà poindre des races nouvelles. Celles-ci se caractériseront avec le temps, et il se produira quelque chose d'analogue à ce qui s'est passé à l'aurore des sociétés antiques, quand avaient lieu les grandes migrations dont l'histoire a conservé la tradition. Seulement aujourd'hui les élémens sont tout autres, et si le résultat général peut être prévu, nul ne saurait soupçonner encore ce que sera la nouvelle humanité résultant de la fusion des peuples modernes. De toutes les questions que provoque cet avenir, une seule me semble pouvoir être posée. Ces races futures seront-elles jamais vraiment égales, et tout en accomplissant leurs évolutions spéciales, atteindront-elles un même niveau? Il est au moins permis d'en douter. L'égalité n'est guère de ce monde; on ne la voit pas dans nos familles, qui comptent à peine quelques individus, tous soumis à des conditions d'existence presque rigoureusement identiques. Comment s'établirait-elle entre les groupes humains placés dans des milieux si peu semblables? L'inégalité de ces groupes est un fait qui me semble devoir durer tout autant que l'homme lui-même, et qui n'a d'ailleurs rien de bien affligeant en soi. Qu'importe que telle race soit inférieure, telle autre supérieure? L'essentiel est que toutes s'élèvent et s'améliorent dans leurs voies propres. Par cela seul, l'espèce aura été perfectionnée, l'humanité aura grandi.

A. de Quatrefages.

LA TOSCANE

SOUS LA MAISON DE LORRAINE

Storia civile della Toscana, del 1737 *al* 1848, di Antonio Zobi; 6 vol. Firenze 1850.

Si, dans les événemens humains, on tient plus grand compte de l'intelligence qui s'y déploie que du bruit qu'ils font et des masses qu'ils remuent, on ne verra rien de plus brillant au moyen âge que l'histoire de ces républiques italiennes, si petites de territoire et si fécondes en génie. A peine le déluge des invasions germaniques, scandinaves et musulmanes commence-t-il à s'apaiser, qu'on voit ces communes libres sortir les unes après les autres du milieu de l'inondation, comme des îles déjà fertiles et prêtes à produire. Venise, la première, sillonne l'Adriatique de quelques barques qui se changeront bientôt en redoutables galères. Milan, dès le xe siècle, relève ses remparts, et dès sa naissance est un obstacle aux empereurs allemands. Gênes et Pise, à la même époque, sont déjà libres, et s'enrichissent par le commerce. Florence ne tarde pas à leur succéder dans cette rapide éclosion. Ces villes, en sortant du tombeau, se ressouviennent à l'instant qu'elles étaient presque toutes, quelques siècles auparavant, des municipes romains. Elles se choisissent donc des consuls, et, sous divers noms, des curies et des sénats. Au moment même où partout ailleurs la féodalité se complète, se resserre et enveloppe tout, elles en brisent le réseau autour d'elles, l'empêchent de se rattacher à son centre allemand, qui lui donnerait l'unité et la force, et invoquent une lumière de liberté qui n'était alors qu'à Rome. Puis, voulant concilier dans leur sein les élémens

ennemis, elles essaient une foule d'institutions ingénieuses, de formes politiques compliquées, pour tâcher d'éliminer, en les balançant, les passions violentes transmises par la barbarie, et l'on voit chez elles se presser, dans l'espace de trois siècles, les changemens d'état qui en ont coûté dix aux grandes nations de l'Europe.

Ce prompt développement des communes italiennes tient à la situation même qui les faisait renaître. Ailleurs les communes, bien plus ruinées qu'en Italie, se ranimaient lentement et se rattachaient aussitôt à la royauté, leur protectrice; il se formait ainsi dans chaque état deux grands systèmes, celui des feudataires et celui des communes, relevant du roi l'un et l'autre et destinés à se fondre peu à peu; l'église favorisait cette conciliation générale, la commandait même à l'occasion, et ainsi se préparait l'unité politique des monarchies européennes. En Italie, d'autres circonstances nécessitaient une solution plus brusque, et peut-être, à tout prendre, moins coûteuse. Le chef de la féodalité italienne, l'empereur d'Allemagne, n'y siégeait point; il n'y venait que comme un conquérant, pour lever des impôts, avec des armées qui parlaient une autre langue et qui avaient conservé la barbarie grossière des anciens envahisseurs. Au lieu de coopérer avec l'église, qui, après tout, était l'agent principal du débrouillement de ce chaos, il voulait l'absorber dans l'empire et en faire une autre féodalité. C'est pourquoi l'église, à tout risque, suscita la résistance populaire. Ce mouvement se propagea par des explosions successives; les communes, agissant à part, et chacune en son temps, ne purent se relier entre elles, parce que, au lieu de combattre sous la protection d'un maître, c'était le maître même qu'elles combattaient. Elles firent donc des républiques indépendantes, et ce fut là le principe de la destinée spéciale de l'Italie, de ses progrès et de ses gloires d'alors, de ses souffrances, de ses troubles et de ses efforts d'aujourd'hui. Ce fut un archevêque de Milan, Héribert, qui fonda pour ainsi dire l'esprit primitif des républiques italiennes; ce fut lui qui le premier leur souffla une haine enthousiaste contre la domination étrangère; ce fut lui qui poussa les bourgeois à ces guerres d'extermination et de démolition qu'ils firent aux seigneurs des campagnes et à leurs châteaux-forts; ce fut lui qui, par l'institution du *carroccio*, leur donna un symbole sacré de liberté, une arche d'alliance qui les suivait dans les batailles, et autour de laquelle ils se faisaient tuer, parce qu'elle représentait la patrie même et ses lois.

Ainsi dès les premières origines on voit surgir en Italie les deux grands faits qui dominent toutes nos histoires, la lutte des peuples contre la féodalité, l'action politique de l'église; mais celle-ci, à la faveur de cette lutte, et pour la mieux soutenir, pénètre dans l'état, s'em-

pare d'une immense influence, envahit la propriété du sol et la juridiction civile, de sorte qu'après le premier combat qui doit subjuguer la féodalité à l'aide de l'église, il faudra quelque jour en livrer un autre pour reconquérir sur l'église même sa puissance temporelle, désormais plus nuisible qu'utile. Mais combien ce spectacle séculaire est là plus vif qu'ailleurs, plus varié dans ses péripéties, plus abondant dans ses résultats! Que d'énergie universelle et en tout sens, dans la Toscane surtout, aujourd'hui si molle, alors si robuste et si passionnée, dans cette belle Florence, la plus italienne des républiques d'Italie, et qui, par sa situation, semblait particulièrement prédestinée à porter la gloire et la grandeur politique de la nation! Agricole et manufacturière, Florence n'avait point, comme le remarque Sismondi, ces grands intérêts commerciaux au dehors qui séparaient jusqu'à un certain point Venise et Gênes de la vie intérieure du pays, et affaiblissaient en elles le sentiment de la patrie commune. Elle semblait devoir absorber, par la force de son esprit et l'ardeur de ses résolutions, toutes les communes et principautés isolées qui étaient sorties de la même impulsion originaire, et elle l'essaya en effet. Dans toute son histoire antérieure aux Médicis, on voit comme une race à part, avec un caractère spécial d'énergie et de solide intelligence qui rappelle l'ancienne Rome; dans ses révolutions comme dans ses écrivains et ses artistes, on croit sentir toujours cette vigueur étrusque, qui est restée empreinte et éternisée dans le génie de Dante, de Michel-Ange et de Machiavel. Avant 1215, elle avait déjà détruit en partie ces châteaux fortifiés sur les hauteurs, d'où les seigneurs descendaient pour piller la plaine et rançonner voyageurs et marchands. Montebuoni, Monte di Croce, Monte Orlandi, Monte Cacciolli et bien d'autres avaient été rasés. Forcés de se faire citoyens, les nobles avaient apporté dans la ville leurs habitudes indomptables; ils y rebâtissaient d'autres forteresses, d'autres donjons énormes, d'où ils se lançaient des flèches par dessus les toits, de rue à rue; toute rixe devenait bataille, parce que, selon la vieille coutume barbare, les familles étaient solidaires pour chacun de leurs membres et devaient embrasser leurs querelles. Ainsi les guerres privées, la *faida* germanique, prenaient droit de cité et n'avaient fait que changer de théâtre. De là tant d'efforts, tant d'essais de constitutions pour arriver à obtenir un peu de justice dans les tribunaux et d'ordre dans l'administration. En dépit des mesures acerbes par lesquelles on se persécutait de part et d'autre, ce peuple n'eut cependant jamais cette jalousie envieuse qu'on attribue aux démocraties, et qui se déclare bien plutôt entre les aristocraties d'origine différente ou de divers degrés. Dans ses essais législatifs, il cherchait toujours la conciliation quand elle était pos-

sible. En forçant les nobles à se faire citoyens sous cette égalité morale qui n'est que la dignité commune de la race humaine, il aimait à les avoir à sa tête toutes les fois qu'ils consentaient à être justes et à oublier les traces mal effacées de la conquête. Le podestat devait être issu d'une très ancienne noblesse. La réforme de 1328 plaçait encore cent vingt nobles dans le conseil de la commune. Les *Ordinamenti di Giustizia*, si sévères à l'égard des nobles, ne furent que la suite d'excès de toute sorte et de querelles meurtrières, et ils furent proposés par un des plus illustres citoyens, Giano della Bella, noble lui-même. Si donc la république florentine ne sut pas se constituer et s'étendre comme elle l'aurait dû, si, après trois siècles d'agitation, elle fut forcée de se rallier à une famille dont l'influence finit par tout corrompre, c'est parce que, là comme ailleurs, la féodalité ne sut pas ou ne voulut pas se transformer en aristocratie politique; elle préféra, au grand rôle d'un patriciat fondé sur l'assentiment populaire, de vains priviléges, des tyrannies locales, et cette turbulence opiniâtre dont il restait encore, comme nous le verrons bientôt, des traces singulières au milieu du XVIIIe siècle.

Comment se fait-il que cette histoire de la Toscane, le plus beau sujet des temps modernes, n'ait pas de nos jours, au réveil des sciences historiques, été reprise à fond par un écrivain muni de toutes les données nouvelles que tant de recherches et de systèmes sur le moyen âge nous fournissent? L'histoire florentine de Machiavel restera toujours un chef-d'œuvre littéraire; mais ce n'est plus là l'histoire comme il nous la faut. D'ailleurs Machiavel n'avait pas l'intelligence des âges chrétiens, parce qu'il y touchait de trop près, et parce que, dans la ferveur de la renaissance, on ne pensait plus que dans l'antiquité et par l'antiquité. Aussi, non-seulement par les discours à la façon de Tite-Live qu'il met dans la bouche de ses personnages, mais même par ses réflexions propres, il se trompe fréquemment d'époque, et ses anachronismes d'idées nous transportent trop souvent dans l'ancienne Rome, au lieu de nous faire pénétrer dans l'intimité chrétienne de la vie florentine. Un historien nouveau placerait la Toscane au milieu de ce mouvement féodal et sacerdotal qui s'agitait comme une mer immense sur la surface de l'Europe; comprenant la féodalité et l'église, il apprécierait leur action réciproque; éclairé par la science économique, qui a pénétré dans l'histoire, il exposerait le tableau de cette résurrection de l'industrie et du commerce, il révélerait la puissance des monopoles et les vastes opérations qui créaient une aristocratie bourgeoise au milieu des castes militaires; il suivrait le développement des esprits parmi les agitations fécondes de la place publique, depuis Brunetto Latini, qui le premier enseigna à ses concitoyens des principes de politique ration-

nelle, jusqu'à Guichardin, longue période où les poètes, les historiens, les artistes, les érudits éclipsent, chacun en son temps, tout ce que l'Europe peut présenter d'analogue. Il y a là de quoi déployer, sur les choses et sur les hommes, dans l'ordre politique et dans l'ordre moral, tout ce que l'esprit le mieux nourri peut contenir d'idées, d'expérience et de talent, et nous pourrions peut-être ajouter que l'histoire du moyen âge restera très imparfaite aussi longtemps qu'on n'aura pas montré sous un plus grand jour qu'on n'a fait jusqu'ici la force, les effets immédiats et l'influence prolongée de la précoce émancipation des villes italiennes, et en particulier de celles de la Toscane.

En attendant l'exécution d'une œuvre si digne d'éveiller les meilleures ambitions littéraires, les documens s'assemblent peu à peu. M. Zobi, dans son *Histoire civile de la Toscane*, a voulu y apporter son contingent de recherches, mais il ne commence qu'au XVIIIe siècle, à l'avénement de la maison de Lorraine; son histoire forme ainsi la continuation de l'*Histoire du Grand-Duché*, de Galluzzi. Rédigé sous la forme décousue d'annales, ce livre ne supporte point une lecture suivie; il nous fatigue souvent de réflexions par trop banales, et lorsqu'il arrive à l'époque contemporaine et aux récens efforts de l'Italie, il exhale un esprit partial, animé d'antipathies qui se conçoivent sans doute dans la chaleur du mouvement et dans l'expectative d'un grand but à atteindre, mais qui conviennent peu à l'historien et qui lui ôtent beaucoup de notre confiance. Cependant, après ces critiques, il faut reconnaître que des points de vue nombreux et intéressans y sont ouverts sur la vie intérieure du pays, sur son régime politique et administratif, surtout dans la période de cinquante ans qui précède la révolution française. Des qualités précieuses et trop rares aujourd'hui, la bonne foi des recherches, le courage de tout dire, le dédain des ménagemens et des réticences, y corrigent d'ailleurs l'âcreté de certaines appréciations qui tiennent au point de vue personnel et aux circonstances du moment. Le défaut même du plan général facilite l'étude des questions spéciales de législation et d'administration, qui sont traitées séparément et exposées en pleine connaissance de cause. Un grand nombre de documens, recueillis pour la première fois dans les archives de la Toscane, y servent à éclaircir des situations et à prouver des faits qu'on découvre avec surprise à une époque si rapprochée de nous, et auxquels on ne croirait pas sans d'aussi bons témoignages. Nous allons donc y puiser quelques-uns des faits généraux que les princes lorrains trouvèrent devant eux quand ils prirent le gouvernement de la Toscane, et contre lesquels ils luttèrent jusqu'à la fin, contractant ainsi, par nécessité et par habitude, l'esprit de réforme qui les dis-

tingua en leur temps, et poursuivant ces réformes avec des intentions justes et prévoyantes à la vérité, mais aussi quelquefois avec la précipitation qui ne laisse point mûrir les choses, avec l'enivrement systématique qui ne sait plus où il faut s'arrêter. Nous saisirons ainsi à leur début quelques difficultés dont aujourd'hui même le gouvernement toscan n'a pas encore triomphé.

Les révolutions qui ne s'accomplissent que par des secousses populaires s'arrêtent ordinairement à la superficie de la société, c'est-à-dire aux institutions politiques apparentes. Il faut qu'elles aient été préparées par une longue élaboration de détail pour pénétrer jusque dans le droit civil, qui lui-même est éminemment le droit politique, puisqu'il est la vraie base des institutions; alors seulement elles sont profondes, stables et complètes. Les révolutions florentines n'avaient pas eu cette profondeur; elles n'avaient pas atteint le droit civil, ou du moins elles ne l'avaient pas modifié généralement sur tout le territoire. Il y restait des fiefs très anciens, d'origine impériale allemande, ou même lombarde et salique, modifiés, il est vrai, dans leur caractère primitif par des traités volontaires ou forcés avec les républiques de Florence et de Sienne, mais qui néanmoins conservaient encore dans cet état mixte leurs prérogatives essentielles. En dépit de leurs longues guerres, en dépit des règlemens de 1289, qui avaient dépouillé les nobles de toute juridiction, l'esprit de cet antique régime n'était pas éteint, et à peine la république fut-elle définitivement abolie, que les Médicis devenus souverains, se croyant habiles, s'empressèrent de le réveiller autour d'eux, dans l'espoir de s'en faire un appui. Cosme Ier jugea qu'il « fallait renfermer les bourgeois dans leurs occupations de commerce et attirer à sa cour les seigneurs des autres pays d'Italie, en leur conférant des fiefs. » Plus tard, ses fils étendirent cette faveur aux nobles de Florence et de Sienne, diminuant ainsi leur propre pouvoir pour imposer des oppresseurs à de petits districts. Il y eut donc des fiefs anciens ou impériaux, et des fiefs modernes ou grand-ducaux. La Toscane se vit de nouveau couverte d'une cinquantaine de ces suzerainetés dangereuses où le maître, trop rapproché du sujet, est amené presque irrésistiblement à des habitudes vexatoires et tyranniques, et bientôt on les vit d'une part tourmenter les populations vassales, de l'autre entraver sans cesse l'administration supérieure.

Les cantons écartés et montagneux présentèrent souvent des exemples de ces *prepotenze* dont M. Manzoni a si vivement raconté le drame dans l'un des admirables épisodes des *Fiancés*. Les feudataires, alliés à toute la noblesse du voisinage et formant caste avec elle, dédaignaient et persiflaient la bourgeoisie. Le peuple, sans recours contre les vexations, reconnaissait par expérience l'impuis-

sance du gouvernement, et contractait l'habitude des vengeances particulières. Les liens sociaux entre les diverses classes étaient rompus. Vassaux et bourgeois, imitant contre les nobles les rébellions des nobles eux-mêmes contre le gouvernement, recoururent à la force brutale et se livrèrent à de sanglantes représailles. Les lois, les poursuites judiciaires, la police, restaient impuissantes, et n'avançaient que pour reculer honteusement ensuite. La campagne se remplissait de bandits qui attaquaient les voyageurs sur les routes et donnaient l'assaut aux maisons des riches.

Il y eut au milieu même du XVIIIe siècle, vers 1753, un exemple remarquable de cette vie de brigandage de quelques feudataires. Le Mont-Sainte-Marie, situé sur la limite de l'état de l'église et du grand-duché, était un fief d'une certaine famille Bourbon, qui l'avait reçu des anciens empereurs d'Allemagne. C'était un site sauvage et âpre, très favorable aux bandits qui s'y réfugiaient, protégés en même temps par l'horreur du lieu et par les priviléges du fief. Les marquis de Sainte-Marie se servaient de ces gens-là lorsque l'envie leur prenait de faire des *braveries* et de diriger des attaques de côté et d'autre. Plus d'une fois on les avait vus à la tête de semblables bandes. Cette famille était divisée en quatre branches. Celle dont nous parlons, appelée la branche de Città di Castello, vivait pauvrement et fièrement dans ce fief. Elle était connue spécialement pour son caractère indomptable et ses féroces habitudes. Neuf frères, unis par l'audace et par les mêmes passions, avaient à leur tête Giovanni Battista, homme ardent et résolu. Un autre, Raimondo le dominicain, mauvais sujet expulsé du couvent pour ses mœurs licencieuses, était bien digne de son frère; le troisième, Piero, n'était pas moins distingué. Ces deux derniers furent plus tard condamnés aux galères perpétuelles par les tribunaux du pape, comme coupables d'homicide sur des soldats pontificaux et sur leurs propres compagnons de brigandage.

Une autre branche de cette famille, habitant Cortone, était plus riche; mais cette fortune devait passer par les femmes à d'autres familles qui lui étaient alliées. La perte d'une si belle espérance et d'un si opulent héritage fut, aux yeux de Giovanni Battista et de ses frères, un légitime *casus belli*. De l'injure ils passèrent bientôt aux violences. Le gouvernement adressa des plaintes et des avertissemens à Giovanni et mit hors la loi les *bravi* qu'il avait à son service. Giovanni n'en fut que plus rebelle, et se jeta ouvertement dans la profession de chef de brigands. Ses courses et ses pillages s'étendaient sur les territoires d'Anghiari, Monterchi, Castiglione, Cortone. Prisonnier dans cette dernière ville, ses frères firent sonner le tocsin dans les villages pour rassembler leurs compagnons, qui, au nombre

de plus de cent, sous la conduite de *fra* Raimondo, arrivèrent de bon matin à Cortone, prirent d'assaut le prétoire et délivrèrent Giovanni. L'ex-dominicain voulait encore tuer un fonctionnaire qui se trouvait là, mais Piero empêcha cette criminelle extravagance. Les incursions multipliées, les dégâts que ces brigands exerçaient dans les hameaux et dans les fermes voisines tenaient en alarmes Città di Castello et San-Sepolcro. Des mesures énergiques devenaient nécessaires : le gouvernement envoya des troupes et occupa le château du Mont-Sainte-Marie. Alors nos braves se retirèrent dans les états du pape et se mirent sous la protection du droit d'asile dans un couvent de franciscains, d'où ils s'élançaient encore pour piller les alentours. Le gouvernement toscan demanda l'extradition, qu'il ne put obtenir parce qu'un cardinal toscan, jaloux du ministère, protégeait les frères Bourbon de Sainte-Marie. Toutefois il fallut quitter le couvent de Buonriposo; mais, après une courte retraite à Venise, ils reparurent dans le grand-duché et recommencèrent de plus belle leurs glorieuses expéditions. Un beau jour, on vit Giovanni, Piero et Filippo (un autre frère) escalader le Montamiata, situé au midi et à l'extrémité de la province de Sienne. Là est le bourg de Pian-Castagnaio, fief que les Médicis avaient accordé aux Bourbon del Monte de Florence. Suivis d'une vingtaine de brigands armés jusqu'aux dents, ils se précipitent sur les habitans, qui s'épouvantent et fuient; ils s'emparent du bourg, mettent tout à bris et à sac, donnent l'assaut au prétoire; puis, repoussés, ils tuent le fermier des rentes féodales du marquis Andréa et se retirent avec leur butin dans l'état de l'église, à Acquapendente.

On voit quelles étaient trop souvent alors les conséquences de tous ces droits d'asile, priviléges et immunités du brigandage. Le gouvernement toscan ne trouva pas d'autre moyen de se défaire de ces routiers que de mettre leur tête à prix. Un de leurs bandits fut traîtreusement assassiné à Terni, et le prix du sang fut payé. Que firent alors les frères de Sainte-Marie? Ils ne craignirent pas de recourir à l'empereur grand-duc lui-même en sa qualité de chef de l'empire, non pour se soumettre, mais pour demander des réparations à raison des priviléges de leur famille violés par le ministère. Cette audacieuse réclamation donna lieu à une très longue procédure, qui se prolongea pendant huit ans. Les malheureux, coupables ou non, que les frères de Sainte-Marie accusaient furent arrêtés, et plusieurs d'entre eux moururent en prison avant qu'on eût prononcé la sentence, qui d'ailleurs fut peu sévère pour les survivans.

Tel était l'état social que les grands-ducs de la maison de Médicis avaient fait renaître pour étouffer l'ancienne liberté florentine, et qui se manifestait encore par d'aussi odieux résultats deux siècles

après leur avénement et quinze ans après celui de la maison de Lorraine. Ces choses-là ne se voyaient plus en France depuis près d'un siècle; les grands jours de Clermont les avaient extirpées dans les lieux les plus écartés dès 1665. Le grand-duc François connaissait les procédés traditionnels de la monarchie française à l'égard de la féodalité, et dans sa double qualité d'empereur et de grand-duc il était admirablement placé pour en abattre les plus grands abus dans ce pays, en attendant un ordre civil plus homogène. Sous l'inspiration de Pompeo Neri, il comprit que le mal était dans l'essence même du principe féodal, principe d'indépendance locale et d'autorité prétendue paternelle du seigneur sur les sujets; il résolut donc d'ôter aux feudataires tout ce qui tranchait encore de la souveraineté. La juridiction des feudataires fut assimilée à celle des juges royaux; encore ne purent-ils l'exercer eux-mêmes, mais ils furent obligés de déléguer des juges admis effectivement aux offices royaux. Ces derniers étaient d'ailleurs soumis à la même hiérarchie que les juges institués par le gouvernement, et il y avait appel de leurs jugemens au civil comme au criminel. On voit ici une imitation assez timide et bien tardive des procédés employés dès le XIIIe siècle par les rois de France pour arriver au même résultat. C'est ainsi que nos rois enlevèrent aux seigneurs leurs justices patrimoniales, en multipliant les cas royaux, en établissant les appels, en exigeant des délégués instruits des formes de la procédure, et en arrachant pièce à pièce à la féodalité les droits régaliens dont elle usait mal. Mais qu'était-ce que ces réformes, si faciles à éluder, si on ne détruisait pas en même temps par la police ces nids de vautours, où le brigandage trouvait l'impunité dans le privilége du fief? Les magistrats de Florence et de Sienne furent donc autorisés à étendre leur surveillance sur ces retraites redoutables. Il fut défendu aux seigneurs d'y donner asile aux condamnés, aux contumaces, aux contrebandiers, aux mauvais sujets, aux débiteurs civils; il leur fut enjoint de les arrêter dès qu'ils s'y présenteraient, et ainsi fut dissoute leur milice pillarde. En outre on réprima les vexations d'un autre ordre, et on fit sentir au peuple une protection d'en haut, en défendant aux feudataires de s'ingérer dans ce qui concernait les finances de l'état, les impôts des communes, l'administration des biens des hôpitaux ou des communautés inféodées; leurs propres biens furent soumis aux charges communales. Il est bien probable en effet que de tels hommes devaient abuser étrangement de leur influence sur de pauvres vassaux tremblans, sur des voisins sans défense, dans les questions de répartition d'impôts, d'emploi des fonds communs, et autres difficultés de ce genre.

La répression de la *prepotenza*, l'abolition des souverainetés lo-

cales, n'étaient point le dernier terme des projets de l'empereur grand-duc sur la noblesse toscane. L'habile jurisconsulte Pompeo Neri et le cômte de Richecourt, l'un de ses meilleurs conseillers lorrains, nourrissaient des desseins plus élevés; ils ne voulaient point abolir la noblesse, mais la régénérer, et lui donner une base morale conforme aux pressentimens nouveaux qui à cette époque fermentaient partout dans les consciences. Il ne sera point sans intérêt peut-être de nous arrêter sur ces plans, imparfaits sans doute dans l'exécution, mais dont la pensée était prévoyante, et qui s'essayaient obscurément dans un petit état de l'Italie. Aujourd'hui encore on se préoccupe en plusieurs régions de l'Europe des moyens d'arrêter la décomposition des castes anciennes, que l'on considère comme un lest nécessaire à la barque fragile de nos sociétés modernes, lancées dans une mer ténébreuse et inconnue. On parle des avantages suprêmes des substitutions, du droit d'aînesse, des priviléges; on annonce des majorats, des duchés héréditaires, une nouvelle noblesse décrétée. En Prusse et dans d'autres contrées de l'Allemagne, les représentans de l'aristocratie de naissance demandaient récemment des lois pour conserver dans leurs familles les propriétés inaliénables, pour distinguer plus nettement leur corporation au milieu du grand corps national, pour leur attribuer des droits politiques exclusifs et des fonctions assurées, promettant en revanche l'influence morale, l'exemple des hauts sentimens, et la puissance qu'impriment au gouvernement l'esprit de suite et la politique de tradition. Ces réclamations ont reçu un accueil qui laisse peu d'espérances de succès. En Toscane, il y a cent ans, on essayait des idées plus vraies, et qui, adoptées et perfectionnées dans les grands états de l'Europe, auraient peut-être, en rajeunissant et en transformant l'esprit aristocratique, introduit avec moins de secousses l'ordre nouveau qui demandait sa place.

Le peuple florentin avait, nous l'avons déjà dit, déclaré, pendant l'époque républicaine, de rudes guerres à la noblesse féodale. Il l'avait humiliée, en partie détruite; il la forçait à entrer dans ses corporations de métiers. On dirait de loin une furie égalitaire qui brandit son niveau de fer sur toutes les têtes. De près et en détail, il n'en est rien. Le peuple de Florence, abandonné à lui-même, avait comme tous les peuples l'instinct aristocratique; il allait de lui-même à toute supériorité. Presque toutes ses révolutions sont conduites ou inspirées par les grandes familles. En lisant Machiavel, d'ailleurs assez superficiel à cet égard, on croirait parfois qu'il n'y a réellement que des questions de famille, depuis les Buondelmonti et les Uberti du XIII[e] siècle jusqu'aux Albizzi, Alberti et Medici du XV[e]. Le peuple reporte facilement sur les enfans d'un homme illustre l'espérance

des mêmes vertus et des mêmes services. Il faut qu'il soit bien déçu pour s'en détacher; il cherche alors une illustration nouvelle, et telle est la constitution vraie de l'aristocratie. Seulement c'est un travail pénible que de gagner toujours ce qu'on a acquis, d'égaler ses aïeux et de mériter ce qu'on a. Les familles cherchent à immobiliser et à perpétuer par la loi les distinctions qu'elles ont obtenues de l'acclamation populaire, et comme la richesse est une puissance qui mène à tout, elles profitent de leur influence acquise pour fortifier leurs dynasties par des priviléges de propriété. Ainsi l'aristocratie se construit en sous-œuvre un fondement matériel, pour remplacer son principe originaire, qui, étant moral et supposant des efforts continuels, semble trop souvent crouler sous elle. Telle est la marche que suivirent, jusqu'à un certain point, les familles puissantes de Florence et de Sienne; mais ce fut surtout après le renversement de la république que cette constitution artificielle de la noblesse toscane se développa. Les grands-ducs de la maison de Médicis, ayant exilé, ruiné, ou fait périr les meilleures races patriciennes de la république, jugèrent nécessaire de se créer une noblesse à eux; ils favorisèrent les substitutions, les fidéicommis; une partie considérable du territoire fut grevée de ces liens qui enchaînent la terre à telle ou telle famille, pour donner à celle-ci l'indépendance, le luxe et le repos, comme gages de la prospérité générale.

Le gouvernement réformateur du grand-duc François résolut, sinon d'abolir tout d'abord, au moins de circonscrire ces priviléges et d'en affaiblir toutes les conditions. Premièrement il allégua que les substitutions, portant presque toutes sur des biens ruraux, nuisaient à l'agriculture, grand objet aussi de ses sollicitudes. « Ceux qui en jouissent, disait-il, n'étant qu'usufruitiers, ne s'inquiètent que du revenu annuel; ils négligent nos plantations méridionales si riches (mûriers, oliviers, etc.), qui imposent des sacrifices pour un avenir lointain, et qui pour le moment n'augmentent progressivement que la valeur du fonds; ils négligent les grandes améliorations foncières dont les résultats sont aussi fort éloignés et souvent incertains; ils découragent le cultivateur fermier ou métayer, dont ils tirent avec rigueur tout ce qu'il est possible d'en tirer, rompant ainsi le lien si moral et si fructueux qui attache des générations de travailleurs à des propriétaires unis à eux par le même intérêt et par des souvenirs héréditaires. » La loi défendit donc de substituer des terres; cette charge ne fut plus applicable qu'aux capitaux des rentes inscrites au grand-livre de la dette publique et aux objets d'art, pierres précieuses, manuscrits rares, etc. La faculté d'établir de nouvelles substitutions fut accordée aux seules familles nobles, disposition qui ne semble pas en préparer seulement l'extinction ultérieure, qui en neutralise aussi l'effet politique, parce que, pour former une aristocratie

terrienne solide, il faut le nombre et le recrutement. Mais le point important était celui-ci : toutes les substitutions établies ou à établir étaient limitées à quatre générations, de sorte qu'après le dernier jouissant, le fonds restait libre aux mains de son héritier légitime. Le principe de la perpétuité et de la longue tradition par la transmission privilégiée de la richesse était ainsi ébranlé, contredit, puisque après les quatre générations l'œuvre de la tradition restait interrompue, et cessait au moment même où le temps commençait à la consacrer.

Après avoir affaibli de la sorte et rétréci la base artificielle de la noblesse, le gouvernement essaya de la relever et de l'agrandir sur son principe moral. Sous les Médicis, ni ses richesses, ni ses priviléges ne l'avaient rendue puissante ni populaire. Altière et inerte, corrompue et superbe, elle était devenue une preuve vivante de l'inutilité de ces moyens tant vantés et de la fausseté de ces théories qui font résulter le mérite de la position plutôt que la position du mérite. Le comte de Richecourt, qu'elle n'aimait pas, et le sénateur Ruccellai, conçurent le projet d'une loi destinée à stimuler en elle les sentimens qu'elle devait avoir, et à l'arracher à cette langueur qui en faisait un embarras pour l'administration plutôt qu'un soutien pour l'état et un exemple pour les citoyens. Si le moyen qu'ils imaginèrent était fautif, la pensée en était haute. Ce n'est pas le premier jour qu'une bonne pensée trouve sa forme pratique. Les vérités sont éternelles, mais dans la mobilité des choses humaines elles ont à s'adapter à des faits toujours changeans; elles cherchent un corps où se loger, et ce corps éphémère se dissout; elles cherchent des institutions à vivifier, et ces institutions tombent; elles passent de forme en forme et n'en trouvent jamais une qui les reçoive tout entières et leur offre une demeure fixe. L'idée d'une classe dépositaire et propagatrice des meilleurs sentimens de l'humanité a brillé à l'imagination des plus beaux et des plus purs génies; elle possédait Fénelon, dont les vues semblaient partout répandues au temps dont nous parlons ici. L'esprit de la nouvelle loi toscane est assez clairement révélé, dit M. Zobi, dans ces mots de l'article 25 : « Comme celui-là ne mérite pas de compter parmi les nobles qui fait des actions ou observe des façons de vivre peu conformes à sa dignité, nous voulons que le patriciat et la noblesse se perdent par les délits et par l'exercice de professions viles et indignes, de manière que si quelqu'un se trouve placé présentement dans une situation si préjudiciable, ou dans de pareilles professions, il ne peut, ni lui, ni ses fils, être inscrit sur les nouveaux registres, et de même à l'avenir les inscrits seront, pour les mêmes causes, déchus des prérogatives de la noblesse, selon la teneur de notre présente déclaration. » On ouvrait donc une espèce de *livre d'or* de la noblesse toscane; y mettre son nom, c'était sou-

scrire l'engagement d'être tous et toujours nobles de cœur autant que de naissance. Quoique approuvée et soutenue par Pompeo Neri, Pio dal Borgo et le sénateur Ruccellai, qui l'avait rédigée, cette loi fut mal accueillie par la noblesse. Il y avait en effet des objections très raisonnables à y opposer; cependant M. Zobi n'attribue ce mauvais accueil qu'à l'aversion des Toscans pour le Lorrain Richecourt, à qui on en attribuait la principale inspiration. Invités itérativement à présenter leurs titres et leurs preuves de noblesse, ils laissèrent passer les délais. Il fallut les avertir que, faute d'inscription, ils ne pourraient profiter des priviléges accordés par la loi des substitutions et de quelques autres distinctions relatives à la pompe des funérailles, auxquelles une vieille coutume faisait attacher un grand prix. Alors ils accoururent en foule, et les registres se remplirent de titres, de blasons et d'arbres généalogiques, sauf à corriger par l'usage les obligations trop difficiles et les mesures trop inquisitoriales.

On comprend sans peine les défauts pratiques d'une semblable institution. Déclarer « déchus de la noblesse ceux dont les actions et la manière de vivre ne seraient point conformes à ce qu'exige cette dignité, » c'était rendre nécessaire un droit de censure du corps sur chacun de ses membres, et ce droit ne pouvait s'exercer que par une magistrature censoriale munie de pouvoirs effectifs. Quelque chose de semblable était proposé naguère, si nous avons bonne mémoire, par quelques membres de la noblesse prussienne. Cette procédure sur les mœurs ne serait acceptée de personne aujourd'hui que la conscience ne veut relever que d'elle-même, et avec raison, car les motifs de l'honnêteté sont placés plus haut que cela; ce serait y ajouter un intérêt inférieur touchant d'assez près à l'hypocrisie. Dans son but politique surtout, cette conception est fausse, car de quoi s'agit-il? De se faire une influence de sa valeur morale. Une influence sur qui? Sur la nation entière. C'est donc à la nation de la reconnaître, si l'on veut qu'elle s'y rende. Cela nous ramène à cette aristocratie naturelle et acclamée par le public. Un autre défaut de la loi, c'était de faire de la noblesse, par cet enregistrement, une corporation rigoureusement fermée. Si on la fermait pour qu'elle cessât de se recruter et pour la faire disparaître peu à peu par l'extinction des familles, à quoi bon la concentrer, l'exposer, par sa séparation du corps de la nation, aux rivalités et aux haines et en faire une oligarchie sans raison d'être? Il valait mieux, après avoir restreint ses priviléges, la laisser se fondre dans le corps de la nation. Voulait-on au contraire la perpétuer? Il fallait lui laisser réparer ses pertes, soit qu'elle se recrutât elle-même par cooptation, soit que des conditions d'anoblissement permissent de forcer le passage. D'ailleurs une corporation fermée, sanctuaire privilégié des vertus et de

l'intelligence, est une pure utopie. Dès qu'on adopte le principe matériel et fortuit de la naissance, il faut y ajouter l'autre principe matériel de la richesse transmise avec la naissance : ces deux choses se tiennent en politique, et dès-lors on renonce à la prédominance du principe moral, qui élève la personne plutôt que la race, et la race seulement autant qu'elle transmet la valeur personnelle.

Il y avait donc de l'incohérence dans la loi toscane, chose d'ailleurs fort commune dans les lois qui expriment les transitions sociales. Elle admettait une autre contradiction encore en établissant une espèce de privilége intermédiaire et bourgeois, car elle accordait à un certain nombre de familles florentines et siennoises le droit exclusif de siéger dans les magistratures inférieures. Il faut voir sans doute dans tout cela la part des expédiens et des nécessités du moment. Quoi qu'il en soit, dans tout cet ensemble de mesures relatives aux abus féodaux et à la constitution d'une noblesse transformée et régénérée, on ne peut méconnaître un esprit élevé de réformes progressives, qui justifia tout d'abord la haute position où la maison de Lorraine venait de parvenir. Il n'y avait rien de nouveau dans ces idées, mais il était nouveau d'en essayer la pratique par raison, dans la vue pure et désintéressée du plus grand bien pour un petit état fort soumis, tandis que partout ailleurs les améliorations, s'il s'en faisait, ne procédaient guère que des besoins administratifs, de la crainte des catastrophes, de l'envahissement réciproque des pouvoirs ou des jalousies ministérielles. On y reconnaît une initiative bienveillante et pleine de mesure, avec une sagesse calme et ferme, qui semble regarder au loin dans l'avenir, et y voir que de grandes choses approchent, auxquelles il est urgent de se bien préparer.

Néanmoins dans la réforme des abus longtemps accumulés il est rare qu'on arrive à temps pour tout résoudre par les sages tempéramens de la loi. Des droits acquis, des obligations contractées sous l'empire de la législation qu'on veut détruire, entravent et ajournent les résultats, et les révolutions viennent trancher les nœuds qu'on n'a point défaits assez vite. L'abolition des substitutions de biens ruraux n'avait point encore, en 1789, libéré toutes les terres; Léopold, animé du même esprit que son père François, souffrait impatiemment ces liens qui enchaînaient les progrès agricoles, mais il ne pouvait les rompre. Ce fut l'introduction du code civil français qui força les obstacles et rendit toutes les terres à la liberté des contrats. Il en fut de même de la législation féodale. Léopold travailla à détruire les derniers restes du pouvoir des seigneurs; plusieurs fiefs furent supprimés d'un commun accord; la juridiction des vicaires féodaux, institués par François, fut encore resserrée; les taxes sur les vassaux furent diminuées; ceux-ci purent citer devant les tribunaux royaux

du voisinage, en matière civile, leurs propres seigneurs, lors même que l'objet litigieux était situé sur le territoire du fief, mais il y eut encore de vives et longues oppositions. Certains seigneurs, pour échapper à ce droit nouveau de leur patrie, la renièrent, et se prétendirent feudataires de l'empire et indépendans du grand-duché; les vassaux, au contraire, réclamaient la protection de ce dernier, la seule efficace, parce qu'elle était plus rapprochée et toujours présente; les conseils impériaux de Vienne appuyaient et encourageaient sous main les prétentions des seigneurs pour se faire des partisans en Toscane. En 1779, les vassaux de la famille Bardi de Florence se soulevèrent; il y eut une petite guerre civile dans la paisible et solitaire vallée qu'ils cultivaient; ils chassèrent à main armée les officiers de leur seigneur et les sbires pontificaux qu'il avait appelés à son secours. Le chef des Bardi fut appelé devant le grand-duc pour rendre compte des vexations qu'il avait exercées sur les sujets du grand-duché; sa réponse fut que son fief était un fief impérial. Pendant ces disputes, le sang coulait, et l'opiniâtre feudataire porta sa cause devant le conseil aulique de Vienne, qui lui donna raison contre Léopold. Alors on voit intervenir dans cette affaire l'empereur Joseph II lui-même, qui conseille à son frère d'en appeler à la diète des princes électeurs pour suspendre au moins les effets d'une sentence si fâcheuse, qui pouvait arrêter toutes les réformes de la Toscane; mais cette diète avait pour principe de favoriser la prétention des fiefs impériaux, de sorte que le grand-duc allait probablement échouer encore dans ce dernier recours, quand tout à coup l'heure de 1790 vint à sonner, et la révolution française emporta quelques années plus tard le fief des Bardi comme tous les autres. Telles étaient les difficultés toujours renaissantes à l'encontre des plus urgentes réformes. Il n'y a pas jusqu'au marquis du Mont-Sainte-Marie qui ne reparût à cette époque, comme en 1753, pour relever le drapeau du droit féodal : c'étaient Giovanni Battista et ses redoutables frères. Ils recommençaient à infester, sous Léopold comme sous François, les campagnes voisines; heureusement on sut les soumettre au droit nouveau, en mettant dans leur château une garnison de la milice toscane. Que de grandes catastrophes s'expliquent merveilleusement par ces petites révolutions obscures qui se passaient, à la veille de 1789, jusque dans ces vallées inconnues, et sur ces rochers incultes d'un coin de la Toscane!

Parallèlement à ces réformes politiques, peu connues malgré leur importance, il s'en essayait d'autres dans l'ordre religieux, qui ont fait grand bruit, parce qu'elles furent poussées, sous Léopold, jusqu'à l'imprudence, et compromises par la mesquinerie des détails. M. Zobi en expose minutieusement les premières origines. Une erreur fort répandue par les historiens en attribue l'initiative à Léo-

pold, qu'on suppose avoir obéi aux inspirations philosophiques de Joseph II. Elles commencèrent en réalité sous l'empereur François; elles ne furent point inspirées primitivement par l'esprit de système et le génie inquiet de tel ou tel prince; elles étaient l'effort et l'expression d'un sentiment répandu dans les classes lettrées, et principalement parmi les jurisconsultes. Elles étaient la conséquence d'un mouvement général de la société européenne, où le développement de l'ordre civil, l'établissement d'une vaste administration laïque, qui étendait son réseau sur toutes choses, le besoin de savoir et d'examiner propagé par les livres, appelaient invinciblement une liberté rationnelle, incompatible avec le régime mixte qui avait été fécond en bienfaits pour le moyen âge, mais qui avait donné tout ce qu'il contenait, et qui devait cesser. Ce fut sous François que la Toscane vit attaquer avec vivacité les prérogatives du saint siége, la puissance de l'inquisition, le droit d'acquérir en main-morte, et provoquer la suppression de ceux des monastères qu'on jugeait inutiles. Il est vrai que François, empereur d'Allemagne en même temps que grand-duc de Toscane, résidant à Vienne et non à Florence, occupé surtout des soins de l'empire et retenu par les susceptibilités de Marie-Thérèse, avait beaucoup de ménagemens à garder avec Rome, et qu'il entama les questions pour les laisser le plus souvent suspendues; mais le choix des ministres qu'il préféra, leurs écrits, leurs principes, leurs projets approuvés par lui, découvrent assez l'esprit de son gouvernement, et prouvent qu'il s'inspirait à cet égard de l'esprit de Louis XIV et des traditions gallicanes.

Ses trois principaux ministres furent le comte de Richecourt, Pompeo Neri et Giulio Ruccellai. Richecourt, Lorrain d'origine, Français par l'esprit, mal vu des Toscans comme étranger, longtemps soutenu par l'empereur contre toutes les menées, avait l'influence prépondérante. Homme habile, instruit, actif, ambitieux, il avait quelque chose du caractère et du génie de Colbert, étendant, comme celui-ci, ses regards pénétrans sur toutes les parties de l'administration. « Il avait, dit M. Zobi, compris à fond la situation économique de l'état, les besoins des peuples, les désordres des administrations publiques; bien plus, il avait scruté les moyens de développer les ressources intrinsèques du pays, de satisfaire ces besoins, de mettre un frein à ces désordres et d'y remédier. » La colonisation de la Maremme, la réduction de la dette publique, la punition rigoureuse des agens infidèles, épuisèrent ses efforts; l'absence du maître fit tout échouer. Comme Colbert, il se fit haïr des solliciteurs, parce qu'il était avare de la fortune publique; laborieux et sentant sa supériorité, il voulait tout voir, tout faire par lui-même. Aussi on le rendit responsable de toutes les blessures que font les réformes, ses rivaux parvinrent à le faire tomber en disgrâce, et cette disgrâce, comme pour Colbert,

hâta la fin de sa vie. Pour dernier trait de ressemblance, de même que Colbert fut le vrai promoteur de l'affaire de la régale et des quatre articles gallicans de 1682, Richecourt fut aussi l'un des plus ardens adversaires des priviléges ecclésiastiques et l'un des plus constans défenseurs de l'indépendance civile; il osa enfreindre les lois de l'inquisition, forcer ses prisons, en arracher les captifs, et quand il fut question de limiter les acquisitions du clergé, il ouvrit le premier l'avis plus radical de vendre une partie des biens des couvens pour éteindre une portion de la dette publique.

Pompeo Neri avait dans sa jeunesse rempli à Pise une chaire de droit public, pendant qu'un autre réformateur du même esprit, mais plus célèbre parce qu'il fut porté sur un plus grand théâtre, Tanucci, futur ministre du roi de Naples, y enseignait le droit civil. Pendant dix années qu'il passa à Milan, Neri s'était lié avec Beccaria et les autres savans et philosophes de la Lombardie. C'est dans ces noms, alors populaires, et par conséquent dans l'opinion du temps, qu'il faut chercher la cause réelle de toutes ces premières tentatives d'émancipation, qui, pour avoir été insuffisantes ou mal conduites, devinrent plus tard des élémens de la révolution française. Le caractère de son esprit était la prudence et les ménagemens, par là il était en concordance avec les vues de François; mais Léopold, dont il combattait les mesures précipitées ou extrêmes, se refroidit envers lui, et le regretta peu quand il mourut.

Moins circonspect que Neri, le sénateur Ruccellai unissait néanmoins à la hardiesse une grande dextérité; il allait vite, mais par des détours; il savait envelopper les choses, et avait pour principe qu'il est quelquefois bon de mettre dans la rédaction des lois un vague et une latitude favorables aux interprétations inattendues qu'on pourrait vouloir un jour leur donner. Il avait des sentimens religieux qui n'amortissaient nullement la verdeur de son opposition au clergé. Ce fut lui qui exposa, dans un mémoire à la régence, la théorie souvent employée depuis, d'après laquelle « l'église, considérée comme propriétaire, n'est qu'une association autorisée, dont les lois de l'état ont fait une personne morale, laquelle personne morale dépend par conséquent des lois qui l'ont faite, aussi bien que toutes les autres associations et corporations autorisées, » d'où il suit que si l'état déclare la personne morale dissoute, ses propriétés tombent en déshérence, et l'état peut s'en emparer.

Ainsi, en Toscane comme ailleurs, un antagonisme déjà très animé entre le pouvoir civil et la puissance ecclésiastique se manifestait de lui-même; un ordre nouveau cherchait spontanément à se dégager de l'ordre ancien. Si les vues particulières des princes lorrains donnaient plus d'activité à cette fermentation, longtemps étouffée par les grands-ducs de la maison de Médicis, il y avait aussi une opinion

indigène déjà formée, et qui soufflait dans le même sens. Les ministres de François ne manquaient pas d'ailleurs de rattacher leurs projets à une tradition déjà ancienne, quoique interrompue par les événemens, à des actes qui remontaient aux plus beaux temps de la république. Ils rappelaient que, dès 1346, les magistrats s'étaient déjà fatigués de rencontrer trop souvent sur leur chemin une puissance indépendante de l'état, qui s'ingérait dans les affaires purement civiles, et qu'ils avaient puni sévèrement les agens du saint office pour arrestation arbitraire. On avait même fait alors un règlement remarquable qui limitait les pouvoirs de l'inquisition, supprimait une partie de ses agens, fermait ses prisons, et, pour rendre ces dispositions stables, fondait un corps spécial et permanent de magistrats nommés *les quatorze défenseurs de la liberté*, chargés d'examiner « tous les actes de juridiction émanés de la puissance ecclésiastique. » C'était en principe l'attribution même du parlement de France, aujourd'hui dévolue au conseil d'état, de vérifier avant la publication les bulles et décrets du saint siége, qui auparavant étaient exécutoires partout par le seul fait de la promulgation à Rome. En 1415, ce règlement, devenu lettre morte par l'influence des guelfes, fut renouvelé. Par un statut célèbre, il fut défendu à tous les citoyens de recourir à une juridiction étrangère, et aux tribunaux de la république d'admettre aucun acte émané d'une autre autorité que celle de la commune de Florence, sans l'autorisation expresse de la seigneurie. Au commencement du siècle suivant, deux papes de la maison de Médicis, Léon X et Clément VII, renversèrent facilement cette barrière, devenue d'ailleurs sans objet, puisqu'ils exerçaient eux-mêmes et l'autorité politique à Florence et l'autorité pontificale à Rome. Quand l'état fut définitivement transformé en monarchie, la pensée du statut de 1415 fut de nouveau reprise par Cosme Ier, qui établit en 1546 un corps de magistrature permanent, reproduisant par ses attributions l'ancien collége des quatorze défenseurs de la liberté; mais Cosme songeait peu à la liberté, il ne voulait que se défendre lui-même contre Paul III, son ennemi. Abolie par Cosme III, relevée derechef par Jean Gaston, cette importante institution ne fut plus qu'une arme aux mains de l'arbitraire. L'idée qu'elle exprimait n'en était pas moins devenue, dans toutes ces alternatives, plus précise, plus générale; c'était une véritable tradition, et à l'avénement de la maison de Lorraine il y avait à cet égard, dans le gouvernement toscan, un principe établi comme dans tous les autres gouvernemens catholiques de l'Europe.

Partout en effet ces gouvernemens travaillaient alors à dégager l'ordre civil, à renfermer le pouvoir clérical dans le domaine de la croyance, et à dénouer cet entrelacement de deux puissances indépendantes qui luttaient sur le même sol, avec des prétentions mal

définies, ou laissées volontairement dans un vague éternel; partout aussi on mettait une limite aux propriétés toujours croissantes du clergé, et même on commençait à en discuter le principe. En France, on lui disputait son immunité, on voulait le soumettre à l'impôt du vingtième, on lui interdisait les nouvelles acquisitions, et à ce propos on écrivait des livres, on interrogeait le droit naturel, le droit public, l'histoire : discussion de sinistre augure! C'était en 1749, et quarante ans plus tard la conclusion en fut tirée. Gênes en 1762, et successivement le duc de Modène, la petite république de Lucques, le duc de Parme, l'électeur de Bavière, Marie-Thérèse d'Autriche pour le Milanais, le roi de Portugal, établissaient ou renouvelaient la même interdiction. Tandis que le clergé, se prétendant simple dépositaire au nom de l'église, qui reçoit toujours et n'abandonne jamais, défendait comme choses sacrées tous ses droits, toutes ses exemptions, ses juridictions, ses propriétés, d'autre part, dans la chaleur du combat, le pouvoir civil le menaçait jusque dans son organisation intérieure. Ce lourd traité de Febronius, que Joseph II faisait enseigner dans ses écoles, était devenu comme l'arsenal d'une insurrection théologique contre Rome; il s'agissait déjà de rompre le lien qui rattache les églises nationales à leur centre. Joseph en Autriche, Léopold en Toscane, pénétraient jusque dans la sacristie, réglaient les cérémonies de la messe et corrigeaient le rituel, et déjà ces réformes, tournant au puéril et au ridicule, avaient provoqué des insurrections populaires et fait verser du sang, quand la révolution de France, prenant les choses de plus haut et dans un plus large embrassement, vint réconcilier les deux puissances adverses en les écrasant l'une contre l'autre. Ce fut seulement sur cette ruine que la lumière se fit, et malgré quelques nuages inévitables dans une atmosphère si vague et si mobile, l'organisation française des choses ecclésiastiques apparaît seule aujourd'hui comme un système approprié aux circonstances : tant les solutions simples sont difficiles à trouver, et tant il est vrai que la sagesse humaine, cherchant en vain à trier ses traditions et ne sachant ce qu'il en faut perdre ni ce qu'il faut en garder, n'y voit clair trop souvent qu'à la lueur de l'incendie qui les consume!

C'était pourtant un bel exemple qu'avaient donné aux gouvernemens contemporains ces princes de Lorraine transportés en Toscane. S'ils commirent des fautes, si François, trop occupé en Autriche, voyait les choses de trop loin et semblait manquer de résolution, si Léopold, les regardant de trop près, se laissait éblouir par des minuties et n'apercevait plus la limite qu'il faut garder, si enfin on peut supposer que, dans leurs entreprises sur la noblesse et sur le clergé, ils songeaient surtout à fortifier leur pouvoir et à concentrer dans leurs mains toute autorité politique et administrative, on ne

peut cependant méconnaître dans l'ensemble de leur conduite un amour désintéressé du mieux, un sentiment du devoir royal tel qu'on l'entendait alors, et un bon et volontaire accueil de cette portion d'idées utiles et bienfaisantes qui, au milieu d'une grande corruption, se faisaient pourtant jour de toutes parts au XVIII[e] siècle. C'était d'ailleurs comme un penchant contracté et transmis dans leur famille depuis que le père de François, rétabli en Lorraine à la paix de Ryswick, mais dans une situation précaire et sans avoir seulement le droit de relever les remparts de sa capitale, s'était tourné tout entier au gouvernement paternel, aux progrès de l'instruction, des beaux-arts et de la richesse publique. On connaît le bel éloge qu'a fait Voltaire de ce prince, « l'un des moins grands souverains de l'Europe et celui qui a fait le plus de bien à son peuple, » qui trouva la Lorraine désolée et déserte, la repeupla et l'enrichit, qui releva la noblesse de la misère où la guerre l'avait réduite, et cherchait les talens « jusque dans les boutiques et les forêts pour les mettre au jour et les encourager, » et dont les excellentes qualités n'avaient pas peu servi à préparer à son fils le chemin du trône de l'empire.

Cet esprit, ce goût d'administration pacifique et d'activité intelligente, ils le portèrent en Toscane, où il produisit aussitôt des essais de réformes et d'améliorations dans tous les recoins de l'économie et de l'organisation publique. Et cependant ces cinquante années de travaux n'avaient produit aucun résultat complet. Les Médicis, pendant deux siècles de pouvoir absolu, avaient plongé la nation dans une si profonde torpeur, qu'elle opposait au bien qu'on voulait lui faire, non-seulement l'inertie, mais la résistance même. Ne serait-ce point parce que les réformes, même les plus justes, ne s'opèrent bien que quand la société les comprend, les approuve, en indique la mesure par son assentiment ou sa critique, en un mot quand elle y prend part, quand elle est consultée et constituée pour cette consultation? Sans doute, dans des circonstances extraordinaires, surtout après de grands périls, on voit quelquefois une main absolue saisir tous les pouvoirs et réaliser de grandes créations; mais cette main ne fait alors que dégager et exécuter des conceptions déjà débattues et éclaircies, elle ne fait que consolider les révolutions qu'elle termine, et c'est encore la pensée publique qui la conduit. Il n'en est plus ainsi lorsque, à la place de cette dictature temporaire, on voit à l'œuvre un pouvoir absolu de longue durée, qui, après avoir accoutumé la société au silence, à l'indifférence et à l'ignorance de ses propres intérêts et de sa propre situation, s'apprête à expérimenter quelque idée nouvelle sur cette masse inerte qui ne sent point son mal. La pensée de ce pouvoir n'est plus alors qu'une pensée individuelle; il marche seul avec elle; mille entraves invisibles l'arrêtent à chaque instant; il dévie ou il outre-passe, il n'est ni appuyé ni suivi, et quelque jour,

marchant toujours seul dans les ténèbres de son omniscience, il pose le pied là où il y a un abîme.

Où en est aujourd'hui la Toscane? Après avoir, pendant un siècle, fait les expériences les plus contraires par la précipitation et par des lenteurs funestes, par des élans irréfléchis et par d'impuissans efforts pour rebrousser chemin contre le courant, saura t-elle saisir le moment propice pour fonder enfin ce concours régulier et ce travail commun du gouvernement et de la nation, dont l'absence laisse un si grand vide et crée de si grands dangers? Jamais l'occasion ne fut si favorable ni si pressante. D'un côté, les rêves extravagans se sont évanouis dans leur propre fumée; de l'autre, l'impossibilité de saisir un point fixe dans le passé, de résister à un torrent que les obstacles ne font qu'élargir, n'est pas moins évidente. Ce ne sont plus seulement les peuples qui crient à l'Italie de marcher : les gouvernemens eux-mêmes, et les plus resserrés dans le principe d'autorité, la pressent d'instances et même de menaces, tant il paraît urgent de coordonner pendant le calme des institutions assez solides pour supporter les orages de l'avenir, et de chercher la stabilité même dans le mouvement commun qui emporte le monde. Or, il ne faut pas s'y tromper, au fond de ces réformes plus ou moins restreintes que l'Europe exige, il y a le principe de la liberté de la pensée humaine, qui en est l'âme, et qui ne se laissera pas éluder. Cette liberté, qui n'est que le besoin des convictions sincères, n'est plus seulement dans le désir des hommes éclairés; elle est un fait déjà victorieux, présent partout, même dans le silence imposé aux peuples; il faut la reconnaître et la régler au grand jour, si mieux on n'aime la voir éclater en désordres par des éruptions souterraines. Jusqu'à ce moment, elle s'emparera, pour s'en faire des armes nouvelles, de toutes les concessions accordées d'une main défiante et avare; sûre d'elle-même, à chaque pas qu'on fera vers elle de mauvaise grâce, elle se sentira plus forte, et sa puissance de fascination redoublera. Autant donc il est nécessaire de bien voir le but où l'on est entraîné, autant il est nécessaire d'y marcher résolûment et de bonne foi. Espérons que le gouvernement de la Toscane, animé des bons instincts des règnes précédens, instruit par leurs erreurs, saura y puiser en même temps la force et la mesure, et rehausser au niveau que son histoire lui assigne ce peuple si riche en intelligence, et qui peut si bien encore, sans agrandir son territoire, conquérir le genre de grandeur qui fut propre à ses pères : *Magna parens frugum, Saturnia tellus, — Magna virûm !*

LOUIS BINAUT.

D'UN NOUVEL IMPOT

SUR LES

VALEURS MOBILIÈRES

I. — DE L'IMPÔT DIRECT SUR LES DIVIDENDES DES ACTIONS INDUSTRIELLES.

Au premier aspect, rien ne paraît plus juste et plus simple que d'imposer les valeurs mobilières, et l'on entend souvent répéter cette phrase : « Pourquoi un homme qui place 100,000 francs en valeurs mobilières, et en retire un revenu assez considérable, ne paie-t-il aucun impôt, tandis que celui qui place une somme semblable en propriété immobilière, dont il n'obtient qu'un produit net assez minime, est obligé de supporter des impôts de plusieurs sortes? »

Mais, lorsqu'on examine avec soin cette prétendue anomalie, on est amené à reconnaître qu'elle est bien moins réelle qu'on ne l'avait imaginé, et que l'imposition nouvelle à laquelle on voudrait soumettre les valeurs mobilières est beaucoup moins juste et beaucoup moins simple à établir qu'on ne l'avait cru d'abord.

En effet, si l'on y regarde de près, on voit que, sauf quelques exceptions (1), les valeurs qu'on appelle *mobilières* ne sont, si nous pouvons nous exprimer ainsi, que de *petites coupures* d'actes de propriétés, propriétés qui, comme toutes les autres, paient leur part d'impôt, et qui ne sont même pas toutes industrielles.

(1) Les valeurs des entreprises financières, sous quelque dénomination qu'elles soient organisées.

Ainsi, pour prendre un exemple qui rende notre pensée plus saisissable, qu'est-ce qu'une action d'une société organisée pour l'exploitation d'une mine?

Évidemment, c'est un titre qui constitue le porteur de cette action propriétaire d'une part aliquote de la *propriété indivisible* de la mine. Or les mines, qu'elles soient exploitées par des sociétés ou par de grands propriétaires, sont soumises, par la loi du 21 avril 1810, à deux sortes d'impôts : une *redevance fixe*, et une *redevance proportionnelle au produit de la mine*. Si donc on établit un impôt quelconque sur le *dividende* de l'action, c'est-à-dire sur le produit net, c'est un *troisième* impôt qu'on fait peser sur la mine de la société, et dont ne sera pas chargée la mine d'un propriétaire particulier qui, dans le même bassin, quelquefois en concurrence, possédera à lui seul une concession : de sorte que ce troisième impôt sera établi contre ce qui doit être le plus encouragé, contre ce qui seul, avec la division de nos fortunes, a produit les grands progrès de notre industrie, contre l'*association des petits capitaux*, tandis que la grande propriété s'en trouvera affranchie!

Ce que nous disons d'une société formée pour l'exploitation d'une mine n'est pas moins vrai pour les sociétés de desséchement de marais, d'exploitation de certains immeubles, de forges, de manufactures, d'entreprises maritimes, enfin pour *toutes les sociétés industrielles*.

A côté d'un propriétaire de hauts-fourneaux, d'un manufacturier, d'un armateur, qui ne seront soumis qu'aux impôts directs ou indirects qui peuvent aujourd'hui grever leur industrie, l'*association* qui exercera précisément la même industrie sera grevée d'un *impôt* de plus, par cela seul que ce sera une *association*. Cet impôt, prélevé *directement sur le dividende*, sera, quoi qu'on puisse dire, un impôt sur le revenu; mais, moins équitable que celui que l'Angleterre supporte si impatiemment, au lieu d'*être général* et de frapper tous les revenus, il n'atteindra que les revenus des *associations*.

On voit déjà ce qu'a de peu fondé cette phrase si souvent répétée dans le monde : « Pourquoi les actions des entreprises industrielles ne sont-elles pas imposées? » La réponse est facile : « C'est parce que ce ne sont que des titres de propriété d'industries, lesquelles paient déjà leur part d'impôt à l'état. » Et, quant à la différence de produit entre les valeurs mobilières et les valeurs immobilières, elle vient uniquement de la différence des risques à courir par les possesseurs, car, pour les entreprises comme pour les états, l'élévation du taux de l'intérêt d'un capital engagé est toujours en raison des risques que ce capital croit avoir à supporter.

Maintenant, si l'on envisage spécialement les grandes entreprises

dont les succès et la prospérité ont certainement fait soulever la question d'impôt qui nous occupe, on se heurte, il faut bien le dire, non plus seulement contre une question d'équité, mais aussi, ce qui est encore plus grave, contre une question de loyauté dans l'exécution d'un contrat.

Qu'est-ce en effet qu'un acte de concession d'un chemin de fer? C'est un contrat synallagmatique dans lequel l'état d'un côté, une compagnie de l'autre, stipulent qu'un grand travail d'utilité publique sera exécuté par la compagnie à ses risques et périls, et que, en paiement du prix de ce travail, l'état lui abandonne pour un temps déterminé la perception d'un tarif établi sur la nouvelle voie de communication qu'elle doit créer et exploiter.

La perception du tarif est donc bien le prix du travail exécuté, ou, si l'on veut, un mode de remboursement d'un capital avancé à l'état. Cela est si vrai, que si, en France comme en Belgique, l'état avait voulu construire et exploiter lui-même les chemins de fer, il aurait dû, au fur et à mesure de l'avancement des travaux, en *solder le prix* aux entrepreneurs et aux ouvriers, et pour cela il lui aurait fallu, sans aucun doute, contracter des emprunts. Enfin, pour l'exploitation, il aurait eu chaque jour à payer les frais d'un nombreux personnel et d'un immense matériel.

C'est pour s'exonérer de toutes ces dépenses que l'état a concédé à des compagnies la perception des tarifs établis par lui, et bien souvent, les produits de cette perception n'ayant point paru devoir être suffisans pour qu'elles pussent rentrer, pendant la durée de leur concession, dans leur capital avec des intérêts convenables, l'état y a joint des *subventions en argent.*

Le dividende des actions créées par la compagnie n'est que le *produit net* de la perception du tarif concédé, déduction faite des frais de toute sorte. Or n'est-il pas évident qu'en établissant un impôt *sur ce dividende*, l'état fait la même chose que s'il enlevait ou une partie du tarif, ou une *partie des subventions* qu'il a lui-même accordées à cause de l'insuffisance présumée des produits du tarif, c'est-à-dire une partie *du prix du travail exécuté*, une partie du *capital avancé?*

Il y a des compagnies dont la subvention a été divisée en annuités à longs termes. Il y en a (les paquebots de la Méditerranée par exemple) dont la subvention va décroissant chaque année. Il pourrait arriver que l'impôt égalât la subvention, et qu'ainsi l'état reprît d'une main ce qu'il donnerait de l'autre. Il faut donc l'avouer, l'établissement d'un impôt sur le dividende, ou, en d'autres termes, *un partage des produits avec l'état* en dehors des cas stipulés par les cahiers des charges est une altération profonde du contrat de con-

cession. Et cela a d'autant plus d'importance que tous les actes de concession stipulent en faveur de l'état la faculté de rachat des chemins de fer, et que le *prix* de ce rachat doit être calculé sur le *montant du produit net*, c'est-à-dire du dividende, de telle sorte que l'impôt sur le dividende viendrait exonérer l'état d'une partie du montant du prix de rachat dont lui-même a déterminé la base.

Enfin on peut se demander pourquoi le prêteur de l'état, qui a mis ses capitaux en travaux, pour lesquels même il a eu des chances à courir, aurait à supporter une retenue dont serait affranchi le prêteur qui a placé ses capitaux en rentes inscrites au grand livre de la dette publique. Évidemment il y aurait dans tout cela quelque chose de contraire à la loyauté que l'état (qui doit être le plus honnête homme de France, comme disait le baron Louis) est tenu de mettre dans toutes ses transactions. L'état ne peut donc pas établir un impôt sur le dividende des compagnies qu'il a organisées par des actes de concession, sans porter atteinte à ces actes mêmes.

Ici l'on rencontre une objection qui se présente au nom d'un principe exact, nous le reconnaissons, mais dont on fait une fausse application : « L'état, dit-on, n'abdique jamais son droit de souveraineté; l'établissement d'un impôt est un acte de souveraineté qui ne peut être subordonné même au contrat que lui-même a passé. » Oui, sans doute, cela est vrai, mais à une condition : c'est que l'acte de souveraineté soit *général*.

Ainsi qu'un nouveau système d'impôt remplace celui que nous devons à la sagesse de nos pères, que l'impôt *sur le revenu*, que pour notre part nous repoussons, soit établi en France, l'impôt frappant alors tous les revenus, quelles qu'en soient les sources, il est évident que les revenus provenant des diverses concessions consenties par l'état seront et devront être atteints comme tous les autres revenus, comme les revenus de la rente inscrite sur le grand livre de la dette publique (1). L'acte de souveraineté, dans ce cas, s'étend à tout et à tous; il frappe également dans sa généralité toutes les valeurs, et n'en rompt pas l'équilibre; enfin il n'a pas pour but, ou au moins pour conséquence spéciale, d'atteindre ce qui a fait précisément l'objet de contrats passés entre l'état et des particuliers.

Mais au lieu d'un impôt général sur tous les revenus, si l'on venait, comme il s'est trouvé aussi des voix dans les chambres pour le réclamer, établir uniquement un impôt sur la rente, n'est-il pas manifeste que l'acte, n'atteignant plus qu'une espèce de revenus, qu'une espèce de valeurs qui précisément a fait l'objet d'une con-

(1) En Angleterre, l'impôt sur le revenu frappe tous les revenus sans exception, la rente comme les valeurs industrielles, les produits d'une profession libérale comme ceux de la terre.

vention, perdrait son caractère de généralité, et descendrait au niveau d'une violation de contrat?

Ces principes, nous sommes heureux de le proclamer, le gouvernement en a fait dans deux circonstances une application éclatante. Lors de la réduction du 5 pour 100, il n'a pas proposé de mettre un impôt sur la rente, il a offert le remboursement, et ainsi respecté le contrat.

Lors de l'établissement du droit du dixième sur le prix des places des voyageurs, l'impôt a été établi en dehors du tarif; on a encore respecté le contrat.

Mais sans nous étendre davantage sur ces considérations, qui nous entraîneraient au-delà des limites que nous nous sommes tracées, nous ne dirons plus, pour ce qui concerne les compagnies de chemins de fer, qu'une chose qu'on paraît souvent ignorer : c'est qu'elles paient déjà à l'état, soit en vertu de lois générales, soit en exécution des clauses de leurs cahiers des charges, une part d'impôt fort considérable. Nous avons voulu nous rendre compte de ces charges pour une entreprise qui nous était particulièrement connue, et voici ce que nous avons trouvé pour la compagnie de l'Ouest en 1856 :

En vertu de lois générales :			
Impôt foncier, mobilier et des patentes		189,575 fr.	1,934,150 fr.
Droit de licence		12,000	
Timbre des actions et obligations		261,575	
Impôt du 10e	2,496,000 fr.		
Perçu sur le public	1,024,000		
Perçu sur les actionnaires (1)	1,472,000 fr.	1,472,000	
		1,934,150	
En exécution du cahier des charges et payé en argent :			
Télégraphie, personnel		13,000 fr.	117,382
Frais de surveillance et de police		104,382	
		117,382 fr.	
Total en argent			2,051,532 fr.
En services rendus :			
Réduction du prix des places pour les militaires et marins		1,700,000 fr.	1,953,000
Poste		253,000	
		1,953,000	
Total général			4,004,532 fr.

(1) Bien que la loi ait permis d'ajouter au prix des places et du trafic de la grande vitesse le montant de l'impôt *du dixième,* il se présente beaucoup de circonstances dans lesquelles on ne saurait augmenter le prix du tarif perçu sans porter une grande perturbation dans la circulation et sans diminuer le trafic. C'est pourquoi la compagnie

Ainsi, dans une année pendant laquelle les actionnaires auront touché 12 millions, l'état, soit en argent, soit en services rendus qu'il lui aurait fallu payer, aura touché 4 millions, c'est-à-dire *le quart* de tout le produit net. En d'autres termes, il aura eu pour sa part 13 fr. 33 cent. par chaque action, tandis que l'actionnaire aura touché 40 fr. Et si l'on ajoute 1,024,000 fr. payés par les voyageurs et le trafic de grande vitesse, l'état aura retiré de cette grande

entreprise.	3,075,532 fr.	en argent,
et.	1,953,000 fr.	en services rendus.
Total.	5,028,532 fr.	

On voit tout ce qu'il y a d'erroné dans cette pensée, que les entreprises de chemins de fer ne sont soumises à aucune sorte d'impôts. Elles en supportent au contraire de considérables; seulement, comme ces impôts sont nécessairement prélevés avant la distribution des dividendes, les hommes qui n'examinent pas sérieusement les choses s'imaginent que les capitaux engagés dans ces entreprises ne paient pas leur part de tribut. C'est absolument comme si l'on disait à un propriétaire qu'on verrait toucher le prix d'un fermage qu'il n'a aucune charge à supporter, parce que ce fermage arrive dans ses mains déduction faite de tout ce qui a grevé la terre et l'agriculture.

Enfin, et nous terminerons sur ce point par cette considération : l'*impôt direct* sur une valeur, sur une propriété quelconque, a pour effet immédiat d'enlever au possesseur de cette propriété, au moment de l'établissement de l'impôt, une partie du capital, laquelle est exactement le montant du chiffre même de l'impôt capitalisé d'après le taux de l'intérêt du placement. Et c'est pour cela que les lois d'*impôts directs* doivent être en quelque sorte *immuables* et dans la répartition et dans le chiffre.

Ainsi, sur une action dont le dividende donnera par exemple 50 francs et qui sera cotée à la Bourse à 5 pour 100, 1,000 francs, établir un impôt d'un dixième, c'est-à-dire de 5 francs, c'est absolument comme si l'on enlevait le dixième du capital, autrement dit 100 francs, au porteur de l'action au moment de l'établissement de l'impôt. L'impôt en effet n'ayant pas évidemment pour conséquence de faire baisser le taux de l'intérêt, et 5 pour 100 étant dans l'exemple choisi l'intérêt qu'exigent les capitaux pour entrer dans l'entreprise, il en résulte que les acquéreurs qui viendront après l'établissement de l'impôt ne donneront plus de l'action que 900 francs, au

de l'Ouest a eu à supporter une part si considérable dans cet impôt. C'est ainsi, quoi qu'on en dise, que les impôts de consommation atteignent toujours plus ou moins la production, les prix résultant de la liberté du marché. Or pour les banlieues surtout les chemins de fer eux-mêmes sont soumis à cette règle.

lieu de 1,000 francs : ils n'auront en réalité rien à supporter, puisque le prix de l'achat sera diminué, comme on voit, du montant de l'impôt capitalisé d'après le taux de l'intérêt du placement. En établissant aujourd'hui un impôt direct sur le dividende des valeurs industrielles, on diminue donc à l'instant la valeur des capitaux engagés dans les grandes entreprises, c'est-à-dire des capitaux qui ont eu confiance dans la fortune de la France (1), tandis qu'on n'atteint pas ces capitaux flottans et de spéculation qui ne sont pas fixés, ni les capitaux qui pourront entrer plus tard dans nos affaires.

Pour nous résumer sur cette première question d'un impôt direct *sur les dividendes* des actions industrielles, nous dirons :

Que c'est après tout un *impôt sur le revenu*, seulement inéquitablement établi, puisqu'il ne frappe que sur les *associations de capitaux*, sans atteindre les industries semblables à celles exploitées par les associations : c'est donc en définitive un impôt contre l'association;

Que pour les grandes entreprises qui existent en vertu d'*actes de concession*, c'est-à-dire de contrats passés entre l'état et des particuliers, l'*impôt direct* sur le dividende a de plus l'immense inconvénient d'être une diminution du prix stipulé, et ainsi une profonde altération du contrat, sans le consentement d'une des parties;

Enfin que l'impôt direct a pour conséquence immédiate d'opérer une dépréciation considérable dans la valeur du capital engagé aujourd'hui dans les entreprises industrielles, et cela au grand détriment de la fortune publique.

II. — DU DROIT DE MUTATION.

Si l'impôt direct sur le dividende des valeurs mobilières est contraire au principe d'égalité; si, pour les sociétés formées par suite d'actes de concession, il est de plus une profonde altération du contrat; s'il est dangereux pour la fortune publique, n'est-ce pas au contraire rentrer dans l'application d'un principe général de nos lois d'impôt que de soumettre ces valeurs, quelle qu'en puisse être la forme, à un droit de mutation? Nous répondrons, sans hésiter, que l'établissement d'un droit de mutation est à nos yeux parfaitement légal, qu'il ne blesse pas les principes au nom desquels nous

(1) Si l'on suppose que l'impôt produise 30 millions, c'est une dépréciation immédiate de 600 millions dans les valeurs industrielles qui circulent, c'est-à-dire dans le capital industriel du pays, sans compter même la dépréciation résultant des craintes d'un accroissement ultérieur d'impôts.

avons repoussé l'*impôt direct* sur les dividendes. La seule question ici est dans les avantages ou les inconvéniens qui peuvent résulter de l'*augmentation* de ce droit, c'est simplement une question de conduite.

Nous disons : « de l'augmentation de ce droit, » car cet impôt de mutation sur les valeurs mobilières, dont on paraît ignorer l'existence, subsiste depuis fort longtemps; il est perçu tous les jours, et dans quelques cas il atteint un maximum qu'on ne saurait dépasser. Ainsi, par la loi du 15 mai 1850, « les *mutations par décès* et les *transmissions entre vifs*, à titre gratuit, d'inscriptions sur le grand-livre de la dette publique sont soumises aux droits établis pour les successions ou donations. Il en est de même des mutations par décès de fonds publics et d'actions des compagnies ou sociétés d'industrie et de finances étrangers dépendant d'une succession régie par la loi française, et des transmissions entre vifs *à titre gratuit* de ces mêmes valeurs au profit d'un Français. » Enfin, d'après les dispositions de l'article 10, « les *transmissions* de *biens meubles* à titre gratuit entre vifs et celles qui s'effectuent par décès sont assujetties aux diverses quotités de droits établis pour les *transmissions d'immeubles* de la même espèce. »

On le voit, pour toutes les mutations qui s'opèrent par suite de *donation* ou de *décès*, il y a une assimilation complète entre les *valeurs mobilières* et les *valeurs immobilières;* mais en dehors de ces deux espèces de mutations qu'il atteignait, le législateur de 1850 certes n'ignorait pas qu'il existait une quantité innombrable de transmissions de valeurs mobilières, dont quelques-unes avaient à supporter le droit de mutation établi par les art. 4 et 69 de la loi du 22 frimaire an VII, mais dont un grand nombre, par leur forme même, échappait à ce droit. Ces valeurs, il ne les a pas laissées passer inaperçues, il les a toutes soumises à un impôt dont nous examinerons tout à l'heure le caractère, et par la loi du 5 juin 1850 (article 14) il a disposé « que chaque titre ou certificat d'action dans une société, compagnie ou entreprise quelconque, financière, commerciale, industrielle ou civile, que l'action soit d'une somme fixe ou d'une quotité, qu'elle soit libérée ou non libérée, émis à partir du 1er janvier 1851, sera assujetti au timbre proportionnel de 50 centimes pour 100 francs du capital nominal pour les sociétés dont la durée n'excédera pas dix ans, et de 1 pour 100 pour celles dont la durée dépassera dix années. » L'avance en doit être faite par les compagnies, auxquelles l'article 22 réserve la faculté de s'affranchir de l'obligation imposée par l'article 14, en contractant avec l'état un *abonnement* pour toute la durée de la société. Et l'article 15 stipule (ceci mérite d'être remarqué) « qu'au moyen du droit établi par

l'article 14, les cessions de titre ou de certificat d'actions seront exemptes de tout droit, de toute formalité d'enregistrement. » En réalité donc, pour les mutations facultatives de chaque jour, la loi considère les valeurs mobilières comme des effets de commerce.

Ainsi s'agit-il de mutation par donation entre vifs, ou par suite de décès, il y a *assimilation complète* entre les *valeurs mobilières* et les *valeurs immobilières*, l'impôt est le même; mais est-il question de ce mouvement incessant de transmissions facultatives, il y a au contraire *assimilation complète* entre les *valeurs mobilières*, quel qu'en soit l'objet, et les *effets de commerce*.

Pourquoi cette différence? La raison en est simple, c'est que dans le premier cas l'impôt, il faut bien le reconnaître, n'arrête pas l'acte de transmission, car l'acte est *nécessaire* par la volonté du donateur pour assurer la propriété au donataire, ou par la volonté inflexible de la nature, qui désigne le jour de l'ouverture des successions. L'acte ne saurait donc *échapper* à la loi, qui a pu sans inconvénient s'en saisir. D'un autre côté, la valeur mobilière ne peut pas se dérober dans ces deux circonstances; elle n'aurait aucun avantage à fuir à l'étranger, car, sous quelque forme qu'elle existât, elle serait toujours obligée de se soumettre, puisque toujours on la retrouverait ou dans la donation, ou dans la succession. Enfin, perçu au jour de la donation ou de l'ouverture de la succession, l'impôt par ce fait individuel, si nous pouvons ainsi dire, n'altère pas le taux de la valeur tel qu'il est fixé par le marché, et dès-lors ne fait subir aucune dépréciation aux capitaux engagés dans les valeurs semblables.

Dans le second cas, au contraire, l'impôt serait une entrave apportée au mouvement incessant de transmission qui, pour les valeurs mobilières, est un des élémens nécessaires de prospérité, presque de vie. Pour éviter cette entrave, les capitaux pourraient abandonner le marché où ils la rencontreraient. Enfin, quel que fût le mode de perception, l'impôt, qui frapperait les transactions de chaque jour, amènerait évidemment une diminution dans le taux des valeurs du pays, c'est-à-dire dans la fortune publique. C'est pour cela que le législateur de 1850, qui n'avait pas craint d'assimiler les *valeurs mobilières* aux *valeurs immobilières*, lorsqu'il s'agissait d'acquitter les droits de donation et de succession, n'a pas hésité non plus à ne considérer ces mêmes *valeurs mobilières* que comme *des effets de commerce* pour les transactions de tous les jours, et, dans un grand intérêt public, il s'est borné à leur imposer un simple timbre, en quelque sorte comme un droit de circulation après le paiement duquel elles ont toute liberté.

A-t-il bien fait? Oui, s'il est vrai que la richesse mobilière s'augmente par la facilité de la transmission des valeurs qu'elle crée, s'il

est vrai qu'un impôt de mutation soit une entrave à cette facilité de transmission, enfin s'il est vrai que les capitaux se porteraient de préférence sur les valeurs et sur les marchés où ils ne rencontreraient pas cette entrave.

Que la richesse mobilière s'accroisse, se multiplie en quelque sorte par la rapidité de la transmission de ses valeurs, voilà, croyons-nous, ce qui n'a pas besoin d'être démontré. Pour ne pas le reconnaître, il faudrait n'avoir jamais regardé ce qui se passe tous les jours sur une place quelconque. Sans aucun doute, les actions des entreprises industrielles sont, comme nous l'avons dit, de véritables coupures de titres de propriété; mais aussi, grâce précisément à la facilité de leur transmission, elles participent de la nature des valeurs commerciales. En effet, lorsque des valeurs industrielles sont toujours négociables sur un grand marché, bien qu'à des taux essentiellement variables, elles sont dans une certaine mesure comme des capitaux disponibles, tant la réalisation en devient aisée. Supposez au contraire que ces valeurs soient d'une négociation difficile, — le produit restant le même, augmentant si l'on veut, — à l'instant elles sont dépouillées d'une partie de leur caractère, ce ne sont plus que des titres de propriété immobilisés en quelque sorte; elles ne peuvent plus faire l'office de capitaux disponibles, et perdent dès-lors une partie de leur puissance productive.

Or qu'on examine ce qui a lieu, surtout dans les momens d'abondance, de confiance. Combien d'entreprises se créent chaque jour, naissent pour ainsi dire du mouvement incessant des valeurs mobilières, par cela seul que chaque jour on peut acheter, vendre les titres de ces valeurs presque avec la même facilité que l'on va échanger un billet de banque contre du numéraire, par cela seul qu'au moyen de ventes et de rachats à terme on peut emprunter sur un titre, par cela seul que le capital y trouve pour un temps, si court que ce soit, un emploi avant de se fixer!

Eh bien! qu'on supprime tout cela, ou seulement qu'on y mette une entrave, et l'on verra bientôt : d'abord notre marché (qui devenait le premier du monde) peu à peu délaissé par les capitaux disponibles, qui trouvaient dans ces opérations de chaque jour des bénéfices suffisans, en attendant qu'ils se décidassent à entrer dans quelques entreprises; puis ces entreprises se formant plus rarement, plus difficilement en présence des craintes que nous avons signalées et des difficultés de réalisation des capitaux lorsqu'ils y seront une fois engagés; enfin le prix des capitaux augmentant et le change tournant contre nous.

Voilà ce que la théorie et le raisonnement pouvaient indiquer au législateur de 1850, mais aussi ce que *sa propre expérience* lui en-

seignait dans une certaine mesure. En effet, la commission chargée d'examiner précisément la loi du 5 juin avait proposé diverses dispositions qui soumettaient au droit de *timbre proportionnel* de *un centime* par *chaque franc* de rente *le transfert* des rentes nominatives sur le grand-livre de la dette publique et le renouvellement des titres de rentes au porteur, titres qui ne devaient être accompagnés de coupons que pour cinq années.

Dans une discussion qui lui fait honneur, M. A. Fould, ministre des finances, avait dit que ces dispositions allaient encourager les capitalistes, qui connaissaient la valeur relative des placemens, à sortir des fonds français pour rechercher les valeurs étrangères; mais malgré ses efforts les propositions de la commission avaient été votées par l'assemblée législative. Heureusement les résolutions de l'assemblée, avant d'être converties en lois, devaient subir l'épreuve d'une *troisième lecture*. Lors de cette dernière délibération, le ministre revint, apportant le tableau du cours des différentes valeurs depuis le vote de l'assemblée. Il montra que, tandis que les rentes françaises avaient baissé, les fonds étrangers, non-seulement les fonds anglais, mais les fonds russes, espagnols, etc., avaient gagné tout ce que les nôtres avaient perdu; il fit également voir que le *change* avait augmenté contre notre place, enfin que les demandes de conversion de titres nominatifs en titres au porteur, afin d'échapper à ces droits répétés de mutation, s'étaient présentées dans une proportion infiniment plus considérable que jamais.

Cette fois les propositions de la commission furent rejetées.

Ainsi, dans l'espace de quelques semaines, le simple vote d'une mesure qui n'était pas encore devenue loi, une simple menace avait déjà produit de désastreux effets. C'est que rien au monde n'est aussi mobile, aussi fluide, si l'on peut ainsi dire, que le capital; tout obstacle qu'il rencontre sur son chemin le fait bientôt changer de route. Or, si l'on ne peut nier qu'un impôt de mutation sur les valeurs industrielles serait une entrave à cette libre circulation, qu'on a tant d'intérêt à conserver, on ne saurait méconnaître non plus les fâcheuses conséquences de cette entrave. C'est ce que la loi de 1850 a compris, et c'est pourquoi elle a voulu considérer ces valeurs mobilières, tant qu'elles restent pour ainsi dire sur le marché, comme des valeurs commerciales, comme des effets de commerce.

Mais cet impôt de mutation, sur quelles valeurs serait-il établi? frapperait-il tout ce qu'on nomme valeurs mobilières? Alors ce serait les transactions du commerce tout entier qu'on atteindrait, et évidemment il n'en peut être question. On veut, dit-on, principalement s'adresser aux valeurs des grandes entreprises industrielles, sans toucher à la rente sur l'état. Pourquoi cette différence entre la

rente et les autres valeurs mobilières, les valeurs surtout qui sont créées, comme nous l'avons dit, en représentation de prêts véritables faits à l'état en vertu de ses propres contrats?

Si l'on ne consent pas à mettre cet impôt de mutation sur la rente, c'est sans aucun doute par crainte de porter atteinte au crédit de l'état. On n'ignore pas que le jour où il faudrait faire appel au public pour quelque emprunt, cet impôt viendrait peser d'un poids qui ferait fléchir le montant du capital obtenu par la négociation.

Mais est-ce que par hasard l'industrie en a fini avec le crédit? est-ce qu'elles ont terminé leur œuvre, ces grandes entreprises auxquelles l'état a confié l'exécution d'immenses travaux? est-ce qu'elles n'ont plus d'emprunts à contracter? est-ce qu'après tout ce n'est pas au profit, au nom presque de l'état qu'elles agissent? Ne sont elles pas en quelque sorte ses instrumens? Et n'est-il pas vrai qu'atteintes dans leur crédit, n'obtenant que des capitaux moindres pour la *même somme de produits bruts*, elles n'exécuteront qu'une moindre somme de travaux, et seront dans l'impuissance de se charger de ces artères secondaires qui auraient un jour vivifié les parties les plus reculées du territoire? C'est la propriété immobilière dont la valeur est doublée, décuplée quelquefois par ces nouvelles voies de communication, qui aura le plus à souffrir, et paiera en définitive d'un prix énorme le préjugé qui la pousse trop souvent à se plaindre de l'accroissement de la richesse mobilière, comme si elle n'était pas la première à en recueillir les fruits.

N'est-ce pas d'ailleurs une chose assez singulière que ce soit précisément à une époque où la propriété territoriale se plaint de son *immobilisation*, où, par des moyens dont quelques-uns sont à nos yeux contraires à sa nature même, elle cherche, comme on dit, à se mobiliser, à faire des lettres de gages pour lesquelles elle rêve d'incessantes transmissions, à une époque où elle demande aux capitaux disponibles la formation de crédits fonciers, l'émission d'obligations à intérêt minime, d'annuités à longs termes, n'est-ce pas une chose singulière qu'on veuille en même temps mettre une entrave à la transmission de ces valeurs dont on réclame la création, et qui seules pourraient produire du moins une partie de ce qu'on souhaite? La propriété immobilière n'a, selon nous, que deux choses à désirer : d'abord, c'est que les grands travaux publics qui doivent accroître sa prospérité dans une si magnifique proportion se poursuivent avec activité, et rencontrent chaque jour de nouvelles facilités d'exécution; ensuite que, par l'augmentation de la richesse mobilière, le taux de l'intérêt des capitaux diminue et fasse refluer vers l'agriculture tous les bienfaits du crédit.

Tout ce qui peut porter atteinte à ces deux faits est un malheur

pour la propriété immobilière, elle serait insensée de ne pas le voir.

Mais à supposer qu'on veuille établir un impôt de mutation sur les valeurs industrielles, comment serait-il perçu? Ici on rencontre dans la pratique bien des difficultés. La perception s'établirait-elle sur le montant des bordereaux des agens de change? Il y aurait évidemment là quelque chose d'inquisitorial, et qui pourtant laisserait échapper une immense quantité de transactions. Serait-ce par un droit établi sur une moyenne de mutations présumées, droit que les compagnies *seraient tenues* de racheter par *abonnement*, pour que leurs valeurs fussent admises à *la cote* du marché français? Alors ce serait, sous un nom déguisé, un véritable *impôt direct* sur le dividende. Cette disposition serait encore pour certaines compagnies en contradiction formelle avec l'esprit du contrat qu'elles ont passé avec l'état, en contradiction même avec le texte qui prévoit le cas de négociation de leurs valeurs. Il n'est pas en effet une seule de ces entreprises qui ait pu concevoir que, lorsque l'état l'autorisait à créer des actions, des obligations, c'est-à-dire à faire appel au crédit pour réunir les capitaux nécessaires à l'exécution des travaux qui lui étaient confiés, il pourrait lui être interdit un jour de faire coter la valeur de ses titres sur le marché français, en d'autres termes qu'il pourrait lui être interdit de s'adresser au crédit.

L'abonnement serait donc facultatif? Mais alors il serait évidemment refusé par les assemblées générales des actionnaires, et cela pour deux raisons :

La première, c'est que ces assemblées sont principalement composées d'actionnaires qui ont, dans une certaine mesure, engagé leurs capitaux à titre de placement, et ils ne consentiraient pas facilement à prélever sur le dividende des actions, c'est-à-dire sur leur revenu, le prix de mutations profitables surtout à la spéculation, à la *création* de nouvelles entreprises;

La seconde, c'est que ce prix ne serait pas seulement celui du droit de mutation des actions, mais encore devrait comprendre le prix du droit de mutation des obligations.

Ainsi, dans l'état actuel des choses, quant à l'impôt du timbre, quoiqu'il paraisse faible sur chaque titre, comme les compagnies doivent à leurs prêteurs le paiement intégral de l'intérêt du prêt, cet impôt grève en définitive *uniquement* les actions, qui sont obligées de l'acquitter et pour elles-mêmes et pour les obligations, et de la sorte supportent une charge assez lourde. On a vu que pour la compagnie de l'Ouest, qui a *trois cent mille actions,* cet impôt monte déjà aujourd'hui à 261,000 fr., et il doit encore augmenter, puisque, pour l'exécution des nouveaux travaux qui lui restent à exécuter, la compagnie aura de nouveaux emprunts à contracter.

L'abonnement serait donc refusé, et l'on retomberait alors dans le mode de perception des droits sur les bordereaux des agens de change, chose possible à la rigueur, mais qui aurait le double inconvénient d'augmenter encore le nombre déjà si grand des affaires qui se traitent en dehors du *parquet*, et de ne pas atteindre les opérations les plus importantes.

Comment en effet l'impôt pourrait-il être prélevé sur ces mutations qui s'opèrent chaque jour, même sans déplacement de titres, chez tous les grands banquiers auxquels des cliens donnent l'ordre de vendre certaines valeurs que précisément d'autres cliens leur donnent l'ordre d'acheter? C'est le *cours moyen* qui règle le prix de la transaction, tout se borne dans ce cas à des écritures. Pour saisir ces actes, il faudrait donc compulser les registres ou attendre que chaque maison de banque vînt apporter son tribut et déclarer ce qu'elle a fait en ce genre.

Les transmissions de titres de la main à la main passeraient aussi hors de la portée de la loi.

Enfin il est facile de prévoir que les grands capitalistes (et les hommes spéciaux l'ont déjà indiqué) sauraient transporter, tout en restant à Paris, la réalisation de leurs opérations sur une autre place; les *cours de compensation*, comme on les appelle, seraient déterminés pour nos valeurs par notre marché, mais le mouvement de transmission se ferait ailleurs, et échapperait ainsi à l'impôt. Ce ne seraient que les petits capitaux qui le supporteraient, et le produit en serait sans doute bien faible.

On est donc toujours placé, quand on veut saisir ces actes de transmission quotidienne de valeurs mobilières, de valeurs au porteur, entre ces deux écueils, ou de ne rien faire de bien sérieux, et qui vaille d'être fait, ou de faire quelque chose qui arrête ou ralentisse le mouvement, entrave le développement de la puissance industrielle, et en définitive tourne au détriment de la fortune publique et du marché français.

« Les capitaux, avons-nous plus d'une fois entendu dire, ont trop de disposition aujourd'hui à se jeter dans les entreprises étrangères; il serait préférable pour notre pays de les voir dépensés dans tous les grands et nombreux travaux qui nous restent encore à faire. » Croit-on donc les retenir par les moyens que nous discutons? Nous qui ne partageons pas toutes les craintes qu'inspire ce mouvement de création d'entreprises étrangères dont le siége est à Paris, qui nous rappelons ce que l'Angleterre a su retirer de profit pour nous avoir aidés (1), et qui ne saurions vouloir de cette muraille de la

(1) S'il est un fait incontestable, c'est que les valeurs représentatives d'entreprises

Chine que quelques braves gens seraient presque tentés de nous proposer, nous éprouvons pourtant ce vif désir de voir d'abord employer sur notre sol toutes les forces productives de notre pays, et c'est pour cela aussi que nous redoutons tout ce qui peut leur être une entrave, tout ce qui peut gêner cette incessante transmission de la richesse mobilière qui semble s'accroître en raison de son mouvement, tout ce qui peut lui enlever précisément une partie de sa puissance de production.

Quant à la lacune que pourrait laisser dans les ressources de l'état l'absence de cet impôt, sur lequel le budget aurait compté, il ne nous appartient sous aucun rapport de dire ce qu'il peut y avoir à faire; mais nous nous demandons si en présence de l'admirable progression des produits des impôts indirects, on ne pourrait pas attendre que le vide fût comblé, ce qui ne saurait tarder, si on y laissait librement couler *cette source inépuisable de richesse qu'on nomme crédit* (1).

Pour nous, en entendant l'empereur annoncer que, *conformément au vœu exprimé plusieurs fois par le corps législatif, il faisait étudier l'établissement d'un nouveau droit sur les valeurs mobilières,* il nous a semblé que les hommes qui avaient pu méditer sur ces matières étaient conviés en quelque sorte à dire leur pensée. C'est uniquement ce que nous avons essayé de faire ici, sans aucune autre prétention que celle d'apporter notre faible tribut pour cette difficile étude.

Cte P. de Chasseloup-Laubat.

quelconques, pourvu qu'elles donnent des produits sérieux, finissent, quelle qu'en soit l'origine, par être absorbées par le pays sur le sol duquel elles ont été établies. Si donc des capitaux étrangers sont venus créer un établissement avantageux, il est certain que dans un temps donné les valeurs qui représenteront cet établissement passeront dans les mains des habitans du pays, surtout s'il s'agit d'une de ces grandes créations qui, comme un chemin de fer, frappent tous les yeux. Or, si l'entreprise offre une augmentation de capital aux fonds qui y sont engagés, il en résultera que cette augmentation, cette *prime,* pour parler le langage du jour, sera en définitive payée par les capitaux du pays à ces capitaux étrangers dont nous venons de parler, qui retrouveront leur liberté et rentreront enrichis sur le sol natal. C'est ce qui est arrivé lorsque nous avons commencé nos travaux de chemins de fer : l'argent anglais nous a sans doute alors rendu un service; plus tard il s'en est retourné, emportant le prix que nous avons payé à sa hardiesse, à sa confiance. Ce qu'a fait l'Angleterre au début de nos travaux, la France le fait aujourd'hui. Seulement, il faut le dire, l'Angleterre était plus avancée pour son propre compte que nous ne le sommes nous-mêmes.

(1) Discours d'ouverture de la session de 1857.

CHRONIQUE DE LA QUINZAINE

28 février 1857.

En quelques jours, les grands débats de la politique se sont réveillés dans le parlement d'Angleterre, et la session législative a commencé en France. Ce n'est point la reine Victoria qui a ouvert les chambres britanniques, le discours royal a été lu par commission, tandis qu'à Paris c'est le chef de l'état qui a rassemblé le sénat et le corps législatif aux Tuileries pour inaugurer leurs travaux. Dans ces premiers actes, il y a toute la différence des institutions; l'intérêt politique n'est point en Angleterre dans le discours de la reine, quelque importance qui s'y attache : il est dans les discussions qui se succèdent au sein des chambres, et qui décident souverainement de la marche des choses. En France, la politique tout entière se concentre dans l'allocution de l'empereur, qui jette un coup-d'œil sur ces dernières années, et résume l'état du pays au double point de vue des intérêts extérieurs et des affaires intérieures. Il y a cependant un trait commun à ces deux discours, qui ne font en cela que refléter la situation actuelle. Dans l'un et dans l'autre, une place unique et absorbante n'est plus réservée à ces affaires d'un ordre général qui intéressent toute l'Europe, ou peuvent réagir sur l'ensemble de la politique. La question de Neuchâtel reste dans le domaine des négociations, et tout indique que dans la prochaine conférence le roi de Prusse répondra à la modération de la Suisse par un égal esprit de conciliation. Les démêlés des deux grandes puissances de l'Occident avec le royaume de Naples ne se sont pas aggravés, s'ils ne se sont point apaisés. En ce qui touche les affaires d'Orient surtout, la reine de la Grande-Bretagne et l'empereur des Français n'ont eu à constater que le dénouement de la guerre, la fin des conflits secondaires qui se sont élevés. A vrai dire, de la question d'Orient telle qu'elle est apparue dans ces dernières années, il ne reste en quelque sorte qu'un épisode : c'est l'organisation des principautés. Puisque c'est la seule affaire demeurée incertaine, puisqu'elle va être débattue dans les assemblées locales des provinces du Danube avant de revenir à une conférence européenne, et qu'ainsi elle n'est point finie, disons encore un mot sur les conditions dans lesquelles la question se présente.

Il y a un fait à remarquer, c'est la vivacité avec laquelle les journaux autrichiens s'obstinent dans leurs polémiques sur les principautés danubiennes. Tandis que les journaux de Londres commencent à revenir de cette surprise que causait l'autre jour à lord Clarendon l'expression modérée de l'opinion du gouvernement français, la presse autrichienne poursuit sa guerre contre une idée, contre l'éventualité de la réunion de la Moldavie et de la Valachie. Jusqu'ici cependant, on ne peut l'avoir oublié, il ne s'est agi que de garantir la manifestation libre du vœu des populations roumaines sur cette question comme sur toute autre. L'Autriche elle-même a souscrit à cette condition dans la conférence de Constantinople; le grand-vizir Rechid-Pacha s'est résigné à une nécessité, et lord Stratford de Redcliffe n'a eu rien à objecter. Théoriquement, le droit est sorti incontesté des délibérations diplomatiques; reste le fait, souvent fort différent du droit. Malheureusement il n'est point douteux que depuis le premier instant, dans les principautés mêmes, il y a eu toute sorte d'influences en jeu, influences des agens étrangers, influences des autorités locales, pour paralyser l'expression de la pensée publique. C'est particulièrement l'histoire de la Moldavie, dont le caïmacan actuel, M. Balche, se flatte naturellement de devenir hospodar moldave par le maintien de la séparation des deux provinces. Tous les efforts de M. Balche, depuis qu'il est chef provisoire du pouvoir, ont tendu et tendent encore à neutraliser le progrès des idées favorables à l'union. Il a opéré des destitutions en masse, il a remplacé tous les fonctionnaires suspects de sympathies unionistes. Cela ne suffisait point, à ce qu'il semble; il y a quelque temps, le caïmacan de la Moldavie, agissant plus ou moins spontanément, a dû changer son ministère. Et quels ont été les membres du nouveau cabinet? Le ministre des finances est M. Vogoridès ou le prince Vogoridès, ainsi appelé parce que son père a rempli en Turquie des fonctions auxquelles est accidentellement attaché ce titre. M. Vogoridès est depuis peu établi dans le pays. Il a usé, dit-on, de son influence à Constantinople pour déterminer la nomination du caïmacan actuel. Du reste, il est fort peu versé dans les finances. Son grand titre, c'est qu'il se dit chargé de la mission de travailler contre l'union et de faire échouer ce qu'il appelle les idées de la France. Il en est de même du nouveau ministre des travaux publics, M. Istratty, homme plus capable et connu par des publications séparatistes qui lui ont valu les éloges de l'Autriche et de la Turquie. M. Istratty a un frère évêque qui aspire à être métropolitain, et on a espéré ainsi intimider le métropolitain actuel, favorable à l'union. Des nouveaux ministres, celui dont le nom a surpris le plus peut-être est le président du conseil ministre de l'intérieur, M. Nicolas Cantacuzène. Le nouveau président du conseil a déjà figuré dans la politique sous le prince Ghika; mais il avait disparu dans des circonstances d'un ordre si particulier, si grave, qu'on croyait peu à sa rentrée dans les conseils du gouvernement. Ce qu'il y a de plus singulier, c'est qu'il se retrouve dans ce cabinet avec M. Vogoridès, qui a été son adversaire sur un tout autre terrain. Ils sont rapprochés aujourd'hui par un sentiment commun d'hostilité contre la réunion.

Le nouveau ministère ainsi composé n'est point resté inactif, on le conçoit. Les journaux autrichiens qui se plaignent de la pression exercée par un article du journal officiel de France sont-ils bien sûrs que les agens de l'Autriche soient entièrement étrangers à ce travail organisé contre l'expres-

sion libre des vœux des populations roumaines? Cela est allé si loin, qu'on a eu un moment la pensée de réclamer, aux termes de l'ancien règlement organique, l'institution d'un nouveau gouvernement provisoire, composé des présidens des principaux corps de l'état. Cette pensée a été écartée, parce que le nouveau firman de convocation des divans et la présence prochaine de la commission européenne dans les principautés ont paru des garanties suffisamment protectrices pour la liberté des populations. Il est évident que des faits comme ceux qu'on a vus récemment ne pourraient se produire sous les yeux des représentans des puissances, et que le vœu public retrouvera le droit de se formuler sans contrainte, de telle sorte que la question pourra arriver entière devant la conférence qui se réunira à Paris. On a dit que la France était seule de son opinion; qu'en sait-on? Le Piémont ne combattra pas sans doute sur le Danube les idées qu'il soutient en Italie; la Prusse est favorable à la fusion des deux provinces; la Russie, sans s'être prononcée nettement, est loin d'avoir repoussé tout projet d'union; peut-être l'opposition de l'Angleterre elle-même tend-elle à s'affaiblir. S'il en était ainsi, est-ce la France qui serait seule? Dans tous les cas, quand on en sera là, la question d'Orient, dans les termes actuels du moins, aura parcouru toutes ses phases; elle aura fait son évolution complète, et alors peut-être d'autres questions seront nées déjà, qui créeront pour l'Europe d'autres préoccupations et d'autres devoirs.

Maintenant, en dehors de ces questions d'un ordre général, où l'Angleterre et la France ont été solidaires, et d'où elles sont sorties toujours alliées, sinon aussi intimement unies, sous quel jour apparaît la situation respective de ces deux grands pays à l'ouverture de la session qui vient de commencer? Politiquement, le chef de l'état n'avait point à constater en France des faits qui n'existent pas, des événemens qui n'ont pas eu lieu. Dès que la paix était rétablie, il ne pouvait que tourner ses regards vers le développement des forces intérieures, vers toutes les questions qui touchent à la situation matérielle du pays. Or, sous ce rapport, l'empereur, en constatant dans son discours les progrès qui s'accomplissent, ne dissimule pas les difficultés tenant au développement même de ces intérêts matériels, qui ne sont qu'un des côtés de la vie publique. Il montre les malaises des populations, l'incessante et irrésistible élévation du prix de toute chose, les pénibles déplacemens d'intérêts, l'exagération de la spéculation. Une partie du discours impérial est surtout à remarquer, c'est celle qui traite des finances, et dans cette partie on peut signaler certains faits principaux. D'abord le gouvernement décline l'intention de recourir de nouveau au crédit. Les derniers emprunts suffiront pour couvrir les dépenses de la guerre, et les services publics pourront être assurés sans nécessiter un autre emprunt prochain. Le décime de guerre établi il y a deux ans pourra même être supprimé à partir du 1er janvier 1858. Malgré cette suppression, malgré une allocation pour l'établissement des paquebots transatlantiques et aussi malgré l'augmentation des plus faibles traitemens des petits employés civils, le budget de l'année prochaine pourra être présenté en équilibre, moyennant des réductions de dépenses; mais en compensation du décime de guerre supprimé, l'empereur annonce qu'il fait étudier la question de l'établissement d'un nouveau droit sur les valeurs mobilières. Ce projet est un de ceux qui ont le plus préoccupé

dans ces derniers temps le monde de l'industrie et de la finance. Il n'est point douteux qu'en ces matières on doit se proposer surtout une répartition équitable des charges publiques, et que si une compensation est nécessaire pour assurer les services de l'état, le gouvernement et le corps législatif sont dans le devoir de la trouver. Il est utile d'ailleurs que de telles questions soient étudiées pour que l'impôt puisse être établi, s'il est juste et possible, ou pour que le pays soit définitivement éclairé, si le droit nouveau sur les valeurs mobilières n'est ni juste dans son principe ni de création facile. Peut-être, à vrai dire, pourrait-on transporter ces questions, qui touchent à la situation des finances, sur un autre terrain, et se demander s'il ne serait pas possible d'arriver à l'équilibre par un autre chemin, en proportionnant les dépenses au mouvement progressif des recettes. Depuis le rétablissement de l'empire, ainsi que le fait connaître le chef de l'état, il y a eu dans les revenus indirects un accroissement de 210 millions, abstraction faite de tout impôt nouveau. D'un autre côté, les emprunts contractés pour la guerre ont mis à la charge de l'état une somme annuelle de 75 millions environ, affectée au service des intérêts. Ne pourrait-on pas trouver dans ces divers chiffres les élémens d'une solution très simple dont le pays et le gouvernement recueilleraient les fruits? Toujours est-il que l'empereur a posé toutes ces questions devant l'opinion et devant le corps législatif, et c'est à celui-ci maintenant de répondre à l'appel du chef de l'état en étudiant le budget qui lui sera présenté.

Quant à la politique de l'Angleterre, elle est tout entière, disions-nous, dans les discussions du parlement. Ces discussions en effet ont pris depuis quelques jours une assez grande importance; elles ont embrassé toutes les questions aujourd'hui pendantes, en même temps qu'elles mettent à nu la situation diverse des partis. C'est d'abord au sujet de la guerre avec la Perse que les débats se sont élevés; mais ici il y a des négociations ouvertes qui se poursuivent assidûment à Paris entre lord Cowley et l'ambassadeur persan Ferouk-Khan, la négociation semble même être sur le point d'arriver à un dénoûment favorable : toute interpellation était dès-lors prématurée. Les opérations agressives de l'amiral Seymour dans les mers de Chine, le bombardement de Canton, ont soulevé des discussions plus vives. C'est lord Derby qui a soutenu le débat dans la chambre des lords; M. Cobden vient à son tour d'engager la lutte dans la chambre des communes. La motion de censure proposée et défendue par lord Derby avec une rare éloquence n'a pas moins été repoussée par la chambre haute après un discours de lord Clarendon. Au surplus, on n'ignore pas que le gouvernement a toujours un grand avantage dans les débats qui touchent à la politique extérieure, où le patriotisme britannique se confie volontiers aux dépositaires du pouvoir exécutif. Le cabinet anglais a vaincu ses adversaires jusqu'ici, et il a également triomphé à la chambre des communes, dans la discussion du plan financier présenté par le chancelier de l'échiquier, sir Cornwall Lewis; le ministère a obtenu une majorité de 80 voix. Quelle conjecture peut-on tirer cependant de ce résultat? S'ensuit-il que le cabinet de lord Palmerston soit inébranlable? D'abord il faut toujours tenir compte de l'imprévu. En outre, si l'on examine l'état des partis, il y a une tendance évidente des tories et des peelites à se réunir, ce qui constituerait une force dangereuse, tandis que

l'appui de lord John Russell, qui a grossi la majorité ministérielle dans la discussion du plan financier, est un appui fort précaire. Rien ne le prouve mieux que la faible majorité de 13 voix obtenue par le cabinet sur une question de réforme électorale. La plus grande garantie pour lord Palmerston, c'est que les partis, malgré leurs essais de coalition, sont travaillés par trop de divisions pour opposer une force compacte au ministère, et surtout pour lui assurer un successeur.

Au moment où nous vivons, quand de grandes questions diplomatiques ne sont pas dans l'air, les affaires de finance et d'industrie, cela est visible, passent au premier rang. Elles obsèdent les esprits, elles réagissent sur les mœurs, elles décident de la fortune des gouvernemens. Chaque temps a sa mode : le monde se fait aujourd'hui volontiers commerçant, industriel, financier, spéculateur; mais jusqu'où peut-il aller dans cette voie? Qui viendra jeter le jour sur cet amas de grandes entreprises et d'opérations équivoques? Sous quelle multitude de formes l'esprit de spéculation peut-il se produire? Suivez M. Proudhon, un terrible guide en ces matières, il vous en donnera quelque idée dans son *Manuel du Spéculateur à la Bourse*, œuvre que l'auteur signe dans une édition nouvelle, après l'avoir publiée une première fois sans y mettre son nom; il vous montrera tout ce qui peut entrer d'élémens inavoués, bizarres, factices, dans ce qu'on nomme le mouvement de la richesse publique. Il y a deux hommes en M. Proudhon : il y a le théoricien qui s'enivre de ses lubies socialistes, qui parle de féodalité industrielle, d'empire industriel, de république industrielle, et arrive par les procédés les plus imprévus à des reconstitutions de la société dont on n'aperçoit pas bien le caractère; mais il y a aussi l'observateur sagace, pénétrant, implacable. Quand il s'empare d'un sujet, il le décompose avec une singulière vigueur d'ironie et d'éloquence, et il ne laisse point de faire de dangereuses blessures. Ce n'est point par un caprice tout à fait arbitraire que M. Proudhon a pris la Bourse pour objet de cette monographie : c'est que la Bourse en effet est le point central vers lequel tout converge dans les régions économiques; c'est là que tout vit, que tout s'agite. L'histoire de la Bourse pourrait devenir, à quelques égards, l'histoire des mœurs, des tendances, des idées à un moment donné. Elle montrerait surtout comment, à côté des opérations vraies, justes et fécondes de l'industrie et du crédit, il s'est créé progressivement tout un ensemble de pratiques insidieuses, insaisissables, dont tout l'art consiste à se confondre avec l'industrie légitime, à s'abriter sous des noms d'emprunt et à se représenter comme les auxiliaires indispensables du crédit. Autrefois, et dans l'esprit même de l'institution, les bourses étaient des lieux de réunion où les commerçans venaient traiter leurs affaires, et où se négociaient les effets publics; c'étaient des asiles légalement ouverts à toutes les transactions. Des règlemens précisaient la nature de ces transactions, le rôle des agens chargés de servir d'intermédiaires était déterminé, et ces agens devaient rester dans leur sphère. C'est là le fait primitif, le point de départ; mais ce fait primitif s'est singulièrement étendu et compliqué. Avec le temps, on a vu se développer autour de ces élémens essentiels tout ce qui constitue le jeu moderne. On n'a plus seulement négocié sur des opérations réelles, sur des effets publics; on a spéculé sur ce qui n'existait pas, on a organisé ce vaste prélèvement d'un gain aléatoire sur des échanges factices.

Auprès des agens publics et accrédités qui ne peuvent intervenir ostensiblement et directement dans un certain genre d'opérations, il y a des légions de satellites clandestins battant la campagne. Le jeu est interdit, il est vrai, mais on invente des marchés nouveaux, des ventes fictives, des engagemens à terme, et pour alimenter cette passion, il se trouve tout à propos des combinaisons ingénieuses qui excitent le joueur en lui offrant aux taux les plus usuraires le moyen d'attendre encore, d'aller de mois en mois, de prolonger souvent son agonie. Des sociétés se sont formées sous le prétexte fort plausible de développer le crédit, mais en réalité avec le principal objet de favoriser ce mouvement improductif, de vendre et d'acheter, c'est-à-dire de manœuvrer avec des capitaux concentrés pour vendre le plus cher possible et acheter au meilleur marché possible. Ces sociétés ont leurs adhérens, leurs cliens, et même leurs journaux. Depuis quelques années, des procès singuliers ont révélé de temps à autre comment on manipule la matière, comment on lance une affaire.

C'est ainsi qu'à côté du développement légitime de l'industrie sérieuse et du vrai crédit, il s'est formé tout un monde étrange et confus dont les conditions échappent à toute définition, qui a un langage et des mœurs à part, un monde où il y a les habiles et les pauvres dupes, où on voit des fortunes subites et insolentes et des ruines misérables. C'est la spéculation se superposant au travail et aux affaires véritables. Ce n'est pas qu'il y ait là un fait entièrement nouveau. Il y a quelques années, un publiciste anglais écrivait sur *la bourse de Londres* un livre qui a été traduit, les mêmes pratiques se sont vues il y a longtemps chez nos voisins; mais en Angleterre l'esprit de spéculation est contenu par une certaine vigueur de sentiment moral, et en France, on ne peut le nier, le mal est allé en empirant. Comment y remédier? Voilà la difficulté. Si on veut recourir à des moyens administratifs, économiques, en cherchant à saisir la spéculation pour la frapper d'impôts ou de droits nouveaux, on risque d'atteindre le vrai crédit lui-même, l'industrie sérieuse, dans la confusion singulière qui s'est faite. Le remède le plus efficace, — il n'y en a point d'autre peut-être, — serait évidemment dans la conscience publique retrempée et fortifiée. C'est la conscience qui met un frein à l'excès des spéculations, qui réduit à leur valeur les fortunes de hasard, et qui peut seule assainir un monde envahi par les mœurs industrielles; mais cette conscience publique n'est-elle pas malade, elle aussi? En examinant bien, on pourrait peut-être remarquer un fait curieux. Il y a certainement aujourd'hui un mouvement de réaction contre l'excès des spéculations; seulement cette réaction, si l'on nous permet le terme, est une affaire de goût et d'esprit, elle ne passe pas dans la pratique et ne devient pas une règle de conduite. On va entendre de beaux discours contre la domination des intérêts matériels, on y applaudit même, et en sortant on s'informe de ce qu'a fait la Bourse. On fait des comédies sur les hommes d'argent, et on va dîner avec les financiers, on porte des toasts en leur honneur. On fait la leçon aux peuples et aux rois, sans compter les évêques, dans un journal politique, et en même temps on travaille à endoctriner les petits capitaux dans les journaux industriels. Cette contradiction est peut-être un des problèmes les plus curieux du moment actuel.

Démêler l'histoire contemporaine à travers tant d'élémens pressés et con-

fus, c'est assurément la plus difficile des œuvres. Cette histoire n'est point finie, elle est pleine de problèmes, elle se complique à chaque instant de faits nouveaux, ou elle touche par tous les côtés à des passions encore vives; c'est un vrai champ de bataille. L'esprit ne reprend sa sérénité qu'en se retournant vers le passé, où il retrouve d'autres événemens et d'autres hommes. Est-ce donc que cette sérénité de l'esprit ressemble à de l'indifférence au spectacle d'un monde qui s'éloigne trop du nôtre pour nous intéresser et nous émouvoir? Non, l'intérêt est d'une autre nature, mais il existe. Il est du moins certaines parties de l'histoire qui gardent toujours un attrait profond, parce que, sans offrir un aliment aux passions actuelles, elles éclairent la suite des choses et sont pour ainsi dire le commencement du temps présent. Pourquoi s'est-on proposé si souvent d'analyser, de décrire la marche des institutions politiques, les transformations de la monarchie, le progrès des classes? C'est qu'évidemment ces évolutions étaient autant d'étapes conduisant au seuil du siècle actuel et expliquant jusqu'à un certain point tout ce que les contemporains ont vu. Il en est de même de cet autre grand fait qu'on nomme la formation de l'unité nationale française. M. d'Haussonville, on ne l'a pas oublié, s'est attaché à l'un des épisodes les plus saillans de ce séculaire travail de formation en écrivant avec autant de zèle que d'habileté l'*Histoire de la Réunion de la Lorraine à la France*. Il continue aujourd'hui comme il a commencé, en publiant un volume nouveau, qui est le troisième de cette instructive histoire. L'auteur ne s'est point contenté des faits ou des détails connus, il a puisé dans les archives des affaires étrangères de France, dans les archives de cour et d'état à Vienne, et il y a recueilli des lumières nouvelles qui éclairent certaines grandes figures comme celle de Mazarin, et toute cette galerie de princes de la maison de Lorraine. Certainement dans un tel sujet ce qui frappe avant tout, c'est le résultat, c'est la France se complétant par une province qui lui était si adhérente, c'est l'unité nationale triomphant de l'esprit local. On ne saurait nier cependant, pour l'honneur de la justice et de la vérité, que ce travail d'assimilation ne cache souvent bien des abus crians de la force. Quelque logiques, quelque nécessaires même que soient ces grands faits, il y a des résistances généreuses, il y a les tressaillemens de ce sentiment d'indépendance qui appartient aux petits comme aux grands, et qui ne cède qu'à une longue pression. Préméditée depuis longtemps, poursuivie à travers les péripéties de trois ou quatre règnes, l'incorporation définitive de la Lorraine n'est consommée qu'à la mort de Stanislas Leczinski, il y a un siècle à peine, après les coups redoublés de Richelieu, de Mazarin et de Louis XIV. C'est cette lutte que M. d'Haussonville décrit en remettant habilement au jour des scènes souvent peu connues où sont en jeu tous les ressorts de la politique de la France et de l'Europe.

Il y a ici un intérêt de plus, celui qui s'attache à la destinée de ces princes lorrains, famille singulière qui est sur le point d'arriver au trône de France avec les Guises, qui court sur toutes les routes ou sur tous les champs de bataille de l'Europe avec le duc Charles IV, et qui, avec le petit-fils du duc Charles V, finit par monter au trône des Habsbourg, où elle est encore. Quelle figure plus curieuse que celle de ce Charles IV, vrai personnage de roman, batailleur et léger, trahi par ses alliés les Espagnols, qui l'envoient prisonnier

à Tolède, cerné dans ses états par Louis XIV, qui finit par le déposséder, et toujours occupé de ses plaisirs, se perdant dans les intrigues d'amour, signant une fois par mois des promesses de mariage tantôt à la fille d'un apothicaire, tantôt à la fille de quelque grande maison lorraine! Charles IV perd son duché par l'esprit d'aventure; son successeur Charles V prépare l'avénement de sa famille au trône des Habsbourg par la fermeté de son caractère, par ses mœurs sévères et simples, par les talens militaires qu'il montre dans les campagnes contre les Turcs, sous les murs de Vienne, à côté de Sobieski. Pénétrant politique autant que vigoureux soldat, le duc Charles V a laissé un testament qui n'est point précisément un code de morale, et qui est resté après tout la règle de conduite de la maison de Habsbourg-Lorraine, principalement en Italie. La politique professée au nom de l'Autriche par le duc Charles était bien simple : elle consistait à se glisser en Italie et à y rester, à renfermer Venise dans ses lagunes, à réduire les chefs des autres états, y compris le pape, au rôle de gouverneurs, et à dominer partout. Nous voilà tout à fait sur le chemin qui conduit à notre temps.

L'aspect des choses a-t-il donc tellement changé au-delà des Alpes? Des questions de gouvernement intérieur sont nées, il est vrai; les passions révolutionnaires sont venues compliquer la situation de la péninsule. Diplomatiquement, les mêmes questions subsistent, les mêmes rivalités sont en jeu. Au point de vue national surtout, il reste toujours ce fait, que les circonstances ont étendu et aggravé : la domination étrangère, que l'Autriche ne peut s'appliquer qu'à adoucir. Le jeune empereur François-Joseph, en se rendant récemment dans la Lombardie, où il est encore et où il s'est trouvé un moment entouré des principaux membres de son cabinet, M. de Buol, M. de Bruck, M. de Bach, l'empereur François-Joseph, disons-nous, a voulu évidemment donner à son voyage un grand caractère politique. Il ne s'est pas borné à lever les séquestres qui pesaient sur les biens des émigrés, à dissoudre la cour exceptionnelle qui siégeait à Mantoue, à promulguer les plus larges amnisties. Selon tous les témoignages, il s'enquiert de l'état réel des populations, de leurs besoins et de leurs intérêts. Le gouvernement autrichien aurait eu à délibérer sur des projets importans, qui touchent à l'administration de la Lombardie. L'archiduc Ferdinand-Maximilien serait à la veille d'être nommé vicaire impérial en Italie avec des pouvoirs très étendus, il tiendrait une cour à Milan; en un mot, les possessions autrichiennes au-delà des Alpes recevraient une organisation distincte, où une part plus grande serait faite à l'élément civil, peut-être à l'élément national. L'empereur d'Autriche, en agissant ainsi, suit assurément la meilleure des politiques, et l'accueil qu'il reçoit des populations lombardes ne peut que s'en ressentir heureusement. Malgré tout cependant, un peu plus d'esprit de conciliation de la part du gouvernement autrichien ne change pas la nature des choses. Que la plus futile querelle s'élève, aussitôt les animosités se réveillent. C'est ce qui est arrivé récemment à Mantoue. A la suite d'une altercation pour une chanteuse, un malheureux a été accablé par des officiers autrichiens qui ont fait usage de leurs armes. De là une émotion qui s'est rapidement propagée, et dont l'expression est arrivée jusqu'à l'empereur lui-même. Bien d'autres faits attesteraient au besoin cette promptitude de l'instinct national, et mettraient à nu cet antagonisme permanent

entre la population civile et l'armée allemande. Ce n'est pas tout : le voyage de l'empereur François-Joseph devait nécessairement avoir de l'importance sous un autre rapport, au point de vue des relations de l'Autriche et du Piémont; il devait ou aggraver ou adoucir la tension qui existe entre les deux états. Il est bien clair que jusqu'ici c'est la première de ces alternatives qui se réalise.

Depuis quelque temps, la guerre est ouverte entre la presse piémontaise et les journaux autrichiens; les organes officiels des gouvernemens ont eux-mêmes pris part à ces polémiques. L'Autriche menace le Piémont et parle le langage de la force qui se croit en mesure d'infliger un châtiment; le Piémont répond en invoquant le droit, l'histoire, l'opinion de l'Europe et ses propres résolutions. Chose plus grave, cet échange de récriminations a fini par une démarche directe du cabinet de Vienne, qui a signifié diplomatiquement ses griefs au gouvernement piémontais, et celui-ci réplique à son tour avec autant de vigueur que d'habileté par une note signée de M. de Cavour. Or, sur quoi se fonde cette démarche quelque peu comminatoire de l'Autriche? Les journaux piémontais se livrent parfois, il est vrai, à de véritables excès de polémique, qui sont aujourd'hui un des griefs du cabinet de Vienne; mais le gouvernement du roi de Sardaigne ne saurait en être rendu responsable : il y a des lois qui donnent aux cabinets étrangers le droit de réclamer des poursuites contre les organes de la publicité. De plus, il faut en convenir, si dans le cas présent la presse piémontaise, qui est libre, qui n'engage qu'elle-même, s'est livrée à des diatribes particulièrement acerbes, elle n'a fait que suivre les journaux autrichiens, dont le langage a plus de gravité, parce qu'ils ne disent que ce que le gouvernement les autorise à dire. Par une singularité remarquable, dans ce duel qui s'est récemment engagé entre les journaux officiels de Milan et de Turin, c'est le cabinet piémontais qui a été provoqué; il s'est borné à se défendre. Autre fait : des Lombards se sont cotisés pour élever sur une place publique un monument en l'honneur des soldats de l'armée sarde tués dans la guerre de 1848, et la municipalité de Turin a donné une sorte de sanction officielle à cette pensée en s'y associant, en acceptant l'offrande. Sans nul doute la municipalité de Turin aurait dû éviter de placer le gouvernement dans l'alternative de la dissoudre ou de paraître solidaire d'un acte compromettant; encore est-il vrai que rien n'indique l'origine lombarde de cette manifestation. Quant aux souscriptions faites pour acheter des fusils et des canons, le gouvernement piémontais a prohibé l'achat de fusils destinés à un mouvement insurrectionnel, et il a expliqué lui-même l'armement de la citadelle d'Alexandrie par des nécessités de défense nationale.

Il est un dernier grief qu'on ne dit pas, et qui n'est peut-être pas le moins sérieux. Le roi Victor-Emmanuel n'a point envoyé complimenter l'empereur François-Joseph pendant son séjour à Milan, ce qui n'est pas en effet d'une rigoureuse correction d'étiquette monarchique. Malheureusement il en est ici comme dans la politique intérieure de l'Autriche, un incident compromet tout. Lorsque la levée des séquestres eut rendu facile un rapprochement auquel le cabinet de Turin était disposé, un sénateur piémontais s'est trouvé tout à coup expulsé de Milan, ce qui n'était pas non plus un procédé très bienveillant, et sans invoquer des motifs politiques de circonstance, il était peut-être permis au roi Victor-Emmanuel de se souvenir que lorsqu'il avait

été cruellement éprouvé, il y a deux ans, par la mort des deux reines, l'empereur d'Autriche ne s'était point cru tenu à ces déférences que les souverains observent d'habitude entre eux. Que prouve tout cela au fond? C'est que si le Piémont n'aime pas l'Autriche, l'Autriche n'aime pas le Piémont, et le supporte impatiemment en Italie. C'est de tradition, et M. de Cavour ne fait que tenir aujourd'hui le langage tenu avant lui par ses prédécesseurs, par M. della Margherita lui-même. L'Autriche a voulu saisir l'occasion de la présence de l'empereur à Milan pour faire une manifestation diplomatique qu'elle peut juger utile à son ascendant en Italie; elle n'ira pas plus loin sans doute, parce qu'elle ne serait appuyée ni par la France ni par l'Angleterre, et moins encore peut-être par la Russie. Pour le Piémont, il peut voir le plus clairement du monde que sa vraie force est dans la modération; le gouvernement du roi de Sardaigne ne l'ignore pas, les partis l'oublient souvent à Turin. Ils croient être très libéraux et servir très efficacement l'indépendance italienne par des excès de parole et des manifestations d'une opportunité douteuse; ils n'arrivent qu'à créer des embarras, ils font de la politique un système de taquineries qui après tout peut bien finir par fatiguer un grand gouvernement, ils entretiennent une agitation factice, dangereuse pour le cabinet de Turin lui-même, entraîné parfois au-delà des limites qu'il s'imposerait volontiers, et réduit aussi à répondre d'actes plus capricieux que réfléchis alors qu'il ne peut défendre réellement les intérêts italiens, dont il est l'organe, que par une ferme modération, et les intérêts libéraux, qu'il représente, que par le plus prudent esprit de conservation.

Telle est la situation de l'Italie que les mêmes problèmes s'agitent dans tous les pays italiens. Partout la lutte existe entre une politique de résistance outrée et des idées plus modérées, plus libérales, et elle se poursuit avec des chances diverses que la révolution épie pour se faire jour. Il y a un petit état où un esprit de sage réforme semble pénétrer dans les conseils du gouvernement et amène une sorte de pacification, un affranchissement graduel : c'est le duché de Parme. Le mouvement n'est pas sans doute très prononcé et n'est point sans restrictions; pourtant il se décèle par certains actes et par certains faits. D'abord l'occupation autrichienne a cessé, les troupes impériales ont quitté Parme au commencement de ce mois. En outre il s'agite une question assez grave pour le duché, quoique simplement commerciale en apparence; c'est celle de l'union douanière de Parme avec l'Autriche. Le traité qui consacre cette union est sur le point d'expirer; il s'agit de savoir si la ligue douanière sera abandonnée, ou si elle sera renouvelée. Elle a été dénoncée il y a déjà quelques mois. L'Autriche, on le comprend, tient au renouvellement de son traité, non-seulement parce qu'il favorise son industrie manufacturière et ses finances, mais encore parce que cette union a une portée politique. Les intérêts parmesans au contraire se plaignent d'une combinaison qui les sacrifie à l'industrie autrichienne, qui a été ruineuse pour les finances du duché, et il faut bien qu'il en soit ainsi, puisque l'Autriche offre d'élever le chiffre des compensations pécuniaires qu'elle devait aux états qui faisaient partie de l'union. De plus, les raisons politiques qui déterminent le cabinet de Vienne doivent nécessairement avoir beaucoup moins de prix à Parme. Le gouvernement du duché a donc toute sorte de motifs pour résister, et il résiste jusqu'ici. Le voyage que M. de Buol vient de faire à Parme

avant de retourner à Vienne n'était point évidemment étranger à cette affaire. En résistant jusqu'au bout, le gouvernement parmesan aura certainement l'appui de l'opinion et des intérêts du duché. Au point de vue purement intérieur, on pourrait aussi noter quelques symptômes favorables. Il y a quelque temps, dans une réception publique, la duchesse régente faisait appel à la représentation des communes; elle se montrait décidée à accueillir toutes les idées d'amélioration. Il y a un fait certain : depuis que le pouvoir lui est échu, la régente actuelle s'est appliquée à dégager et à raffermir son petit état; ses actes laissent voir l'intention de ne point le laisser absorber par l'Autriche, et le désir du bien, ce qui est déjà un progrès sensible.

De tous les états italiens, celui qui reste dans la situation la plus compliquée, c'est le royaume de Naples, et ici les complications sont d'autant plus grandes que l'imagination ajoute souvent à la réalité, que les difficultés intérieures sont devenues le point de départ d'un démêlé diplomatique qui existe encore : démêlé fort singulier en vérité, que tout le monde voudrait voir finir et qu'on ne sait comment terminer. Depuis que la France et l'Angleterre ont rompu diplomatiquement avec Naples, y a-t-il quelque amélioration dans les Deux-Siciles? L'attitude indépendante et assez haute du roi Ferdinand a semblé le relever et a satisfait un certain instinct national, cela n'est pas douteux. Il n'est pas moins vrai que depuis quelque temps il y a toute une série de faits amenés par une sorte de fatalité, et qui dénotent une situation assez troublée. D'abord c'est une insurrection qui éclate en Sicile; bientôt une odieuse tentative de meurtre est dirigée contre le roi lui-même par un soldat. Des explosions de poudrières ou de bateaux à vapeur et d'autres accidens semblables qui ne paraissaient pas entièrement l'effet du hasard sont venus frapper les imaginations. Il y a eu des paniques, des arrestations. Certes il faut faire la part de l'exagération dans tout ce qui vient de ce pays, où une certaine obscurité semble plaire au gouvernement comme à ses ennemis. Tout n'est point fiction cependant, puisque récemment l'archevêque de Naples ordonnait des prières pour la tranquillité publique. Il y a des esprits qui se font l'illusion de croire que la rupture des rapports de la France et de l'Angleterre avec Naples a fait tout le mal, et que, par le rétablissement de la situation diplomatique antérieure, tout serait fini. La rupture n'a point créé le mal, elle en a été le résultat et le symptôme. On a pu s'engager dans une voie sans issue en prenant des moyens périlleux ou impuissans pour remédier à une situation critique; cette situation n'existe pas moins, et même aujourd'hui, quand les relations diplomatiques seraient purement et simplement renouées, pense-t-on que tout fût fini, qu'il n'y eût plus aucun péril pour l'ordre en Italie et pour le roi Ferdinand lui-même dans les conditions où se trouvent les Deux-Siciles? Ce qu'on nomme la question napolitaine existerait encore.

Ce n'est pas d'ailleurs que le roi de Naples ferme les yeux sur cette situation, et refuse absolument de prendre des mesures propres à raffermir son trône et à rassurer l'Europe. Il y a peu de temps, il nommait une commission chargée d'aller examiner l'état des provinces, d'étudier leurs besoins. Un autre acte récent semblait avoir pour objet de répondre, quoique fort indirectement, à un des vœux des puissances européennes : c'est une conven-

tion signée avec M. Buschental, ministre de la Confédération Argentine, et dont le résultat devait être de vider les prisons de Naples, en assurant un lieu de refuge en Amérique à tous les détenus politiques. Ces détenus devaient être transportés aux frais du gouvernement napolitain; à leur arrivée dans la république argentine, ils devaient recevoir des concessions de terres, des sommes stipulées pour leur premier établissement et former des espèces de colonies; seulement ils ne pouvaient revenir en Europe. Tout cela a échoué, les détenus n'ont pas voulu souscrire à ces arrangemens. On dit que récemment à Naples, dans une réunion diplomatique où se trouvait le ministre des affaires étrangères, M. Carafa, on discutait sur le nombre de détenus qui avaient accepté : les uns portaient le chiffre à 50, d'autres le réduisaient à 4. M. Carafa avoua que ce dernier chiffre était le vrai. Aujourd'hui le traité Buschental est à peu près abandonné, de sorte que voilà encore un expédient manqué. Maintenant quelle sera l'issue de ces incertitudes? Le roi de Naples n'est pas évidemment le moins intéressé à rendre un rapprochement possible et à mettre un terme à cet état de rupture qui, après lui avoir donné l'occasion de montrer une certaine fermeté, n'est pas propre à endormir les inquiétudes et à décourager les mécontentemens autour de lui.

Tous les troubles politiques semblent se donner rendez-vous dans le Nouveau-Monde, et s'y produisent sous des formes aussi étranges que violentes. L'absence d'institutions et de mœurs publiques ouvre une large carrière aux passions individuelles les plus effrénées; la faiblesse des pouvoirs de hasard qui se succèdent laisse sans défense le droit public et la sécurité des étrangers. C'est ce qui explique les révolutions intérieures qui agitent sans cesse les républiques hispano-américaines, et les réclamations permanentes que les puissances européennes ont à poursuivre. Depuis bientôt deux ans, le Mexique est en proie à une crise qui ressemble encore plus à la convulsion d'une agonie qu'à une révolution véritablement politique. Il y a aujourd'hui dans la république mexicaine un congrès souverain occupé depuis un an à faire une constitution, et qui se livre aux discussions les plus oiseuses. A Mexico, il y a un président dit *substitué*, qui est le général Comonfort, tandis que le président *propriétaire* est le général Alvarez. On n'a pas oublié ce que c'est que le général Alvarez : c'est un vieil Indien qui s'est mis à la tête de la dernière révolution contre Santa-Anna, et qui depuis, fatigué de la vie civilisée, s'est retiré dans le sud, d'où il prétend encore parfois imposer sa volonté en invoquant son titre de président. Où est le pouvoir dans tout cela? On ne le sait guère. Pendant ce temps, les insurrections se succèdent. Tantôt c'est au nord le soulèvement d'un chef énergique, de Vidaurri, qui a tenu pendant quelques mois le gouvernement central en échec; tantôt ce sont les insurrections qui ont éclaté au nom du parti conservateur à Puebla et à San-Luis de Potosi, et qui ne sont pas encore entièrement assoupies.

C'est dans ces circonstances que se sont produites récemment, à quelques lieues de Mexico, des scènes sanglantes qui ne peuvent manquer de réveiller une querelle déjà mal apaisée l'an dernier entre l'Espagne et la république mexicaine. Il est sans doute toujours un peu difficile de se reconnaître dans les obscurités d'une si grande anarchie; voici cependant les faits tels qu'ils apparaissent. Il y a quelque temps, le général Alvarez a demandé au congrès mexicain l'annexion à l'état de Guerrero, dont il est depuis longtemps le chef,

de divers districts tels que ceux de Cuernavaca et de Cuantla, et, sans doute pour appuyer sa demande, il s'est avancé à la tête d'une force d'Indiens vers ces districts qui ont reçu le nom de *Tierra caliente*, où sont répandues de riches propriétés appartenant principalement à des Espagnols. Malgré tout, le congrès a résisté à ces prétentions, et le président *substitué*, le général Comonfort, a peut-être encouragé cette résistance, dans l'espoir secret que le chef du sud irrité viendrait avec ses Indiens en finir avec l'assemblée. Il n'en a point été ainsi, Alvarez ne s'est point occupé du congrès, mais alors ont commencé les actes de vandalisme qui ont coïncidé avec l'arrivée des Indiens dans la *Tierra caliente*. Des fermes ont été saccagées par des bandes qui se sont répandues dans la campagne; des malheureux ont été massacrés, et, chose singulière, un Français qui se trouvait là a été épargné; les Espagnols seuls ont été traités sans pitié; contre eux, la guerre à mort a recommencé. Maintenant, d'où vient cette haine furieuse qui s'assouvit encore dans le sang? Elle ne date point d'aujourd'hui, elle remonte au temps de l'indépendance. Entre les républiques nouvelles de l'Amérique, le Mexique s'est toujours distingué par une sorte d'aversion contre ses anciens maîtres. Un jour même, en 1829, une loi vint décréter l'expulsion en masse des Espagnols. Ce sentiment, qui à une certaine époque a été principalement fomenté par les agens des États-Unis, est surtout le propre du parti démocratique, et toutes les fois que ce parti triomphe, les mêmes haines se font jour, comme cela est arrivé depuis la dernière révolution. Peu après la disparition de Santa-Anna, au milieu de la plus complète anarchie, on célébrait à Mexico l'anniversaire de l'indépendance en déclamant au théâtre les plus violentes injures contre l'Espagne et les Espagnols. Il en était ainsi, lorsque s'élevait l'an dernier la question des traités relatifs aux diverses dettes reconnues par le Mexique au profit de sujets de l'Espagne. Par un décret, on peut s'en souvenir, le congrès mexicain mettait tout simplement le séquestre sur les propriétés espagnoles, à quoi le cabinet de Madrid répondait en faisant paraître une force navale devant la Vera-Cruz. L'affaire s'était assoupie cependant, elle vient de se réveiller par les sauvages excès commis dans les districts de Cuernavaca et de Cuantla. Or ici il s'élève une autre question. Quelle est la part de responsabilité du gouvernement, que ce gouvernement soit celui du président propriétaire ou celui du président substitué, qu'il s'appelle Alvarez ou Comonfort? Alvarez, il est vrai, nie toute participation à de tels actes; mais s'il ne les a pas ordonnés, il ne les a ni empêchés ni réprimés, et, dans tous les cas, il ne paraît pas douteux que ses bandes d'Indiens n'y aient contribué. Les attentats de la *Tierra caliente* ont été commis presque en présence de ses lieutenans, qui sont tout au moins restés inactifs, et qui n'ont point été fâchés peut-être de voir les Espagnols expier l'opposition qu'ils avaient faite à l'annexion du district de Cuernavaca à l'état de Guerrero. D'un autre côté, l'anarchie de cette malheureuse république explique seule comment de semblables crimes peuvent se produire à quelques lieues de Mexico. Le général Comonfort, qui est le moins coupable, à coup sûr, a envoyé quelques troupes après l'événement. Son impuissance est si grande, qu'il a eu de la peine à obtenir d'Alvarez qu'il rappelât ses Indiens et les ramenât vers le sud. Il a fallu négocier: le vieux chef, le rusé cacique, réclamait de l'argent. Quoi qu'il en soit, voilà une querelle nouvelle entre le Mexique et l'Espagne. Le cabinet de Madrid

fait partir, dit-on, toute une expédition navale; il ne peut manquer évidemment d'assurer la protection de ses nationaux, et ce qui serait mieux encore, ce serait que le gouvernement mexicain accordât spontanément la réparation due à de si grands attentats.

Ce n'est point là tout à fait l'histoire de la Nouvelle-Grenade, et pourtant dans les affaires de la république néo-grenadine il y a le même mélange d'incohérences intérieures et de querelles avec des états étrangers. Seulement ici l'anarchie semble perdre un peu de son intensité, et les démêlés avec les états étrangers ont un autre caractère. La Nouvelle-Grenade a été depuis quelques années tellement éprouvée par les dominations démocratiques et les insurrections, que l'élection d'un nouveau président était certes pour elle un périlleux défilé; elle en est sortie mieux qu'on n'aurait pu le croire. Il y a déjà quelque temps, en effet, que l'élection a eu lieu, et le nouveau président va prendre possession du pouvoir dans un mois. En ce moment même se réunit à Bogota le congrès qui doit vérifier les opérations de ce scrutin d'où est sorti le nom de M. Mariano Ospina. Divers candidats se disputaient le pouvoir dans ces élections. M. Ospina, qui a été élu, est un conservateur prononcé, d'une probité reconnue, d'une singulière fermeté de caractère, qui a figuré déjà dans l'administration conservatrice du général Herran, et qui s'est surtout signalé par son opposition contre les administrations radicales des dernières années. Il avait pour concurrent M. Manuel Murillo, candidat du parti démocratique, esprit aussi chimérique que violent, qui s'est enivré de toutes les idées les plus extrêmes de l'Europe. M. Murillo a été ministre des finances durant la présidence radicale du général Lopez; il a profité de son passage aux affaires pour bouleverser le pays. Il était l'un des créateurs et le patron de ces sociétés démocratiques qui avaient fini par jeter la terreur dans Bogota. M. Murillo est encore l'oracle du radicalisme grenadin. Il restait une dernière candidature, celle du général Mosquera, homme considérable par son nom, par sa position, qui a été déjà président, et qui, dans les dernières insurrections, contribuait à abattre la dictature révolutionnaire du général Melo. Malheureusement le général Mosquera a trop incliné vers une certaine fraction du parti radical dont il n'a pas obtenu l'appui, et ses alliances nouvelles lui ont fait perdre les votes du parti conservateur, dont il était jusque-là l'un des chefs. Le résultat de tout ce mouvement électoral a été de donner 95,000 voix à M. Ospina, 80,000 voix à M. Manuel Murillo, et 25,000 suffrages seulement au général Mosquera. En apparence, la nomination de M. Mariano Ospina serait donc pleinement rassurante, puisqu'elle est le triomphe des opinions conservatrices; mais si on observe en même temps la minorité assez menaçante obtenue par M. Murillo, il est évident que les passions révolutionnaires ont encore une force singulière dans la Nouvelle-Grenade. Jusqu'à ces derniers temps, on a pu craindre de voir se renouveler à l'ouverture de la session les scènes qui eurent lieu en 1849, à une époque où le congrès dut choisir sous le poignard le candidat démocratique. Que, par une fortune plus heureuse, M. Ospina monte paisiblement au pouvoir, sa situation ne laisse point d'être étrangement difficile. Le règne prolongé des idées démocratiques a eu pour résultat d'amener une véritable dissolution du pays; le radicalisme s'est servi du pouvoir pour tout décomposer, l'administration, la police, les finances,

l'armée; c'est à peine si la Nouvelle-Grenade a cinq cents soldats sur pied, la plupart des impôts ont été abolis, le pouvoir exécutif a été complétement désarmé. Si le nouveau président cherche à réagir contre tout cet ensemble anarchique, ne sera-t-il pas renversé par une révolution? S'il veut gouverner avec les lois actuelles, il risque de se débattre dans des impossibilités contre lesquelles il luttera inutilement.

Voilà pour l'état politique du pays. Quant aux affaires extérieures, la Nouvelle-Grenade se trouve être à la fois en querelle avec l'Angleterre et les États-Unis : avec l'Angleterre pour une vieille dette reconnue en faveur d'un sujet britannique, M. Mackintosh, dette qui remonte au temps de la guerre de l'indépendance, et qui a été déjà l'objet de plusieurs arrangemens. Sans entrer dans des supputations de chiffres, on peut certes dire que la Nouvelle-Grenade a payé de fait plus qu'elle ne devait; mais elle porte la peine de son impuissance à remplir au moment voulu ses engagemens. De là ces transactions onéreuses dont un agent étranger s'empare un jour pour faire la loi à des gouvernemens obérés. C'est ce qui est arrivé. Le ministre anglais, M. Griffith, a rompu, il y a quelques mois, tout rapport diplomatique avec la Nouvelle-Grenade. Il n'a point cependant quitté Bogota, attendant encore l'effet d'une intervention officieuse du ministre de France pour amener un arrangement, et pendant ce temps le gouvernement anglais a envoyé quelques vaisseaux devant Carthagène, afin d'imposer au cabinet de Bogota une prompte décision, et de le contraindre au besoin. La querelle avec les États-Unis n'est pas moins grave et elle est plus compliquée, car les griefs de l'Amérique du Nord sont plus nombreux, comme aussi elle peut avoir de bien autres conséquences, car au fond il s'agit de la possession de l'isthme de Panama. On se souvient peut-être de cette scène sanglante qui eut lieu l'an dernier à Panama, entre des Américains du Nord et des noirs. C'est là un des griefs dont le cabinet de Washington poursuit la réparation, et ce n'est pas le seul. Les Américains du Nord se plaignent d'un droit de tonnage mis sur les navires étrangers dans les ports grenadins, d'un impôt établi sur les correspondances par l'isthme de Panama. Le fondement des plaintes du cabinet de Washington est des plus fragiles sans doute, mais les Américains ont la force; ils ont vivifié cet isthme qu'ils occupent aujourd'hui, ils peuvent parler en maîtres, et, chose bizarre, il y a quelque temps, le gouvernement de Panama était obligé de demander à une frégate des États-Unis de vouloir bien débarquer quelques matelots pour rétablir l'ordre, ce qui était, après tout, introduire l'ennemi dans la place. A quoi cela tient-il, si ce n'est à cet étrange système qui a réduit la Nouvelle-Grenade à la faiblesse par l'anarchie?

CH. DE MAZADE.

Œuvres anatomiques, physiologiques et médicales de Galien (1). — Tout est difficile dans une édition et dans une traduction des œuvres de Galien : le texte est incertain, les éditions, quoique nombreuses, sont remplies de fautes, les manuscrits sont mal copiés et souvent incomplets, le grec n'est

(1) Traduites sur les textes imprimés et manuscrits, accompagnées de sommaires, de notes, de planches, et précédées d'une introduction, par le Dr Ch. Daremberg. Tomes Ier et IIe, Paris, Baillière, 1854-1856.

pas excellent ni facile à comprendre, le système philosophique de l'auteur est compliqué et prétend accorder Hippocrate, Aristote et Platon, tout en admettant, sur la nature de l'âme principalement, un matérialisme peu dissimulé. Les attaques contre les sectes qui divisaient alors les écoles de médecine sont nombreuses et souvent obscures, car l'amour de la vérité ne domine pas toujours seul. Si la science de l'auteur est infinie, si ses idées générales sont étendues, si les sujets qu'il traite sont nombreux, sa connaissance de l'anatomie est imparfaite, et quand il parle d'un organe, il dit rarement où et comment il l'a observé, de sorte qu'on ne sait s'il s'agit de l'homme, du singe ou d'un autre mammifère supérieur, et que l'on peut confondre l'obscurité avec l'ignorance. Enfin les éditions variées et les commentaires des érudits de a renaissance ne peuvent éclairer tous ces points délicats, car l'impartialité est d'une origine très moderne, et les érudits d'autrefois étaient les plus passionnés de tous les hommes. Toutes ces difficultés diverses, M. Daremberg est habitué à les vaincre. Ses traductions d'Hippocrate, d'Oribase et de Rufus d'Éphèse ont démontrée et perfectionné son habileté dans l'art de traduire et de rendre clair en français ce qui est souvent obscur en grec, sa connaissance de l'état des sciences dans l'antiquité et de l'histoire des théories. Il pourrait dire, comme Galien : « J'ai démontré dans des leçons publiques et particulières.... que je n'étais inférieur à personne, pour ne pas dire plus, dans la connaissance de toutes les sectes. » Galien en effet n'est pas seulement un praticien habile et le médecin éclairé de Marc-Aurèle et de Lucius Verus, il est surtout un critique et un philosophe. Dans le plus étendu des traités que publie M. Daremberg, *de l'Utilité des parties du corps*, la description scientifique n'intervient que pour appuyer un système de philosophie, ou, comme on dit aujourd'hui, de *téléologie*. C'est un exposé de l'anatomie du temps appliquée à la démonstration de la dangereuse théorie des causes finales. Le but de l'ouvrage est de prouver la vérité de ce principe d'Aristote : la nature ne fait rien en vain, principe qui paraît assez raisonnable, mais dont la preuve est difficile, tellement que la plupart des raisons alléguées par Galien ont été successivement ébranlées par les progrès de la science, et qu'aucune peut-être ne reste entière aujourd'hui. Les assertions plus récentes même ne reposent pas toujours sur des réalités incontestables, tant l'accord est difficile entre la métaphysique et l'expérience.

Les deux premiers volumes de la traduction de Galien ont seuls paru jusqu'ici à deux ans de distance, et M. Daremberg fait espérer que la publication sera terminée dans le courant de l'année 1857. Les deux volumes que nous attendons contiendront, l'un la vie de Galien et une introduction sur sa philosophie et ses doctrines médicales, l'autre quelques ouvrages de l'auteur, tels que le *Traité du Pouls* et les commentaires sur les livres chirurgicaux d'Hippocrate, sur les opinions d'Hippocrate et de Platon, etc. On aura ainsi tous les élémens d'une étude sur la médecine depuis Hippocrate jusqu'à Galien, et ce sera aussi le moment de tenter une exposition un peu étendue des doctrines de ce dernier comme de ses adversaires. PAUL DE RÉMUSAT.

V. DE MARS.

ur
en
si-
ne
pas
ont
to-
m-
ou
vec
a
ité
as-
erg
fus
et
ice
ait
cu-
; la
un
, il
que
ati-
on
oli-
out
ne
ave
été
ut-
re-
cile

us-
ca-
que
sur
au-
rgi-
ura
u'à
lue